

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°407**

**FEVRIER 2019**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA: FIN ANNONCÉE DE DAECH, WASHINGTON LAISSERAIT EN PLACE UNE FORCE DE QUELQUES CENTAINES D'HOMMES**
- **TURQUIE: POURSUITE DES GRÈVES DE LA FAIM, LISTE UNIE AUX MUNICIPALES DE 7 PARTIS KURDES**
- **ASSASSINAT DU BÂTONNIER TAHIR ELÇI: LES POLICIERS TURCS MIS EN CAUSE**
- **IRAK: LES DIFFÉRENDS PDK-UPK RETARDENT LA FORMATION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN**
- **IRAN: AU KURDISTAN, LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE COLLIMATEUR DU RÉGIME**
- **LE KURDISTAN D'IRAK HÉBERGE TOUJOURS 1,5 MILLIONS DE DÉPLACÉS OU DE RÉFUGIÉS**
- **DÉCÈS DE BERNARD DORIN, DIPLOMATE ET GRAND AMI DU PEUPLE KURDE**

---

## ROJAVA: FIN ANNONCÉE DE DAECH, WASHINGTON LAISSERAIT EN PLACE UNE FORCE DE QUELQUES CENTAINES D'HOMMES

**D**e l'aveu même des médias pro-gouvernementaux, l'État turc poursuit à Afrîn une véritable politique de colonisation. Assisté de ses mercenaires djihadistes syriens et de la soi-disant «Armée Syrienne Libre» (ASL), Ankara a entamé l'islamisation et la turquification du territoire, y installant des institutions comme les lycées «*Imam Hatip*» ou sont formés les imams des mosquées dépendant du *Diyanet*, la Direction turque des affaires islamiques. Celui créé à Afrîn a été visité fin janvier par le gouverneur du Hatay. Les enseignants qui y sont formés enseigneront le turc

dans l'une des 243 écoles ou lycées gérés par la Turquie à Afrîn, Azaz, Jerablous ou al-Bab. Selon *Sabah*, 5 muftis et 299 cadres formés par le *Diyanet* ont aussi été envoyés dans les mosquées. Parallèlement, l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH) rapporte de nouveaux pillages. Le 16, *Rûdaw* a diffusé le témoignage d'un couple âgé du village de Kuran: faisant irruption chez eux, des djihadistes de *Ahrar al-Sharqiya* les ont ligotés et battus avant de piller leur maison. Des militants de *Jabhat al-Sham* ont aussi vandalisé le sanctuaire yézidi du village de Qestela Cindî (sous-district de Shera), ainsi que des tombes kurdes, affirmant

qu'elles ne respectent pas les normes islamiques...

En réponse, les attaques contre les occupants s'intensifient. Les «Forces de libération d'Afrîn» (FLA) ont annoncé le 9 avoir mené les 6 et 7 février près de Shirawa et Jandarîs une série d'attaques contre des véhicules et des bases de *Ferqet al-Hamza* («Division Hamza») et de *Jaysh al-Sharqiyah*, en représailles contre les crimes de guerre de ces deux groupes, enlèvements, torture et meurtres de plusieurs civils. Un commandant local de *Jaysh al-Sharqiyah* et 6 autres combattants ont été blessés (*ANHA*). Le 13, le groupe «Colère des olives»

(*Ghadib al-Zaytoun*) a revendiqué plusieurs attaques ayant fait au moins 12 morts parmi les commandos de l'ASL et blessé 3 policiers et 4 civils à un point de contrôle frontalier près d'al-Ray (*AMN*). Le 20, les FLA ont annoncé la mort d'au moins un soldat turc et 3 combattants de l'ASL dans une embuscade tendue entre Bastouta et Karzala, où 5 autres soldats ont été blessés (*AMN*). Les 24 et 25, les FLA ont éliminé au moins 7 combattants de l'AFL, les 3 premiers par une bombe déclenchée au passage de leur véhicule près d'Afrîn, les autres le lendemain dans l'attaque d'un point de contrôle. Le 26, des rapports ont aussi fait état de la mort du commandant en second de la brigade «Sultan Mourad», Anwar Al-Hussein, tué par une bombe placée dans une motocyclette (*AMN*). Le harcèlement des occupants se poursuivra: le 17, le Conseil militaire des Forces démocratiques syriennes (FDS) a déclaré qu'une fois Daech réduit, ses combattants se concentreront sur l'élimination des cellules djihadistes dormantes, mais aussi sur la libération d'Afrîn (*ANHA*).

Ces exactions et violations des Droits de l'homme provoquent, enfin, quelques réactions internationales. Le 20, la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen a demandé par 47 voix contre 7 la suspension des négociations d'adhésion avec la Turquie, exprimant également ses «inquiétudes sérieuses» concernant la situation «en matière de respect des droits de l'homme, de l'État de Droit et de liberté des médias» en Turquie même. Le 28, la Commission d'enquête des Nations-Unies sur la Syrie a conclu dans un rapport à «des motifs raisonnables de croire que des membres de groupes armés à Afrîn ont commis des crimes de guerre de type prise d'otages, traitements cruels, torture et pillage» (Rapport n° A /HRC/40/70 destiné à la session du 25/02 au 22/03,

*Advance Edited Version* du 31/01/ 2019:

[https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A\\_HRC\\_40\\_70.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A_HRC_40_70.pdf).

Dans l'Est, les FDS ont suspendu en début de mois leur assaut sur le dernier bastion de Daech à la frontière irakienne, le village de Baghouz, en raison de la présence de nombreux civils utilisés comme boucliers humains par les djihadistes. Après la reddition en quelques semaines de 3.100 combattants, les 500 ou 600 qui restent, majoritairement étrangers, semblent déterminés à mourir au combat. Selon l'OSDH, depuis décembre, plus de 36.000 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont quitté les lieux (*AFP*).

Le 1<sup>er</sup>, une bombe a blessé un commandant du Conseil militaire de Manbij à son domicile, puis plus tard une autre a visé une patrouille des FDS près d'Abriha (Deir Ezzor), faisant seulement des dégâts matériels (*OSDH*). Le lendemain, une troisième a tué le chauffeur d'un car transportant des enseignants à Manbij et blessé au moins 4 passagers (*OSDH*). Le 7, les FDS ont annoncé avoir arrêté 63 membres de cellules dormantes à Raqqa.

Le 9, un porte-parole des FDS, Mustefa Balî, a annoncé la reprise de «violents combats» après le lancement de l'assaut final sur Baghouz, soutenu par des tirs d'artillerie (dont ceux des batteries françaises *CAESAR*, depuis l'Irak voisin) et des frappes aériennes de la Coalition. Les djihadistes ont résisté avec acharnement, utilisant otages, mines et tunnels pour ralentir la progression des FDS. Le 11, des frappes aériennes ont tué 16 civils tentant de fuir vers l'Irak et les FDS ont perdu 12 combattants dans une contre-attaque à la roquette (*WKI*). Selon le porte-parole de la Coalition, le colonel Sean Ryan, le 12, les progrès étaient «lents et méthodiques»; les

FDS déminaient la zone et tentaient de repérer les tunnels des djihadistes. Des centaines de civils ont encore quitté le réduit dans la nuit du 12 au 13 (*AFP*). Après des contre-attaques suicides repoussées les 14-15, les FDS ont de nouveau stoppé leur offensive le 16 pour permettre de nouvelles évacuations de civils. Leur porte-parole, Adnan Afrîn, a déclaré: «Nous ne nous attendions pas à un tel nombre de civils, sinon nous n'aurions pas relancé la campagne il y a 4 jours». Le 19, l'offensive était toujours suspendue, mais le 20, des camions évacuaient plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui seraient fouillés et interrogés afin d'identifier les djihadistes infiltrés. Il restait encore «un nombre important» de civils dans Baghouz, et les FDS ont continué à tenter d'obtenir une capitulation des combattants restants, retranchés dans des tunnels au milieu d'un «océan de mines» (*AFP*). Le lendemain, près du village de Shahîl, plus à l'Ouest, un nouvel attentat à la voiture piégée, avec une bombe déclenchée à distance, a fait au moins 20 morts, dont 6 combattants FDS et 14 employés du champ pétrolier d'al-Omar (Deir Ezzor). En fin de mois, les combats autour de Baghouz étaient toujours suspendus.

Le sort des prisonniers djihadistes, et en particulier des étrangers, continue à faire question. Les autorités kurdes indiquent ne pouvoir garantir leur maintien en détention si elles sont elles-mêmes attaquées par la Turquie, alors que leurs pays d'origine, confrontés à une opinion publique hostile, rechignent à les «récupérer»... Le 4, Washington a littéralement tiré les oreilles aux Européens, les appelant à rapatrier et à juger ces prisonniers sur leur sol. Le 8, des responsables kurdes syriens ont indiqué qu'il n'y avait aucun progrès pour le rapatriement des prisonniers français... Les autorités kurdes ont aussi proposé l'alternative d'un tribunal internatio-

nal sous autorité des Nations-Unies pour juger les crimes de Daech. Le 25, une source gouvernementale irakienne a annoncé que 14 djihadistes français avaient été remis à l'Irak par les FDS. Au total, 280 djihadistes présumés ont été transférés vers Bagdad en coordination avec la Coalition internationale, le sort de quelque 50 adultes et 80 enfants toujours détenus par les FDS demeurant en balance (*AFP*). Le 28, des proches de djihadistes français, dénonçant l'inaction de Paris, ont déposé plainte contre la France auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU.

La Turquie a tenté d'utiliser ce problème des prisonniers pour appuyer sa demande d'une «zone de sécurité» à la frontière turco-syrienne, qu'elle menace de créer elle-même si elle n'est pas entendue. Les FDS rejettent évidemment une option qui permettrait à la Turquie de les évincer, défendant plutôt une zone-tampon à cheval sur la frontière, avec la présence de forces de la Coalition côté turc – ce qu'Ankara est peu susceptible d'accepter (*AFP*). Ankara a aussi poursuivi sa forte pression sur Washington à propos de Manbij, ville constituant un verrou l'empêchant de mener ses projets d'occupation du Nord syrien. Le président turc ne cesse de parler de «restituer Manbij à ses vrais propriétaires», les «millions de Syriens qui rentreront chez eux quand nous sécuriserons l'Est de l'Euphrate». La Turquie rend les États-Unis responsables du retard dans la mise en œuvre de la feuille de route négociée en juin dernier... Autour de la ville, les troupes syriennes ont commencé l'installation de postes d'observation et, de source militaire syrienne, déployé des missiles antichars téléguidés, des obusiers D-30 ainsi que des systèmes de lance-missiles multiples (*Spoutnik*).

Face à la menace turque, les autorités de la Fédération du Nord Syrien

tendent par tous les moyens de retarder le départ des troupes américaines tout en recherchant d'autres moyens de protection. Tout le mois, le futur de la Fédération a fait l'objet d'un intense ballet diplomatique impliquant Ankara, Washington, mais aussi Damas et Moscou. Le 31 janvier, le Sénat américain a voté un amendement avertissant qu'un «départ précipité» des troupes de Syrie comme d'Afghanistan «permettrait aux terroristes de se regrouper [...] et de créer un vide que l'Iran ou la Russie pourraient remplir au détriment des intérêts américains» (*Kurdistan 24*). Le 1<sup>er</sup> février, Ilham Ahmed, co-présidente du Conseil démocratique syrien, émanation politique des FDS, se trouvait à Washington, où elle a pu rencontrer le Président américain (*Al-Monitor*).

Parallèlement, l'agenda du retrait américain demeurait flou. Le 7, le *Wall Street Journal* parlait de fin avril, mais le Département d'État a démenti, et le Général Votel, chef du *CentCom* (Commandement central) a déclaré le 8 n'avoir aucune date limite et considérer de nombreux paramètres, dont «la protection de nos partenaires, les Kurdes» (*Washington Examiner*). Le même jour, Ilhan Ahmed déclarait à *Breitbart News* que le CDS aurait préféré ne pas avoir à rechercher l'aide de la Russie et du dictateur Bachar el-Assad: «Nous avons dû choisir, les tanks et les bombardements turcs ou placer les forces du régime à la frontière entre nous et la Turquie. [...] Nous préférierions continuer à développer notre projet démocratique».

Le 12, le Secrétaire à la Défense Patrick Shanahan a déclaré que Washington prévoyait d'installer le long de la frontière turque une «force d'observation» constituée de troupes non-américaines de la Coalition: «De petits contingents de troupes britanniques et françaises, déjà sur place aux côtés des

Américains, resteraient dans la région avec les FDS et peut-être aussi avec des forces américaines de sécurité privée et des observateurs de l'ONU, [et] les États-Unis fourniraient une couverture aérienne» (*Kurdistan 24*). Le 15 à la conférence sur la sécurité de Munich, le sénateur Lindsey Graham a confirmé que les États-Unis avaient demandé à leurs partenaires européens de déployer des troupes en Syrie après leur départ, mais ceux-ci, dont la France et l'Allemagne, ont rejeté cette proposition: «Il est totalement hors de question d'avoir des Français au sol sans les Américains» sur le terrain, a déclaré à l'AFP une source française.

Les Américains ont mis en garde les FDS contre tout rapprochement avec Damas; le général LaCamera, commandant de la Coalition, a averti: «Nous continuerons à entraîner et armer [les FDS] tant qu'elles resteront nos partenaires, [mais] une fois la relation rompue [avec nous], parce qu'elles s'allient au régime, avec qui nous n'avons pas de relation, ou avec la Russie [...], nous ne serons plus leurs partenaires». En face, Bachar el-Assad a averti les FDS de ne pas compter sur Washington: «Personne ne vous défendra, sauf l'armée arabe syrienne»... «Si vous ne vous préparez pas à défendre votre pays et à résister, vous ne serez que des esclaves chez les Ottomans». Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Verchinine, a de son côté appelé les FDS au dialogue: «S'il n'y a plus de troupes étrangères dans le nord-est de la Syrie, [...] la meilleure solution serait un dialogue entre les Kurdes et Damas», a-t-il déclaré depuis Munich. Cependant, les négociations achoppent sur la décentralisation, demandée par les Kurdes, refusée par Damas, tout juste disposé à appliquer la loi 107 de 2012 qui prévoit d'accorder davantage de prérogatives aux municipalités... Le 19, une conseillère du

Président syrien, Bouthaina Shaaban, interrogée à Moscou, a rejeté toute idée d'autonomie pour les Kurdes: «L'autonomie signifie la partition de la Syrie. Nous ne pouvons [l']accepter en aucune manière» (*Reuters*).

Le 17, un représentant kurde de Syrie, Aldar Khalil, a également demandé aux Européens depuis Paris de ne pas abandonner les Kurdes, lançant particulièrement un appel à la France: «La France peut faire une proposition au Conseil de sécurité pour notre protection: [...] une force internationale entre nous et les Turcs, ou protéger notre ciel» (*AFP*). Le 21, Ilhan Ahmed a réitéré la demande d'un soutien logistique et d'une protec-

tion, déclarant n'avoir toujours reçu aucune réponse des pays occidentaux (*Asharq Al-Awsat*).

Autre inquiétude des autorités kurdes du Nord Syrien, la possibilité d'une réactivation de l'Accord turco-syrien d'Adana. Signé le 20 octobre 1998, il prévoyait l'interdiction de toute activité du PKK en Syrie et un droit de poursuite des «terroristes» sur 10 km côté syrien pour les troupes turques, même si elles ne pouvaient demeurer dans le pays et devaient se coordonner avec Damas. En janvier, Lavrov avait envisagé que Turquie et Syrie se basent sur cet accord pour assurer en commun la sécurité de leur frontière. Le 20, Badran Jiakurd, un responsable de l'admini-

nistration kurde syrienne, a rejeté toute réactivation de cet accord, considérée comme une «déclaration de guerre contre les Kurdes et les autres composantes du Nord syrien»...

Finalement, le 21 au soir, face au refus des Européens d'assurer seuls le relais, Washington a indiqué qu'il laisserait sur place «un petit groupe de maintien de la paix d'environ 200 soldats», plus une présence sur la base américaine d'al-Tanf, dans le sud du pays (*AFP*). Le 22, le nombre prévu est passé à 400. Les FDS ont exprimé leur approbation, espérant que cette présence encouragerait d'autres membres de la Coalition à maintenir des forces dans le pays.

---

## TURQUIE: POURSUITE DES GRÈVES DE LA FAIM, LISTE UNIE AUX MUNICIPALES DE 7 PARTIS KURDES

**L**e mouvement de grève de la faim initié depuis sa prison par Leyla Güven le 8 novembre dernier pour protester contre l'isolement du leader du PKK, Abdullah Öcalan, et plus généralement contre la répression anti-kurde, s'est poursuivi en Turquie comme à l'étranger. Malgré le redoublement de mesures répressives du gouvernement, il n'a cessé de s'étendre. Güven elle-même, remise en liberté conditionnelle le 25 janvier, poursuit son jeûne à son domicile de Diyarbakir, comme 250 détenus et plus de 300 personnes au total. Le dimanche 3, devant des milliers de manifestants rassemblés à Istanbul pour soutenir les jeûneurs à l'appel du HDP (Parti démocratique des peuples, «pro-kurde»), le député Garo Paylan a invité le gouvernement à céder «avant qu'il n'y ait un décès» (*AFP*). Le 5, des députés HDP ont annoncé qu'ils passeraient la nuit blanche en soutien aux jeûneurs et aux membres du parti emprisonnés, et la co-présidente du HDP Pervin Buldan a déclaré: «La survie de Leyla Güven et de nos

amis est de la responsabilité du pays». Son collègue Sezai Temelli a indiqué que l'objectif du mouvement était d'«apporter au pays démocratie, paix et liberté».

À Marseille, des manifestants kurdes se sont rassemblés le 6 devant le «World Trade Center», où se trouvent les bureaux de la Commission européenne, pour demander la liberté d'Öcalan. À Strasbourg, la journaliste jeûneuse Gulistan Ike a dû être hospitalisée le 8 (*Rojinfo*). Le 11, la police d'Istanbul a empêché de défiler le long de l'avenue Istiklal une quarantaine de députés HDP venus place Taksim soutenir Leyla Güven en portant un dossard à son effigie. Après un bref *sit-in* et une déclaration de Sezai Temelli, les participants se sont dispersés. Le 13, Güven, dont la santé n'a cessé de se dégrader, a dû être brièvement placée en soins intensifs avec des douleurs à la poitrine et une tension élevée. Elle est rentrée chez elle en ambulance quelques heures plus tard après avoir confirmé par écrit son refus de prendre des médica-

ments. Le 15, des milliers de manifestants ont défilé à Qamishli, au Rojava, pour marquer le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'arrestation d'Öcalan au Kenya par les services secrets turcs. Ce même jour, une marche organisée par le HDP pour soutenir Güven, partie de 15 villes différentes, et convergeant sur Diyarbakir, a été empêchée d'approcher de la demeure de celle-ci par la police, qui n'a laissé passer qu'un petit groupe de députés.

Le 20, le HDP a publié une lettre où son ancien co-président Selahattin Demirtaş, lui-même emprisonné depuis le 4 novembre 2016, demande aux députés européens leur soutien pour terminer le mouvement: «La grève de la faim de mes amis a atteint les frontières de la mort. Leur seule demande au gouvernement turc est qu'il mette fin immédiatement à l'isolement imposé à M. Abdullah Öcalan dans la prison de l'île d'İmralı, en vue de l'instauration de l'État de Droit et d'un climat politique de dialogue et de paix. Cette demande, légale et légitime, est réaliste et peut apporter

---

une contribution concrète et directe à la sécurité, à la paix et à la stabilité en Turquie, en Syrie et en Europe» (*Rûdaw*).

Face à ce mouvement non-violent, le gouvernement turc a poursuivi sa répression, visant non seulement les membres de l'opposition, mais aussi les Kurdes en tant que tels, les journalistes, et plus largement tous les membres de la société civile contestant sa politique.

Le 1<sup>er</sup> du mois, a eu lieu la 10<sup>e</sup> audience du procès pour «propagande pour une organisation terroriste» de l'ancienne députée HDP Gülser Yıldırım pour ses discours entre 2012 et 2016. L'accusée n'a pas assisté à l'audience, refusant de comparaître depuis sa cellule au moyen du système vidéo SEGBIS, connu pour sa mauvaise qualité. L'accusation a requis 18 ans et 3 mois et ajourné le procès au 4 mars, en demandant cette fois la présence physique de l'accusée (*ANF*). Mais le tribunal de Gaziantep a le 8 condamné Yıldırım à 7 ans et 6 mois... (*WKI*) Le 2, l'ancienne députée HDP et co-maire de Diyarbakir Gülşan Kışanak, arrêtée en octobre 2016, a été condamnée à 14 ans 3 mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste» et «diffusion de propagande terroriste». L'ancienne députée HDP Sebahat Tuncel, en grève de la faim depuis 3 semaines et absente à l'audience, a reçu une peine de 15 ans.

Le même jour, les autorités et les médias turcs ont annoncé l'arrestation à Adana de Dawoud Baghestanî, un Kurde juif créateur au Kurdistan d'Irak du magazine et de l'institut «Israël-Kurdes». Arrêté avec 3 autres suspects, Baghestanî est selon *Sabah* accusé d'avoir servi d'intermédiaire entre le PKK d'une part et Israël et les États-Unis d'autre part... (*Ahval, Reuters*)

Le 3, le Président turc a une nouvelle fois assimilé le HDP au PKK

dans une interview sur TRT (télévision publique), déclarant que l'identité des deux formations était «claire comme de l'eau de roche». Le chef du groupe HDP au parlement, Ayhan Bilgen, a répondu le lendemain que le HDP était «égal au peuple», ajoutant: «Si vous criminalisez un parti juste pour des raisons de compétition et d'ambition politique, vous n'avez rien à dire à la société» (*Rûdaw*).

Le gouvernement semble en effet n'avoir plus rien à dire à la société, se préoccupant surtout de la faire taire... Des centaines d'activistes kurdes ont été arrêtés la première semaine du mois, et les 5 et 7, la police et l'armée en ont arrêté des dizaines d'autres: 29 à Erçis (Van) et 13 à Kurtalan (Siirt), dont des femmes âgées. À Antalya, un conseiller municipal HDP a été emprisonné pour ses messages sur les réseaux sociaux. Le 7, le procureur de Mardin a requis l'arrestation de 16 membres du HDP pour propagande pour le PKK, leur reprochant d'avoir respecté dans un meeting électoral du 30 janvier une minute de silence pour des combattants tués dans des combats avec l'armée turque. Après enquête, la police a incarcéré plusieurs personnes, dont Ali Sincar, co-président HDP de Mardin. Le 12, dix membres du HDP ont été arrêtés à Kocaeli, puis le 15, dix autres à Ankara (où la police avait une trentaine de mandats), 18 à Istanbul et 3 à Erzurum, dans ce cas pour des messages sur les réseaux sociaux datant de 2014 (*Ahval*). Les raids se sont poursuivis jusqu'au 17, date pour laquelle l'AFP totalise 500 arrestations, notamment le 15 pour l'anniversaire de la capture d'Öcalan... Le ministère de l'Intérieur a confirmé l'arrestation, dans 156 opérations différentes, de 735 personnes accusées de liens ou de soutien au PKK; 226 ont été relâchées, 61 formellement arrêtées, 448 ont fait l'objet de procédures judiciaires...

Dans de nombreux cas, arrestations

et raids se sont accompagnés de violences et d'exactions de la police. Le 5, la police a attaqué aux gaz lacrymogènes un rassemblement se tenant devant le bureau du HDP à Ceylanpınar (Şanlıurfa) et a incarcéré la candidate locale, Narin Gezgor. Le 9 à Diyarbakir, selon *Ahval*, les policiers ont posé leurs pistolets sur la tempe d'enfants de 13 ans en présence de leur mère (*Mezopotamya*). Selon les mêmes sources, le 17 les policiers ont matraqué au commissariat de Van puis plongé la tête dans les toilettes 3 adolescents de 14 à 17 ans qu'ils avaient arrêtés dans le quartier d'Ipekyolu. L'un d'eux, 14 ans, arrêté alors qu'il allait faire des courses, a témoigné avoir partiellement perdu l'œil gauche suite à ces tortures. Le 15, à l'arrivée à Diyarbakir de la marche de soutien à Leyla Güven, celle-ci a été attaquée par la police. violemment poussée à terre, la députée Saliha Aydeniz a dû être brièvement hospitalisée pour contrôle.

Malgré ce conteste de violence électorale, le HDP a poursuivi courageusement la préparation des élections municipales du 31 mars, annonçant le 2 qu'afin de faciliter un vote uni d'opposition à Erdoğan, il ne présenterait pas de candidats à Istanbul, Izmir, Ankara, Gaziantep, Şanlıurfa, Adana et Mersin. Le 11, la justice a réactivé les investigations sur les différents partis politiques dont le nom contient le mot «Kurdistan», visant d'abord 2 d'entre eux, le Parti socialiste du Kurdistan (PSK) et le Parti de la liberté du Kurdistan (*Partiya azadîya Kurdistanê*, PAK). D'autres partis comme le Parti démocratique du Kurdistan – Turquie (PDK-T) ou le Parti «Liberté et Socialisme» (*Özgürlük ve Sosyalizm Partisi*, ÖSP), qui a récemment changé son nom pour Parti communiste du Kurdistan (*Partiya Komunista Kurdistanê*, à ne pas confondre avec le PKK), n'ont d'abord pas été formellement inquiétés, même s'ils avaient déjà

auparavant reçu des avertissements (*Rûdaw*). Puis le 22, les procureurs ont demandé la fermeture de 4 partis pour violation de la constitution, qui protège «l'intégrité et l'indivisibilité» du pays. Un responsable du PAK a indiqué que son organisation ne céderait pas et irait jusqu'à la Cour de justice européenne pour défendre sa position: «Ce pourrait être une opportunité», a-t-il remarqué. L'Association des industriels et hommes d'affaires du Kurdistan KURDSIAD, créée en 2014 par des hommes d'affaires de Diyarbakir, avait déjà été fermée en 2017 et son président Abdulkali Karadeniz condamné à 10 mois de prison, mais 2 ans après, les 8 anciens membres de son Bureau se retrouvent dans le collimateur de la justice... (*Al-Monitor*).

Ces poursuites arrivent, comme par hasard, alors que 7 organisations kurdes, suite à un processus démarré en janvier, signent à Diyarbakir le 21 (journée internationale de la langue maternelle) un accord de liste commune aux prochaines élections municipales. La co-présidente du HDP, Pervin Buldan, a signé l'accord pour son parti dans les locaux du PDK-T, sous le drapeau kurde et les portraits de Qazi Mohammed et Mollah Mustafa Barzani. En plus du HDP et du PDK-T, sont également membres de l'alliance le BDP (Parti démocratique des régions), le Parti communiste du Kurdistan, le Mouvement de la liberté (*Hereketa Azadî*), les DDKD (Associations culturelles, démocratiques et révolutionnaires, *Devrimci Demokratik Kultur Dernekleri*), la Plateforme démocratique kurde et le Parti humain et liberté (*Human and Freedom Party*). Deux autres partis kurdes, le Parti socialiste du Kurdistan et le PAK ont annoncé qu'ils présenteraient leurs propres candidats dans certaines régions kurdes (*Rûdaw*).

Le même jour, le conseil municipal de la ville de Batman, entièrement

composé d'administrateurs nommés par Ankara depuis le limogeage en 2016 du maire HDP Sabri Özdemir et de tout son conseil municipal, a rejeté la candidature de celui-ci aux prochaines municipales, justifiant sa décision par les charges pesant sur lui. Les avocats d'Özdemir, qui avait devancé en 2014 le candidat AKP de 26 points avec 56% des voix, ont annoncé qu'ils contesteraient cette décision (*Kurdistan 24*). Le 25, le président turc a réitéré son intention de remplacer par des «administrateurs» après les municipales tous les élus qui «envoient à Qandil les moyens accordés par l'État» (*Ahval*). Saisissant l'opportunité d'un meeting commun HDP-CHP durant lequel un membre du HDP avait utilisé le terme «Kurdistan», M. Erdoğan a même accusé le lendemain le CHP (opposition, kémaliste) d'«agir avec Qandil», demandant: «Depuis quand y a-t-il une région de ce nom en Turquie?» (*Daily Sabah*).

La chasse aux emplois du terme «Kurdistan» s'est accompagnée de la poursuite de la répression des événements culturels kurdes: les «Journées du théâtre kurde» d'Adana, organisées par le HDP et prévues du 10 au 13 au *Théâtre Yachar Kémal*, ont ainsi été interdites juste avant leur ouverture. Parmi les pièces prévues pour être représentées en kurde, outre *Le Tartuffe* de Molière, il y avait l'adaptation sur scène du film de Chaplin *Le Dictateur* (1940), *Tenê Ez* («Seulement moi»), dédiée à Leyla Güven par le *Teatra Jiyana Nû*... Le 13, le réalisateur Veyşi Altay et la responsable municipale de Batman Dicle Anter ont été condamnés chacun à 2 ans et 6 mois de prison et à l'interdiction de sortie du territoire pour «propagande pour une organisation terroriste» pour avoir respectivement réalisé et organisé la projection publique de *Nû Jîn* (*Nouvelle vie*). Ce documentaire, projeté au cinéma *Yilmaz Güney*, raconte l'histoire de 3

femmes de Kobanê au moment de l'attaque et de la résistance contre Daech (*Ahval*). En une rare bonne nouvelle, l'agence de presse *Jin News* a rapporté le 24 que l'artiste et journaliste kurde Zehra Doğan, emprisonnée depuis fin 2016 pour «propagande terroriste» après avoir dessiné sous la forme d'un scorpion géant l'un des blindés turcs attaquant la ville de Nusaybin, avait été remise en liberté conditionnelle. Celle-ci, qui travaillait pour *Jin News* avant son arrestation, a annoncé qu'elle allait «reprendre son travail» (*AFP*).

La répression et les tensions internes ont aussi «débordé» à l'étranger. Le 6, le consulat turc de Hambourg, en Allemagne, a confisqué le passeport du boxeur Ismail Özen, venu pour des démarches. Les employés lui ont indiqué agir sur ordre d'Ankara suite à l'émission d'un mandat d'arrêt contre lui, sans pourtant lui préciser ce qu'on lui reprochait. Özen a indiqué connaître d'autres personnes ayant eu le même problème, et a suggéré que son activisme pro-kurde pourrait être en cause. Proche de Selahattin Demirtaş, il avait plusieurs fois offert ses gants pour qu'ils soient vendus au profit des réfugiés syriens ou des déplacés des violences du Kurdistan de Turquie (*Ahval*). Le 12, la police allemande a perquisitionné et fermé deux maisons d'édition, *Mezopotamien Publishing* (Rhénanie du Nord) et *MIR Multimedia* (Basse-Saxe). Le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer les a accusées de servir de couverture pour financer le PKK...

À Strasbourg, plusieurs manifestations se sont tenues pour demander la libération d'Abdullah Öcalan et soutenir Leyla Güven. Le 15, trois marches regroupant 200 personnes parties la semaine précédente du Luxembourg, de Bâle et d'Allemagne ont convergé vers le Parlement européen. Mais la manifestation principale s'est tenue le



lendemain avec plusieurs milliers de participants (7.000 selon la police, 17.000 selon les organisateurs), qui ont aussi scandé des slogans reprochant son silence à l'Europe (AFP).

Alors que ces défilés s'étaient déroulés sans incident majeur, la semaine suivante, le 25, un groupe d'une quarantaine de manifestants, le visage masqué, ont pénétré sur le parvis de l'un des bâtiments du Conseil de

l'Europe abritant le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), avant de lancer vers les fenêtres pétards, fusées et cailloux et d'attaquer la vitrine du bâtiment à coups de masse. Il s'agit du 3<sup>e</sup> incident similaire depuis l'été 2018 (*Le Figaro*). Le CPT est accusé par certains militants d'avoir trahi son rôle en ne dénonçant pas suffisamment les conditions de détention d'Öcalan, qui ne répondent manifestement pas aux critères dits

«Mandela» adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2015. Le montant des dégradations a été estimé à 120.000 €. 17 personnes ont été interpellées et présentées à la justice le 27. Le procès a été renvoyé au 4 avril (*Dernières Nouvelles d'Alsace*). En contraste, les 14 jeûneurs de Strasbourg, incluant la députée HDP Dilek Öcalan, ont poursuivi leur mouvement pacifique, dépassant les 70 jours sans aliments.

### Que sont les « Règles Mandela » ?

Les «Règles Mandela», ainsi nommées en hommage à Nelson Mandela, prisonnier politique maintenu 27 ans en détention, sont des règles indicatives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2015 comme forme révisée des «Règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus»

(Français): [https://documents-dds-](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/295/07/PDF/N1529507.pdf?OpenElement)

[ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/295/07/PDF/N1529507.pdf?OpenElement](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/295/07/PDF/N1529507.pdf?OpenElement),

Anglais: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/295/06/PDF/N1529506.pdf?OpenElement>

Les règles 58 à 63 concernent le contact avec le monde extérieur. La règle 58 stipule que «*les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leur famille et leurs amis à intervalles réguliers*», soit «*par correspondance*», écrite ou numérique, soit «*en recevant des visites*». Selon la règle 61, «*les détenus doivent pouvoir recevoir la visite d'un conseil juridique de leur choix ou d'un prestataire d'aide juridictionnelle [...]*».

Les règles 36 à 46 concernent les «Restrictions, discipline et sanctions», et parmi elles, les règles 43 et 44 concernent l'isolement cellulaire. La règle 44 définit l'isolement cellulaire comme «*l'isolement d'un détenu pendant 22 heures par jour ou plus, sans contact humain réel*», et l'isolement cellulaire prolongé comme «*l'isolement cellulaire pour une période de plus de 15 jours consécutifs*». La règle 43 stipule que «*1- [...] Les pratiques suivantes, en particulier, sont interdites: a) Isolement cellulaire pour une durée indéterminée; b) Isolement cellulaire prolongé; [...] 3- Les sanctions disciplinaires ou mesures de restriction ne doivent pas consister en une interdiction de contacts avec la famille. Les contacts avec la famille ne peuvent être restreints que pour une période limitée, lorsque cela est strictement nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité*».

Enfin, la règle 45 stipule que «*L'isolement cellulaire ne doit être utilisé qu'en dernier ressort dans des cas exceptionnels, pour une durée aussi brève que possible, sous contrôle indépendant et uniquement avec l'autorisation d'une autorité compétente. Il ne doit pas être imposé du fait de la nature de la peine du détenu*».

On est loin des pratiques constatées en Turquie...

## TURQUIE :

### ASSASSINAT DU BÂTONNIER TAHIR ELÇI: LES POLICIERS TURCS MIS EN CAUSE

**T**ahir Elçi, avocat ayant consacré sa vie à défendre les droits de l'homme et en particulier ceux des Kurdes, a été assassiné le 28 novembre 2015 au milieu d'une conférence de presse qu'il donnait dans les rues du quartier médiéval de Diyarbakir pour demander la fin des vio-

lences. À ce moment, le processus de paix entre gouvernement et PKK s'était effondré et les forces de sécurité turques détruisaient les villes kurdes du pays. Après ses funérailles, auxquelles ont assisté des milliers de personnes, la situation à Diyarbakir a atteint un tel niveau de violence qu'une grande partie de ce quartier où il avait jus-

tement donné sa conférence de presse a été rasé par les forces de sécurité turques...

Après l'assassinat, le gouvernement a immédiatement accusé le PKK, dont plusieurs militants se trouvaient sur les lieux et avaient échangé des tirs avec les policiers. L'enquête n'a pas donné plus de

résultats que toutes celles lancées dans les années 90 pour soi-disant élucider les nombreux meurtres de personnalités kurdes... Par ailleurs, de nombreux témoins ont été choqués de constater que la police n'avait pris quasiment aucune précaution pour empêcher l'accès à la scène de crime ou protéger les pièces à conviction. Ce manque de sérieux dans la conduite de l'enquête et son absence de résultats, qui rappelaient les années les plus sombres de la «sale guerre» d'Ankara contre les rebelles kurdes, a nourri les soupçons contre l'État...

En 2016, le barreau de Diyarbakir a fait appel à l'agence britannique *Forensic Architecture*, spécialisée dans les enquêtes et analyses sur les scènes de crime à la suite desquelles elle produit des reconstitutions pouvant être utilisées notamment par des groupes de défense des droits de l'Homme ou des procureurs internationaux. Cette agence a mené ses propres investi-

gations, dont elle a communiqué ses résultats en décembre dernier au procureur de Diyarbakir, espérant ainsi obliger l'État turc à redémarrer sa propre enquête. En février dernier, alors que la Turquie ne donnait pas de signe de prise en compte de ces matériaux, *Forensic Architecture* a rendu public son rapport en le diffusant en anglais et en turc sur le site «Open democracy» (<https://www.opendemocracy.net/en/cgi-crime-scene-reconstruction-opens-new-leads-in-tahir-elci-killing/>). Puis le 8 de ce mois, en coordination avec le barreau de Diyarbakir, dont Elçi fût le bâtonnier, l'agence a présenté ses conclusions dans la ville même où il avait été assassiné, projetant notamment une vidéo d'une vingtaine de minutes reconstituant en 3D le déroulement des faits, réalisée avec des images de vidéosurveillance, des vidéos de journalistes et d'un policier sur place.

À partir de leur travail, les enquê-

teurs concluent que les militants du PKK, mis en cause de manière exclusive par les autorités, «ne peuvent pas avoir tiré les coups de feu qui ont tué Elçi». Ils rejettent aussi l'argument de celles-ci selon lequel l'avocat a pu être tué par une arme à longue portée. Selon le rapport, «ce processus par élimination suggère que l'un des policiers qui ont tiré pendant l'incident peut avoir été à l'origine du coup fatal». Il s'agit de trois policiers visibles sur les images, et dont une vidéo qui avait largement circulé sur internet après l'assassinat avait déjà donné lieu à des soupçons pour au moins l'un d'entre eux. Le bâtonnier du barreau de Diyarbakir, Cihan Aydın, a déclaré à l'AFP: «D'après ce rapport, trois officiers de police sont fortement soupçonnés»...

Il est malheureusement trop probable que ces nouveaux éléments soient ignorés par la justice turque, autrement motivée à fabriquer des preuves contre les dissidents...

---

## IRAK:

### LES DIFFÉRENDS PDK-UPK RETARDENT LA FORMATION DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN

**F**in février, le gouvernement irakien n'était toujours pas complet, quatre ministres restant à nommer. Les deux plus importants blocs chiïtes du parlement, *Sayrûn*, de Moqtada Sadr et Haider al-Abadi, et *Fatih*, de Hadi al-Amiri et Nouri al-Maliki, proche des milices *Hashd al-Shaabi*, ayant chacun leurs propres candidats, notamment pour le ministère de l'Intérieur, n'ont pu trouver de compromis. Ils ont bien annoncé le 10 qu'ils se rencontreraient rapidement pour mettre fin au blocage (*Rûdaw*), mais rien n'a avancé, même après que l'ONU ait appelé le 17 le pays à compléter son gouvernement au plus vite. Les partis sunnites, quant à eux, se disputent le ministère de la Défense...

Une fois le budget fédéral officiellement approuvé le 4 par le président Barham Salih, le ministère du Commerce a annoncé le 9 ne plus pouvoir fournir la ration mensuelle distribuée aux citoyens détenteurs d'une carte de rationnement: riz, sucre, farine, huile et carburant de chauffage. Le système remontait à 1996 et au plan «Pétrole contre nourriture», lui-même héritier d'un programme des années 80... Les cartes de rationnement, seule donnée démographique fiable alors que le dernier recensement ayant couvert tout le pays remonte à 1987 (celui de 1997 n'avait pas couvert le Kurdistan), avaient même servi récemment à établir la liste électorale au Kurdistan. Avec la fin de ce soutien économique de l'État aux Irakiens, c'est une véritable page qui se tourne...

Bien que le gouvernement fédéral soit incomplet et la formation d'un nouveau Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) suspendue à un accord PDK-UPK restant à trouver, la normalisation de leurs relations semble pourtant progresser. Le 3, le Vice-premier ministre du GRK, Qubad Talabani, a rencontré le Premier ministre irakien Adel Abdul-Mahdi, suivi le 7 par le Premier ministre Nechirvan Barzani. Le 8, le Bureau général des douanes a annoncé que la décision de supprimer des postes de douane internes prise le mois dernier s'appliquerait le 17. Plusieurs réunions Bagdad-Erbil avaient permis d'unifier les procédures pour tous les postes de douane irakiens (incluant les documents douaniers, qui deviendront bilingues kurde-arabe) et de sup-

---

primer les points de contrôle internes de Fayda (entre Dohouk et Mossoul), Shirawa (Nord de Kirkouk) et Laylan (Est de Kirkouk), mis en place après la reprise par l'armée irakienne des territoires disputés en octobre 2017 (*Rûdaw*). Le 16, *Kurdistan 24* a confirmé sur place l'évacuation du poste Erbil-Kirkouk et le passage sans contrôle des marchandises. Cependant, le 18, *Rûdaw* rapportait que les autorités provinciales de Mossoul ne laissaient pas passer les marchandises de Dohouk. Selon le responsable des douanes de Dohouk, Izzat Fatah, plus de 3.000 camions étaient bloqués en raison de la corruption de «certains responsables de la sécurité», mécontents de devoir renoncer à leurs prélèvements illégaux...

Au Kurdistan, les discussions entre UPK et PDK pour trouver un accord de gouvernement remplaçant leur «Accord stratégique» de 2006 ont buté sur Kirkouk, sous loi martiale de Bagdad depuis mi-octobre 2017. Le PDK, qui a quitté la province, qu'il considère comme occupée, veut d'abord parvenir à un accord de gouvernement et aborder la question de Kirkouk ensuite. L'UPK, toujours présente à Kirkouk, veut à l'inverse inclure dans l'accord sur le GRK une procédure de nomination d'un nouveau gouverneur qui permettrait de revenir à une gouvernance provinciale civile...

Le 5 février, une réunion PDK-UPK a surtout permis de fixer l'organisation des rencontres ultérieures et de désigner un Comité mixte devant élaborer le programme de gouvernement. La date du 18 a été retenue pour la seconde session du parlement comme pour celle du Conseil provincial de Kirkouk. Le Parlement devra élire ce jour son Président et ses Vice-présidents.

Pour Kirkouk, le porte-parole du PDK, Mahmoud Mohammed, a

remis le choix du nouveau gouverneur à un accord UPK-PDK à venir, indiquant qu'il faudrait aussi un accord avec Bagdad qui satisfasse toutes les communautés locales. Point particulièrement délicat, le lieu de réunion du Conseil. Celui-ci ne s'est pas réuni depuis la reprise de contrôle par Bagdad, une partie de ses membres, dont son président Rebwat Talabani, ayant fui la ville et subordonnant leur retour au rétablissement d'une gouvernance civile... Les 2 partis kurdes ont proposé que la réunion se tienne à Erbil, mais le 7, les factions arabe et turkmène du Conseil ont déclaré «illégal» toute réunion tenue ailleurs qu'à Kirkouk. Certains responsables UPK ont également rejeté l'idée.

Le 9, le Président intérimaire et doyen du Parlement, Reving Hruri, a indiqué que les deux partis s'étaient mis d'accord sur la répartition des postes: l'UPK aura la Présidence du Parlement, le PDK la première Vice-présidence, la seconde Vice-présidence revenant à un(e) député(e) d'une minorité, chrétien ou turkmène. Le 14, le Parti turkmène du développement a annoncé avoir reçu la seconde Vice-présidence, dont le titulaire serait décidé en accord avec les trois autres partis – le 18, les Turkmènes ont convenu que deux de leurs députés se succéderaient chacun 2 ans à ce poste. Le 15, après une nouvelle réunion PDK-UPK tenue à Suleimaniyeh, les deux porte-paroles Mahmoud Mohammed (PDK) et Saadi Pira (UPK) ont annoncé un accord définitif, à base de compromis réciproques, sur la formation du GRK, le gouverneur de Kirkouk, et la Présidence de la Région. Concernant la réunion du Conseil provincial de Kirkouk, le Conseil lui-même déterminerait le lieu de réunion du 18...

Cependant, dès le lendemain, les mêmes désaccords ressurgissaient.

Le 18, Mahmoud Mohammed écrivait sur le site officiel du PDK: «Nous pensons que la situation de Kirkouk et des autres zones en litige concernées par l'article 140 devrait être normalisée et qu'il faudrait aboutir à un accord avec le gouvernement irakien, puis nommer un gouverneur pour la ville. Mais l'UPK pense qu'un gouverneur devrait être nommé *d'abord* et la situation de Kirkouk normalisée *ensuite*». À Kirkouk, le responsable en second de l'UPK, Rawand Mahmoud, déclarait: «Nous pensons que si nous réactivons le conseil provincial et choisissons un gouverneur, 70% des problèmes à Kirkouk seront résolus. [...] Nous pourrions alors demander à l'Iraq de retirer sa présence militaire». Durcissant le ton, Ala Talabani, députée et membre du Conseil de direction de l'UPK, déclarait: «Les trois questions – la session du Parlement, Kirkouk et [les relations avec] Bagdad – doivent être traitées ensemble. [...] Nous ne signerons aucun accord tant que la question de Kirkouk n'est pas réglée»...

Parallèlement, *Goran* et le PDK arrivaient à un accord séparé. Selon Kwestan Mohammed, l'une des responsables de *Goran*, le mouvement avait accepté de participer au gouvernement sous condition d'importantes réformes du fonctionnement du Parlement, notamment, que le programme de gouvernement soit soumis et voté au Parlement, rendant ainsi le GRK responsable de sa mise en œuvre devant celui-ci (*Rûdaw*).

Après la suspension de l'accord, l'UPK a demandé un report de 24 h de la session parlementaire du 18. Le refus du PDK a entraîné le boycott de la session par l'UPK, dont les députés ont quitté la salle. C'est une députée du PDK, Vala Farid, qui a été élue «temporairement» Présidente du Parlement (*AFP*), la première Vice-présidence allant à Hêmîn Hewramî (PDK).

Les ponts n'ont cependant pas été coupés entre les deux formations: le chef du bloc PDK au Parlement, Umed Khoshnaw, a indiqué qu'une fois un accord obtenu, le PDK retirerait sa présidente et que le poste reviendrait comme prévu à l'UPK (*Kurdistan 24*). Un porte-parole de l'UPK, Latif Sheikh Omar, a déclaré en conférence de presse que le parti respecterait l'accord du 5 février avec le PDK. Puis le 23, Massoud Barzani, Président du PDK, a écrit à Kosrat Rasoul, Secrétaire général intérimaire de l'UPK une lettre conciliatrice lui proposant une nouvelle réunion entre les deux bureaux politiques pour «résoudre les désaccords». Rassoul a répondu être prêt à reprendre le dialogue... Les députés UPK ont cependant poursuivi leur boycott le 26 pour l'élection de la Commission des lois, le chef du bloc UPK, Begard Talabani, déclarant: «Pour reprendre notre participation [...], nous attendons l'accord entre les deux bureaux politiques ». 2 sièges de la Commission des lois sur 9 ont été laissés vacants pour l'UPK...

Le parlement d'Erbil devra redevenir rapidement pleinement fonctionnel pour aborder deux dossiers extrêmement importants: la réactivation du poste de Président de Région, suspendu depuis 2017, ses prérogatives réparties entre Premier ministre et Président du Parlement, et la rédaction d'une Constitution de la Région...

À Kirkouk, la réunion du Conseil provincial du 18 a été retardée, également en raison des désaccords entre PDK et UPK. L'UPK voulait qu'elle se tienne à Kirkouk, mais le PDK insistait pour Erbil et de plus, rejetait le candidat de l'UPK au poste de gouverneur... (*Kurdistan 24*)

Autre problème réclamant l'attention aussi bien de Bagdad que d'Erbil, la sécurité dans les terri-

toires disputés, où les djihadistes de Daech, présents notamment dans les montagnes d'Hamrîn, Makhoul et Qarachogh, relèvent la tête. Le 3, la coalition internationale a bombardé leurs positions dans les monts Hamrîn et Makhoul (*ISHM*). Le 4, la Sécurité de Garmiyân a annoncé avoir arrêté 4 responsables djihadistes soupçonnés d'attaques récentes à Hawija, Hamrîn et Mossoul. Le 11, des miliciens *Hashd al-Shaabi* de Khanaqîn ont tué un homme qui selon eux préparait une attaque-suicide contre leurs cantonnements (*Kurdistan 24*). Le 19, deux officiers ont été tués dans l'attaque d'un point de contrôle de Qayyarah (Ninive), tandis que 4 des attaquants étaient aussi tués. Le lendemain, un officier des *Hashd* a été tué dans une attaque sur le quartier sud *al-Wasti* de Kirkouk et un autre milicien blessé. Toujours le 20, *Kurdistan 24* a également rapporté plusieurs kidnappings durant la semaine précédente dans la province d'Anbar (*ISHM*). Le 24, les djihadistes ont attaqué le village de Sayf Saad, dans le district de Qara Tapa, au sud de Kirkouk. Selon un responsable local de l'UPK, ils ont échangé des tirs de roquettes avec les habitants, finissant par se retirer, laissant un villageois blessé et un autre porté disparu, probablement kidnappé (*Kurdistan 24*).

Le 15, dans la session du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à la situation sécuritaire et humanitaire de l'Irak, la responsable de la Mission d'assistance pour l'Irak (UNAMI), Jeanine Hennis-Plasschaert, a mis l'accent sur la croissance des réseaux djihadistes et leur menace persistante pour l'Irak et ses voisins (*ISHM*).

Face à la dégradation de la sécurité, Bagdad et Erbil ont repris leurs discussions pour améliorer leur coordination militaire dans les territoires disputés. Le 4, une délégation militaire irakienne conduite

par le Chef d'état-major adjoint a été reçue au ministère des Pechmergas d'Erbil. Ont été constitués un «Comité suprême» et cinq autres comités mixtes nantis de l'autorité pour décider d'opérations conjointes. Leur premier travail sera de dresser un état de la situation sur le terrain, pour décider où des forces conjointes sont nécessaires (*Rûdaw*). Le 12, ont été temporairement déployées de petites unités de pechmergas entre Kifri et Touz Khourmatou pour répondre à l'accroissement de l'activité de Daech dans cette zone. Concernant Kirkouk, aucun déploiement de pechmergas n'a eu lieu, un accord Bagdad-Erbil restant à trouver à ce propos (*WKI*). Le 9, le gouverneur intérimaire de Kirkouk, Rakan Said al-Jabouri, avait indiqué n'avoir pas été informé d'un tel accord, ajoutant que la situation sécuritaire était «stable». Pourtant, le 10, un policier kurde était tué par un responsable des *Hashd al-Shaabi*, qui s'enfuyait de la ville pour échapper à l'arrestation, et le 11 au soir, des inconnus à bord d'un véhicule lançaient une grenade à main sur le domicile du responsable kurde de la police du quartier Azadi, qui n'a fait que des dégâts matériels (*Rûdaw*). Le 22, *Rûdaw* a annoncé la création à Kirkouk d'un commandement conjoint entre diverses forces de sécurité, mais sans les pechmergas, et dont le QG devait se trouver dans l'ancien bureau du PDK en ville! Le ministère de la Défense a démenti le lendemain, assurant que les réunions se poursuivaient avec les pechmergas.

Parallèlement, les Kurdes ont continué à dénoncer l'arabisation des territoires disputés. L'ancien responsable pour Khanaqîn de la Commission de l'Article 140, Adnan Mansour, a déclaré le 1<sup>er</sup> que, depuis la prise de contrôle de cette zone par l'armée irakienne, il n'avait pu regagner son domicile. Le chef du Conseil municipal de Khanaqîn, Samir Nour, s'est plaint

que 57 familles arabes avaient été autorisées à s'installer en ville et que les changements démographiques avaient causé la fermeture de plusieurs écoles kurdes (*Rûdaw*).

Enfin, signalons que l'ancien président français François Hollande s'est rendu à Erbil comme invité

principal de la cérémonie de remise du *Prix Shifa Girdî*. Ce prix, nommé en hommage à la journaliste kurde de *Rûdaw* tuée à Mossoul le 25 février 2017 en couvrant la bataille pour reprendre cette ville à Daech, est décerné chaque année à une journaliste par un comité de membres de cette profession. Il a été cette année

attribuée à la journaliste libanaise Jenan Moussa. François Hollande a dans son intervention rappelé sa présence à Erbil en 2014, rendu hommage aux pechmergas ayant combattu Daech, et averti du risque de résurgence du groupe djihadiste. Il a été reçu le lendemain par le Premier ministre du GRK.

---

## IRAN:

### AU KURDISTAN, LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE COLLIMATEUR DU RÉGIME

**L**es assassinats de porteurs de marchandises transfrontalières kurdes, les *kolbars*, se poursuivent au Kurdistan d'Iran. Les forces de répression du régime les considèrent comme des contrebandiers et leur tirent dessus sans sommation, alors que, n'étant pas armés, ils ne constituent aucun danger... Le 1<sup>er</sup> février, les garde-frontières iraniens ont tendu une embuscade à un groupe de *kolbars* près de Baneh, blessant grièvement l'un d'eux. Puis le 5 février, ils en ont blessé deux autres, l'un près du poste-frontière d'Armardeh, entre Baneh et le Kurdistan d'Irak, l'autre près de Sardasht, une ville près de laquelle ils ont aussi abattu des chevaux utilisés par les porteurs. Enfin, le 4, entre Piranshahr et Hadji Omaran (côté Kurdistan d'Irak), un *kolbar* a perdu une jambe sur une mine datant de la guerre Iran-Irak (*WKI*).

Ces violences continuelles ont fini par faire réagir un député kurde du parlement iranien, Rassoul Khizir, qui a déclaré le 16 que puisque la situation économique de l'Iran se dégradait en raison des sanctions américaines et que l'inflation mettait les habitants des provinces frontalières en difficulté, il fallait ouvrir les frontières pour les soulager: «Alors que nous sommes sous blocus, ne nous imposons pas un autre blocus. C'est maintenant le meilleur

moment pour rouvrir les frontières», a-t-il déclaré. Mais le lendemain, l'organisation de défense des droits de l'homme *Hangaw* a rapporté qu'un autre *kolbar* avait été assassiné près de Baneh, et un autre blessé à Piranshahr (*Rûdaw*)... Un autre a dû être hospitalisé, gelé dans la montagne près de Kermanshah. Au 19 on comptait déjà depuis le début de l'année 12 *kolbars* morts et 28 blessés (*WKI*). Le 24, le journal américain *Foreign Policy* a publié un reportage détaillant les conditions de ces porteurs (<https://foreign-policy.com/2019/02/24/for-kurdish-smugglers-iran-sanctions-are-starting-to-bite/>) alors que, selon les chiffres officiels iraniens eux-mêmes, la province kurde de Kermanshah souffre avec 21,6% du taux de chômage le plus élevé du pays...

Les mauvaises conditions économiques et le non-paiement des salaires par l'État continuent à provoquer des mouvements sociaux. Après plusieurs grèves depuis le début de l'année, ce sont les chauffeurs de taxi de Bokan qui ont rejoint le mouvement le 5, et les employés municipaux de Kermanshah se sont rassemblés le 9 devant la mairie pour demander leurs salaires, non perçus depuis 3 mois, et 8 mois d'heures supplémentaires également non reçues (*WKI*). Selon l'Organisation de défense des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK), les employés

de la ville de Sawlawa, qui n'ont pas été payés depuis 2 mois, ont aussi protesté, et le 14, ce sont les enseignants de six villes différentes du Kurdistan, dont Sanandadj, Ouroumieh et Kermanshah, qui se sont rassemblés devant les bureaux de la Direction de l'éducation pour réclamer leurs salaires, la libération des prisonniers politiques et la fin des politiques éducatives discriminatoires. Selon KMMK, plusieurs participants à ces protestations ont été arrêtés et mis au secret par la Sécurité à Ouroumieh, ainsi qu'un syndicaliste enseignant bien connu, Mokhtar Assadi, à Sanandadj (*WKI*). Déjà arrêté plusieurs fois pour avoir défendu les droits des enseignants, Assadi était demeuré détenu un an dans la prison d'Evin à Téhéran sous l'accusation de propagande anti-gouvernementale, avant d'être libéré en juillet dernier (*VOA*).

Parmi les discriminations subies par les Kurdes, se trouve celle dont est victime leur langue. Quelques jours avant la Journée internationale de la langue maternelle, prévue le 21 février, plusieurs partis politiques représentant des minorités linguistiques d'Iran, dont le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont adressé une lettre ouverte à la Directrice générale de l'UNESCO pour dénoncer les discriminations linguistiques et demander un meilleur suivi et davantage de pression sur Téhéran.

À côté des arrestations répondant aux mouvements sociaux, la Sécurité du régime réprime aussi les membres des partis politiques interdits et cible particulièrement depuis un certain temps les défenseurs de l'environnement. C'est que, depuis les destructions menées par les autorités, qui ont selon KMMK passé des accords avec des sociétés peu scrupuleuses pour procéder à des coupes massives d'arbres dans les forêts de la région de Saqqez, les questions environnementales génèrent des tensions croissantes au Kurdistan. De nombreux défenseurs de cette cause qui s'opposent à ces trafics quasi-maffieux risquant de s'étendre dans d'autres régions du Kurdistan sont inquiétés et arrêtés sous l'accusation d'«espionnage».

Le KMMK a comptabilisé 42 arrestations de Kurdes depuis le début de l'année. Le 2 février, un prisonnier kurde sunnite condamné à mort a entamé une grève de la faim dans l'établissement de Zahedan après avoir été mis à l'isolement. Le 6, l'imam d'un village près d'Ouromieh a été arrêté après avoir critiqué le régime dans son prêche. Le 9, *Amnesty International* a condamné l'usage «non nécessaire et excessif» de la violence dans les prisons iraniennes. Dans la prison de femmes de Shahr-e-Rey, près de Téhéran, plusieurs détenues qui avaient protesté le 7 contre les conditions de détention et l'absence de soins apportés à l'une d'entre elles ont dû être hospitalisées après avoir été exposées à des gaz lacrymogènes. Certaines avaient aussi frappé la porte de leur cellule de leurs poings après avoir appris qu'elles ne faisaient pas partie des prisonnières amnistiées à l'occasion des 40 ans de la République islamique (*Rûdaw*). Le 12, trois jeunes Kurdes de Piranshahr ont été condamnés à des peines de plusieurs mois jusqu'à un an de prison pour «tentative de perturber la sécurité nationale» et liens à des partis kurdes. A

Ilam, un poète kurde a été poursuivi pour «insultes à des personnes sacrées» (*WKI*).

Le 14 février, 10 activistes kurdes, tous arrêtés en quelques jours début janvier, étaient toujours incarcérés au centre de détention du ministère des Renseignements à Sanandadj, privés de contacts avec leurs familles et avocats. Il s'agit de 8 membres du «Parti iranien de l'unité nationale», dont le programme concerne entre autres l'environnement, et 2 défenseurs de l'environnement, dont Sirwan Ghorbani, arrêté chez lui et emmené par les policiers un sac sur la tête. Parmi les personnes arrêtées se trouve aussi l'avocat Farhad Mohammadi. À la date du 5 février, tous n'avaient été autorisés à passer qu'un appel téléphonique à leurs familles. Dans une interview du 8 janvier à l'agence officielle IRNA, un responsable provincial de la Sécurité les a accusés d'avoir participé, sous le couvert d'activités de défense de l'environnement, à des activités criminelles «en lien avec des groupes contre-révolutionnaires», et notamment au meurtre en juillet 2018 d'un ambulancier du Croissant rouge iranien... Le 25 janvier, un groupe de 59 avocats a appelé à la libération des prisonniers, et en particulier de leur confrère Mohammadi. Au moins 8 avocats défenseurs des droits de l'homme en Iran sont emprisonnés, dont Nasrin Sotoudeh, défenseuse de nombreuses femmes ayant refusé de porter le voile en public. Parmi les défenseurs de l'environnement arrêtés, figure aussi Sepideh Kashani, ancienne conseillère aux Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ).

Le 16, la militante des droits civils et défenseuse de l'environnement Sahar Kazemi a été condamnée à 5 ans de prison par le Tribunal révolutionnaire de Sanandadj, le jour même où son mari, Madeh Fat'hi,

était libéré sous caution de 3 mois d'incarcération en isolement. Elle a immédiatement fait appel. Sahar Kazemi avait été fréquemment convoquée depuis 2 ans au bureau de la Sécurité de Sanandadj pour interrogatoire. Arrêtée à son domicile par des agents de la Sécurité en août dernier, elle avait été remise en liberté conditionnelle le 24 novembre, avant d'être arrêtée de nouveau le 2 décembre.

Le 22, *Amnesty international* a appelé l'Iran à suspendre l'exécution de 3 adolescents convaincus de crimes commis alors qu'ils étaient encore mineurs. L'un d'eux est condamné pour «inimitié envers Dieu», un chef d'accusation utilisé pour justifier une exécution aux motifs douteux, tandis que les deux autres sont accusés de meurtre. Le premier, alors âgé de 17 ans, aurait de plus été torturé au moyens de décharges électriques pour lui extorquer des «aveux». Un autre des jeunes gens avait été arrêté en 2014 alors qu'il n'avait que 15 ans, et aurait poignardé un de ses instituteurs. Reconnu instable psychologiquement, il avait été condamné à 3 ans de prison avant que ce verdict ne soit remplacé pour une condamnation à mort par la Cour suprême en janvier 2017. Le dernier avait aussi poignardé une autre personne alors qu'il était ivre... (*Rûdaw*)

Enfin, une sportive kurde d'Iran de 20 ans, Arezou Miraki, originaire de Sanandadj, a été libérée le 24 après 2 semaines passée en prison dans cette ville. Appartenant à l'équipe de kick-boxing de Soran, au Kurdistan d'Irak, elle avait été arrêtée à son retour en Iran après une compétition tenue dans cette ville fin 2018. Selon ses proches, elle avait été arrêtée pour avoir brandi le drapeau du Kurdistan après l'avoir emporté sur une adversaire iranienne, et avoir posté des photos de ce moment sur les médias sociaux. Elle aurait dû sa libération à l'action des responsables de la Fédération ira-

nienne de kick-boxing et de la Région du Kurdistan. Miraki demeure cependant frappée d'une interdiction de se rendre dans celle-ci (*Kurdistan 24*).

À l'étranger, l'Union européenne a mis en place un mécanisme qui pourrait permettre de contourner

les sanctions américaines, mais a également critiqué Téhéran le 1<sup>er</sup> février pour son programme de missiles balistiques et a demandé la fin de ses «activités hostiles» sur le territoire de plusieurs de ses États membres et le respect des droits des femmes et des minori-

tés. Cette déclaration critique fait suite à des sanctions imposées le mois dernier aux services de Renseignement et à plusieurs ressortissants iraniens accusés d'attaques ou de tentatives d'attaques contre des opposants sur le territoire de l'Union...nt

## LE KURDISTAN D'IRAK HÉBERGE TOUJOURS 1,5 MILLIONS DE DÉPLACÉS OU DE RÉFUGIÉS

**L**e Gouvernement régional du Kurdistan a tiré la sonnette d'alarme le 14 février dans un communiqué publié sur son site (<http://cabinet.gov.krd/a/d.aspx?s=040000&l=12&a=57579>): en 2018, seulement 32.000 personnes déplacées (en anglais IDP) ou réfugiées ont pu rentrer chez elles sur approximativement 1,5 millions ayant trouvé refuge dans la Région du Kurdistan d'Irak depuis l'éruption de Daech à l'été 2014: selon le responsable du Centre de coordination de crise du GRK, Hosheng Muhammad, 27.671 déplacés et 4.380 réfugiés syriens seulement ont quitté la Région durant 2018. Ce faible nombre de retours s'explique en partie par la persistance des problèmes de sécurité dans les lieux d'origine, l'absence de services, et, pour la Syrie, la poursuite de la guerre...

Par ailleurs, les déplacés et réfugiés ont continué en 2018 à fuir leurs demeures, puisque 28.487 Irakiens – en majorité de la province de Mossoul (Ninive) et 3.795 ressortissants syriens ont cherché refuge au Kurdistan, compensant presque exactement les départs... La Région du Kurdistan, qui compte environ 4,5 millions d'habitants, héberge donc 1.411.532 personnes déplacées ou réfugiées, dont 1.127.400 déplacés irakiens et 249.639 réfugiés syriens. En janvier, 38 camps étaient installés dans la Région. Subvenir aux besoins de base d'une telle quantité de personnes pose des problèmes logistiques et financiers considérables, d'autant plus

que le choix du GRK a été et demeure de ne faire aucune discrimination ni par rapport aux citoyens du Kurdistan, ni entre personnes hébergées elles-mêmes, en fonction des origines, de la religion ou de l'affiliation politique. Hosheng Muhammad a précisé que, malgré la grave crise financière rencontrée par le GRK depuis plusieurs années, celui-ci a pu fournir une grande partie de l'ensemble des postes incluant la sécurité, les abris, l'eau, l'électricité, la santé, l'éducation, la gestion des camps, qui ont un coût de 162 millions de dollars par mois, soit 1,9 milliards de dollars par an. Muhammad a ajouté que 65% des résidents des camps n'avaient aucun revenu et dépendaient entièrement de l'aide du GRK, des agences des Nations Unies et des ONG, et que, malgré les efforts très importants qu'elles ont accomplis pour assister le GRK, les agences de l'ONU et les ONG locales et internationales, et de manière générale la communauté internationale, n'ont pu apporter que 25% des besoins, 75% demeurant à la charge du GRK. De plus, une fois la victoire contre Daech annoncée par le gouvernement irakien le 9 décembre 2017, le nombre d'organisations internationales présentes dans les camps a baissé significativement...

Les chiffres avancés par Muhammad correspondent approximativement à ceux publiés par le Centre de coordination de crise du ministère de l'Intérieur du GRK dans son «tableau de bord» résumant la situation à la mi-

janvier 2019 (voir lien du site) qui dénombre 1.509.373 déplacés et réfugiés enregistrés. Ce document précise d'ailleurs que, contrairement aux idées reçues, la majorité des déplacés et réfugiés sont hébergés par leurs communautés déjà présentes au Kurdistan d'Irak, tandis que seulement 37% vivent dans les camps...

Pour sa part, l'agence américaine d'aide internationale USAID (*US Agency for International Development*) a estimé le 9 février, dans sa première *Complex Emergency Fact Sheet on Iraq* pour l'année, que 6,7 millions de personnes en Irak nécessiteraient une assistance humanitaire durant 2019 (voir le lien). À noter que ce rapport chiffre le nombre de déplacés dans l'ensemble de l'Irak à 1,8 millions, suivant les chiffres présentés sur son site par l'Organisation Internationale pour les migrations des Nations Unies (IOM), également mentionnés le 6 par Pete Mauer, Président du Comité international de la Croix-Rouge. Ceci confirme que la Région du Kurdistan héberge la plus grande partie des déplacés et réfugiés du pays... Enfin, l'UNICEF a compté parmi ces déplacés 825.000 enfants, dont un tiers se trouvent dans les camps (*Kurdistan 24*).

L'IOM note de son côté, dans son rapport du 2 janvier (*Integrated Location Assessment III*, anglais ou arabe, [voir le lien](#)), que les taux de retour étaient déjà à l'été dernier significativement plus faibles dans

le nord du pays: 83% pour les déplacés originaires d'Anbar, contre seulement 68% et 55% respectivement pour ceux originaires de Salah al-Din et de Ninewa (Mossoul)... *Kurdistan 24* évoquait le 4 février la persistance d'attaques

de Daech dans cette dernière province qui dissuadait les déplacés de rentrer, ainsi que l'attitude de certains membres des milices chiites *Hashd al-Shaabi* à l'égard des déplacés sunnites. Selon *Rûdaw*, une autre raison pour ce bas taux

de retours est la baisse des financements reçus par les ONG susceptibles d'aider les déplacés à rentrer et la diminution du nombre d'ONG présentes dans les camps, ce qui corrobore les déclarations de Hosheng Muhammad.

## DÉCÈS DE BERNARD DORIN, DIPLOMATE ET GRAND AMI DU PEUPLE KURDE

**N**ous avons appris ce mois avec une profonde tristesse le décès dans la soirée du 20 février de l'ambassadeur Bernard Dorin, ami de longue date de la cause et du peuple kurdes, à l'âge de 89 ans des suites d'une longue maladie.

Né le 25 août 1929 dans une famille militaire de tradition gaulliste, Bernard Dorin a fait de brillantes études à Sciences Po et à l'ENA, dont il sortit major de sa promotion en 1956. Il a ensuite opté pour la carrière diplomatique, qui a failli tourner court... à cause des Kurdes. En effet, jeune diplomate au Quai d'Orsay, il prend connaissance d'une décision de vente des bombardiers *Hawker-Siddeley AV-8 Harrier* britanniques au régime de Bagdad, alors en guerre contre la résistance kurde. Londres en informe Paris et sollicite son aval. Chargé du dossier, Bernard Dorin tente de convaincre le secrétaire général du Quai d'Orsay d'y opposer un refus car ces avions allaient sans doute être utilisés dans les bombardements de populations du Kurdistan. Il n'y parvient pas et son insistance lui vaut d'être révoqué. Il part alors rejoindre les maquis du général Barzani où il sert pendant quelque temps d'instructeur militaire. À son retour du Kurdistan, il finit par être réintégré au Quai d'Orsay après un passage remarqué par le Cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de l'Information du général de Gaulle.

Militant passionné de la francophonie, Bernard Dorin a aussi été l'un des artisans de la relation privilégiée

entre France et Québec. Étroitement associé à la préparation et au déroulement du fameux voyage du Général De Gaulle dans la «Belle Province» en juillet 1967, il veille notamment à ce que le Président français ne soit pas cantonné dans des activités officielles, et après ce voyage, il joue un rôle déterminant dans la préparation du texte des accords franco-québécois dits «Peyrefitte-Johnson». Il sera en 1969 l'un des membres fondateurs de l'Association France-Québec.

Par ailleurs, sa carrière diplomatique a été brillante. Il a été nommé ambassadeur de France à Haïti, à l'âge de 42 ans, puis en Afrique du Sud, au Brésil, au Japon et enfin à Londres. Les responsables kurdes se souviennent qu'à l'occasion d'une réception offerte en l'honneur de Massoud Barzani en visite en Grande-Bretagne en 1993, il avait fait hisser le drapeau du Kurdistan sur son ambassade, ce qui lui a valu de nouveau quelques soucis avec le Quai d'Orsay...

Bernard Dorin avait, à la fin des années 1960, créé avec son ami l'Emir Kamuran Bédir Khan et le soutien d'intellectuels français comme Vladimir Jankélévitch et Emmanuel de la Vigerie, une association de secours aux populations kurdes. Dès son retour à Paris en 1976 il a participé discrètement aux activités de l'Association France-Kurdistan créée en 1974, avec le soutien d'illustres intellectuels comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Laurent Schwartz, Pierre-Vidal Naquet, Maxime Rodinson... Devenu Directeur de la

Francophonie du Quai d'Orsay, il a initié un discret programme de bourses aux étudiants kurdes, programme qui a été repris et amplifié après la création de l'Institut kurde, sous la présidence de François Mitterrand.

Partout où Bernard Dorin était en poste il se considérait aussi comme l'ambassadeur de la cause kurde, donnant des conférences dans les universités, des entretiens dans la presse pour faire connaître la cause kurde. Après sa retraite, il a continué à militer en faveur des Kurdes en soutenant les actions de l'Institut kurde et de la Fondation Danielle Mitterrand. Il s'est rendu à deux reprises au Kurdistan irakien où il a reçu un accueil très cordial. Il voulait y créer une académie diplomatique pour y former des jeunes cadres kurdes. Il a, jusqu'à ses derniers jours, suivi de près la situation du Kurdistan. Lors d'un entretien le 14 février avec Kendal Nezan, il s'indignait de l'abandon par les alliés occidentaux des combattants kurdes syriens et prenait les dernières nouvelles du Kurdistan et... du Québec. Kurdistan et Québec deux causes, deux combats pour l'indépendance chers à son cœur qu'il a soutenus tout au long de sa vie.

Féru d'histoire, de géographie, de littérature, polyglotte mais amoureux de la langue française et ardent défenseur de la Francophonie, Bernard Dorin présidait l'association «Avenir de la langue française». Il avait publié plusieurs ouvrages, dont en 2005 un livre intitulé *Les Kurdes – Destin héroïque, destin tragique*, et en 2001, un livre de souve-



nirs *Appelez-moi Excellence*, où il racontait les épisodes saillants de sa carrière diplomatique – non sans brocarder, au passage, ses collègues adeptes de «Sa majesté le Statuquo». Décoré en 2009 de la distinc-

tion de Commandeur de la Légion d'Honneur par le Premier ministre français, il était aussi récipiendaire de la Grand Croix de l'Ordre Royal de Victoria ainsi que de l'Ordre des Francophones d'Amérique.

Avec sa disparition, le peuple kurde perd un grand ami des jours difficiles, la France un diplomate de grande envergure, courageux, non conformiste, fin lettré et visionnaire.

---

---

# Le jeu très serré des Kurdes de Syrie

La menace turque sur le Kurdistan de Syrie oblige les organisations kurdes à redoubler de pragmatisme dans leurs relations avec la Russie, les Etats-Unis, la France et le régime de Damas, explique Boris James, spécialiste du Kurdistan



Par **BORIS JAMES**

Les derniers développements concernant le nord de la Syrie n'ont pas manqué de susciter de vives réactions sur la scène kurde. Les déclarations à peu près concomitantes sur un retrait américain de la part du président des Etats-Unis, Donald Trump, et celles de Recep Tayyip Erdogan, son homologue turc, au sujet d'une offensive turque dans le Rojava (Kurdistan de Syrie) ont provoqué au minimum l'inquiétude des acteurs politiques et de la rue kurdes sur place et à l'extérieur.

Les premiers concernés, les autorités civiles et militaires qui administrent le Rojava et une partie du nord de la Syrie – le Mouvement pour la société démocratique (TEV-DEM) et les Unités de défense du peuple (YPG), organisations affiliées au PKK –, annoncent en forme de bravade leur volonté de défendre coûte que coûte leur territoire et d'en découdre militairement avec l'armée turque et ses supplétifs si une offensive se confirmait.

Par ailleurs, contrairement à ce qu'envisaient avec une certaine naïveté Donald Trump et son secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, pour les autorités du Rojava, il est hors de question d'accepter la « protection » de l'armée turque sur la région. Toute initiative impliquant sa présence est considérée comme une occupation illégale. Les déclarations conjointes de toutes les officines attachées à la mouvance du PKK au Rojava vont dans le sens d'une confrontation avec la Turquie. La commémoration, ces derniers jours, du premier anniversaire

de l'occupation turque de la ville d'Afrin, qui a vu la très forte mobilisation des populations dans le Rojava non occupé, rend difficile la mise en avant du rôle prétendument pacificateur et pacifiste de l'armée turque dans les sphères kurdes, quelle que soit leur affiliation politique.

Suivant les vicissitudes et l'évolution de la rhétorique sur la question du nord de la Syrie, les autorités du Rojava se sont cependant déclarées prêtes à collaborer à la création d'une zone de sécurité internationale et de non-survol à la frontière turque ou sur l'ensemble du Rojava, feignant de croire que leur voisin ennemi pourrait envisager de ne pas y intervenir ou n'être qu'un acteur parmi d'autres dans cette configuration. La question du sort réservé aux djihadistes français et européens participe de la même logique. Il s'agit d'un des derniers leviers dont dispose le PKK pour internationaliser la crise et trouver une issue concertée favorable, à travers, notamment, la création d'instances judiciaires sur place. Or, la France semble avoir dépassé sans trop de problèmes les réticences politiques et les obstacles juridiques au « rapatriement » de 130 djihadistes incarcérés auprès des YPG. Par ailleurs, le signal envoyé est clair : c'est en concertation avec les Américains et non avec l'aide des YPG que cette « extradition », qui n'en est pas une, a été effectuée.

## LA RUSSIE, PIVOT GÉOSTRATÉGIQUE

Au-delà de la rhétorique, les autorités du Rojava se sont très vite tournées vers le pivot géostratégique que constitue la puissance russe dans la région. Proposant une feuille de route qui pourrait encadrer un retour partiel de la souveraineté du régime syrien dans le nord-est du pays, les autorités du Rojava souhaitent se placer sous la protection de Moscou, seule force en mesure de neutraliser les velléités de conquête de la Turquie et du régime. C'est là une solution pragmatique visant à préserver au maximum les acquis de l'expérience politique du Rojava. Il s'agit en fait également d'un pis-aller, car aucun des acteurs en présence ne reconnaît le Rojava, et la Russie a jusqu'à présent soutenu les intérêts et la stabilisation du régime.

Ainsi continue-t-on, du côté kurde, de mettre en avant la coopération militaire avec les Etats-Unis et la France notamment, alors que le maintien des forces occidentales semble emporter les suffrages unanimes des forces politiques kurdes et des populations, tant elles apparaissent comme garantes de l'intégrité du Rojava et de la région autonome du Kurdistan d'Irak. La position des autorités du Rojava est difficile et pleine d'ambiguïté, en raison de la multiplicité et de la volatilité des acteurs, sans oublier la nécessité de maintenir leur image d'acteur autonome en butte aux Etats centraux de la région, le régime syrien inclus.

De l'autre côté de la frontière, malgré le maintien de son partenariat stratégique

## LE CONTEXTE

### TOURNANT

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde – majoritairement aux mains des Unités de protection du peuple (Kurdes) – jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation Etat islamique, dans le nord-est du pays, qui correspond au Rojava. Les Kurdes représentent entre 2,5 et 2,8 millions de personnes dans le pays. Les FDS ont noué une alliance avec la coalition internationale anti-EI emmenée par Washington, à l'automne 2014 lors du siège de Kobané, située sur la frontière avec la Turquie.

Le 19 décembre 2018, le président américain Donald Trump a annoncé de façon unilatérale le retrait des for-

ces américaines de Syrie, provoquant une vive inquiétude de la part des membres de la coalition et une panique du côté des Kurdes. Ces derniers craignent que la Turquie profite de ce retrait annoncé – mais pas encore appliqué sur le terrain – pour intervenir au nord de la Syrie pour des raisons de sécurité, car Ankara accuse les forces kurdes de Syrie d'être des groupes terroristes à la solde du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK). Washington et Ankara ont annoncé la création d'une zone de sécurité de part et d'autre de la frontière turco-syrienne. Mais Moscou, Téhéran et Damas y sont hostiles. De leur côté, les Kurdes négocient avec Bachar Al-Assad et la Russie pour un compromis durable afin d'éviter toute intervention de l'armée turque au Rojava.

**LES AUTORITÉS  
DU ROJAVA  
[LE KURDISTAN  
DE SYRIE]  
SOUHAITENT  
SE PLACER SOUS  
LA PROTECTION  
DE MOSCOU**

avec la Turquie, le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) manifeste également son inquiétude face à une situation qui pourrait avoir des conséquences déstabilisatrices : d'éventuels mouvements de populations, la recrudescence d'activités du PKK sur son territoire... On indique notamment que le retrait américain pourrait renforcer les positions de l'organisation Etat islamique (EI) dans la région.

En parallèle, il s'agit de capitaliser sur l'affaiblissement stratégique de la mouvance PKK en évitant de totalement l'antagoniser. Les signes d'apaisement manifestes depuis un an entre les deux mouvements permettront-ils la création d'une forme d'alliance tacite ? L'attaque, le 27 janvier,

par des Kurdes locaux de la base militaire turque de Chiladze au Kurdistan d'Irak est significative de l'irritation croissante des populations locales face aux bavures systématiques de l'armée turque visant les maquis du PKK dans la région.

Le retour sur la scène politique du Rojava des organisations kurdes de Syrie soutenues et contrôlées en partie par le GRK semble en revanche assez peu probable, même si le rejet d'une occupation turque est unanime au sein des partis kurdes de Syrie. Le Conseil national kurde de Syrie, coalition de partis non affiliés au PKK, est dans une position d'extrême faiblesse, et l'hostilité réciproque qu'il entretient avec le PKK ne semble pas s'amenuiser. Ainsi, la

fragmentation politique perdure-t-elle dans les Kurdistan.

Un constat s'impose cependant : c'est justement alors que les mouvements kurdes se trouvent dans une situation de faiblesse généralisée que semble apparaître la convergence de leurs intérêts. ■



**Boris James**, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient et ancien responsable de son antenne à Erbil (Kurdistan irakien), est l'auteur avec Jordi Tejel Gorgas du livre « Les Kurdes, un peuple sans Etat, en 100 questions » (Tallandier, 2018)

Le Monde VENDREDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2019

LA QUESTION KURDE EN SYRIE

# La France, un acteur crucial pour éviter le pire

Selon l'écrivain Patrice Franceschi, la diplomatie d'Emmanuel Macron a été déterminante pour convaincre les Etats-Unis de rester en Syrie

Par PATRICE FRANCESCHI

Le 19 décembre 2018, Donald Trump, dans une invraisemblable fougade, annonçait le retrait sans délais des soldats américains déployés dans le nord de la Syrie – et par conséquent l'abandon brutal de nos alliés kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) dans le combat qu'ils menaient avec nous contre les islamistes. Il est intéressant de revenir aujourd'hui sur cet épisode déroutant afin de comprendre pour quelles raisons il n'a pas eu les suites tragiques que tout le monde annonçait.

Bien sûr, les choses ont commencé de manière pitoyable : on ne lâche pas sans prévenir des alliés aussi efficaces et fidèles que les Kurdes. Surtout quand ils se sont montrés capables de construire un bouclier anti-islamistes sur un territoire vaste comme quatre fois le Liban. On ne laisse pas non plus entre les mains des pires Etats totalitaires de la région des gens avec qui on a combattu pendant cinq ans, qui ont payé le prix du sang pour épargner le nôtre et continuent de protéger nos frontières à des milliers de kilomètres de chez nous.

D'autant que le combat contre Daech (acronyme arabe de l'organisation Etat islamique) n'est en rien achevé – on l'a vu il y a peu avec l'attentat qui a tué plusieurs soldats américains à Man-

bij, le 16 janvier – et que la région d'Idlib jouxtant les territoires contrôlés par nos alliés est aux mains d'Hayat Tahrir Al-Cham, radicaux aussi féroces que Daech auxquels nous risquons d'avoir affaire demain.

Le président Macron était parvenu à gagner six mois, mais Trump a finalement provoqué la stupeur parmi son équipe et ses alliés européens, jeté la sidération au milieu des forces arabo-kurdes et entamé son crédit au sein de sa propre administration. On s'est alors attendu au pire, c'est-à-dire à une attaque en règle des Turcs contre les FDS, doublée d'une reprise en main concurrentielle du nord de la Syrie par le régime de Damas. Un beau charivari en perspective. Et pour les Kurdes, la peste et le choléra en même temps... Erdogan, soutien avéré des principaux groupes islamistes anti-Occidentaux en Syrie – et principal ennemi des Kurdes –, fanfaronnait déjà, annonçant qu'il les anéantirait sous peu.

Pourtant, en dépit de ces rodontades et des faits concrets rappelés plus haut, rien n'a bougé sur le terrain : pas le moindre signe de désengagement militaire des Occidentaux n'est à signaler à ce jour, au contraire. Aucun de nos soldats ne partira avant des semaines – et encore, pour l'Irak tout proche. Et uniquement quand nos problèmes sécuritaires et le sort des Kurdes auront

trouvé une solution politique satisfaisante. Erdogan n'a pas renoncé à ses projets hégémonistes, mais il en est empêché pour le moment. Tout comme Bachar Al-Assad, clairement sommé de ne pas franchir l'Euphrate.

Que s'est-il passé pour que les Kurdes ne soient pas abandonnés et que Trump aille jusqu'à menacer les Turcs de dévaster leur économie s'ils les attaquaient ? Comment un tel retournement de situation a-t-il pu se produire ?

## ALLIANCE STRATÉGIQUE

C'est là que les choses deviennent intéressantes. Car, entre l'annonce de Trump et aujourd'hui, la France a déployé des efforts considérables pour éviter la catastrophe. Dans toute cette affaire, elle a véritablement été le pays le plus lucide, jouant un rôle central pour convaincre les Américains de faire machine arrière. Ce n'est pas un hasard si ces derniers ont fini par revenir à une position de fermeté vis-à-vis de nos adversaires régionaux et ont finalement décidé de maintenir, pour le moment, leurs forces militaires sur place.

En la matière, Emmanuel Macron en a parlé directement à Donald Trump. Et à Vladimir Poutine. Sans oublier Recep Tayyip Erdogan, qu'il n'a pas ménagé.

Finalement, on doit lui reconnaître une cohérence de long terme dans sa politique proche-orientale et ses conséquences sé-

## LES VALEURS DÉFENDUES PAR LES KURDES SONT AUSSI LES NÔTRES

curitaires pour les Français : il a poursuivi l'engagement de notre pays dans la coalition internationale contre Daech – on aurait pu craindre l'inverse – et n'a cessé de rendre hommage aux Kurdes qui combattent à nos côtés – ce dont ces derniers lui sont reconnaissants. Notre alliance stratégique avec eux s'en est trouvée revivifiée. Plus que jamais nous collaborons pour empêcher la formation d'une nouvelle organisation islamiste capable de mener des attentats chez nous.

Le retour des djihadistes français prisonniers des Kurdes s'inscrit dans cette coopération. La France devait bien s'occuper un jour de juger ses ressortissants et d'en débarrasser nos alliés. Pas le choix. Toutefois, pour avoir personnellement mené nombre d'entretiens avec des djihadistes françaises, je crains que ces gens demeurent ce qu'ils sont : des « bombes humaines ».

Maintenant, bref retour en arrière afin d'expliquer la constance française vis-à-vis des Kurdes. Sans remonter à 2014, année où la France, sous François Hollande,

est le premier pays à les soutenir militairement contre Daech lors de la bataille de Kobané, il faut rappeler qu'en janvier 2018 les Turcs, sans crier gare – et avec l'accord des Russes –, attaquaient l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, et s'en emparaient après deux mois de terribles combats. Depuis, le seul chef d'Etat à avoir reçu officiellement une délégation des FDS – comprenant des Kurdes, des Arabes et des chrétiens – a été le président fran-

çais. Les rencontres à un très haut niveau ont été constantes ensuite, non seulement parce que nous partageons les mêmes intérêts sécuritaires, mais parce que les valeurs défendues par les Kurdes sont aussi les nôtres : démocratie, laïcité, égalité hommes-femmes, respect des minorités. La dernière de ces rencontres à l'Élysée a eu lieu juste après l'annonce de Trump. Ilham Ahmed, la femme politique la plus haut placée dans l'organisation des

FDS, a su se faire entendre. C'est dire si les liens sont forts.

Pour l'heure, rien n'est donc perdu pour les Kurdes, même si on peut considérer que, dans l'immédiat, nous avons surtout « sauvé les meubles ». Quoiqu'il en soit, il reste beaucoup à faire là-bas contre le terrorisme, Daech ne cessant de renaître de ses cendres, changeant de nom au gré de ses mutations. Rien n'est joué, donc. Pour l'avenir, il faudra de la constance dans l'effort. ■



**Patrice Franceschi**, écrivain, aviateur et marin, se rend souvent au Kurdistan syrien. Il a reçu le prix Goncourt de la nouvelle en 2015 pour « Première personne du singulier » (Points, 2015)

# « Téhéran s'opposera au projet d'un Kurdistan syrien autonome »

Aniseh Bassiri Tabrizi, chercheuse spécialiste de l'Iran, considère que la présence des forces iraniennes s'inscrit dans la durée afin d'éviter toute fragmentation de la Syrie qui nuirait à ses intérêts

## Entretien

**S** spécialiste des problèmes de sécurité au Proche-Orient, Aniseh Bassiri Tabrizi est chercheuse au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, basé à Londres. Elle analyse la politique de l'Iran en Syrie, notamment depuis les derniers développements de la stratégie américaine dans le nord-est syrien, sur fond de reflux de l'organisation Etat islamique (Daech).

**Comment expliquez-vous l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie et la confusion qui s'est ensuivie entre Ankara et Washington ?**

Rendue publique à la suite d'une discussion téléphonique avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, la décision soudaine du président Donald Trump de retirer les troupes américaines de Syrie a omis de prendre en considération les potentielles répercussions de cette initiative sur les intérêts américains dans la région. En ne fixant pas avec la partie turque des conditions claires pour le retrait américain, Trump met non seulement en péril les forces kurdes syriennes que les Etats-Unis ont soutenues dans le combat contre Daech, mais il accroît aussi les chances d'une renaissance de l'organisation Etat islamique, ainsi que de gains territoriaux au profit de Damas et de Téhéran. Toutes ces hypothèses vont à l'encontre des intérêts américains. Après les réactions hostiles de plusieurs responsables américains face à ces possibles répercussions, l'an-

nonce originelle de Donald Trump a été ajustée, et l'administration cherche aujourd'hui à trouver sur la question du nord-est syrien un règlement négocié qui tienne compte des priorités sécuritaires aussi bien turques qu'américaines.

**L'idée de créer de part et d'autre de la frontière turco-syrienne une zone de sécurité placée sous le contrôle des forces turques et américaines vous paraît-elle réalisable, sachant que Damas et Moscou s'y opposent et que Téhéran se méfie des appétits turcs ?**

Il paraît très peu probable que le président Erdogan parvienne à instaurer une zone de sécurité sous contrôle turc du côté syrien de la frontière, un projet dont son pays réclame la mise en place depuis 2012, en vain. Les forces kurdes en rejettent à coup sûr l'idée, à moins que la zone ne soit contrôlée par des forces de l'ONU capables de repousser une possible offensive turque. Même s'ils restent plus discrets, la Russie et l'Iran s'opposent pro-



bablement à toute solution menaçant l'intégrité territoriale de la Syrie, une position que ces deux pays ont maintenue depuis le début de leur implication dans le conflit. Le fait que, à la suite de son entretien avec Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine ait évoqué la possibilité d'une zone de sécurité contrôlée par Damas dans le nord de la Syrie ne fait que confirmer que la Russie, avec l'Iran, poussera vers une solution qui permette au régime de Bachar Al-Assad de reprendre le contrôle de la région frontalière, ce qui s'oppose frontalement aux ambitions turques.

**L'Iran accepterait-il la création d'une Syrie fédérale prévoyant l'autonomie du Rojava, le Kurdistan syrien ?**

La direction iranienne estime que ce n'est qu'en maintenant l'intégrité territoriale de la Syrie qu'elle parviendra à atteindre son objectif stratégique à long terme, à savoir le maintien d'un corridor terrestre avec le Liban. Ce qui veut dire que Téhéran s'opposera au projet d'une Syrie fédérale et d'un Rojava autonome et que, comme par le passé, il prendra toutes les mesures en son pouvoir pour éviter la fragmentation du pays en zones rivales ou en régions quasi-indépendantes.

**Quelles sont les priorités iraniennes en Syrie maintenant que Daech recule**

**« L'ANNONCE DU  
RETRAIT AMÉRICAIN  
DE SYRIE  
VA PROBABLEMENT  
ACCROÎTRE  
LES RISQUES D'UNE  
ESCALADE ENTRE  
L'IRAN ET ISRAËL »**

**sur tous les fronts ?**

Daech n'a jamais été la raison principale de l'intervention iranienne en Syrie, qui a débuté en 2011, avant même que l'organisation Etat islamique ne représente une menace dans la région. Toutefois, quand Daech a étendu son pouvoir et son contrôle en territoire syrien, l'Iran a de plus en plus justifié sa présence en Syrie par la nécessité de combattre le terrorisme et de réduire les risques d'attaques sur sa frontière ou sur son sol. La menace de Daech étant désormais fortement réduite, l'Iran continuera probablement à expliquer que ses activités en Syrie sont nécessaires pour se débarrasser des autres groupes extrémistes. Téhéran focalisera sans doute son attention sur des zones comme Deir ez-Zor ou Idlib, qui sont des fiefs d'organisations terroristes comme le Front Al-Nosra, inféodé à Al-Qaïda, contre lequel l'Iran a concentré ses efforts militaires dans le passé. Plus gé-

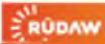
néralement, l'Iran s'efforcera de récolter les fruits de son soutien inconditionnel à Bachar Al-Assad depuis huit ans en renforçant sa présence militaire sur le terrain, tout en concluant des accords économiques qui garantiront le rôle de l'Iran dans la reconstruction de la Syrie.

**Depuis les dernières frappes israéliennes contre des objectifs iraniens en Syrie, devons-nous craindre une escalade des tensions entre Israël et l'Iran ? Et qu'attendent les Iraniens de la Russie, qui est une alliée de Téhéran mais qui est également proche d'Israël ?**

La récente annonce du retrait américain de Syrie va probablement accroître les risques d'une escalade entre l'Iran et Israël en Syrie. Comme on a pu le constater au cours des dernières semaines, Israël, qui se sent isolé et menacé par la présence iranienne chez son voisin, multiplie les

frappes contre des objectifs iraniens. Pour l'instant, Téhéran s'est abstenu de riposter à ces attaques, tout en renforçant simultanément sa présence sur le terrain et en défiant de plus en plus ouvertement les lignes rouges israéliennes. Moscou a joué un rôle crucial de médiation pour éviter l'affrontement direct entre l'Iran et Israël. Reste à savoir si la Russie réussira longtemps à éviter l'escalade. Israël continuera probablement à tenter d'enfoncer un coin entre Moscou et Téhéran. Mais ce dernier, en dépit de sa méfiance envers la Russie et de la divergence des objectifs stratégiques à long terme des deux pays en Syrie, devrait poursuivre sa collaboration avec Moscou, jusqu'à ce que, ou à moins que, ne s'installe une course à l'influence dans la Syrie post-conflit. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
GAÏDZ MINASSIAN**



6 FEBRUARY 2019

# Peshmerga, Iraqi Army form committees to start joint ops in disputed areas

By Ruda.net 6/2/2019

**E**RBIL, Kurdistan Region — Through five subcommittees, the Iraqi Defense Ministry and Ministry of Peshmerga are ever closer to joint operations and deployments in the disputed territories upon a decree from the Iraqi PM.

An edict from Iraqi Prime Minister Adil Abdul-Mahdi's office has ordered the formation of a Supreme Committee and five more, locality-based sub-committees, giving the Iraqi committee authority for forming joint operations, joint rooms, joint work and coordination in the disputed territories between Peshmerga and Iraqi forces, Lt. Gen. Jabbar Yawar, Peshmerga ministry secretary general told Rudaw.

The first step is for the sub-committees to do a "field survey," by designating areas where joint Peshmerga-Iraqi forces are needed. This will detail what forces need to be in a specific area, the locations of joint operation rooms and troop levels.

"We settled on the decision to notify the Iraqi federal government that we are ready for such coordination and partnership for those Kurdistan areas outside the KRG to preserve their security..." added

Yawar.

Many Kurdish families have fled homes and farms in the disputed areas because of armed gangs — some believed to be ISIS remnants.

The events of October 2017 and Peshmerga withdrawal destabilized the security of the disputed territories.

"Now, the Iraqi Federal Government has come to the realization that what they did [on October 16] was wrong," he claimed.

"We will together work, God willing, with our brothers in the Ministry of Peshmerga. Peshmerga is part of the Iraqi National Defense Apparatus," Brig. Gen. Yahya Rasoul, spokesperson for Security Media Center of Iraq's Joint Operations Command, told Rudaw.

The meeting on Monday in Erbil between Peshmerga Ministry and Defense Ministry officials was for "all that is related to joint work," added Rasoul.

The subcommittees were to eliminate possible "difficulties" between them improve coordination.

"We have to work together to confront the terrorist enemy, Daesh terrorist gangs and its remnants," asserted the spokesperson, using another term for ISIS.

ISIS militants remain in the mountain ranges of Makhoul,



Peshmerga allow Iraqi forces to pass through their frontline en route to the Battle for East Mosul in 2016. File photo: AA

Hamrin and Qarachogh.

"In all these places, there has to be total coordination with our brothers in the Ministry of Peshmerga," added Yawar.

On Tuesday, the Iraqi PM said there is "unprecedented" cooperation between the Iraqi Army and Peshmerga. This could well spell the beginning of Peshmerga return to the disputed territories.

The Peshmerga have previously been open to working with the Iraqi

Army, but have no desire to work with Hashd al-Shaabi and the Federal Police.

Many Peshmerga and Iraqi Army officers attended military college together in Baghdad and have professional relationships which pre-date what has been described as unprecedented cooperation between the two forces during the liberation of Mosul in 2016 and 2017. ■

# Syrian Kurdish leader: no timeline for US withdrawal

**Ilham Ahmed discusses her talks in Washington on the US troop withdrawal and the threat from Turkey in an interview with The National**

Joyce Karam / February 2, 2019  
<https://www.thenational.ae>

It has been more than 40 days since President Donald Trump announced plans to pull American troops out of Syria, but Ilham Ahmed, a Syrian Kurdish leader who met officials in Washington this week, says the format and the timeline of the withdrawal are still being debated.

Ms Ahmed is co-president of the Syrian Democratic Council, the political wing of the US-backed Syrian Democratic Forces that led the fight against ISIS in Syria. In an interview with The National, she discussed possible post-US arrangements including the prospects of an understanding with Turkey, which considers Syrian Kurd militias to be a terrorist threat.

**Q: How is your visit to the United States going so far and what have you been able to get from the Trump administration or Congress?**

**A:** We have been holding important meetings. We are discussing the post-withdrawal situation or restructuring the withdrawal, so we avoid a rushed pull out. ISIS is still at large, even after the ground battles conclude it has sleeper cells and is very much a serious threat. We are asking the US to adjust its presence and transition to phase two, where we have to defeat ISIS as an insurgency movement, and turn the page on the socio-economic level.

**The Trump administration has not set a deadline for the withdrawal from Syria, and you said you were hoping to slow it down. Have you been able to do that?**

It seems that the withdrawal will happen, but will it be a full withdrawal or will leave it behind counterterrorism units? It is unclear yet and there is no timeline at this point.

**Have you discussed a Turkish safe zone in your meetings?**

A Turkish-controlled safe zone was not discussed at all with us in all the meetings we have had in Washington. But protecting the border was discussed to avoid a clash with Turkey.

**You reject the idea because of Turkey's**

**control?**

Yes.

**There are reports that the US is seeking European help to establish a buffer zone. Would that be acceptable for you?**

If this happens under international monitoring or supervision then yes, we are open to the idea because these forces would have served and seen the reality.

**What if the Assad regime strikes a deal and deploys to the North, would you accept it?**

For the regime to protect the border, it would have to follow a political process where it would accept a decentralised administration – then we can talk about joint protection for the border.

**Has the Trump administration given any assurances to protect you as the US president had said?**

There is nothing definite yet, but what they are working on is guaranteeing the withdrawal is not rushed, and that there won't be an invasion of our area. In theory, there are discussions, but we don't have a mechanism or decisions yet.

**Do you fear that Donald Trump may pick up the phone again, dial Recep Tayyip Erdogan and try to strike his own deal?**

There is no easy answer to this question. But we recognise that there is a decision-making process in the US and discussions in the different departments on strategy options and alternatives.

**What if Turkey decides to ignore US calls for restraint and go into your areas, what would your response be?**

We are in talks with Russia and the Assad regime if the US pulls out. And if we don't reach an understanding with Turkey on border security, we will weigh our options then.

**Is there a proposal that the PKK members in your area would withdraw to Wadi Qandil [in Iraq]?**

The talk about a withdrawal is not realistic.



Ilham Ahmed has been lobbying the US to broker an agreement between her group and Turkey over how to manage northeastern Syria once American troops withdraw (AP)

The bulk of our troops is Syrian; we won't deny that when ISIS was attacking Kobani, many volunteers from Turkey joined and stayed, and some were martyred. They are Turkish Kurds but not PKK. They came to fight ISIS and when this fight is over, we are willing to discuss the matter.

**Are you open to the idea of Arab troops? There were reports that an Egyptian delegation visited your area.**

We are not discussing this at the moment. But if there is an international resolution to send monitors, we don't mind an Arab contingent.

**President Trump has accused Syrian Kurds of selling oil to Iran. Are you?**

We are not trading oil with Iran. We have local traders and they all sell internally, for pure internal consumption and to make their own living.

**Are you a separatist movement? Turkey has fears that you will seek your own state.**

Turkey is pushing us in that direction [chuckles]. But in reality our project and vision are Syrian. We want a decentralised federal democratic Syria where we can have a self-administered region.

**What is the problem between you and the Syrian opposition?**

Ever since the Syrian opposition came under Turkish control, it collapsed. The opposition wanted us to be just Syrians, with no acknowledgment of our Kurdish heritage and specificity. They wanted to impose that very much like the regime wants to do it on the basis of nationalism/Baathism.

**What are the chances for an agreement between you and Turkey?**

We are trying to work for an agreement with Ankara but it is unclear at the moment if we will succeed or not. ♦

# Russia revives old agreement to end Syria-Turkey dilemma

Syrians would have to guarantee that they keep their borders and towns free of Kurdish military presence.



Written By Sami Moubayed  
03/02/2019  
<https://theArabWeekly.com>

**B**EIRUT - Russian President Vladimir Putin recently brushed the dust off an old Syrian-Turkish treaty, known as the Adana agreement, taking it out of the Syrian archives where it had been stored — barely remembered and not enforced — since the outbreak of the Syrian conflict in 2011.

That agreement averted a Syrian-Turkish confrontation in 1998 and Putin apparently thinks that, if revisited, it can avoid war in 2019.

The Adana agreement was signed after a massive Turkish mobilisation on the border with Syria. Ankara was threatening to attack if Syrian President Hafez Assad continued to support the Kurdistan Workers' Party (PKK), considered by Ankara a terrorist organisation.

Putin had just been appointed director of the Federal Security Service, the successor of the KGB. The Adana agreement certainly passed through his paperwork and seems to have left a lasting impression.

The deal was brokered by Iran and former Egyptian President Hosni Mubarak and it called for the dismantling PKK training camps in Syria and Lebanon (then controlled directly by the Syrian Army) and the expulsion of PKK leader Abdullah Ocalan from Damascus.

It prevented Kurdish militants from travelling through or setting up bases in Syria and created permanent communication between Damascus and Ankara, establishing telephone connection between the two countries and joint military committees to monitor the borders and report on progress or violations.

The agreement gave the Turks the right to enter Syrian territory as far as 5km in pursuit of Kurdish militants but said nothing about establishing a permanent Turkish presence on Syrian soil. That intervention was only justified when coordinated with the Syrian government.

Adana also recognised Syrian sovereignty over border towns and villages presently in the hands of Turkish proxies, with no mention of a safe zone, making it obligatory for the Syrians to clear their territory from Kurdish militants and for the Turks to act only if Syrians failed to do so.

The agreement was renewed automatically through the years but became obsolete with the collapse of bilateral relations in 2011. Neither side officially withdrew from it, however, making it legally possible to revisit today.

Putin said the Adana agreement would give the two countries a legal pretext to talk, which would mean de facto Turkish recognition of the Syrian government.

**E**rdoğan has welcomed the move and so did the Syrian Foreign Ministry, which issued a statement saying that it was committed to the Adana agreement — if the border situation returned to its pre-2011 status. In other words, if the Turks withdrew from all cities and towns they occupied in 2016.

The ball is now in the court of Syria and the Russians. Gone is all mention of the safe zone that Erdoğan wanted at a width of 460km and depth of 30km within Syrian territory.

Turkey will be tapping into another pact, the Joint Cooperation against Terror and Terror Organisations Agreement signed during the Syrian-Turkish honeymoon in 2010. That treaty stresses that Kurdish militants can't use Syrian territory and bans them from carrying arms or setting up training camps in Syria.

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan said current Kurdish militias, known as the Syrian



Treading a fine line. A Russian military vehicle follows a local vehicle in the area of Arimah, just west of Manbij, the northern city near the Turkish border. (AFP)

Democratic Forces and the People's Protection Units, are extensions of the PKK. For relations to normalise, Syria would have to eradicate them.

If it does, Putin would have to withdraw from all occupied towns and cities. Erdoğan seems to have realised that he bit off more than he could chew in Syria and is accepting to mend relations with Damascus if his security concerns are respected and addressed.

In 1998, Adana called for confidence-building measures, a text that can be revisited today to re-establish diplomatic ties and joint committees on counter terrorism. It would require a hotline between Damascus and Ankara, putting an end to Syrian-Kurdish negotiations that started in mid-December after US President Donald Trump said he would be withdrawing US troops from Syria, stationed to protect Kurdish militias east of the Euphrates River.

**E**rdoğan's goal is to clear the border area from any Kurdish presence and change the demographics of Kurdish territory, injecting them with Arab Syrian refugees who have been living in Turkey since 2011.

Putin said the agreement adequately addresses Turkish concerns, reduces Kurdish threats and preserves sovereignty of the Syrian state, giving Damascus and Ankara reason to re-engage, politically and militarily, making them partners in the war on terror, rather than sworn enemies.

The agreement would serve as an alternative to the safe zone that Erdoğan had wanted to carve out of Syria, achieving its desired results without giving the Turks legal ground to stay in Syria.

Erdoğan originally wanted to keep his military in the occupied towns of Jarabulus, Azaz and al-Bab and for his fiefdom to include Ras al-Ayn, Kobane, al-Malikiyah, Tal Nimer, Darbasiyah, Amuda, Wardieh, Tal Hamis, Qahtaniyah, Yaaroubia and Tell Rifaat.

In exchange, he made it clear, through the Russians, that he was willing to surrender Idlib, Maaret al-Nu'man, Khan Sheikhoun and Jisr al-Shughour.

If the Adana agreement is revisited and reimplemented, however, none of that can happen and Erdoğan would be in no position to keep any Syrian territory. Those cities would return to Syrian government control but Erdoğan's forces would be allowed to enter them, if need may arise, to fight Kurdish presence.

In return, the Syrians would have to guarantee that they keep their borders and towns free of Kurdish military presence. ●

*Sami Moubayed is a Syrian historian and author of Under the Black Flag (IB Tauris, 2015). He is a former Carnegie scholar and founding chairman of the Damascus History Foundation.*

## Tribune

# Syrie: l'Europe doit œuvrer pour protéger les Kurdes

Par KENDAL NEZAN,  
Président de l'Institut kurde de Paris  
5 février 2019  
www.libération.fr

**Le retrait des forces américaines de Syrie pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les Kurdes ainsi que pour la crédibilité et la sécurité des pays occidentaux. Une zone de protection pour les Kurdes est nécessaire.**

**T**ribune. Les Kurdes qui, dans une guerre sans merci contre Daech, ont sacrifié des milliers de leurs jeunes combattants; qui ont chassé les jihadistes de la capitale et de tous les territoires de leur prétendu califat islamique; qui ont éliminé, neutralisé ou capturé plus de 30 000 terroristes tant redoutés sont, à l'heure de leur victoire militaire, abandonnés par leurs alliés de la coalition internationale à la vindicte du despote turc Erdogan et du boucher de Damas.

Un lâchage sidérant, un Munich moral d'où ni les Etats-Unis ni les Européens, alliés et frères d'arme d'un temps des Kurdes, ne sortiront grandis, y compris auprès de leurs propres opinions publiques. Les valeurs d'honneur, de loyauté, de solidarité envers ceux qui ont versé leur sang dans le combat commun semblent désormais appartenir à un monde révolu. Le nouveau monde de Trump ne jure que par la loi du plus fort et par les intérêts mercantiles immédiats.

Abandonnés par les Occidentaux, sans défense aérienne ni armes lourdes, les Kurdes, qui avec leurs alliés arabes et chrétiens contrôlent environ 32% du territoire syrien, vont désormais être contraints à choisir entre la peste d'une invasion turque et le choléra du retour du régime sanguinaire d'Assad.



Des véhicules militaires américains patrouillent dans la ville de Minbej, dans le nord de la Syrie, le 30 décembre 2018, peu après l'annonce par Washington du retrait de ses troupes du pays. Photo Delil SOULEIMAN. AFP

### LA TURQUIE, COMPLAISANTE ENVERS L'ETAT ISLAMIQUE ET HAYAT TAHRIR AL-SHAM

Ils savent, ne serait-ce que par l'expérience récente du canton d'Afrin, ce que signifie une occupation turque: nettoyage ethnique, spoliations, pillages, destruction des symboles de l'identité kurde, règne sans foi ni loi des milices islamiques syriennes auxiliaires stipendiées de l'armée turque, turquisation des noms géographiques. Les Kurdes qui il y a un an encore constituaient plus de 80% de la population de ce canton sont devenus une minorité sur leurs terres ancestrales. Des crimes de guerre massifs perpétrés à huis clos et en toute impunité. Le président turc ne cache d'ailleurs pas ses intentions. Il veut instaurer tout au long de la frontière une zone tampon d'une profondeur de 20 à 30 km, la «nettoyer des terroristes» et y établir une grande partie des quelque trois millions de Syriens réfugiés en Turquie. Le Kurdistan syrien serait ainsi arabisé massivement dans un but humanitaire !

La Turquie d'Erdogan, qui a été pour le moins complaisante envers Daech quand celui-ci contrôlait une grande partie du

nord de la Syrie, s'accommode jusqu'à présent fort bien des jihadistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex Front al-Nusra, section syrienne d'Al-Qaeda que la communauté internationale considère comme terroriste. Elle n'a à ce jour engagé aucune action militaire contre cette organisation omniprésente dans son protectorat d'Idlib. Elle réserve ses forces aux vainqueurs kurdes de Daech que l'opinion publique internationale considère, à juste titre, comme des combattants de la liberté. A chacun ses terroristes et ses héros.

Les déclarations turques sur le respect de l'intégrité territoriale de la Syrie et le caractère provisoire de leur intervention sont aussi trompeuses et cyniques que les noms donnés à ces opérations d'invasion. Souvenez-vous de «l'opération de paix» de juillet 1974 par laquelle les Turcs ont envahi Chypre tout en promettant de respecter la souveraineté de l'île. Ils y sont toujours et ils y ont établi pour les 200 000 Turcs une «République turque du Chypre du Nord» alors qu'ils refusent de reconnaître à quelque 20 millions de leurs citoyens kurdes la moindre autonomie régionale, pas même un enseignement en leur langue. Ceux qui revendiquent >



➤ ces droits sont pêle-mêle qualifiés de terroristes et suppôts du PKK. On compte actuellement plus de 20 000 prisonniers politiques kurdes en Turquie, y compris des dizaines de maires élus, d'ex-députés, des avocats, des journalistes.

Face à la catastrophe prévisible d'une occupation turque, certains dirigeants kurdes semblent, en désespoir de cause, se résoudre à un retour négocié des troupes syriennes, qu'ils considèrent comme un pis-aller. Un régime affaibli aurait, selon eux, d'autres priorités que de se lancer dans un nettoyage ethnique au Kurdistan de Syrie. Les garanties russes accompagnant un éventuel accord avec Damas risquent de s'avérer aussi éphémères et cyniques que les promesses américaines de «protection des Kurdes jusqu'à une solution politique en Syrie», réitérées encore en novembre par le Pentagone. Dans l'histoire kurde récente, les accords «tactiques» avec Saddam Hussein n'ont jamais duré, même s'ils ont permis la survie pour un temps de certains dirigeants ou organisations kurdes. Tout accord avec le boucher de Damas serait à terme désastreux et politiquement suicidaire.

#### DEMANDER LA CRÉATION D'UNE ZONE DE PROTECTION SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU

Il reste une autre option, plus honorable et

innovante: une initiative européenne pour la création d'une zone de protection dans les territoires du nord de la Syrie, contrôlés par les Kurdes et leurs alliés des FDS. La création de cette zone empêcherait à la fois toute invasion turque, le retour des troupes syriennes et l'usage, par les Iraniens, de ce couloir stratégique. Cette base territoriale permettrait aux Occidentaux de réduire l'influence de la Russie, de peser sérieusement dans les négociations sur l'avenir de la Syrie dans le sens de la démocratisation et de la protection des minorités. Elle permettrait aussi de garder sur place les prisonniers de Daech et de prévenir la résurgence de cette organisation terroriste avec tout ce qu'elle représente comme menace pour la sécurité des Européens.

En 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, lorsque les Américains, après avoir appelé les Kurdes et les Irakiens à se soulever contre le régime de Bagdad, ont décidé de les abandonner à la vindicte de Saddam Hussein, François Mitterrand avait eu le courage de s'insurger contre le cynisme de Washington et de saisir le Conseil de sécurité. Soutenue par l'opinion publique française et internationale, la France a réussi à faire adopter par l'ONU la création d'un «safe haven» pour assurer la protection des Kurdes irakiens. Cette zone de protection a évolué vers une région fédérée qui, malgré ses nombreux défauts, reste un îlot prooccidental de

démocratie et de tolérance.

Le président Macron a une occasion historique de sauver l'honneur de la coalition internationale contre Daech en saisissant, de concert avec ses partenaires européens, notamment Berlin et Londres, le Conseil de sécurité pour demander la création d'une zone de protection sous l'égide de l'ONU. La diplomatie française, quand elle est inspirée et décidée, et quand la cause à défendre est soutenue par l'opinion publique, sait mobiliser la communauté internationale et obtenir des résultats. La cause kurde est très populaire, non seulement en France, en Europe ou aux États-Unis, mais aussi en Chine, au Japon et en Russie. Les chances de succès d'une initiative française en faveur des Kurdes de Syrie sont réelles. Si elle aboutissait, les Kurdes verraient enfin leurs sacrifices pour la liberté et la sécurité de tous payés de retour et la France prouverait qu'elle est toujours là pour dire le droit et le défendre. En cas d'échec, la diplomatie française, qui a vu tant de ses textes sur d'autres sujets rejetés, n'aurait pas à rougir et l'opinion publique saurait qui sont les fossoyeurs des combattants kurdes syriens et des valeurs morales proclamées de nos démocraties. ♦

*Kendal Nezan Président de l'Institut kurde de Paris*

Europe 1 14 février 2019

## Moscou, Téhéran et Ankara se félicitent du retrait de Washington en Syrie

Par Euronews • 14/02/2019  
fr.euronews.com

Moscou, Ankara et Téhéran réunis ce jeudi. Un sommet qui s'est déroulé dans la station balnéaire russe de Sochi sous l'impulsion de Vladimir Poutine. L'objectif de la rencontre : trouver un règlement au conflit syrien. Les trois présidents ont salué le retrait américain de Syrie.

"Durant les débats, nous avons parlé de l'impact qu'aura le plan des États-Unis de retrait des troupes américaines sur le développement futur de la situation en Syrie, a déclaré Vladimir Poutine. D'après nous, cette étape serait un pas positif qui aiderait à stabiliser la situation dans le nord-est du pays. Le gouvernement légitime devrait reprendre le contrôle là bas."

C'est la première fois que ces trois dirigeants se rencontrent depuis l'annonce faite en décembre par Donald Trump de retirer les troupes américaines de Syrie.

A présent, Vladimir Poutine, Hassan Rohani et Recep Tayyip Erdogan de voir quand et comment sera organisé ce retrait. En tout cas, si les troupes américaines se retirent de la province de Deir ez-Zor qu'elles occupent, Vladimir Poutine entend transférer cette zone à l'armée syrienne.

Ce qui inquiète le président turc Erdogan, ce sont les milices



kurdes aussi présentes sur place. Il les considère comme des groupes terroristes.

Lors du sommet, les trois parties ont également abordé la question d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie, seule région toujours aux mains des rebelles.

Les président russe, turc et iranien se rencontrent régulièrement pour aborder la question du conflit syrien. Il s'agit de leur quatrième sommet depuis novembre 2017. ♦

# La crise syrienne aggrave le décalage stratégique entre les Etats-Unis et la Turquie

Pour le spécialiste du Proche-Orient Galip Dalay, cela fait longtemps que Washington et Ankara sont devenus géopolitiquement incompatibles. Instauré durant la guerre froide, leur partenariat ne fonctionne plus

Par GALIP DALAY

La décision américaine de se retirer de Syrie a déclenché une course pour le contrôle du nord-est du pays. L'objectif d'Ankara est de réduire les acquis territoriaux et d'affaiblir la structure administrative des Forces démocratiques syriennes (FDS) [une coalition arabo-kurde, majoritairement aux mains des Unités de protection du peuple kurdes]. Cette stratégie se heurte aux objectifs fixés par Washington en vue de leur retrait, à savoir poursuivre la lutte contre Daech, protéger les groupes kurdes alliés et faire barrage à l'influence iranienne en Syrie.

En réalité, l'incohérence stratégique et l'incompatibilité géopolitique ont été les caractéristiques dominantes des relations américano-turques en Syrie. Les visions, leurs objectifs et leur perception des menaces divergeaient. D'un côté, la Turquie accusait les Etats-Unis de s'allier aux Unités de protection du peuple (YPG) affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation terroriste. De l'autre, Brett McGurk, l'ancien émissaire américain pour la coalition anti-Daech, expliquait que les groupes d'opposition syrienne alliés à la Turquie étaient « truffés d'extrémistes ». Plus qu'une opinion personnelle, cette position semble partagée dans les milieux sécuritaire et diplomatique américains.

La crise syrienne est la cause, mais aussi le symptôme d'une crise plus profonde des relations entre Ankara et Washington. Le découplage stratégique et l'incompatibilité géopolitique entre les deux pays sont réels et se développent depuis un certain temps. Instauré durant la guerre froide, le cadre de leurs relations ne fonctionne plus. Les deux pays doivent élaborer un nouveau cadre pour remplacer l'ancien.

La Turquie noue depuis quelques années des alliances flexibles avec la Russie et l'Iran. Depuis la coopération russo-turque, il y a toujours eu un troisième partenaire invisible, les Etats-Unis, qui définissait la nature et la qualité de ces rapprochements. De la même façon, il est probable que, désormais, dans toute interaction américano-turque sur la Sy-

rie, il faille s'attendre à ce que Moscou soit le troisième partenaire invisible qui conditionne, limite et même façonne le cours de ces interactions.

## DES ALLIÉS DIFFÉRENTS

Cependant, le dialogue initié par Trump avec la Turquie sur la mise en place d'une zone de sécurité apparaît plus comme un processus que comme un marché. Il devra tout d'abord clarifier la nature de la zone de sécurité, définir ses objectifs et son mécanisme de fonctionnement, et proposer une vision politique pour le nord-est de la Syrie. Ces clarifications révéleront la nature du refus ou de l'acceptation du principe d'une zone de sécurité. Concernant les objectifs de la zone, les attentes des différents acteurs paraissent pour le moins divergentes. Pour les FDS, la zone de sécurité doit avant tout les protéger de la Turquie et, par extension, leur permettre d'étendre leurs structures administratives et sécuritaires dans le nord-est de la Syrie. Pour Ankara, la zone de sécurité est un moyen de combattre les YPG et d'affaiblir les structures administratives des zones contrôlées par les FDS. Pour Washington, elle serait une façon de trouver un modus vivendi entre les Turcs et les FDS, et de s'assurer que la Russie, l'Iran et Damas n'occuperont pas l'espace laissé vacant par le retrait des forces américaines.

Le processus pourrait générer trois développements. Tout d'abord, tout en cherchant à obtenir des assurances de la part des Etats-Unis et d'autres acteurs internationaux, les Kurdes redouble-

ront d'efforts pour trouver un accord avec le régime syrien, lequel a probablement ses propres raisons pour négocier avec eux. Au départ, lorsque Trump a annoncé le retrait américain, le régime n'était nullement pressé de conclure un marché avec les Kurdes syriens, estimant qu'avec le temps, ils finiraient par s'affaiblir et se montreraient par conséquent moins exigeants. Pourtant, avec la perspective de la mise en place d'une zone de sécurité, le régime risque de perdre pour longtemps le contrôle de ses frontières et d'une part importante de ses ressources en hydrocarbures. C'est pour éviter cette éventualité qu'il est aujourd'hui plus enclin à négocier avec les Kurdes – un processus d'ores et déjà soutenu par Moscou.

Par ailleurs, bien que les pourparlers entre les Etats-Unis et la Turquie tournent pour l'instant autour des Kurdes syriens, une question n'est pas facile à résoudre : quels Kurdes, mais aussi quels Arabes seront admis à participer aux structures politiques et administratives du nord-est syrien ? La nature des alliés arabes des Etats-Unis et de la Turquie n'est pas la même. Les partenaires arabes des Etats-Unis sont alliés aux YPG et opèrent dans le cadre des FDS.

## QUEL RÔLE POUR LA RUSSIE ?

En deuxième lieu, il est peu probable que la Russie s'oppose frontalement à l'idée d'une zone de sécurité, même si cela devait mettre en péril ses relations avec Ankara. Elle cherchera plutôt à obtenir des concessions de la part d'Ankara sur d'autres points (en particulier sur Idlib et probablement sur certains dossiers bilatéraux). Dans le même temps, Moscou cherchera sans doute à frelater le contenu et la profondeur des négociations sur la zone de sécurité.

Troisième point enfin, à mesure qu'elles se transformeront en processus, les discussions sur la zone de sécurité ont de fortes chances de s'éterniser et de s'internationaliser. Ce qui, en retour, pourrait peser sur les relations turco-américaines. Si elle n'est pas correctement planifiée et mise en œuvre, l'idée d'une zone de sécurité, conçue par les Etats-Unis pour surmonter une impasse et apaiser l'hostilité entre leurs alliés turcs et FDS, pourrait contrarier les uns et les autres et engendrer le chaos dans le nord-est syrien. Or, jusqu'à présent, la principale faille de cette proposition de zone de sécurité est l'absence d'une vision politique bien articulée pour le nord-est de la Syrie, sinon pour la Syrie en général. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

**QUELS KURDES, MAIS AUSSI QUELS ARABES SERONT ADMIS À PARTICIPER AUX STRUCTURES POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES DU NORD-EST SYRIEN ?**

**J** Galip Dalay est chercheur invité à l'université d'Oxford et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI)

# Dans la Turquie d'Erdogan, tous unis derrière Maduro face aux Occidentaux

Le président turc prend le contre-pied des dirigeants européens qui ont reconnu Juan Guaidó, tandis que son pays raffine une partie de l'or extrait par le Venezuela

ISTANBUL - correspondante

La reconnaissance de Juan Guaidó comme chef de l'Etat vénézuélien par 19 pays de l'Union européenne a déplu en Turquie, où l'ensemble du spectre politique, de l'extrême gauche aux islam-conservateurs en passant par les ultranationalistes, ne ménage pas son soutien au président élu Nicolas Maduro. « Les Européens se sont associés au putsch contre Maduro », titrait, lundi 4 février, le quotidien pro-gouvernemental *Yeni Safak*.

Alors qu'une bonne partie de l'UE, les Etats-Unis et plusieurs grands pays d'Amérique latine ont multiplié les marques de soutien à Juan Guaidó ces derniers jours, Ankara se retrouve dans le camp opposé, aux côtés de M. Maduro avec la Russie, la Chine et l'Iran. C'est dire à quel point le fossé ne cesse de s'approfondir entre la Turquie, membre de l'OTAN, et ses partenaires traditionnels.

Le soutien du président turc, Recep Tayyip Erdogan, au président vénézuélien en difficulté est sans failles. « Maduro, mon frère, tiens bon. Nous sommes avec toi », lui déclarait-il au téléphone au début de la crise, le 24 janvier. Les deux hommes s'apprécient. M. Erdogan n'a pas oublié que Nicolas Maduro fut l'un des rares à l'appeler et à le conforter juste après la tentative de putsch qui a ébranlé la Turquie en juillet 2016, contrairement à ses alliés occidentaux, accusés de manquer d'empathie.

## « Monde multipolaire »

Depuis, les liens n'ont fait que se

renforcer entre Erdogan l'islamo-conservateur et Maduro le socialiste. Le dirigeant vénézuélien a visité la Turquie à quatre reprises, notamment en juillet 2018, lorsqu'il a assisté à l'investiture de son homologue, le qualifiant de « leader du nouveau monde multipolaire ». De son côté, M. Erdogan a fait le déplacement à Caracas le 3 décembre 2018, où il a reçu un accueil triomphal, recevant des mains de son homologue la médaille « El Libertador » (« le libérateur ») et une épée semblable à celle de Simon Bolívar, le héros de l'indépendance vénézuélienne.

Les présidents turc et vénézuélien partagent un même horizon idéologique, anti-américain surtout. Alliés au sein du « front anti-impérialiste » – selon une formule en vogue dans la presse –, ils se soutiennent dans la lutte contre l'hégémonie de Washington et de ses alliés européens.

Un parallèle est dressé entre les deux leaders, guettés par les mêmes dangers. « Si Maduro est destitué, Erdogan sera le suivant. Ce qui se passe au Venezuela est le premier pas vers le renvoi d'Erdogan », expliquait récemment Fatih Dagistanli, le présentateur vedette de la chaîne de télévision Akit TV, proche du gouvernement islamo-conservateur. « Les hyènes occidentales qui, après les "printemps arabes", ont transformé la Syrie en enfer pour soi-disant ramener la démocratie s'affûtent les dents sur le Venezuela », écrivait le journaliste Nazim Alpman dans le quotidien de gauche *Birgün*, le 31 janvier.

Selon Levent Gültekin, éditoria-



liste au site d'opposition *Diken*, la sollicitude des Turcs s'explique avant tout par leur peur de voir la Turquie confrontée à une déstabilisation semblable à celle du Venezuela. La pensée la plus répandue est que « ce qu'ils [les Occidentaux] font au Venezuela, ils vont nous le faire aussi ».

## Ressentiment

Tous les responsables politiques turcs se rangent à cette opinion. Les islamistes voient en M. Maduro « le champion de l'anti-impérialisme », les marxistes saluent en lui « le révolutionnaire ». L'analyse est émotionnelle. L'opposition vénézuélienne n'est jamais mentionnée, la crise économique n'est qu'une vue de l'esprit. L'opposition turque, c'est une première, fait corps derrière le président Erdogan, qui peut ainsi envisager sereinement les élections municipales prévues le 31 mars.

Le ressentiment anti-occidental est à son zénith. Dans un sondage réalisé entre le 12 décembre et le 4 janvier par l'université privée

Kadir Has à Istanbul, 82 % des personnes interrogées disent percevoir les Etats-Unis comme une menace. Plus de 50 % des sondés considèrent le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne comme des pays hostiles. Pour autant, 59 % estiment que la Turquie doit rester dans l'OTAN, et 52 % disent soutenir l'adhésion du pays à l'UE.

Le soutien à Nicolas Maduro comporte un autre aspect, moins désintéressé. Depuis 2018, Ankara est devenu le premier importateur d'or en provenance du Venezuela. Les six derniers mois de 2018, plus de 20 tonnes d'or non monétaire, c'est-à-dire non raffiné, soit l'équivalent de 900 millions d'euros, ont été acheminées vers la Turquie, officiellement pour y être raffinées. En échange, le gouvernement islamo-conservateur envoie des tonnes d'aide humanitaire vers Caracas. ■

MARIE JÉGO

AFP

## L'Allemagne interdit deux éditeurs jugés proches du PKK

Berlin, 12 février 2019 (AFP)

LA POLICE ALLEMANDE a perquisitionné et fermé mardi deux maisons d'édition accusées de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le ministère allemand de l'Intérieur a indiqué que ces deux sociétés, Mezopotamien Publishing et MIR Multimedia, basées en Rhénanie du Nord et en Basse-Saxe, ont "utilisé comme couverture des maisons d'édition pour des

activités économiques au seul bénéfice du PKK".

La Turquie accuse régulièrement l'Allemagne de ne pas en faire assez contre le PKK, déclaré par Berlin comme "terroriste" depuis 1993.

Dans un communiqué, le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer a regretté que "le PKK soit encore actif en Allemagne malgré son interdiction" et appelé à ce que cette organisation soit "remise à sa place".

Le ministère estime à 14.500 le nombre de sympathisants en Allemagne du PKK qui est "de loin la plus grosse organisation extrémiste étrangère présente" dans le pays.

Depuis le début des années 1990, l'Allemagne a condamné "plus de 90 personnes" pour leurs liens avec le PKK et interdit 52 organisations jugées proches du Parti des travailleurs du Kurdistan. ●

# Trump's plan riles Baghdad

## Proposal for U.S. forces to "watch Iran" unites Iraqi leaders in opposition

BY ALISSA J. RUBIN  
AND ERIC SCHMITT

President Trump's unexpected announcement that he wanted American troops in Iraq to stay there to "watch Iran" achieved a previously unattainable goal: unity in the Iraqi political establishment.

The problem for Mr. Trump was that the unity was a collective rejection of his proposal and added momentum to proposed legislation that could hamper American troops' ability to operate in Iraq. The measure, now being drafted, would limit American troop movements and activities in Iraq.

Mr. Trump's remarks, made in an interview that aired Sunday on CBS's "Face the Nation," reverberated through Iraq late Sunday and were rejected by all corners of the government, even by some of the United States' staunchest allies, including President Barham Salih, a Kurd.

"Don't overburden Iraq with your own issues," said Mr. Salih, speaking Monday in Baghdad at the Al Rafidain Forum, which brings together Iraqis, regional figures and international experts to discuss policy challenges.

"The U.S. is a major power, but do not pursue your own policy priorities — we live here," Mr. Salih said, addressing his comments to the American administration.

Mr. Salih's comments were mild compared with those from Iraqi Parliament members and political leaders who have long felt that the United States has been disrespectful of Iraq's sovereignty.

On Monday, some called on Parliament to act quickly to push out the Americans. One of the more extreme statements came from the military spokesman for the Hezbollah Brigades, an Iraqi armed group that now has a political arm (and which is not directly connected to Lebanon's Hezbollah), who said that Mr. Trump's comments made the "American forces legitimate targets for the Iraqi resistance."

Over all, the incident lays bare that the American presence in Iraq is on thin ice and that United States military and political leaders have little room to maneuver.

American diplomats and military officials in Washington and in Baghdad scrambled on Monday to contain the political fallout in Iraq from Mr. Trump's assertion that American troops would



President Trump and Melania Trump during a trip in December to Al Asad Air Base in Iraq. Proposed Iraqi legislation could hamper American troops' ability to operate in the country.



THAIER AL-SUDANI/REUTERS

President Barham Salih of Iraq in October. On Monday, he spoke at a forum in Baghdad. "Do not pursue your own policy priorities," he said of the United States, "we live here."

remain there to monitor any nefarious activities by neighboring Iran.

One saving grace that might have helped mitigate the Iraqi outrage, one American official said, was that the Iraqi Parliament was not in session, perhaps sparing Washington even greater fury.

"Our troops are in Iraq to ensure the enduring defeat of ISIS," a senior administration official said on Monday, in a conference call with reporters ahead of a meeting this week in Washington with representatives of the nearly 80 countries that belong to the coalition fighting the Islamic State in Syria, Iraq and several other countries where the organization has offshoots.

Mr. Trump seemed to have stepped on a diplomatic hornet's nest inadvertently, American diplomats and military experts said, when he discussed the nature of the sprawling Al Asad Air Base in western Iraq, which he visited in late December and referred to on Sunday,

and where American troops operate with Iraqi permission. He suggested Americans could use the base to carry out surveillance of Iran.

"We have a base in Iraq and the base is a fantastic edifice," Mr. Trump said in the CBS interview. "I was there recently, and I couldn't believe the money that was spent on these massive runways."

**"Our troops are in Iraq to ensure the enduring defeat of ISIS."**

American military and intelligence officials expressed bafflement at Mr. Trump's claim that United States forces at Al Asad, or at most any other Iraqi base, could take a leading role in monitoring Iran's nuclear program or other suspicious activities.

Such intelligence collection is typically conducted by a combination of Ameri-

can spy satellites, electronic intercepts collected by the National Security Agency and possibly covert operations by C.I.A. spies.

Mr. Trump's visit to Al Asad in December provoked similar anger from Iraqi politicians, some of whom called it an arrogant affront that recalled American behavior dating back to the 2003 invasion and what followed: the abuses at Abu Ghraib prison; incidents with civilian casualties; and widespread sectarian violence.

The decision that upset the broadest spectrum of Iraqis was the departure of American troops from the country once the status of forces agreement, which set the terms for United States forces in Iraq, expired in 2011.

Although American troops had little choice but to leave the country after the expiration — and though Iraq's leaders played a large role in their exit — many Iraqis now describe the departure as an abandonment and part of what led to the growth of the Islamic State and continued fighting on Iraqi soil.

"It will not be forgotten what happened after the American withdrawal," said Jowad al-Musawi, a member of Parliament from the bloc allied with Moktada al-Sadr, a Shiite leader. "It will not be forgotten that America would at any moment leave you alone to confront war or terrorism."

With the Islamic State's territory in Iraq and Syria dwindling to just a sliver, many Iraqis are not sure what American forces are doing and where they are now based.

They are fearful that Iraq will become the turf for a conflict between the United States and Iran, and they recognize that

many Iraqis rely on Iran, which in recent years has been an ally, supplying some of southern Iraq's electricity and supporting Iraq when the Islamic State invaded in 2014.

"We strongly reject having Iraq be a place for settling regional or international scores or a place to provoke neighboring states," said a Twitter statement from Ammar al-Hakim, a Shiite leader in Parliament and part of a revered religious family in Iraq.

"Making our land into a place to attack neighboring states is a threat to our national interests and our Iraqi security," he added. "Iraq will not allow this."

There are about 5,200 American troops in Iraq, training and advising Iraqi troops and helping them carry out counterterrorism missions inside the country.

But the United States military has a fluid number of soldiers and military contractors in the country, and for security reasons it does not give exact numbers or acknowledge all the locations where those forces are stationed.

The United States has quietly been negotiating with Iraq for weeks to allow American Special Forces and support troops now operating in Syria to shift to bases in Iraq and strike the Islamic State from there.

In just the last two weeks, an unverified incident has worsened fears of those who would rather not see the American military return to Iraq: a Kurdish politician announced he had just come back from a trip with an American colonel to see three bases previously used by American troops near the Iranian border and that the plan was for troops to return to them.

The Iraqi authorities have not confirmed the politician's story. But those close to the Iranians were alarmed and concluded that either it was a form of psychological warfare, designed to unnerve Iran, or that the Americans really were coming back with the goal of using Iraq as a base for monitoring or even attacking Iran.

Some senior American officers and diplomats expressed fears on Monday that Mr. Trump's comments could undercut the delicate negotiations in Iraq and weaken the United States' ability to respond to the Islamic State's remnants in Syria and Iraq, where they remain a dangerous presence — although far smaller and less lethal than in the past.

But other analysts, both Iraqi and Western, said that the often tumultuous relationship between Baghdad and Washington would survive this upset.

"The Iraqis know that ISIS will take years to defeat, so they also know the U.S.-Iraq military partnership will probably outlast this U.S. presidency," said Michael Knights, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy.

Wathiq al-Hashimi, head of the Iraqi Strategic Studies Group, a think tank in Baghdad, noted that despite all the heated statements, "my analysis is that this will not escalate into a confrontation," he said.

"Iran will not risk hitting the American forces and America does not want to hit Iran because both sides understand that Iraq's role is to calm the situation and bridge relations," between the United States and Iran, Mr. al-Hashimi added.

REUTERS

## 'Get out of Syria,' Iran tells U.S.

February 6, 2019 GENEVA (Reuters) Babak Dehghanpisheh

**SENIOR IRANIAN figures said on Wednesday that Syria was a top foreign policy priority and American troops should withdraw, as planned by U.S. President Donald Trump.**

"Whether they want to or not, the Americans must leave Syria," Ali Akbar Velayati, a senior adviser to Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, was reported as saying.

There are fears in the West that Trump's plan to extricate about 2,000 soldiers from Syria will cede influence to Tehran, which has backed President Bashar al-Assad in the nearly eight-year war, and also allow Islamic State militants to regroup.

"Now 90 percent of Syrian soil is under the control of the government and the rest will soon be freed by the Syrian army," Velayati added during a meeting with Syria's Foreign Minister Walid al-Moualem in Tehran, according to the Tasnim news agency.

President Hassan Rouhani told Moualem that peace in Syria was a priority. "One of the important regional and foreign policy goals of the Islamic Republic is the stability and complete security of Syria," Tasnim quoted him as saying.

"And establishing normal conditions in Syria and the return of the people of this country to their normal lives."

Moualem was in Tehran for negotiations before the meeting of leaders of Russia, Turkey and Iran in the Russian Black Sea resort town Sochi on



Iran's President Hassan Rouhani speaks during his visit to the shrine of the founder of the Islamic Republic, Ayatollah Ruhollah Khomeini, south of Tehran, Iran, January 30, 2019. Official President website/Handout via REUTERS

Feb. 14 over Syria.

Separately, Rear-Admiral Mahmoud Mousavi, a deputy commander of the regular armed forces, said on Wednesday that Iran plans to extend the range of its land-to-sea missiles beyond 300 kilometers (186 miles), according to the Fars news agency.

Iran has expanded its missile program, particularly its ballistic missiles, in defiance of opposition from the United States and expressions of concern by European countries.

Tehran says the program is purely defensive.

The European Union said on Monday it was gravely concerned by Iran's ballistic missile launches and tests, and urged it to stop activity that deepens mistrust and destabilizes the region. ●

# A Desperate Exodus From ISIS' Final Village

A stream of families and fighters, many of them hungry or injured, are surrendering on a rocky patch of desert in southeastern Syria.

Written by Rukmini Callimachi

Photographs by Ivor Prickett

Feb. 6, 2019

<https://www.nytimes.com>

**DEIR AL-ZOUR PROVINCE, Syria** — The men who emerge from the Islamic State's last sliver of land are ordered to sit behind one of two orange lines spray-painted on the rocky desert floor: Syrians behind one and Iraqis behind the other.

The women, wearing face-covering veils and clutching toddlers, huddle in a different spot, also separated by nationality.

Several of the escapees are so badly wounded from incoming fire that they have to be carried to this open vista on mattresses to surrender to the American-backed coalition.

By midmorning, United States Special Operations Forces arrive in a convoy of armored vehicles. The men suspected of being Islamic State fighters are ordered to approach in single file, their arms outstretched, as they are searched by troops and a sniffer dog. Then they are fingerprinted, photographed and interviewed.

In the last two weeks, thousands of people have been streaming out of the village of Baghuz, the last speck of land under Islamic State control in



American-backed Syrian Democratic Forces fighters near the village of Baghuz, the last town held by the Islamic State. Credit: Ivor Prickett for The New York Times



Women and children waited to be screened last week after they fled the last Islamic State-held area in southeastern Syria. Credit: Ivor Prickett for The New York Times

Iraq and Syria, an area where the group once ruled a dominion the size of Britain.

That state is all but gone. In the last month, the group went from holding three villages to two to just one.

To the west, they are hemmed in by Syrian government forces. To the south is the Iraqi border, where Iraqi troops are holding the line. From the north and east, they are being fought by an American-backed Kurdish and Arab militia known as the Syrian Democratic Forces.

As the noose has tightened, even those who joined the caliphate in its earliest days are trying to save themselves.

Most of those who have made it to this spot in the desert in recent days are the families of the militants — their multiple wives and numerous children — with only a small number of locals originally from the area mixed in, Kurdish officials said.

Large numbers of the escapees are foreigners, especially Iraqis who lived under the Islamic State before fleeing to this corner of southeastern Syria when Iraq's cities were liberated. But among the escapees who arrived in the last week are also Germans, French, Britons, Swedes and Russians, a testament to the group's broad appeal, which lured some 40,000 recruits from 100 countries to its nascent state.

On Sunday, American troops walked between the new arrivals with a hand-held screen, asking questions. Those who had government-issued



Men who had been captured by Syrian Democratic Forces soldiers over suspected links to the Islamic State. Credit: Ivor Prickett for The New York Times

IDs were told to hand them over. Their documents were placed in plastic pouches and hung with lanyards around the necks of the detainees.

They were sorted by sex and nationality, with foreign men presumed to be Islamic State members.

Some of the suspected fighters were taken to prison. The majority, including all the women and children, were told they would be bused to one of several detention camps in northern Syria.

After a lightning advance last month, the military operation to take Baghuz has stalled as commanders negotiate an end to the siege with the Islamic State, according to three American officials and two militia commanders.

Journalists taken on Saturday to the front, the so-called zero line, marked by a berm about 300 yards from the first Islamic State position, found soldiers drinking tea and watching videos. Gun positions were unmanned, as if a cease-fire were in effect.

At stake in the negotiations is the fate of several dozen of the militia's troops who were captured by the Islamic State during a counteroffensive last fall. The group released a video showing one of the militiamen being beheaded.

Mustafa Bali, a spokesman for the Syrian Democratic Forces, said that Islamic State representatives had asked for safe passage but that the request was rejected.

"We will fight every last one," he said.

But American officials said that safe passage to the Syrian province of Idlib was still on the table, and a militia commander said the group was asking for a truck of food.

The officials spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive details.

Negotiating with the Islamic State is controversial, but it has happened at numerous points throughout the now more than four-year-old battle to dislodge them from the territory they once held in Iraq and Syria. According to local security forces, the deals, including prisoner exchanges, have saved civilians and



Syrian Democratic Forces fighters on a rooftop in Baghuz.CreditIvor Prickett for The New York Times



A destroyed villa being used as a base in Baghuz.CreditIvor Prickett for The New York Times



Militiamen patrolling the streets of Hajin. Although the Islamic State has ceded almost all of its land, fear of insurgent attacks remains high.CreditIvor Prickett for The New York Times

↳ infrastructure from a destructive bombing campaign.

While Baghuz is the last vestige of the Islamic State's caliphate in the region where it was born, the caliphate was always a global project, with 16 of its 35 "provinces" outside Iraq and Syria. Several of those overseas affiliates are flourishing, including in the Philippines and Nigeria. Three reports issued last year estimated that the group still had between 20,000 and 30,000 fighters just in Iraq and Syria, where they continue to mount attacks.

One of the women who turned herself in on Sunday was surrendering for the second time. The woman, Amal Mohammed al-Soussi, 22, arrived in the desert clutching the hands of her two toddlers.

She said that after her husband, an Islamic State sniper, was killed during the battle for Raqqa in 2017, she surrendered to the militia and was held in a detention camp for eight months.

Then one day, she and dozens of other Islamic State wives were loaded into trucks and driven into the desert, where they were handed back to the Islamic State. "They told us to get out and said, 'Now you are in your state,'" she said. "We understood that a prisoner exchange had occurred."

She said that she had been a committed citizen of the caliphate, but that hunger had forced her

to surrender. For weeks, she said, she and her daughters subsisted on animal feed. Another woman spoke of scavenging for a plant that grows in the crevices between houses and in traffic circles, which she boiled and forced herself to eat.

The increasing peril that the Islamic State's own families were subjected to was evident in the number of people who showed up every day with injuries.

One woman, her leg torn by shrapnel, was lifted from an arriving truck and held up as she hopped to the spot where other women were waiting to be screened. An older man collapsed on a mattress, suffering from a back injury. A woman in her 20s made it to the processing point, only to die soon after she arrived. Her family could do little beyond covering her with a blanket.

A schoolgirl from Turkey, the daughter of an Islamic State family, was sitting wrapped in a blanket, unable to stand because of her injuries from a mortar round. And a 6-year-old boy was rushed to a first aid station staffed by a group of recently arrived American aid workers.

"He's not going to make it. His pulse is too low," warned one of the paramedics, Jason Torlano of Yosemite, Calif., a member of an aid group called the Free Burma Rangers. The boy began trembling and whimpering in pain, straining from wounds to his head, arm and leg.



Militiamen patrolling the streets of Hajin. Although the Islamic State has ceded almost all of its land, fear of insurgent attacks remains high.CreditIvor Prickett for The New York Times



A woman in her 20s was buried after she died at the screening site.CreditIvor Prickett for The New York Times

The medics wrapped him in a heated blanket and tried to find a vein to start an IV drip, the bag of fluid taped to the hood of a Toyota Land Cruiser. "Hey, buddy," the aid worker said, as the boy began to lose consciousness. "Stay with me."

His mother stood nearby, repeatedly lifting the black fabric covering her face to wipe her eyes with a piece of Kleenex.

She said that she was from Aleppo and that her husband had been killed in an airstrike, but she denied being part of the Islamic State. Security forces from the Kurdish militia said that they considered her and the majority of the others who have arrived to be the wives and children of Islamic State members: Why else, they said, would a woman and a child who are not natives of the area make their way into an active war zone?

Using a stethoscope, the aid worker listened to the little boy's lungs. "He's drowning. We need to go," Mr. Torlano said, and bundled him into a car.

That afternoon, security forces dug a grave for the young woman at the edge of the rocky ground where the arrivals were being processed.

There was only one person there from her family, a cousin. He helped lower her body into the grave, uncovering her face just long enough to turn it toward Mecca.

The men digging her grave lifted their palms skyward in a five-second prayer.

Next to the freshly dug mound were three more, one of them just three feet long, the resting place of others who did not survive the caliphate. ●

*Rukmini Callimachi covers Al Qaeda and ISIS and is a three-time Pulitzer Prize finalist. Before joining The Times in 2014, she spent seven years reporting from Africa for The Associated Press. @rllimachi*

# IRAN 40 ANS D'ISLAMISME ET APRÈS ?

## TÉHÉRAN A-T-IL LES MOYENS DE SES AMBITIONS ?

S'affirmer comme la première puissance au Moyen-Orient nécessite des moyens financiers, militaires, un soutien international et une adhésion des Iraniens. Aucune de ces conditions n'est réunie.

—The Conversation (extraits) Melbourne

Dans le contexte du retrait américain de l'accord sur le nucléaire, parmi les critiques les plus fondamentales émises par l'administration Trump – mais aussi par les États européens – à l'encontre de la République islamique figure la politique régionale expansionniste que Téhéran mènerait au Moyen-Orient. Quelles sont les origines de cette politique ? Quelles en sont aussi les limites ?

“La poursuite de la révolution dans le pays et à l'étranger” est clairement annoncée dans le préambule de la Constitution de la République islamique, et – comme le souligne son article 154 – le régime iranien, “tout en s'abstenant de la moindre intervention dans les affaires intérieures des autres nations, soutient la lutte des opprimés pour la conquête de leurs droits”. La révolution islamique se rattache ainsi à la tradition des révolutions à vocation universelle, et il est évident que des considérations idéologiques sous-tendent cette politique.

En fait, Téhéran a souvent profité des occasions qui se sont offertes. Ainsi, les interventions américaines en Afghanistan en 2001 et

en Irak en 2003, en éliminant les talibans et le régime de Saddam Hussein, ont non seulement mis un terme aux pressions que ces deux pouvoirs hostiles pouvaient exercer sur elle, mais lui ont aussi ouvert de nouvelles possibilités d'influence dans ces deux pays voisins. Les divisions au sein du monde arabe et les conséquences des printemps arabes qui ont approfondi les lignes de fracture qui le traversent ont par ailleurs permis à Téhéran de conforter ses positions à la fois au Levant et dans la péninsule arabique. La guerre civile en Syrie, déclenchée en 2011, et la prise de la ville de Mossoul en Irak par l'État islamique en 2014 ont contribué à la consolidation de la présence militaire iranienne dans les deux pays. Les troubles à Bahreïn et surtout la guerre civile au Yémen lui ont offert l'occasion d'accroître son influence indirecte dans le voisinage saoudien.

La République islamique est sans doute l'État du Moyen-Orient qui, à l'extérieur de ses frontières, dispose de la plus importante clientèle militante – les populations de confession chiite et les réseaux cléricaux chiites, mais pas uniquement – pour réaliser ses objectifs straté-

giques. Le discours révolutionnaire ainsi que la propagande anti-américaine et anti-israélienne du régime iranien ont pu également rencontrer un écho favorable dans les populations arabes d'autres confessions. C'est le cas du Jihad islamique palestinien ou du Hamas [sunnites].

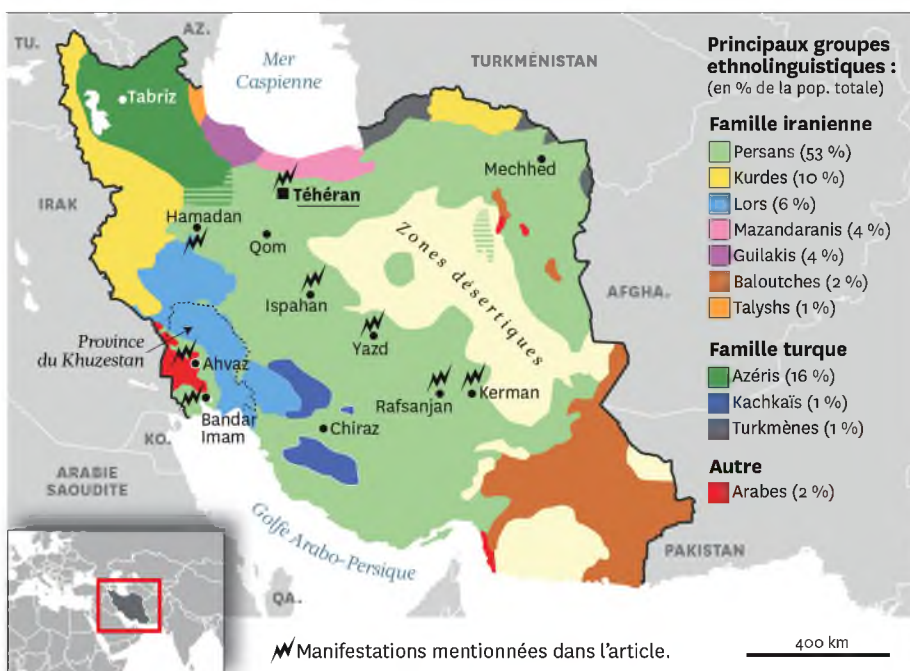
Enfin, il y a le cas particulier du Liban, où la République islamique, plus rapidement que partout ailleurs, a commencé à exercer une influence prépondérante qui s'explique par les liens particuliers existant, avant même la révolution, entre les mouvements chiites libanais et le clergé iranien proche de Khomeyni. Téhéran a vite compris l'intérêt d'une présence au Liban par l'intermédiaire du Hezbollah pour toute sa politique régionale.

**Turbulences.** La première limite que rencontre la politique régionale de l'Iran est économique. Le poids économique de l'Iran n'a cessé de diminuer depuis trente ans : en 1989, il était équivalent à celui de la Turquie. En 2017, il n'atteignait que 75 % de celui de son voisin turc, qui n'est pourtant pas doté d'hydrocarbures ! Depuis l'annonce du retrait américain de l'accord en mai 2018, l'économie iranienne traverse d'importantes turbulences. Il est plus que probable qu'avec les nouvelles sanctions de Washington les capacités économiques du pays vont se restreindre. Pour conduire sa politique régionale, la République ne dispose pas de moyens financiers comparables à ceux de son rival régional, l'Arabie Saoudite.

La deuxième limite concerne les faiblesses militaires de Téhéran. Certes, en nombre d'hommes, il possède la force militaire la plus importante de la région (523 000 hommes, dont 350 000 dans l'armée et 125 000 gardiens de la révolution). Mais son budget de la Défense est de l'ordre de 16 milliards de dollars en 2017 contre 76,7 milliards pour l'Arabie Saoudite et 18,5 milliards pour Israël. Son matériel est généralement ancien et ses forces aériennes ne disposent que d'une trentaine d'avions en état de marche. Sa capacité offensive est formée uniquement par son arsenal balistique, avec des missiles de courte portée (moins de 500 km, une centaine de lanceurs) et de moyenne portée (1 800 à 2 000 km, moins de cinquante lanceurs et un nombre inconnu de missiles associés). L'Iran ne dispose de rien de comparable aux équipements ultramodernes de ses adversaires régionaux livrés par les États-Unis et les pays occidentaux. Dans cette situation, son choix ne peut se porter que sur une stratégie indirecte, asymétrique, évitant l'opposition frontale avec ses adversaires – ce qui ne l'empêche pas, cependant, de transférer des équipements utiles à ses relais (comme des missiles au Hezbollah).

### LES FORCES AÉRIENNES IRANIENNES NE DISPOSENT PLUS QUE D'UNE TRENTAINE D'AVIONS EN ÉTAT DE MARCHÉ.

La troisième limite est d'ordre géopolitique. Téhéran n'a pas de véritables alliés étrangers qui puissent lui offrir aide militaire et assistance





↓ Dessin de Bleibel paru dans Daily Star, Beyrouth.



politique. La Chine est un partenaire commercial de premier plan, elle peut certes lui fournir un soutien diplomatique dans les instances internationales et elle lui a vendu certains types d'armements. Mais Pékin ne souhaite pas mettre en danger ses relations avec Washington ni avec ses autres partenaires moyen-orientaux. Il est, par ailleurs, indéniable que la République islamique s'est très fortement rapprochée de la Russie, en raison de leur implication commune en Syrie. Mais il s'agit d'une alliance de circonstance, fragile surtout du fait que précisément en Syrie, et plus généralement au Moyen-Orient, les objectifs des deux pays ne coïncident pas toujours. La seule tentative de Téhéran de créer autour de lui une coalition régionale concerne "l'axe de la résistance", qui réunit théoriquement les chiites d'Irak et du Liban, ainsi que la Syrie et le Hamas. Mais cette coalition informelle lui coûte plus qu'elle ne lui rapporte.

La quatrième limite de la politique régionale du régime iranien est son impopularité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En effet, durant les troubles de l'année 2018, comme d'ailleurs dans les mouvements de contestation populaire précédents qui ont toujours été une

occasion d'exprimer ce qu'en temps normal on tait, des slogans comme "Ni Gaza ni Liban, je sacrifie ma vie pour l'Iran!", "Laisse tomber la Syrie, occupe-toi de nos problèmes!" ou "Mort au Hezbollah!" ont été scandés par les protestataires. Pour les Iraniens, la politique régionale

interventionniste du régime ne constitue pas une cause nationale pour laquelle la population est prête à se mobiliser, comme cela fut le cas lors de la guerre Iran-Irak.

—**Thierry Kellner, Mohammad-Reza Djallili**

Publié le 7 décembre 2018

TheNational

February 7, 2019

## Turkish-controlled buffer zone in Syria is not the answer

A joint international observation force could provide the path to security to northern Syria

National Editorial / Feb 7, 2019  
<https://www.thenational.ae>

"Our patience is not limitless," said Turkey's Recep Tayyip Erdogan this week, as uncertainty continues to loom over a proposed northern Syria safe zone. The 32-kilometre zone was mooted by Mr Erdogan last month, apparently as a way to appease US President Donald Trump a day after he threatened to "devastate" Turkey's economy if the Kurds were attacked. But what might have superficially appeared to have been an olive branch from Ankara was in fact an unabashed attempt to remove Kurdish forces from its borders, at any cost.

Ankara sees the US-allied Kurdish YPG as a terrorist organisation. Its proposed safe zone follows a US-Turkey agreement last June that rebel fighters from the Syrian Democratic Forces, headed by the YPG, would withdraw from Manbij, which they have held since 2016. Although such a deal would protect them from Turkish assault, it was a bitter pill to swallow for rebel fighters who had helped drive out ISIS.

But with that promise still undelivered, and following Mr Trump's decision to with-

draw 2,000 US troops from Syria, the Turks are growing impatient. After a meeting in Washington of foreign ministers of the anti-ISIS coalition on Wednesday, Turkey's Mevlut Cavusoglu said: "The road map should have been completed by now and the reason it hasn't is the United States". There is a danger that Ankara could continue to carve out a sphere of influence unimpeded, particularly as the US's role in Syria is waning.

Ankara's ambitions are both imperial and defensive. Certainly it has grounds for concern about the association between the YPG and the militant PKK organisation, which has carried out attacks on Turkish soil.

But Turkey's desire to follow Russia and Iran in embedding itself in Syria is as much about control. "There is no satisfactory plan that is put before us concretely yet," said Mr Erdogan on Tuesday, before threatening to implement his own. "No threat can make us turn from this path." A Turkish-controlled buffer zone would put civilian lives at risk and would entrench Ankara within Syria's borders.

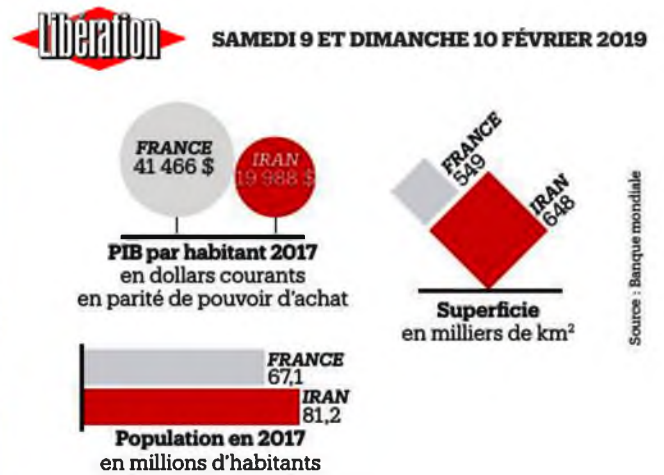
The US has approached Australia,



Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif, left, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov, centre, and Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu, right, shake hands after consultations on Syria in Geneva. EPA

France and Britain about monitoring the safe zone; an international observation force would be preferable. If Ankara manages the buffer zone, the aspirations of Kurdish autonomy in northern Syria – much like Iraqi Kurdistan, which was born from a similar safe zone in 1991 – might acquiesce to the more atavistic desire for survival.

Mr Erdogan will meet Russian president Vladimir Putin next Thursday in Sochi, where Mr Putin will continue to pressurise his Turkish counterpart to restore relations with Damascus. As these powers draft the next chapter of the Syrian war, US influence on the ground is dissipating, taking with it the Kurds' last line of defence. A safe zone is a positive step, but unless it is patrolled by a joint international force, it will only add to the upheaval Syria is facing. ♦



Source : Banque mondiale

# «Inch'allah, un jour les mollahs quitteront le pays !»

Quarante ans après la chute du chah, «Libération» a traversé l'Iran, de Téhéran aux bords de la Caspienne. Quadras désabusés, jeunes révoltés et religieux désireux de poursuivre la révolution de Khomeiny racontent un pays tourmenté.

Par **NAHAL BANDARI**  
Envoyé spécial en Iran

De la mer Caspienne au golfe Persique en passant par le centre religieux du pays ou les quartiers chics de Téhéran, *Libération* a passé trois semaines à sillonner l'Iran. L'occasion de mettre à mal certains clichés et de mesurer les contradictions d'une société iranienne en plein bouillonnement. Quarante ans après la fin de la monarchie, c'est une République islamique plus que jamais éprouvée par les sanctions américaines qui tente de contenir les aspirations de sa jeunesse.

## SARI BETTERAVES BOUILLIES ET PROJETS D'EXIL

Blotti contre des collines verdoyantes au milieu des champs d'agrumes, Sari n'a pas de secret pour Mahshid (1). Cette femme d'affaires de 40 ans aime sa ville, son ambiance décontractée et son climat doux, loin de la frénésie et de l'air irrespirable de Téhéran. C'est jeudi soir et elle improvise une petite soirée dans l'appartement familial, dont les murs couleur cuivre célèbrent les princesses persanes. En quelques instants, ses amies d'enfance installent le bar et trinquent avec le vin rouge d'un cousin. Un refrain de Shohreh, la «Madonna iranienne», emporte la mère de Ma-

hshid. Depuis 1979, les Iraniennes ne peuvent plus chanter seules sur scène. «Voilà quarante ans que c'est interdit, souffle-t-elle tristement, et je ne comprends toujours pas comment ça a pu arriver.» Dans la foulée de la révolution islamique, des centaines d'artistes se sont exilés en Californie. Surnommée «Téhéran-geles», la Cité des anges américaine abrite la plus importante diaspora iranienne, estimée à plus de 500 000 personnes. «En Occident, les gens ont tendance à voir l'Iran tout noir ou tout blanc, mais l'Iran, c'est le contraire de ça, se moque Mahshid, qui place ses économies dans le bitcoin. Ici, tout est gris et les gens jouent constamment avec cette zone grise.» Après

avoir profité du soleil d'hiver sur les plages désertes de la mer Caspienne, elle reprend le volant de sa 206. Barbe et teint sombres, un membre de la police religieuse la fusille du regard. «Quand ils me disent que mon hijab [le voile, ndr] est tombé, je réponds naïvement: "Pardon, je n'avais pas vu", explique-t-elle en fonçant à travers les rues propres et ordonnées de Sari. Je n'ai plus la force de lutter contre tous les obstacles qu'ils mettent dans nos vies, c'est à la nouvelle génération de le faire.» Plus jeune, sur sa moto ou dans les administrations, Mahshid n'hésitait pas à bousculer les conservatismes patriarcaux. Des familles flânent le long des boutiques de vêtements. Les odeurs de betteraves bouillies, que l'on mange sur le pouce, se mêlent au parfum des narcisses. Un peu plus au nord de la ville, au dernier étage d'un restaurant des quartiers chics, chirurgiens et hommes d'affaires festoient entre éclats de rires et vodka turkmène, dissimulée dans des petites bouteilles d'eau. «Il y a encore quelques années, on pouvait peut-être avoir des problèmes pour ça, mais plus aujourd'hui», sourit Iraj (1), un médecin à l'allure sportive. Les quarante ans de la Révolution? «Bien sûr, la télévision officielle va montrer des gens qui célèbrent, cet anniversaire, admet-il, l'air désabusé. Mais pour nous, c'est plutôt un triste événement.» Les couples de quinquagénaires assis autour de la table font partie de cette élite iranienne au mode de vie occidental, qui s'offre régulièrement de chers voyages en Europe. Pourtant, depuis deux ans, Iraj et sa femme ont entamé de fastidieuses démarches pour émigrer. «Nous avons une vie très confortable ici, reconnaît-il, mais c'est pour notre fille que nous devons partir. Nos dirigeants ne savent pas ce qu'ils font avec l'économie du pays, la situation est trop instable.»

## KERMAN KEBAB ET ROUTE DE L'OPIUM

Moustache et pantalon militaire, Mohammad (1) n'aime pas les jugements trop faciles. «Beaucoup de mes amis, qui n'ont même pas 20 ans, se plaignent tout le temps et ne pensent qu'à émigrer, raconte-t-il en longeant le périphérique en construc- ●●●



Dans le parc Ab-o-Atash, dans le nord de Téhéran, en octobre 2017.  
PHOTO NICOLAS BOYER, HANS LUCAS

**LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN CINQ DATES**

Lundi s'achève la «dizaine de l'Aurore», ces dix jours de célébration de la révolution iranienne. Après avoir renversé la monarchie despotique de Mohammad Reza Pahlavi, une coalition de nationalistes, d'anti-impérialistes et d'islamistes prend le pouvoir le 11 février 1979.

**1953.** Un coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne balaie le Premier ministre Mohammad Mossadegh, très populaire pour avoir nationalisé le pétrole. L'épisode marque la société iranienne, qui nourrit une rancœur durable contre les ingérences occidentales. Dix ans plus tard, la «révolution blanche» du chah fait face à de vives oppositions, notamment des religieux. Le clerc chiite Rouhollah Khomeiny est arrêté après les émeutes de juin 1963. Il part en exil l'année suivante, d'abord en Irak puis en France.

**16 janvier 1979.** Après un an de révoltes populaires, ponctuées par les cycles de deuil chiite (tous les quarante jours), Mohammad Reza Pahlavi fuit l'Iran. «Le chah est parti», titre le grand quotidien Ettela'at. Il confie le soin à son Premier ministre, Chapour Bakhtiar, de barrer la route à Khomeiny.



**1<sup>er</sup> février 1979.** Khomeiny, 76 ans, s'appuie sur un pilote d'Air France pour descendre de l'avion (ci-dessus). Il est de retour à Téhéran. Une foule immense l'accueille jusqu'au grand cimetière Behesht-e Zahra, au sud de la ville, où il prononce son premier grand discours (ci-dessous).



**11 février 1979.** Le dernier chef du gouvernement du chah, Chapour Bakhtiar, abandonne après dix jours d'insurrection dans la capitale iranienne. Une partie de l'armée a rejoint les insurgés. «La révolution [est] gagnée», proclame un communiqué dans la nuit. Le 31 mars, un référendum fait de l'Iran impérial une «République islamique» et de Khomeiny son Guide suprême.

**4 novembre 1979.** L'assaut de l'ambassade des Etats-Unis et la prise d'otages de 56 ressortissants américains consacrent la rupture avec Washington, ancien protecteur du chah.

**1988.** Après huit années de guerre meurtrière, le conflit contre l'Irak prend fin le 20 août 1988. L'Iran a perdu environ 450 000 hommes, l'Irak 150 000. Louée comme «un don de dieu» par Khomeiny, la guerre a permis de «consolider la révolution autour du régime et de marginaliser les mouvances laïques et de gauche», selon le directeur de recherche à l'Irsem Pierre Razoux. Le régime iranien procède alors à des purges, exécutant des milliers d'opposants politiques emprisonnés. Khomeiny meurt l'année suivante. La République islamique lui survit.

tion. Mais c'est trop facile de critiquer depuis l'étranger sans jamais avoir essayé de changer les choses ici.» A 28 ans, ce fils de soldat, doué en informatique, a lancé son propre commerce en ligne. Même s'il se dit apolitique, Mohammad garde toujours un œil sur son smartphone, à suivre les «vrais médias». Le discours officiel du régime, il ne l'écoute plus. Grâce à Instagram, il sait tout des tensions sociales actuelles. «Mon père me dit souvent : "Notre génération a fait la révolution pour abattre la dictature et avoir une vie meilleure, et la vôtre?"» 9h30. Seuls quelques chats affamés se font entendre dans le bazar en briques. C'est vendredi, jour de repos. Près des arcades médiévales du centre, Saman (1) enfle son blouson, ferme son salon de thé et monte dans la 405 d'un ami, direction le village familial, niché à près de 2000 mètres d'altitude. Dans ce pays, citadin à 75%, on apprécie les week-ends au grand air. «Avec le gaz, le pétrole et tous les minerais qu'il y a dans nos montagnes, notre pays est l'un des plus riches du monde, explique-t-il alors que la voiture traverse des massifs aux teintes roses. Mais

l'argent ne va pas aux Iraniens, tout part en Syrie, en Palestine ou au Yémen.» Le sentiment de fierté nationale de voir l'Iran redevenu une puissance régionale ne contrebalance pas le désespoir social. Avec sa femme et sa fille, Saman survit avec moins de 120 euros par mois. Il y a un an, la répression des manifestations contre la vie chère a marqué une cassure dans l'assise populaire du régime. Des familles ont installé leurs tentes près de la rivière: c'est bientôt l'heure de déjeuner sur les tapis. Un peu plus haut, Saman a le visage marqué par quatorze ans d'addiction à la morphine, une pratique encore passible de la peine de mort. Selon le Centre pour la lutte contre la drogue iranien, le nombre de toxicomanes a doublé entre 2011 et 2017, et s'élève à 2,8 millions de personnes. Les détenus pour trafic de drogue constituaient 45% des 517 per-

sonnes exécutées en 2017. «Seuls les mollahs sont pour la peine de mort, la majorité de la population est contre, affirme Saman en tirant sur sa cigarette. C'est une question de temps mais ça va changer.» Chacun leur tour, après s'être régalez de kebabs de poulet, deux de ses amis tournent le petit tapis de prière, mais pas Saman. «C'est surtout culturel, nous ne sommes pas un peuple religieux. Les religieux, c'est peut-être 4% de la population?»

**ÎLES DE QESHM INFLATION ET CONTENEURS AU LARGE**

Tee-shirt tendance et lunettes de soleil constamment sur la tête, Meysam (1) a quitté l'Azerbaïdjan iranien pour venir faire fortune sur les eaux turquoises du golfe Persique. Voilà douze ans qu'il gère une petite boutique de vêtements made in China sur l'île de Qeshm et ses paysages spectaculaires, et où vivent les Arabes d'Iran, aux mœurs particulièrement conservatrices. «Il y a encore un an, je me faisais pas mal d'argent, explique-t-il. C'était un bon boulot qui me permettait de voyager en Asie. J'avais la belle Suite page ●●●

●●● **Suite de la page** *vie ici!* Haute-ment stratégique, le golfe voit défilier les conteneurs chinois en direction de Dubaï ou du Qatar. Les Iraniens apprécient ses îles, notamment leurs ports francs et certaines libertés: pour quelques dizaines de dollars, on peut frimer au volant de grosses américaines, interdites sur le continent depuis 2016 suite aux critiques du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Pour Meysam, tout a basculé depuis la décision de Donald Trump l'an dernier de retirer les Etats-Unis du «pire accord jamais négocié», selon les mots du président américain. Malgré les messages rassurants du gouvernement Rohani, l'inflation galopante et la chute du rial ont durement touché l'économie. Un peu partout sur l'île, les lotissements sortis de terre prennent la poussière et, sur les boulevards, des dizaines d'ouvriers, essentiellement pakistanais, désespèrent d'obtenir du travail. «Tout est devenu cher et les clients n'achètent pas autant qu'avant», déplore Meysam. *Mon avenir n'est plus ici, et il n'est pas en Iran non plus.* A 33 ans, il s'est résolu à reprendre des études et place ses espoirs sous d'autres tropiques.

«J'ai un ami qui est parti en Australie il y a huit mois, raconte-t-il dans un anglais hésitant. Il me dit que c'est facile d'y gagner de l'argent. Peut-être que j'arriverai à ouvrir une nouvelle boutique là-bas?»

Le long de l'avenue principale de Qeshm, les portraits des deux guides suprêmes et les regards vides des martyrs de la «Défense sacrée» (la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988, qui a fait des centaines de milliers de morts) sont omniprésents. Meysam concède ne plus les remarquer: «Pour moi, ils ne représentent rien. En tout cas, ce n'est pas mon histoire.» Au milieu du petit marché coloré, un jeune vendeur de poisson insiste: «Il ne faut pas aller à Qom, il n'y a que des mollahs là-bas! Ils s'en mettent plein les poches et nous, on en peut plus! Inchallah, un jour ils quitteront le pays!»

### QOM PÈLERINS ET TASSE DE THÉ

Devant le dôme en or du mausolée de Fatima, la sœur de l'imam Reza, l'agitation est carnavalesque. D'Irak, du Yémen ou du Pakistan, des centaines de chiïtes se frappent le cœur au rythme des lamentations. Ils pleurent l'empoisonnement de cette dernière par les Abbassides, sunnites, en 816. Cahiers sous le bras, des pèlerins malgaches sont ravis de leur séjour dans la ville sainte: «Le chiïsme est le vrai message de l'islam, un message de paix.» Centre théologique du monde chiïte et ses 140 millions de fidèles, c'est à Qom que les ayatollahs donnent leurs leçons et assoient leur influence. Dans la foule enturbannée, de jeunes clercs sont fiers de représenter «la partie la plus conservatrice de la société» et s'énervent des «mensonges des médias occidentaux». «C'est réducteur de dire qu'il n'y a pas de liberté en Iran, assure un futur mollah. Vous pensez vraiment que le régime verrouille l'accès



Dans l'île de Qeshm, le site de la Vallée des étoiles, en 2017. PHOTO NEWSHA TAVAKOLIAN. MAGNUM PHOTOS

à l'information alors qu'il laisse le pays entier utiliser des VPN [réseau privé virtuel, ndlr]?» Officiellement interdits en Iran, Telegram, YouTube ou Twitter sont largement utilisés par une population très connectée. Dans ce bastion conservateur, on incrimine plutôt les erreurs et l'incompétence des modérés au pouvoir. Hassan Rohani, un religieux? «Il y a des mollahs qui n'ont de religieux que le turban et la barbe, poursuit le jeune clerc, sarcastique. Vous savez, l'islam interdit le mensonge, donc le président a peut-être été un religieux dans le passé, il ne l'est certainement plus aujourd'hui.»

Foyer de l'opposition au régime du chah et résidence de Khomeiny durant de longues années, Qom a bénéficié des largesses financières de la théocratie révolutionnaire et s'est considérablement développé. Sous les deux mandats présidentiels de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), la mosquée de Jamkarân, en périphérie de Qom, a perçu plus de 100 millions d'euros. C'est là que le Mahdi, le douzième imam, se cacherait au fond d'un puits avant de revenir un jour instaurer la paix et la justice dans le monde.

Dans «la ville des mollahs», certains croient toujours au processus révolutionnaire. «Notre idéal est encore devant nous, mais nous progressons», assure celui-ci en reposant sa tasse de thé. Jeunes eux aussi, les mollahs en devenir se disent conscients des contradictions qui agitent la société iranienne mais ils sont déçus par leur génération. «La jeunesse d'aujourd'hui est corrompue par les valeurs d'un Occident qu'elle idéalise. Ils oublient leur histoire et leur culture.» Et ce jeune clerc au regard sévère de se moquer

des habitants des quartiers nord de Téhéran, au style de vie «pire que les Américains».

### TÉHÉRAN JEUNESSE ÉDUQUÉE ET CAFÉS BRANCHÉS

Dans leur échoppe de jus de fruits des faubourgs de la capitale, Ali (1) et ses deux collègues encore adolescents ont le sourire facile. «Les gens en Europe, ils pensent que nous, les Iraniens, on est comme Daech, c'est vrai ou non?» rigole-t-il en réajustant sa coupe en brosse. A 27 ans, Ali gagne moins de 200 dollars (176 euros) par mois et travaille tous les jours de la semaine. Les trois jeunes hommes dorment sous les combles de la petite boutique. Si Ali rêve de partir en Europe avec sa petite amie, c'est pour «fuir les interdits des mollahs» mais aussi la corruption et le clientélisme. En dévoilant fin 2017 les montants alloués aux fondations religieuses et autres institutions proches du régime, le président Rohani n'a pas seulement attaqué ses adversaires conservateurs. Il a aiguisé les frustrations d'une population iranienne dont la moitié a aujourd'hui moins de 30 ans. Cette jeunesse éduquée supporte de moins en moins les inégalités trop criantes. «Même s'ils risquent leur vie ou celles de leurs proches, beaucoup continueront de protester car ils n'ont plus rien à perdre», assure Ali d'un haussement d'épaules.

Salma (1), elle, a choisi de faire le chemin du retour, onze ans après son dernier passage à Téhéran. Ses parents, membres de la communauté bahaïe (une minorité religieuse toujours non reconnue par la République islamique) se sont installés au Canada à la fin des années 80. «Mon frère est rentré il y a quelques années et ne regrette pas

son choix, raconte cette jeune femme au regard rieur. Ici, le travail n'est pas la seule chose qui compte dans la vie des gens.» Bénévole auprès d'une association environnementale, Salma s'étonne des transformations récentes de la société iranienne. «Mes amis m'avaient dit que les choses avaient beaucoup changé. C'est vrai: depuis dix jours, je ne porte que ce simple bonnet et personne ne me dit rien, comme à Vancouver!» Elle prendra tout de même ses précautions avant de s'engouffrer dans le grand bazar, réputé pour son traditionalisme, et réajustera son hijab jaune, couvert de

fleurs. «Tout est prêt, il ne manque que les bières!» plaisante Niusha (1) en flânant devant les cafés branchés des «Twin Towers» de Téhéran. Cette professeure d'anglais, qui rêve de voyages, reprend toutefois rapidement un ton mélancolique: «Les gens vivent au présent car l'avenir est trop incertain. L'alcool, le sexe, la musique occidentale, etc. Sur le papier tout est interdit en Iran, mais en réalité tout se fait!»

Un peu plus loin, Niusha montre un immense slogan antiaméricain peint sur un mur du centre de la capitale. «Les personnes qui décident de ces slogans, ce sont les mêmes qui envoient leurs enfants dans les universités américaines, se moque-t-elle. Cette hypocrisie ne changera pas tant qu'il sera au pouvoir et décidera de tout.» «Il»: l'ayatollah Khamenei, dont on croise partout, sur les murs, dans les commerces ou les transports, le regard dur et perçant mais dont on ne prononce pas si facilement le nom. ◀

(1) Les prénoms ont été modifiés.

# «Comment faire tourner l'économie avec des banques en quarantaine?»

**Le regain économique né de la levée des sanctions s'est évanoui avec leur retour, souligne le chercheur Thierry Coville. Et les plus pauvres sont les plus touchés.**

**T**hierry Coville est chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). **Quel est l'effet de l'embargo sur l'économie ?**

Le retrait de Washington de l'accord de juillet 2015 limitant le programme nucléaire de Téhéran et l'embargo qui s'est ensuivi ont entraîné un choc économique d'une violence extrême. La récession devrait être de -4% cette année. En 2016, après la levée des sanctions sous Obama, la croissance de l'Iran atteignait 13,4%, la plus élevée de toute la région, et frôlait encore 4% en 2017. En rétablissant, le 5 novembre 2018, les sanctions contre les secteurs pétrolier et financier iraniens, Trump a asphyxié l'économie. Sous embargo, l'Iran ne peut exporter que 1,3 million de barils par jour, contre 2,3 millions début 2018. Or, le pétrole représente 80% des recettes d'exportations et plus de 40% des rentrées fiscales. Le pays voit ainsi disparaître du jour au lendemain près de 20% de ses

recettes budgétaires. **Quels sont les autres canaux de diffusion de ces sanctions ?** Les entreprises asiatiques ou européennes se voient interdites de marché américain si elles importent du pétrole iranien, ou échangent avec des banques iraniennes ciblées par Washington. L'Iran est dans l'impossibilité d'importer. Or, rares sont les entreprises du pays qui peuvent produire sans importer des matières premières ou encore des biens intermédiaires nécessaires à la plupart des industries. Le secteur automobile, deuxième pourvoyeur d'emploi après celui du pétrole, en souffre énormément. Enfin, comment faire tourner l'économie d'un pays quand les banques sont mises en quarantaine? Et quand les banques étrangères ne peuvent pas faire le moindre business sur le territoire iranien, sauf à prendre le risque d'être sanctionnées par les Etats-Unis en raison de l'extraterritorialité des lois américaines? **Au-delà de ces sanctions, l'économie iranienne ne souffre-t-elle pas de maux endémiques ?** Sans doute. Mais peut-on imaginer ce que serait la situation économique et sociale de la France si d'un seul coup le budget de l'Etat

était amputé de 15% ou 20%? L'effet serait terrible, il déséquilibrerait l'économique, le social, et le champ politique.

**Faut-il craindre un emballement de l'inflation, dont le rythme ne cesse de s'accroître ?**

Au pouvoir depuis 2013, le président Hassan Rohani avait réussi à ramener l'inflation à moins de 10%. Avant lui, son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad, faisait passer l'inflation à 50%. En 2019, comme en 2018, elle devrait atteindre les 35%.

**Avec en prime une perte de confiance vis-à-vis du rial iranien...**

D'un côté, l'offre de produits locaux ou importés diminue fortement. De l'autre, la demande des Iraniens en biens de première nécessité reste forte. Il n'en faut pas plus pour que les prix s'emballent et que le pouvoir d'achat des Iraniens s'effondre. Ceux qui en ont les moyens achètent des dollars pour se protéger. Comme par le passé, les billets verts de l'ennemi américain deviennent une valeur refuge. Sur le marché parallèle des changes, un dollar s'échange aujourd'hui contre 140 000 rials. Il n'en fallait que 40 000 mi-2017. Pénurie de nourriture ou encore

de médicaments : les populations les plus vulnérables sont les plus touchées.

**Mais une partie importante des dépenses budgétaires reste consacrée à l'armement...**

C'est vrai. Le gouvernement ne cesse d'expliquer aux Iraniens qu'ils sont en guerre, contre les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, Israël... C'est ainsi qu'il justifie les hausses relatives des dépenses d'armement, qui se font indéniablement au détriment des dépenses d'infrastructures, de santé ou d'éducation. Le pays pourrait s'endetter : sa dette publique ne dépasse pas 40% du PIB. Mais qui oserait prêter à l'Iran sans réduire les représentations des Etats-Unis?

**L'Iran a connu début 2018 de fortes tensions sociales. Alors que la situation économique et sociale n'a cessé de se dégrader, pourquoi n'y a-t-il pas un regain de tension ?**

En dépit d'un taux de chômage de 12 ou 13%, et qui touche 27% des jeunes, les Iraniens ne veulent pas se retrouver dans un chaos semblable à celui de la Syrie ou de l'Irak. Près de 800 000 personnes arrivent sur le marché du travail chaque année, dont plus de la moitié sont diplômées (master ou doctorat). Pour assurer l'emploi des jeunes, il faudrait un rythme de croissance d'au moins 6% par an.

Recueilli par

VITTORIO DE FILIPPIS



INTERVIEW

## Dans les universités de Téhéran, on rêve encore de révolution

Historiquement liés aux sursauts sociétaux du pays, les campus sont étroitement surveillés par le pouvoir. Encore prestigieux, ils voient toutefois leurs étudiants imaginer leur vie à l'étranger.

«**E**tranger?» Le gardien lève son regard, l'air soupçonneux. Installé dans une cahute préfabriquée, il surveille le passage. Quand se presse un visage qui n'a pas l'air du coin, l'uniforme apostrophe, contrôle et écarte si besoin. On n'entre pas comme ça dans l'Université de Téhéran. Jadis ouvertes à l'inconnu, ses vastes portes en béton sont désormais verrouillées par des grilles vertes. Imprimé sur les billets de 50 000 rials, le portail stylisé, devenu logo de l'établissement, a vu défiler les manifestants de 1979 et presque tous ceux qui, depuis quarante ans, estiment que la révolution n'est pas terminée ou a fait fausse route.

«L'origine de la révolution est une demande de liberté, de nationalisme et d'islam. Ces idées sont nées dans les universités.» L'homme qui énonce ces considérations historiques est le

président de l'Université de Téhéran. Mahmoud Nili reçoit dans son bureau grand comme un hall de gare, au cinquième étage d'un immeuble anonyme grisâtre, contigu au campus. Il n'appartient pas aux factions les plus dures du régime et aurait même dû rejoindre le gouvernement si le Parlement n'avait pas bloqué sa nomination. Les élus lui reprochaient son soutien au mouvement de contestation contre la réélection présidentielle jugée frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad en 2009. Trop réformateur pour un ministre, fût-ce du modéré Hassan Rohani. Ses joues lisses ont atterri à l'Université de Téhéran, «la meilleure du pays», se félicite-t-il. Et c'est vrai. Comme les deux grandes écoles d'ingénieurs téhéranaises, Sharif et Amir-Kabir, l'établissement public a longtemps réussi à maintenir un excellent niveau d'enseignement. Il fait la fierté de ses 46 000 étudiants, presque tous reçus sur concours, et provoque la jalousie des éconduits.

Le constat est de moins en moins vrai. Sous couvert d'anonymat, un enseignant nous en dépeint un portrait moins flatteur. «L'université est gagnée par la corruption, les postes à responsabilité ne dépendent plus des compétences mais des relations», se désole-t-il. Le niveau global s'en ressent. «Médiocre», souffle le prof

penché vers nous. «Les élèves ingénieurs savent qu'aucun boulot ne les attend une fois qu'ils seront diplômés», poursuit l'enseignant, épouvanté par la situation économique (lire ci-dessus). Un autre a pris l'habitude de raconter une «histoire drôle». Quand ses étudiants résolvent des équations, il peut presque les entendre se dire : «On se rapproche de notre départ aux Etats-Unis ou au Canada!» Histoire triste. Le pays se vide de ses forces vives, formées dans des établissements publics, où la scolarité est gratuite jusqu'à la quatrième année.

### «GÉNÉRATION POURQUOI»

Organes d'un grand corps malade, les universités, singulièrement à Téhéran, sont un morceau de chair à vif, sensible à la moindre stimulation. En 1979, elles ont contribué à la chute de la dictature du chah Mohammad Reza Pahlavi. En 1999, elles prennent la défense des journaux réformateurs brutalement fermés. L'époque était explosive. Alors qu'une campagne d'assassinats politiques décimait intellectuels, écrivains et réformateurs, la presse s'empare courageusement de l'affaire. Des dizaines de titres sont censurés sans préavis par le pouvoir judiciaire, phagocyté depuis la révolution par les ultra-conservateurs. Les étudiants manifestent. La ré-

Suite page 100



Un portrait de l'ayatollah Khomeiny dans une foule qui attend l'ouverture de l'université en 1979. PHOTO A. ABBAS. MAGNUM PHOTOS

••• **Suite de la page** pression s'abat, particulièrement sur les dortoirs de l'Université de Téhéran, victimes d'une descente de la milice, les *bassidji*.

Mêmes images dix ans plus tard. Les étudiants participent au soulèvement contre la réélection d'Ahmadinejad, au début de l'été 2009. A nouveau, les grilles vertes sont ensanglantées. Le régime tangué mais tient bon. Sans parvenir toutefois à incruster dans la tête des plus jeunes que leurs aînés étaient des ennemis de l'islam cherchant uniquement les désordres – la *fitna*, dans la propagande officielle.

Mehdi ne savait pas encore lire en 1999. A 23 ans, il est aujourd'hui inscrit en licence de génie métallurgique à Amir-Kabir, à un bloc à l'est de l'Université de Téhéran. Son parcours incarne un idéal de plus en plus inatteignable: enfant de Kermanc, au Kurdistan iranien, le jeune homme a débarqué dans la capitale grâce au concours, brillamment réussi. Il parle spontanément de 1999: «Il y a vingt ans, les étudiants ont été réprimés dans les dortoirs. Beaucoup ont été blessés. Depuis, le gouvernement a changé ses règles pour en restreindre l'accès. Les jeunes doivent plus souvent rester dans leur ville d'origine.» Une façon d'éviter le bouillonnement étudiant dans le huis-clos des chambres densément peuplées.

Son camarade Saeed, installé un peu plus loin dans la cafétéria vitrée du campus, peut témoigner de la réussite très partielle du procédé. Lui aussi vient de loin: Ahvaz, près de la frontière avec l'Irak, dans le golfe Persique. Aujourd'hui en thèse, il est arrivé en 2008 à

Téhéran, et il a vu: «En 2009, beaucoup de jeunes ont été arrêtés, torturés, chassés de l'université.» Amir-Kabir avait pris la tête de la fronde. «C'est l'université la plus politisée d'Iran», lance, fier, le doctorant derrière ses lunettes à grosses montures. L'épisode a néanmoins laissé des traces. Depuis, Saeed dit avoir abandonné toute activité politique. Sa ferveur a laissé place à une sombre résignation. «Depuis ma naissance, j'ai vu les condi-

**«Il y a vingt ans, les étudiants ont été réprimés dans les dortoirs. Beaucoup ont été blessés. Depuis, le gouvernement a changé ses règles pour en restreindre l'accès. Les jeunes doivent plus souvent rester dans leur ville d'origine.»**

**Mehdi, 23 ans** étudiant originaire de Kermanshah, au Kurdistan iranien

tions de vie régresser d'une année sur l'autre: l'économie, le travail... Je n'ai plus d'espoir en l'avenir. Si la situation économique était un peu meilleure, je partirais.» Pour l'heure, l'exil est inabordable.

#### BOÎTES COLORÉES

Saydeh aussi rêve du lointain. «Après mes études, je quitterai l'Iran pour le Canada. Je commencerai une autre vie, une vie meilleure.» Dans l'un de ces cafés qui prolifèrent autour de l'université, la jeune fille de 22 ans boit une bière sans alcool avec une amie, sur fond de pop occidentale. Ses yeux, légèrement maquillés, se froncent quand on évoque l'état actuel du pays. Le président Hassan Rohani? «J'ai voté pour lui, mais il est très faible. Je regrette, plus jamais je ne lui donnerai ma voix.» En 2015, elle a célébré la signature de l'accord sur le nucléaire, dont elle attend toujours les dividendes. Celles-ci tardent d'autant plus à arriver que Donald Trump a réimposé des sanctions contre l'Iran, en mai 2018, asphyxiant un peu plus le pays. Les révoltes étudiantes? «Notre génération est plus craintive. A cause de la répression, des arrestations et des emprisonnements, on n'arrive plus à s'exprimer. Les familles empêchent leurs enfants de se mêler de politique, parce qu'elles ont peur», reprend Saydeh. Elle évoque avec admiration les «gens courageux» de 2009, et parle avec espoir de la «génération pourquoi», celle qui vient et s'interroge sur tout. «Le hijab [voile islamique obligatoire pour les femmes en Iran, ndlr] par exemple, nous sommes obligées de le porter. La nouvelle génération ne l'accepte plus, elle demande pourquoi elle devrait.» Sur la révolution, Saydeh pose le même regard critique. «Un grand événement, juge-t-elle, avant d'ajouter: Beaucoup y ont participé, et beaucoup ont été supprimés après.»

Mehdi, le futur ingénieur en métallurgie, revendique l'insurrection de 1979 contre le chah soutenu par les Etats-Unis. Il reprend presque les mots du président de l'université. «Les premiers objectifs de la révolution étaient la liberté et l'indépendance.» Il manque l'islam. «Le peuple veut l'indépendance et la liberté», insiste-t-il.

Sur le campus, on croise aussi Mostafa. Barbe noire finement entretenue, iPhone récent entre les mains, le post-adolescent de 21 ans rêve de devenir ingénieur nucléaire. Il déteste Rohani, un «menteur». Maudit l'accord de 2015 encore plus que Trump: «Les Etats-Unis ne nous ont pas respectés en rétablissant les sanctions. Le Guide avait dit qu'on ne pouvait pas avoir confiance en l'Amérique.» Habitant des beaux quartiers, Mostafa est un garçon pieux. L'un de ceux qui assistent à la grande prière du vendredi, marchant ostensiblement sur les drapeaux des Etats-Unis, d'Israël ou du Royaume-Uni, après avoir glissé son aumône dans l'une des boîtes colorées portant les inscriptions Yémen, Syrie, Palestine, Birmanie. Elles sont nombreuses à l'entrée de la grande mosquée Mossalla, où se déroule la cérémonie en été et en hiver. Le reste du temps, la grande prière a lieu à l'Université de Téhéran. Tout le monde peut alors franchir les portes.

**PIERRE ALONSO**  
Envoyé spécial à Téhéran



# Un bouleversement aux origines de l'antagonisme chiites-sunnites

**En activant une rivalité avec Riyad, la révolution islamique a entraîné un clivage lourd de conséquences funestes.**

**A**u lendemain de la victoire de la révolution islamique en 1979, résistants palestiniens, gauchistes libanais, nationalistes arabes des différents pays de la région et même Frères musulmans pourchassés par les régimes autoritaires laïcs se pressent à Téhéran. Fascinés par la révolution populaire qui affiche très vite son hostilité aux Américains et veut embrasser le combat contre Israël, les peuples arabes sont sensibles aux appels de Téhéran à renverser à leur tour leurs «dirigeants corrompus et impies», selon le nouveau mantra iranien. La panique d'une déstabilisation s'empare de la plupart des régimes arabes et tout particulièrement de l'Arabie Saoudite voisine et rivale. Une lutte d'in-

fluence acharnée s'engage entre les deux puissances régionales, qui donne lieu à une surenchère islamiste et une course au prosélytisme à travers le monde arabo-musulman et au-delà. La confrontation entre le chiïsme révolutionnaire et le conservatisme sunnite wahhabite devient alors une constante de la géopolitique régionale.

**Influence.** «Le conflit idéologique entre révolutionnaires iraniens anti-américains et anti-israéliens et conservateurs pro-occidentaux, menés par l'Arabie Saoudite, évolue donc vers une confrontation sunnite-chiite, résume Stéphane Lacroix, spécialiste des mouvements islamistes à Sciences-po. Une lutte d'influence s'engage entre les deux puissances régionales qui se lancent dans une surenchère islamiste. L'Iran cherche à exporter sa révolution à travers tout le monde musulman. En face, l'Arabie Saoudite veut résister en reprenant le contrôle de l'espace sunnite.» Téhéran et Riyad se met-

tent à dépêcher leurs prédicateurs respectifs à travers la région. Et au-delà, en Asie, en Afrique, etc. Des centres chiites sont ouverts à l'initiative des *pasdaran* (Gardiens de la révolution) et des conversions ont lieu parmi les musulmans, notamment au Nigéria. Mais c'est dans les pays où se trouvent d'importantes communautés chiites que l'influence iranienne s'exerce le mieux. Au Liban en premier lieu, où le Hezbollah émerge comme une force politique de plus en plus dominante dans le pays, ou à Bahreïn, au cœur du Golfe, où la majorité chiite est écrasée par la famille royale sunnite soutenue par l'Arabie Saoudite. Riyad réagit en «mettant en œuvre trois priorités», rappelle Stéphane Lacroix. En imposant un conservatisme plus strict dans les apparences au sein du Royaume, en particulier pour l'habillement des femmes ou le respect des heures de prière. En tordant le bras aux Frères musulmans, accueillis à Riyad, pour qu'ils se distancient de l'Iran. Enfin, en

activant l'anti-chiïsme en exportant le sunnisme wahhabite dans la région, à commencer par le Pakistan et l'Afghanistan. Riyad envoie foule de prédicateurs wahhabites auprès des communautés musulmanes à travers le monde pour diffuser les préceptes d'un islam rigoriste, finance la construction de mosquées salafistes, établit des écoles coraniques et des œuvres sociales en s'appuyant notamment sur la Ligue islamique mondiale, créée en 1962.

**Berceau.** Dans le même temps, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique à la fin de l'année 1979 ouvre la voie à une guérilla islamiste des *moudjahidin*, puis des talibans, largement financée par Riyad. C'est notamment là que se distingue alors Oussama ben Laden, futur fondateur d'Al-Qaeda, qui fait de l'Afghanistan le berceau du jihadisme international, qui a continué de muter jusqu'à donner naissance à l'Etat islamique...

**HALA KODMANI**

## EDITORIAL

Par **LAURENT JOFFRIN**

### Sous cloche

Parfois les dictatures sont moins dictatoriales qu'on ne croit. Quand un régime tyrannique est solidement installé, quand il contrôle d'une main ferme les leviers du pouvoir, il juge habile de laisser se développer des zones grises, où la liberté perdure et offre aux citoyens une soupape d'autonomie. Aussi bien, la classe dirigeante est souvent traversée de courants contradictoires, les uns souhaitant faire évoluer la société, les autres communiant dans le culte de la pureté idéologique ou religieuse originelle. Il en allait ainsi de certains régimes communistes qui tolé-

raient un minimum de liberté d'expression ou laissaient se développer une économie parallèle de type marchand, à condition, bien sûr, que ces marges de libre action ne menacent pas le pouvoir en place. Il en va ainsi, nos reportages le montrent, de la société iranienne, au moment où elle célèbre, avec un enthousiasme pour le moins mesuré, la révolution islamique de 1979. Officiellement, la dictature tatillonne et bigote des mollahs régent dans le détail tous les aspects de la vie sociale iranienne. En fait, une grande partie de la population, derrière les portes des maisons, dans les interstices de la vie quotidienne, s'affranchit des prescriptions obscurantistes du chiïsme pur et dur pour sacrifier au mode de vie qui a pignon sur rue dans les démocraties. Mais cette ambiguïté assumée – ou cette hypocrisie – ne change pas le diagnostic général. Affranchis de l'influence occidentale, libérés



Portrait du «guicé suprême», Ali Khamenei. PHOTO NICOLAS BOYER. HANS LUCAS

de la dictature «moderne» du chah, les Iraniens, tombés de Charybde en Scylla, vivent néanmoins sous une férule islamique totalitaire qui a mis la

liberté sous cloche et dont ils souhaitent, de toute évidence, se libérer. Dans ce royaume du mensonge, la liberté est en veilleuse. Si d'aventure le régime

se hasarde à organiser des élections vraiment libres, on verra que sa flamme grandira soudain. ◀

# After revolution, rebellion endured

40 years later, Iranians have loosened ideology's grip on their daily lives

BY THOMAS ERDBRINK

In February of 1979, Tehran was in chaos. A cancer-stricken Mohammed Reza Pahlavi, the Western-backed autocrat, had gone into exile in mid-January, leaving behind a rickety regency council. On Feb. 1, Grand Ayatollah Ruhollah Khomeini, the godfather of the revolution, returned from exile in Paris. And in the Iranian version of "Ten Days That Shook the World," street demonstrations raged until the government collapsed on Feb. 11.

Ecstatic Iranians danced in the streets, playing cat and mouse with soldiers as lingering pro-government sharpshooters fired from the rooftops. Families joined in mass protests, as vigilantes ransacked liquor stores and people kissed the foreheads of turbaned clerics leading the revolution.

Forty years ago, Iranians swelled with pride, hope and the expectation of a better future. Dreams of freedom and independence from the United States fired up the revolutionaries. But great, rapid change can leave deep and lasting wounds. There were lashings, hangings, amputations and mass imprisonment. Thousands of people died and hundreds of thousands left the country, some fleeing for their lives, never to return.

What materialized after those first bloody years was truly revolutionary: an Islamic republic, a theocracy built on ideological choices inspired to a great extent by Ayatollah Khomeini.

**Today, couples hang out in parks together, smooching in the shadows, and hug each other during rock concerts.**

New rules were put in effect to forbid anything that might lead people astray and prevent them from ascending to a heavenly afterlife: strict controls on the media, which isolated Iranians from Western influences; an absolute segregation of the sexes in public places; compulsory head scarves for women; bans on alcohol and musical instruments on television; rules forbidding



President Hassan Rouhani on Monday addressed the throng gathered around the Freedom Monument in Tehran to celebrate the 40th anniversary of the Islamic revolution. Credit: Iranian Presidency, via Agence France-Presse — Getty Images

women to ride bicycles. It went on and on, zealously and sometimes brutally enforced by the morality police and the paramilitary Basij forces.

But over the years, as the early revolutionary fervor gave way for most people to a yearning for a more normal existence, the rules became negotiable. While the political system is basically the same as in those early years, the society changed slowly, at times almost imperceptibly. Those changes have been enormous, and Iran today is closer than most outsiders generally appreciate to being that "normal" country Iranians want.

It took time for the cumulative changes to reach a critical mass. When I first visited Iran as a young reporter, the 20th anniversary of the revolution had just passed and the country was still living up to its revolutionary image. High rises were decorated with anti-American murals or portraits of the martyrs of the 1980-88 war with Iraq.

The notoriously snarled street traffic was made up almost entirely by a sea of white, locally made cars called Paykans. In a small park, close to where I would eventually settle down, boys and girls would secretly meet on some of the more hidden benches, away from the prying eyes of relatives, but also from

the morality police.

In those days, it was inside people's houses that I saw a completely different Iran. Passing through a front door often meant stepping into a different reality, one where all the rules that applied on the streets would magically disappear.

There would be stories — Iran has a deep culture of storytelling — and bursts of laughter would be followed by dancing to Persian pop songs smuggled in from Los Angeles. Often, the music would be accompanied by someone playing a drum or, if that wasn't available, a rice pan grabbed off a kitchen shelf. Everyone — accountants, journalists, doctors, nurses — would enjoy weekend parties that were technically illegal.

Iranians became adept at acting various roles. Abbas Kiarostami, the award-winning director who died in 2016, used mostly everyday people rather than actors in his movies, because Iranians were so accustomed to switching between lives in two worlds.

But as the years progressed, the changes began to creep outdoors and become more noticeable. When my wife, a photographer, decided many years ago to get a nose ring, she was fired on the spot. While the editors thought of



➤ themselves as reformists, they still considered a nose ring despicable and Western.

But now, they are everywhere. It is not all that unusual to spot a woman with pink hair flowing under her head scarf. Women now race through traffic riding bicycles, once seen as improper. They can even be seen riding motorcycles.

While state television still refuses to show musical instruments, there are buskers on the streets of Tehran. One day I was watching a couple of young men, one on drums and the other on guitar, when suddenly, a tall young woman appeared with a bass guitar and joined in. At times the state would fight back, making a few arrests in fitful efforts to roll back the changes, but never for long. At times, it seemed as if they had simply given up.

Connections to the outside world — the internet, of course, but particularly satellite TV broadcasts that broke the veil of isolation — were critical drivers of change.

One day the police raided our apartment building and destroyed the multitude of satellite dishes on the roof. The only one left was mine — as a journalist, I had special permission to have one. That evening about 20 female neighbors joined me in my living room to watch their favorite Turkish soap opera. By the next day, they all had new dishes.

The police have largely given up that fight, too. There are just too many dishes around. Iranians can now watch over 200 Persian-language channels operating from abroad, showing everything from “Keeping Up With the Kardashians” to unfiltered news and Hollywood movies.

There were days when people would turn and stare at the sight of a boy and girl walking hand in hand on the streets. Public displays of affection were not appreciated, especially between unmarried couples. Today they hang out in parks together, smooching in the shadows, and hug each other during rock concerts.

Now, with Valentine’s Day approaching, young men are anxiously deliberating what to get their girlfriends. They can be seen running around with heart-shaped balloons or gigantic teddy bears, falling on their knees for their girlfriends in public spaces, and then posting the whole spectacle on social media, for all to see.

Instagram, which is not blocked in Iran, has revolutionized the way Iranians view themselves. The photo-sharing app has been a major driver of change in a country where everything was hidden. When I moved here in 2002, photos were still taken on film, and we had to be careful because they would be



Scenes in Tehran, clockwise from top left: Women at the front of a bus; a pop concert; in January 1979, one of the surging protests in support of Grand Ayatollah Ruhollah Khomeini, then in exile in Paris; Behnaz Shafiei, right, a motocross rider, the first Iranian woman to have participated in professional road racing; a barbershop at a mall. Since the revolution 40 years ago, Iran has changed enormously. Today, it is closer than most outsiders generally appreciate to being the “normal” country that Iranians want.

developed in a lab where someone might see something that could cause problems.

But when I recently added one of my neighbors as a friend, I could see her without a scarf, at parties, having fun. The walls that long divided the private and public in Iran have been broken down, with Iranians using the streets in the way they like.

Politics in Iran are a different story. There was the Green Revolution of 2009,

when people rose up to protest a fraudulent election. But that was violently suppressed, and the group of people making the decisions has remained largely unchanged over the years, even narrowing some. Yet after allowing so many social taboos to slip, Iran’s leaders face a growing dilemma of whether to start translating the social changes into new laws and customs or try to hang on to the 40-year-old ideals of the revolution. ●

# Turkey and China clash over mass detention of Muslims

BEIJING

## Ankara issued a rebuke after reports of a prominent Uighur's death in a camp

question about recent reports that Abdurehim Heyit, a prominent Uighur folk poet and musician, had died in a Chinese internment camp. According to the Turkish Foreign Ministry, Mr. Heyit died while serving the second year of an eight-year prison sentence over one of his songs. The New York Times has been unable to independently confirm Mr. Heyit's death.

The Chinese government did not address reports of the musician's death in a statement on Sunday, and the Xinjiang regional government did not respond to requests for comment. Later Sunday, however, a video apparently showing Mr. Heyit alive was posted on the Turkish-language website of China Radio International, a Chinese official news service.

In a statement on Sunday, the Chinese Embassy in Turkey called the Turkish Foreign Ministry's statement a "serious violation of the facts," defending its actions in Xinjiang as necessary to combat terrorism and extremist ideology.

"Since the 1990s, 'three forces' inside and outside China (ethnic separatist forces, religious extremist forces, violent terrorist forces) have planned and organized thousands of violent terrorist incidents in Xinjiang, China, resulting in the injuries and deaths of a large number of innocent people of all ethnic groups," the statement said. "The sinful acts of these horrific elements have not only seriously undermined the peaceful question about recent reports that Abdurehim Heyit, a prominent Uighur folk poet and musician, had died in a Chinese internment camp. According to the

Turkish Foreign Ministry, Mr. Heyit died while serving the second year of an eight-year prison sentence over one of his songs. The New York Times has been unable to independently confirm Mr. Heyit's death.

The Chinese government did not address reports of the musician's death in a statement on Sunday, and the Xinjiang regional government did not respond to requests for comment. Later Sunday, however, a video apparently showing Mr. Heyit alive was posted on the Turkish-language website of China Radio International, a Chinese official news service.

In a statement on Sunday, the Chinese Embassy in Turkey called the Turkish Foreign Ministry's statement a "serious violation of the facts," defending its actions in Xinjiang as necessary to combat terrorism and extremist ideology.

"Since the 1990s, 'three forces' inside and outside China (ethnic separatist forces, religious extremist forces, violent terrorist forces) have planned and organized thousands of violent terrorist incidents in Xinjiang, China, resulting in the injuries and deaths of a large number of innocent people of all ethnic groups," the statement said. "The sinful acts of these horrific elements have not only seriously undermined the peaceful and stable order of Xinjiang but also the atmosphere of unity and progress."

Rejecting the Turkish characterization of China's mass detention program, the Chinese statement said the camps were "teaching and training centers" intended to provide instruction in Mandarin, law and vocational skills, and to rid students of extremist thoughts.

"The allegations that the Chinese government is trying to 'eliminate' the ethnic, religious and cultural identity of the Uighurs and other Muslim groups are completely untenable," it said.

## Saudi Arabia, Iran and Pakistan have been relatively silent on the issue — a sign, some say, of China's increasing political clout.

The statement from Turkey, which is home to a large community of Chinese Uighurs, came as a surprise to members of the Uighur diaspora, many of whom have been pressuring the governments of predominantly Muslim countries to

speak out about China's crackdown on Muslim communities.

Despite growing evidence of forced labor, indoctrination and other abuses in Xinjiang, countries like Saudi Arabia, Iran and Pakistan have remained relatively silent on the issue — a sign, some say, of China's increasing political and economic clout. While the governments of Malaysia and Indonesia have voiced concerns about the Uighurs, Turkey's statement on Saturday is by far the strongest yet from a majority-Muslim country.

"Many of us have criticized the Turkish government for its stance on the subject, but today many Uighurs expressed their happiness and joy thanks to the Turkish authorities," Tahir İmin, a Uighur academic and activist, said by telephone from Washington. "This is very encouraging for us. It gives us strength and hope that the Turkish government can lead the way for the other Muslim nations to bring some more pressure on the Chinese government."

Turkey made the statement despite recently receiving a \$3.6 billion loan for its energy and transportation sector from the Industrial and Commercial Bank of China, a state-owned bank.

The Chinese crackdown in Xinjiang has targeted more than 100 writers, academics and other Uighur intellectuals, among others, raising fears that it is aimed at erasing the group's unique ethnic identity and cultural memory.

Adrian Zenz, a specialist in China's minority policies who lectures at the European School of Culture and Theology in Korntal, Germany, said that while political calculations were certainly part of Turkey's decision to speak out, the reported death of Mr. Heyit — known to many as the "Rooster of Xinjiang" because of his voice — might have been the

"drop in the bucket that caused the bucket to overflow."

"Heyit's popularity transcended boundaries," Mr. Zenz said. "He epitomized the cultural connection between Uighurs and the Turkic cultural realm."

Over the weekend, Turkic-language social media was flooded with tributes to Mr. Heyit, one of the first Uighur musicians to write about life under Chinese

rule. Many reposted videos of his performances of Uighur songs accompanied by the dutar, a two-stringed lute.

"Music is one of the most important parts of Uighur culture," Mr. Heyit told The Times in an interview in Kashgar, China, in 1999. "People here can wear American T-shirts, but their hearts stay the same. The music, because it's such a symbol of the heart, changes slowly."



Uighur women at a center in Kashgar, China, where political education lessons are held. China says its camps provide vocational skills and rid students of extremist thoughts.

# Avec les artilleurs français face au dernier bastion de Daech

Tandis que les forces arabo-kurdes annonçaient l'assaut final contre l'État islamique, la ministre des Armées s'est rendue samedi à la frontière irako-syrienne.

ALAIN BARLUET @abarluet  
ENVOYÉ SPÉCIAL À LA FRONTIÈRE IRAKO-SYRIENNE

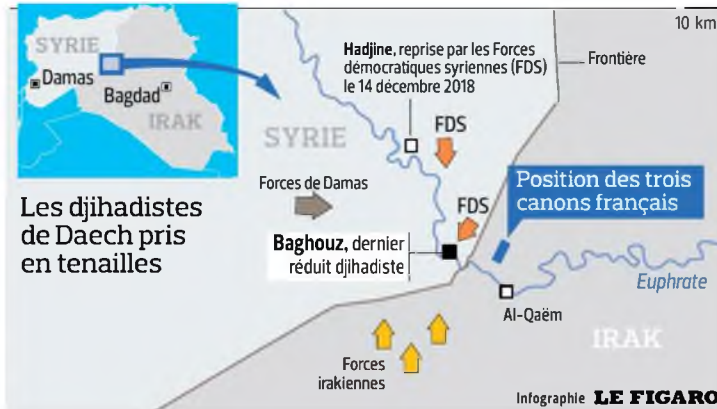
**MOYEN-ORIENT** « Vous êtes en première ligne contre Daech et ce que vous accomplissez est de la première importance. Vous déplaçant avec les combats, vous avez porté le fer au plus profond. » Près des trois canons Caesar de la « Task Force Wagram », Florence Parly s'est adressée samedi, près d'al-Qaëm, à la cinquantaine d'artilleurs français chargés d'aider les Forces démocratiques syriennes (FDS), composées de troupes kurdes et arabes, à reconquérir les derniers réduits de l'État islamique (EI).

Un V22 Osprey, étonnant avion militaire américain à décollage et atterrissage vertical, a déposé la ministre des Armées et sa petite délégation au milieu de nulle part. Une plaine boueuse, plate comme la main, s'étend à perte de vue. À cet endroit, l'Euphrate tout proche coupe la frontière irako-syrienne sur laquelle campe l'armée de Bagdad. La ligne frontalière et le fleuve forment un triangle dont la pointe est tournée vers l'est. Des forces du régime de Damas sont présentes à l'ouest. Les FDS, elles, mènent l'offensive, depuis le nord et l'ouest, contre ce qui était il y a encore deux mois la poche de Hadjine tenue par l'EI et qui n'est plus actuellement qu'une peau de chagrin.

## Trêve précaire

C'est dans cette nasse que les soldats du « califat » défendent avec acharnement leur dernier bastion territorial situé autour du village de Baghouz, soit moins de dix kilomètres carrés et une centaine de maisons. « Entre les pertes et ceux qui ont cherché à s'exfiltrer, il reste quelques centaines de combattants au maximum », estime le colonel François-Régis Legrier qui commande la « Task Force Wagram ». En octobre, les FDS s'étaient heurtées à une violente contre-offensive de Daech mais elles sont parvenues ensuite à regagner progressivement du terrain après avoir fait sauter le « verrou » de la ville de Hadjine, reprise aux djihadistes le 14 décembre.

Engagés depuis 2016 en Irak, les canons Caesar sont arrivés près d'al-Qaëm le 8 novembre dernier. Les militaires du 68<sup>e</sup> régiment d'artillerie d'Afrique (68<sup>e</sup> RAA), qui les mettent en œuvre, partagent avec les Américains un poste avancé (fire base, en anglais) constitué de tentes et de préfabriqués. La Syrie est à trois kilomètres, les positions de Daech à dix kilomètres, plein ouest. « Nous avons déjà effectué des tirs à 37 kilomètres mais c'est autour de 15 à 20 kilomètres que la précision est la plus grande », explique le capitaine Clément, chef de détachement au sein de la « TF Wagram ». Ce canon de



155 mm monté sur camion – et donc très mobile –, s'avère redoutablement efficace, en pouvant notamment « empiler les coups » sur un même objectif.

Depuis quatre mois, l'activité a été très forte. Au cours de cette période, 3500 obus de différents types ont été tirés, explosifs, fumigènes, éclairants ou de semonce. En comparaison, durant les huit mois intenses de la bataille de Mossoul, « l'heure de gloire des Caesar », selon le colonel Legrier, le bilan a atteint 10 000 obus. Pour la première fois, ont été utilisés des obus antichars à effet dirigé – appelés « bonus » – qui permettent de détruire deux véhicules à la fois. Ces cadences mettent les « tubes » et les hommes à rude épreuve. « Le stress vient du risque d'un dommage collatéral ou d'un tir sur une position amie. Dans ce cas, l'erreur se

paie cash », relève le lieutenant Valentin, dont c'est la première opération extérieure (Opex).

Les missions de tirs ont pour but de « cloisonner » les forces de Daech et de les empêcher de passer à l'offensive. Il s'agit aussi de détruire ou de bloquer leurs convois et de permettre l'avancée des FDS. Lorsque ces dernières réclament l'appui des Caesar, la demande passe d'abord par les forces spéciales américaines qui la transmettent au QG de la coalition à Bagdad, avant d'être envoyée à la fire base. Mais dans le cas d'un tir d'opportunité, rendu nécessaire par l'urgence des combats, la boucle décisionnelle s'effectue en moins de dix minutes, expliquent les militaires français.

Ces derniers jours, les Caesar étaient restés silencieux. Une « pause opérationnelle » était observée entre les FDS

et Daech pour permettre l'évacuation des familles et l'échange de prisonniers. Des observations par drones ont montré la grande précarité de la population sous l'emprise de Daech. Cette trêve apparaissait bien précaire.

Samedi, les forces arabo-kurdes ont annoncé le lancement de la « bataille finale ». Durant l'heure et demie que Mme Parly a passée près d'al-Qaëm, deux frappes aériennes ont pu être observées, soulevant au loin d'immenses volutes de fumée. Les combattants des FDS ont lancé leur offensive depuis le village syrien de Baghouz, repris quasi intégralement fin janvier. Dimanche, un commandant des FDS interrogé par l'AFP faisait état de « violents combats ». « Nous avons donné l'assaut et nos hommes avancent », a-t-il confié. Selon ces forces arabo-kurdes, 500 à 600 djihadistes se trouvent pris en tenailles.

« La fin des combats devrait intervenir dans une semaine ou les quinze jours à venir », estime le colonel Legrier. D'après Florence Parly, « nous sommes à un tournant de la lutte contre Daech ». « Le succès est à portée de main », a dit la ministre aux artilleurs, réaffirmant qu'« il faut achever le travail ». La menace de Daech n'est toutefois pas éteinte et peut renaître sous d'autres formes clandestines, a aussi rappelé samedi Mme Parly. Peu après son départ, les canons français ont repris leurs tirs. La semaine prochaine, le 68<sup>e</sup> RAA sera remplacé à al-Qaëm par le 11<sup>e</sup> régiment d'artillerie de marine. La dernière relève, peut-être, pour les Caesar déployés en Irak... ■



Le colonel François-Régis Legrier, commandant de la « Task Force Wagram », détaille les positions à la ministre des Armées, Florence Parly, en présence de deux généraux français et américain et de l'ambassadeur de France en Irak, samedi, sur la base française d'al-Qaëm.

# La France doit condamner « la réalité brutale et cruelle de la dictature des mollahs » en Iran

Dans une tribune au « Monde », seize personnalités – journalistes, écrivains, scientifiques, hommes et femmes politiques – dont Daniel Cohn-Bendit, Arno Klarsfeld ou encore Corinne Lepage estiment que le quarantième anniversaire de la République islamique doit être l'occasion pour la France de soutenir les aspirations à la liberté du peuple iranien face à une répression implacable.

**TRIBUNE** À l'instar de ses partenaires britannique et allemand, la France entend préserver l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé le 14 juillet 2015 dont les Etats-Unis se sont retirés. C'est un choix diplomatique qui fait couler beaucoup d'encre et sur lequel chacun d'entre nous peut avoir son avis. Ce dossier épineux ne doit cependant pas occulter la réalité brutale et cruelle d'une dictature à fondement religieux qui s'apprête à fêter en grande pompe son quarantième anniversaire.

**Entre 2013 et 2019, plus de 3 600 personnes ont été exécutées, soit plus d'une exécution par jour en moyenne, le plus souvent par pendaison.**

Le grand oublié de ces sinistres célébrations n'est autre que le peuple iranien. Cette nation de quatre-vingts millions d'habitants subit depuis quatre décennies l'un des régimes les plus répressifs et liberticides de la planète. Une dictature régie par des lois moyenâgeuses qui embastille, torture et exécute sa propre population au nom d'une idéologie islamiste totalitaire pseudo-révolutionnaire.

Téhéran continue ainsi de détenir le

triste record mondial d'exécutions par nombre d'habitants. L'accession à la présidence de M. Rohani, réélu en 2017, n'a malheureusement en rien changé la donne. La situation s'est au contraire aggravée. Entre 2013 et 2019, plus de 3 600 personnes ont été exécutées, soit plus d'une exécution par jour en moyenne, le plus souvent par pendaison. Parmi les suppliciés, on compte nombre d'intellectuels, d'opposants, de féministes et de défenseurs des droits de l'homme. Ces condamnations à mort sont prononcées lors de procès inéquitables et en dehors de toute procédure régulière.

## INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION EN 2018

Des milliers de personnes se trouvent actuellement sous le coup d'une condamnation à mort à l'instar de Mohammad Reza Haddad qui n'avait que 15 ans au moment des faits ! Rappelons par ailleurs que le régime intégriste des mollahs considère « l'insulte au prophète », « l'apostasie », « l'homosexualité » ou l'adultère comme autant de crimes passibles de la peine capitale. Sur le terrain des libertés fondamentales, le bilan de la tyrannie iranienne est tout aussi désastreux. L'année 2018 a été marquée par une intensification sans précédent de la répression des droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion.

Les femmes ont été particulièrement ciblées par la théocratie iranienne, notamment celles qui ont osé braver les lois abusives et discriminatoires imposant le port du hijab. Ces



« Cette nation de quatre vingts millions d'habitants subit depuis quatre décennies l'un des régimes les plus répressifs et liberticides de la planète » Ingram / Photononstop / Ingram / Photononstop

courageuses militantes de la liberté de religion et de conviction sont descendues dans la rue en brandissant en silence leur voile au bout d'un bâton. Le régime a féroce réprimé ces protestations pacifiques. Les jeunes contestatrices ont fait l'objet d'arrestations arbitraires systématiques et subi des châtements aussi cruels qu'humiliants. Certaines d'entre elles ont été passées à tabac et flagellées, parfois en place publique.

Cette répression brutale a également pris pour cible la vague de contestation qui a vu le jour au début de l'année 2018. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues du pays pour protester contre la vie chère, la corruption et le népotisme du régime, reprenant ainsi à leur compte certaines revendications du « mouvement vert » dont le soulèvement pacifique avait été noyé dans le sang par les sbires de l'autocrate ultra-conservateur Mahmud Ahmadinejad.

## CHANTAGE À LA TERREUR

En dépit des arrestations arbitraires massives et des lourdes peines de prison prononcées contre les manifestants, la contestation a gagné tout le pays. Les mots d'ordre des protestataires se sont diversifiés et étendus à la dénonciation du coup économique exorbitant de la politique d'ingérence

extérieure des mollahs. Aux cris de « lâchez la Syrie » et de « ni Gaza, ni Liban, ma vie est en Iran », la population iraniennne s'est érigée contre l'aventurisme militaire des « Gardiens de la Révolution » qui ont dilapidé des milliards de dollars pour sauver, directement ou par le biais de ses milices, le régime criminel d'Al-Assad en Syrie, se rendant ainsi complices de crime de guerre.

Dans un contexte de dégradation de la situation économique du pays, le financement à coup de millions de dollars d'organisations terroristes telles que le Hamas en Palestine et le Hezbollah au Liban est également décrié par une population iraniennne excédée. Ne reculant devant rien pour assurer sa mainmise sur l'activisme pacifique des opposants, le régime n'hésite plus à pourchasser ces derniers hors de ses frontières en recourant au terrorisme d'état sur le sol même de notre vieux continent européen.

Le 6 juin 2018, deux diplomates iraniens ont été expulsés des Pays-Bas à la suite d'un attentat déjoué contre un opposant. Le 30 juin, c'est un attentat à la bombe contre le Conseil national de la résistance iraniennne à Villepinte qui a été déjoué. D'autres tentatives d'attentats ont été déjouées contre des opposants résidents en Albanie et au Danemark.

Enfin, rappelons que les plus hauts dirigeants du régime tiennent régulièrement des propos négationnistes sur la Shoah et appellent à « rayer de la carte » l'Etat d'Israël. Joignant le geste à la parole, ce régime belliciste développe un programme balistique à vocation offensive pouvant atteindre Israël mais aussi l'Europe. Il

## Le 6 juin 2018, deux diplomates iraniens ont été expulsés des Pays-Bas à la suite d'un attentat déjoué contre un opposant. Le 30 juin, c'est un attentat à la bombe contre le Conseil national de la résistance iraniennne à Villepinte qui a été déjoué

entend exercer ainsi un chantage à la terreur destiné à sanctuariser son existence et à se prémunir contre toute critique.

Face à la répression systématique et implacable de la République islamique, la France, patrie des droits de l'Homme, ne peut rester silencieuse. Notre pays doit se tenir aux côtés du peuple iraniennne et soutenir ses aspirations à la liberté et à la démocratie. C'est la raison pour laquelle nous exhortons le Président à condamner fermement et sans réserve le durcissement du régime des mollahs qui se rend coupable quotidiennement de violations graves et massives des droits de l'homme.

Le quarantième anniversaire du régime des mollahs doit être l'occasion de rappeler haut et fort que notre pays se tient aux côtés de ceux qui défendent

les valeurs de liberté, de justice et de tolérance qui sont au fondement de notre République et de notre démocratie.

¶ Signataires de cette tribune sont :

**Nicole Bacharan**, politologue et historienne ;

**Elisabeth Badinter**, philosophe; Laurent Bouvet, politologue ;

**Pascal Bruckner**, philosophe et essayiste ;

**Daniel Cohn-Bendit**, homme politique ;

**Chahdortt Djavann**, écrivaine et essayiste ;

**Roger-Pol Droit**, philosophe et écrivain;

**Romain Goupil**, réalisateur ;

**Serge Hefez**, psychanalyste et écrivain;

**Waleed Al-Husseini**, essayiste ;

**Jacques Julliard**, essayiste et écrivain ;

**Arno Klarsfeld**, avocat ;

**Bernard Kouchner**, ancien ministre;

**Corinne Lepage**, avocate et femme politique ;

**Éric Marty** écrivain;

**François Margolin**, réalisateur;

**Kendal Nezan**, physicien, président de l'Institut kurde de Paris;

**Michaël Prazan**, documentariste et écrivain ;

**Boualem Sansal**, écrivain ;

**Sahand Saber**, avocat;

**Dominique Simonnet**, journaliste, écrivain,

**Nicolas Tenzer**, haut fonctionnaire, essayiste.



## Moscou prône des discussions entre Kurdes et régime syrien

Munich (Allemagne), 17 février 2019 (AFP)

LES KURDES SYRIENS devraient discuter avec Damas, a estimé dimanche un haut responsable russe, alors que le prochain retrait américain de Syrie fait craindre pour le sort de leurs alliés kurdes, menacés par Ankara. "S'il n'y a plus de troupes étrangères dans le nord-est de la Syrie, je pense que la meilleure solution serait de débiter une dialogue entre les Kurdes et Damas", a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Verchinine lors de la conférence sur la sécurité de Munich.

"Les Kurdes font partie de la population de Syrie. Bien sûr, nous connaissons les problèmes entre Damas et les Kurdes mais je crois qu'il existe une solution à travers le dialogue", a-t-il insisté.

Washington, qui prévoit de retirer ses 2.000 soldats de Syrie dans les prochaines semaines, a demandé à ses alliés de constituer une "force d'observateurs" dans le nord-est du pays pour garantir la sécurité des Kurdes, qui ont mené les combats au sol contre le groupe Etat islamique (EI), avec l'appui d'une coalition internationale.

Mais cette proposition a été rejetée vendredi à Munich par les partenaires des Etats-Unis au sein de la coalition, dont la France et l'Allemagne, laissant en suspens l'avenir des zones contrôlées au nord par la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) que la Turquie veut neutraliser.

"Notre principale préoccupation, avant comme après le retrait américain, est la sécurité de notre frontière", a répété dimanche à Munich le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, réaffirmant que "les YPG sont un groupe terroriste".

"Nous voulons répondre aux inquiétudes de notre allié turc, mais nous sommes très soucieux d'éviter que les Forces démocratiques →

→ syriennes (FDS, alliance locale à dominante kurde qui combat l'EI) aux côtés desquelles nous avons mené le combat ne soient pas maltraitées" après le départ américain, a commenté l'envoyé spécial américain pour la Syrie, James Jeffrey.

Il a promis que le retrait se ferait par étape et que Washington conserverait des "capacités" dans la région.

Dimanche, la ministre française des Armées Florence Parly a martelé dans la presse que les Kurdes syriens ne devaient pas devenir de nouvelles "victimes" du conflit.

"La solution par défaut, c'est un accord entre le régime syrien et les Kurdes. Mais cela ne se fera pas forcément, Damas veut récupérer sa souveraineté. D'où l'importance des Russes dans le jeu", a commenté samedi auprès de l'AFP une source gouvernementale française. ●

AFP

## Kurdistan irakien: une femme provisoirement élue présidente du Parlement

Erbil (Irak), 18 février 2019 (AFP)

LE PARLEMENT LOCAL DU KURDISTAN a élu lundi pour la première fois une femme à sa tête, une décision provisoire dictée par les divisions politiques persistantes dans cette région autonome du nord de l'Irak, plus de quatre mois après les élections législatives.

Vala Farid, membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de l'ancien président kurde Massoud Barzani, a été élue présidente lors de la première session du Parlement depuis les élections de septembre, lors desquelles son parti a remporté 45 des 111 sièges.

Le chef du bloc PDK au Parlement, Hemin Hawrami, a indiqué que Mme Farid avait été nommée "temporairement", en attendant qu'un accord soit trouvé avec l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK), rival du PDK à qui revient traditionnellement le poste de président de l'assemblée.

Les députés de l'UPK, parti de l'ancien président irakien Jalal Talabani, ont boycotté la session parlementaire de lundi.

Ils ont réclamé davantage de temps pour aborder des questions épineuses avec le PDK, dont celle de la gestion de la province disputée de Kirkouk, riche en pétrole.

Le Kurdistan irakien connaît une certaine instabilité politique depuis septembre 2017 et le fiasco du référendum d'indépendance, dénoncé par Bagdad et la communauté internationale.

Après qu'ils eut massivement voté pour la sécession, les forces irakiennes ont repris aux Kurdes le contrôle de régions pétrolifères disputées, insufflant un sérieux revers aux autorités de la région autonome. ●



Vala Farid. AFP / SAFIN HAMED

RUDAW

16 FEBRUARY 2019

## KDP, Gorran strike deal as PUK digs in heels over Kirkuk

By Rudaw.net 16/2/2019

**ERBIL, Kurdistan Region** – Without an official agreement on Kirkuk, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) will not strike a deal on paper with the Kurdistan Democratic Party (KDP), PUK officials said Saturday. The comments came as the Change Movement (Gorran) and the KDP reached an agreement. Headed by Kosrat Rasul Ali, the party's most senior official, the PUK Leadership Council met in Sulaimani on Saturday to discuss Friday's meeting between the politburos of the Region's two biggest parties, the PUK and the KDP.

Their meeting came ahead of a parliamentary session scheduled for Monday, February 18.

However, following the Leadership Council meeting on Saturday, a PUK official said: "The three questions – the parliament session, Kirkuk, and Baghdad – must be worked on together, not preparations made for just one of them."

The official's comments come despite a statement from KDP spokesman Mahmood Mohammed following Friday's meeting, which stressed that issues related to the formation of the Kurdistan Regional Government (KRG), Kirkuk's governorship, and the presidency had been resolved.



PUK Leadership Council meet in Sulaimani, February 16, 2019. Photo: PUK media outlets

On February 5, after months of wrangling, the KDP and PUK appeared to have finally reached an agreement to hold a parliament session and the Kirkuk Provincial Council meeting simultaneously on February 18.

However, Ala Talabani, an MP in the Iraqi parliament and a member of the PUK Leadership Council, told the party's media the Kirkuk question has not been settled.

"We have emphasized that without a final say on Kirkuk, we will not sign any agreements," Talabani said.

The importance of the oil-rich disputed province to solving the

KDP-PUK impasse was summed up by senior PUK official Bafel Talabani on the sidelines of talks when he said: "Reaching an agreement is very easy: Kirkuk, Kirkuk, and Kirkuk."

Discussing Friday's meeting on Saturday, the PUK said it is committed to "the basis of February 5's political agreement which was ratified between the KDP and PUK politburos, which detailed the meetings of the Kirkuk Provincial Council, the election of a governor and the normalization of the province as well as the Kurdistan Parliament's session."

The PUK added it is "ready for a comprehensive political agreement

on the questions of Kurdistan, Kirkuk and Iraq as one single package."

"Any steps made forward without an agreement between the political parties, particularly between the KDP and PUK, will not serve the interests of our nation and the political process."

Recent developments on the ground require "unity and unanimity" to stand against threats to the Kurdistan Region.

The Kurdistan Region held parliamentary elections on September 30, 2018. The winning parties are yet to form a government.

Saturday also saw an agreement between the KDP and the Change Movement (Gorran) following a marathon meeting lasting five hours.

"The Change Movement-KDP political agreement was endorsed – Gorran and the KDP will take part in the February 18 [parliamentary] meeting; both sides reached the final phase of the mechanism of forming the government and there was good progress to meet that end; the agreement project will be taken to the leadership of both sides to approve it," according to a joint statement published late Saturday.

Gorran negotiator Ali Hama Salih described the meeting as "exhausting" but said his party's demands were "approved".

No further details were offered on the content of the agreement.

"The Change Movement and KDP agreed on what the government mechanism should look like," Rozh Nuri Shaways, a KDP negotiator, told reporters. ■

# U.S. and Iraq clash over Iran sanctions

WASHINGTON

## Trump's call for an end to energy imports is met with defiance in Baghdad

BY EDWARD WONG

The Trump administration is pressing Iraq to stop buying energy from its neighbor and sole foreign supplier, Iran, in what has become a major point of conflict between Washington and Baghdad.

Iraqi leaders, fearing that a further shortfall in power would lead to mass protests and political instability in their electricity-starved country, are pushing back on the demand, which is rooted in President Trump's sanctions against Iran.

The dispute has frayed American diplomacy with Baghdad as Iraq tries to steady itself after the United States military withdrawal in 2011 and the campaign against the Islamic State.

Iraq's defiance further jeopardizes Mr. Trump's goal of getting all nations to comply with sanctions after withdrawing from the deal to limit Tehran's nuclear program last year. Already, European nations have set up a legal financial mechanism to do business with Iran, and China and India are resisting American efforts at prodding them to cut off oil purchases.

Tensions rose after Mr. Trump said on Feb. 3 that he planned to have American

troops who have returned to Iraq "watch Iran," despite Baghdad's need to maintain cordial ties with its fellow Shiite neighbor. Mr. Trump's comments added momentum to proposed legislation in Iraq that would limit the movement and activities of American troops.

"The people of Iraq have suffered from the blockade and are aware of the harm done to the people by their actions," Prime Minister Adel Abdul Mahdi of Iraq said last week after a meeting with the governor of Iran's central bank, Abdolnaser Hemmati. He was referring to 13 years of crippling sanctions imposed on Iraq by the United States when Saddam Hussein was in power.

"Iraq will not be part of the sanctions regime against Iran and any other people," Mr. Abdul Mahdi said.

Mr. Hemmati said he hoped Iraq and Iran would cooperate more in banking, which could also weaken American sanctions.

American officials are seeking to cut off Iraqi purchases of natural gas and electricity, even though the country relies on those for a good portion of its energy needs.

Iraq's energy production and grid capabilities have lagged since the American-led invasion of 2003, and blackouts in cities are common, even with the current purchases. The energy shortfall is especially acute in the sweltering summers, which has led to large protests that become national crises.

Iranian natural gas is the single most critical energy import in Iraq, but Amer-

ican officials say purchases must end now because gas falls under the American sanctions.

And the Trump administration has told Iraq's leaders that they have until late March to end electricity purchases, amounting to about 1.2 gigawatts. Officials in Baghdad say there is no easy substitute for either one because it would take three years or more to adequately build up Iraq's energy infrastructure.

The Trump administration's push on Iraq is part of its strategy of using sanctions to weaken Iran's economy and prompt political or policy change. Administration officials aim to coerce Iranian leaders to fully dismantle their nuclear and ballistic missile programs and curb their support for Shiite Arab militias in the Middle East.

American officials say they want to get Iranian oil exports to zero, but they gave leeway to some countries when imposing sanctions in November. The State Department and Treasury granted waivers to eight countries, including China and India, Iran's two biggest customers, to allow continued purchases for 180 days.

Iraq was given a 45-day waiver on electricity, which was extended by 90 days in December. On Jan. 9, Secretary of State Mike Pompeo spoke to Iraq's two top leaders in Baghdad about "energy independence," a State Department spokesman said.

Iraqi officials said the American demand acknowledges neither Iraq's energy needs nor the complex relations between Baghdad and Tehran.

Haider al-Abadi, the former prime minister, said in an interview that Iraq was in a precarious situation with the United States because "we cannot afford to make them angry." But, he said, the Americans have failed to "look at the geopolitics of Iraq."

"We happen to be neighbors of Iran; the U.S. is not," Mr. al-Abadi said. "We happen to have the longest border with Iran; the U.S. does not. And we don't have that powerful an economy."

The defiance by Iraqi leaders underscores the lack of support among many nations for the sanctions and the American goal of crippling Iran's government. Analysts say they do not expect China and India to stop their purchases of Iranian oil even after the 180-day waivers expire. On Jan. 31, Britain, France and Germany announced a mechanism to allow countries to do business with Iran in a way that does not violate sanctions.

This week, diplomats from dozens of countries will meet in Warsaw for what American officials originally billed as a discussion of the Iran sanctions and containment strategy. But Western European nations balked at the focus on Iran and threatened to send lower-level officials, forcing the State Department to broaden the theme to addressing instability in the Middle East.

Inside Iran, the sanctions have led to a



ATTA KENARE/AFP/GETTY IMAGES

An Iranian oil facility. Iranian natural gas is the single most critical energy import in Iraq, but American officials say purchases must end because of sanctions.

scarcity of medicine, adding to global criticism of the American policy.

Iraqi officials want to someday produce all their energy. But until the proper infrastructure is built, they see no alternative to buying from Iran, said

**“We happen to have the longest border with Iran; the U.S. does not. And we don’t have that powerful an economy.”**

Meghan O’Sullivan, an energy scholar and Harvard Kennedy School professor who was a top National Security Council official on Iraq under President George W. Bush.

“The administration’s policy is putting Iraq in a tough position,” said Ms. O’Sullivan, who has spoken with Iraqi and American officials about the American demands. “The big transition that the Trump administration wants Iraq to make in stepping away from Iran

will take a long time.”

Iraqi officials have also expressed concern over demands from the Trump administration to sign deals with American companies to build up energy infrastructure.

Last October, the Trump administration pushed Iraqi officials to sign agreements with General Electric for multi-billion-dollar power generation deals, after Siemens, a German company, had been on the verge of landing a \$15 billion deal with Baghdad. Iraqi officials ended up signing nonbinding agreements with both companies.

Senior American officials had warned Mr. al-Abadi, then the prime minister, that signing the deal with Siemens would put Iraq’s relations with the United States at risk, Bloomberg News reported.

For a long-term solution, the Trump administration is urging Iraqi officials to connect their grid to Saudi Arabia, Jordan or Kuwait.

They are also pushing Baghdad to sign contracts with foreign companies for natural-gas capture, processing and transport to use gas that is lost during crude oil production. Iraq has 1.7 billion cubic feet of gas flaring per day across 30 fields. The World Bank has worked with the Oil Ministry for two years to improve legal and regulatory foundations for gas contracts.

But that is not a short-term fix for energy shortfalls, and Iraq has been slow in signing contracts. Last year, Iraq signed a single natural-gas processing contract, with Baker Hughes and General Electric. The product would equal only a fraction of the imports from Iran, and it would take at least two years to come online.

*Alissa J. Rubin contributed reporting from Baghdad.*

## **REUTERS** U.S. cannot back Syrian forces who align with Assad - U.S. commander

February 17, 2019 BAGHDAD (Reuters) -Phil Stewart

**THE UNITED STATES will have to sever its military assistance to the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) battling Islamic State if the fighters partner with Syrian President Bashar al-Assad or Russia, a senior U.S. general said on Sunday.**

The remarks by Army Lieutenant General Paul LaCamera, who is the commander of the U.S.-led coalition battling Islamic State in Iraq and Syria, underscore the tough decisions facing the SDF as the United States prepares to withdraw its troops from Syria.

Syrian Kurdish leaders have sought talks with Assad’s state, hoping to safeguard their autonomous region after the withdrawal of U.S. troops currently backing them.

They fear an attack by neighbouring Turkey, which has threatened to crush the Kurdish YPG militia. Ankara sees the Syrian Kurdish fighters as indistinguishable from the Kurdish PKK movement that has waged an insurgency inside Turkey.

But LaCamera warned that U.S. law prohibits cooperation with Russia as well as Assad’s military.

“We will continue to train and arm them as long as they remain our partners,” LaCamera said, praising their hard-won victories against Islamic State militants.

When asked if that support would continue if they aligned themselves with Assad, LaCamera said: “No.” “Once that relationship is severed, because they go back to the regime, which we don’t have a relationship with, (or) the Russians ... when that happens then we will no longer be partners with them,” LaCamera told a small group of reporters.

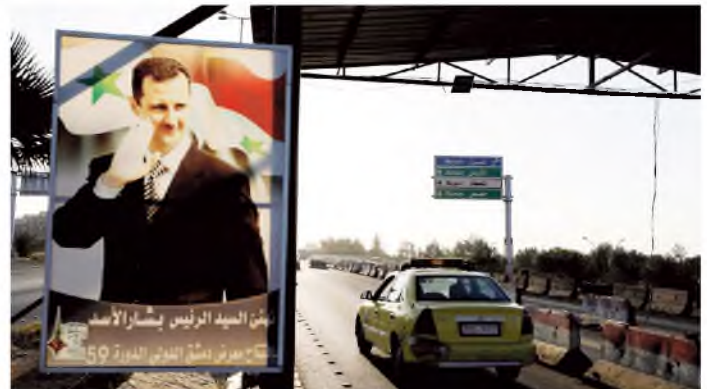
President Donald Trump’s surprise December decision to withdraw all of the more than 2,000 U.S. troops from Syria has triggered deep concern among U.S. allies about the risk of a resurgence of Islamic State.

With U.S.-backing, the SDF has routed Islamic State and is on the verge of recapturing the final bits of its once sprawling territory. But Islamic State still has thousands of fighters, who, now dispersed, are expected to turn to guerilla-style hit-and-run attacks.

On Friday, the four-star U.S. general overseeing U.S. troops throughout the Middle East, General Joseph Votel, told Reuters that he backed supporting the SDF as needed as long as it kept the pressure on Islamic State militants.

But LaCamera’s comments make clear that the SDF may have to choose between backing from Assad, Russia or the United States.

Kurdish forces and Damascus have mostly avoided combat during the war. Assad, who has vowed to recover the entire country, has long opposed



FILE PHOTO: A poster of Syrian President Bashar al-Assad is seen on the main road to the airport in Damascus, Syria April 14, 2018. REUTERS/Omar Sanadiki/File Photo

Kurdish ambitions for a federal Syria.

Earlier on Sunday, Assad warned the United States would not protect those depending on it, in reference to the Kurdish fighters.

“We say to those groups who are betting on the Americans, the Americans will not protect you,” he said without naming them. “The Americans will put you in their pockets so you can be tools in the barter, and they have started with (it).”

Reuters has reported that Trump’s decision was in part driven by an offer by Turkey to keep the pressure on Islamic State once the United States withdrew.

But current and former U.S. officials warn Ankara would be unable to replicate the SDF’s success across the areas of Syria that the militias captured with U.S. support including arms, airstrikes and advisers.

Brett McGurk, who resigned in December as Trump’s special envoy to the U.S.-led coalition against Islamic State, warned last month that the SDF could not be replaced as the provider of stability in areas of Syria formerly held by the militant group. He also cautioned that Turkey, a NATO ally, was not a reliable partner in the fight in Syria.

“The Syrian opposition forces (Turkey) backs are marbled with extremists and number too few to constitute an effective challenge to Assad or a plausible alternative to the SDF,” McGurk wrote. ●



# Grève de la faim de quatorze Kurdes à Strasbourg : bientôt 60 jours

Myriam AIT-SIDHOUM 12/02/2019 /www.dna.fr

**L'état de santé de quatorze Kurdes qui ne s'alimentent plus depuis 58 jours, à Strasbourg, devient préoccupant. Ils demandent qu'Abdullah Öcalan, leader kurde emprisonné en Turquie depuis 20 ans, soit sorti de son isolement total.**

Ils ne se nourrissent pas depuis le 17 décembre mais boivent de l'eau, du thé, de la tisane, prennent du sucre, du sel et de la vitamine B1, sous le contrôle d'un médecin (voir aussi notre diaporama).

Le docteur Fahrettin Gulsen, de Bonn, sympathisant, a déjà suivi plusieurs grèves de la faim à Strasbourg : « Nous faisons des contrôles quotidiens et un bilan complet par semaine. »

Il liste les nombreux problèmes observés, nausées, maux de tête, douleurs musculaires, sensibilité au bruit et à la lumière... Et estime qu'au-delà de 65 jours, les dégâts pourraient être irréversibles.

## Des sympathisants venus de toute l'Europe

La demande, pour interrompre la grève de la faim, est qu'Abdullah Öcalan, leader kurde emprisonné depuis le 15 février 1999, il y a tout juste 20 ans, soit sorti non pas de sa prison turque mais de l'isolement.

« Qu'il puisse voir ses amis, sa famille, que ses avocats puissent l'aider », résume Yüksel Koç, 54 ans, porte-parole des grévistes de la faim, affaibli par ces journées de jeûne.

« Nous sommes, certains, dans un état critique, mais pas autant que Leyla Güven », ajoute-t-il. La grève de la députée du parti pro-kurde HDP, alors emprisonnée, depuis libérée, a été imitée et son nom revient dans toutes les bouches. Elle jeûne depuis 96 jours.

« Ils ne demandent que l'application du droit international », appuie le député du Val-d'Oise, François Pupponi (groupe Libertés et Territoires), croisé par hasard dans une pièce qui tient lieu de salle d'at-



Les grévistes de la faim sont dans d'anciens locaux commerciaux situés avenue de Colmar, à Strasbourg. PHOTO DNA - Marc Rollmann

tente et où se relaient des sympathisants venus de toute l'Europe.

L'ancien maire de Sarcelles s'intéresse au sujet depuis 20 ans et fait partie du groupe de parlementaires français présidé par Jean-Christophe Lagarde (UDI) qui travaille sur la question kurde à l'Assemblée nationale. Il est venu dire son soutien aux militants.

Un collectif strasbourgeois s'est par ailleurs fendu d'un communiqué alarmant en fin de semaine dernière : « Cela se passe à Strasbourg ! Les vies de personnes sont en jeu. » Bernard Revollon, co-président des Amis du peuple kurde en Alsace, s'inquiète pour la santé des jeûneurs et cherche à trouver de nouveaux soutiens, en plus de la dizaine d'associations, syndicats et partis politiques déjà rassemblés. ♦



## Des milliers de Kurdes défilent à Strasbourg vingt ans après l'arrestation d'Öcalan

Strasbourg, 16 février 2019 (AFP)

**PLUSIEURS MILLIERS de Kurdes ont défilé samedi à Strasbourg pour réclamer la libération de leur chef historique Abdullah Öcalan, arrêté il y a vingt ans et emprisonné en Turquie, mais aussi soutenir une députée kurde en grève de la faim depuis plusieurs mois.**

Venus de toute l'Europe et agitant de nombreux drapeaux kurdes, les manifestants (environ 7.000 personnes selon la police, 17.000 selon les organisateurs) ont défilé dans le calme, sous un soleil radieux.

Partis en fin de matinée des alentours de la gare de Strasbourg, ils ont marché dans le centre, derrière une large banderole à l'effigie de leur leader, avant d'assister à un meeting politique en plein air organisé par un collectif d'associations de Kurdes, dans le sud de l'agglomération.

"On demande la libération d'Öcalan, mais aujourd'hui ce qui est le plus important, c'est que ses conditions de détention soient améliorées. L'Occident doit faire bouger les lignes", a expliqué Acelya Degirmenci, 27 ans, venue de la région parisienne.

Ce grand rassemblement kurde se tient à Strasbourg, ville du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'Homme, chaque année depuis l'arrestation le 15 février 1999 d'Abdullah Öcalan.

Le chef de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est détenu sur l'île-prison d'Imrali, située au large d'Istanbul, dans un isolement quasi-total.

"Vingt ans, c'est très symbolique, nous sommes toujours autant mobilisés tandis que la communauté internationale continue de fermer les yeux", a regretté Hélène Erin, porte-parole des organisateurs de la manifestation.

"Europe, où es-tu ? Ton silence nous tue", on scandé les manifestants. Dans le cortège, les banderoles demandant de "briser l'isolement" d'Öcalan



côtoyaient celles en soutien à Leyla Güven, députée prokurde en grève de la faim depuis 101 jours pour dénoncer les conditions de détention du fondateur du PKK.

"On veut donner de la force à cette grande dame et lui rendre hommage. Son action a eu beaucoup d'écho dans l'opinion publique et, grâce à elle, la pression est montée d'un cran sur le gouvernement d'Erdogan", a souligné Agit Polat, représentant des relations extérieures du Conseil Démocratique Kurde en France.

La manifestation annuelle kurde de Strasbourg avait rassemblé près de 12.000 personnes en 2018. ●



## Turquie : interdiction d'un rassemblement de soutien à une députée en grève de la faim

Diyarbakir (Turquie), 15 fév 2019 (AFP)

**LA POLICE TURQUE a interdit vendredi un rassemblement de soutien à une députée kurde en grève de la faim depuis 100 jours en solidarité avec le chef historique emprisonné de la rébellion kurde Abdullah Öcalan, a constaté un correspondant de l'AFP.**

Ce rassemblement à Diyarbakir, la grande ville du sud-est de la Turquie majoritairement peuplée de Kurdes, pour soutenir Leyla Güven devait coïncider avec le 20e anniversaire de la capture d'Abdullah Öcalan par les services turcs au Kenya.

Mme Güven, 55 ans, avait entamé sa grève de la faim le 8 novembre, de la prison où elle avait été enfermée après avoir été arrêtée en janvier 2018 pour avoir critiqué l'offensive militaire turque alors en cours dans l'enclave en majorité kurde d'Afrine dans le nord de la Syrie. Elle a été remise en liberté conditionnelle le 25 janvier, mais a décidé de poursuivre dans sa maison à Diyarbakir son jeûne pour dénoncer l'isolement de M. Öcalan.

Dans un geste d'apaisement, les autorités ont permis au frère d'Abdullah Öcalan, Mehmet, de lui rendre visite mi-janvier pour la première fois depuis 2016.

La police de Diyarbakir a empêché de petits groupes de partisans de Mme Güven de se rapprocher de sa maison pour le rassemblement prévu, selon le correspondant de l'AFP.

Seul un groupe de députés du Parti démocratique des peuples (HDP), la formation politique de Mme Güven, a été autorisé à s'approcher des barrières dressées par les policiers.

Selon le HDP, plus de 200 prisonniers sont actuellement en grève de la faim

en solidarité avec elle.

"Notre plus grand défi aujourd'hui est de tout mettre en oeuvre pour soutenir ces grèves de la faim afin de briser l'isolement", auquel est soumis M. Öcalan, a déclaré la députée Dirayet Tasdemir.

Abdullah Öcalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été capturé au terme d'une longue cavale par les services secrets turcs le 15 février 1999 devant l'ambassade de Grèce à Nairobi, avant d'être ramené en Turquie et emprisonné dans l'île-prison d'Imrali, non loin d'Istanbul, où il purge une peine de prison à vie.

Malgré un isolement quasi-total, M. Öcalan reste une figure de proue non seulement pour la rébellion kurde en Turquie, où le conflit avec l'Etat a fait plus de 40.000 morts depuis 1984, mais aussi pour les mouvements kurdes ailleurs dans la région, notamment en Syrie.

Une délégation internationale, constituée en particulier de syndicalistes et de militants des droits de l'homme, a rencontré vendredi les avocats de M. Öcalan à Istanbul.

"Les rencontres avec la famille sont un droit fondamental. Il ne devrait pas y avoir besoin de faire une grève de la faim (pour obtenir cela)", a déclaré à la presse l'un de ses avocats, Emran Emekçi.

La délégation a rencontré Mme Güven à Diyarbakir cette semaine, mais affirme qu'aucun responsable gouvernemental ne l'a reçue.

"La situation des grévistes de la faim est à un stade dangereux et il est impératif que la Turquie agisse pour mettre fin à l'isolement (d'Abdullah Öcalan) maintenant avant qu'il n'y ait de nouvelles violences", a déclaré Ögmundur Jonasson, un ancien ministre islandais de la Justice. ●



## Allemagne: un homme s'immole pour protester contre l'emprisonnement d'Öcalan

Berlin, 20 février 2019 (AFP)

**UN HOMME s'est grièvement blessé mercredi à Krefeld en s'immolant pour protester contre l'emprisonnement du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a annoncé la police allemande.**

L'homme, âgé de 43 ans, s'est versé un liquide inflammable et y a mis le feu dans la matinée devant le tribunal de Krefeld (Westphalie).

Des passants sont parvenus à éteindre le feu avec des vêtements. Très griè-

vement blessé, il a été transporté par hélicoptère vers une clinique spécialisée.

Selon des témoins, l'homme, déjà connu de la police, a dit vouloir protester contre l'emprisonnement d'Öcalan, capturé par des agents turcs le 15 février 1999 à Nairobi.

La police, qui évoque aussi un possible "mobile personnel", va tenter de déterminer s'il souffrait de troubles mentaux.

Öcalan, chef historique de la rébellion kurde, est toujours détenu sur l'île d'Imrali, située au large d'Istanbul, dans un isolement quasi total. ●



26 février 2019

## Strasbourg : dix-sept militants kurdes présentés devant la justice

Après les destructions commises lundi au Conseil de l'Europe, dix-sept militants kurdes seront présentés devant la justice ce mercredi après-midi.

Par G. L., Le 26/02/2019 [www.lalsace.fr](http://www.lalsace.fr)

Une quarantaine de Kurdes réclamant la libération de leur chef historique Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie, se sont rassemblés devant l'Agora du conseil de l'Europe, quai Jacoutot à Strasbourg, lundi en début d'après-midi.

### AU MOINS 120 000 EUROS DE RÉPARATIONS

De nombreuses vitres ont été cassées. Le montant des réparations devrait osciller « entre 120 000 et 150 000 euros », estime Daniel Holtgen, directeur de la communication du Conseil de l'Europe.



La police a procédé à de nombreuses interpellations lundi vers 13h30. PHOTO DNA - Jean-Christophe DORN

Arrivée rapidement sur place, la police a procédé à de nombreuses interpellations. La sûreté départementale est chargée de l'enquête. Dans la soirée, jusqu'à 45 manifestants ont été placés en garde à vue.

Dix-sept d'entre eux (seize hommes et une femme, pour la plupart âgés de 20-30 ans) devraient être déférés au parquet mercredi matin en vue d'être présentés dans l'après-midi devant la chambre des comparutions immédiates du tribunal correctionnel. Les mis en cause sont poursuivis pour participation à un groupement en vue de commettre des violences et dégradations.

Les autres manifestants ont été remis en liberté. Vingt-cinq d'entre eux ont fait l'objet d'un rappel à la loi. ◆

# En Iran, des commémorations dans l'amertume

## Lors des célébrations de la révolution de 1979, l'Etat a souhaité poursuivre son programme balistique

TÉHÉRAN - correspondance

Ce lundi 11 février, le métro de Téhéran est gratuit pour ceux qui veulent se rendre dans le centre de la capitale iranienne, à la manifestation marquant le quarantième anniversaire de la révolution de 1979. « Une giffe aux Etats-Unis et aux ennemis de la révolution ! Parce que cela fait quarante ans que nous tenons ! », s'exclame un orateur, juché sur l'un des stands attribués à des dizaines d'organisations gouvernementales et d'instituts religieux, en marge de la manifestation et le long de l'avenue Azadi.

Sous une pluie battante, dès 8 heures, depuis la place Enghelab jusqu'à la place Azadi, l'atmosphère est à la célébration. Des enfants tiennent des ballons colorés ; de temps en temps, des bulles de savon flottent dans l'air, soufflées par des vendeurs ambulants de jouets pour enfants ; des gâteaux et du thé sont offerts aux manifestants et des airs révolutionnaires retentissent, diffusés par des enceintes. De stand en stand, les sons saturent et se brouillent.

Sur cette même artère sont exposées des répliques de missiles balistiques iraniens, ainsi que des maquettes de missiles de croisière, grandeur nature. En cohérence avec ces installations, le président Hassan Rohani a affiché sa volonté de poursuivre le programme balistique du pays lors de son discours à la fin de la manifestation, place Azadi. « Pour construire les missiles (...), nous ne demanderons de permission à personne, et nous poursuivrons notre chemin avec puissance », a-t-il martelé devant des dizaines de milliers d'Iraniens.

### « Il ne fallait pas signer »

Le message est clair : le pays ne renoncera guère à ses missiles. Selon un nouveau sondage effectué

**« Pour construire les missiles, nous ne demandons la permission de personne »**

HASSAN ROHANI  
président iranien

depuis les Etats-Unis par téléphone par le cabinet d'études IranPoll, affilié à l'Université du Maryland, 95,8 % des Iraniens tiennent à ce que leur pays poursuive son programme balistique. Or ces armes sont dénoncées, ces jours-ci, aussi bien par Washington que par l'Europe.

C'est l'un des seuls points de concordance entre les deux côtés de l'Atlantique, depuis que Donald Trump a retiré unilatéralement les Etats-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, en mai 2018. Les signataires européens du compromis – Royaume-Uni, Allemagne et France – essaient de persuader l'Iran de continuer de respecter l'accord, arguant que le pays servirait ainsi ses intérêts économiques. En janvier, ces trois pays ont annoncé la mise en place d'un modeste mécanisme (baptisé « Instex ») devant permettre à certaines entreprises européennes de commercer avec l'Iran en dépit des sanctions américaines qui paralysent les réseaux bancaires.

Cette annonce n'a pas suscité beaucoup d'enthousiasme en Iran. Même les défenseurs de la politique d'ouverture d'Hassan Rohani restent circonspects. Pour eux, ce mécanisme arrive trop tard, et il faudra bien du temps et de la volonté pour qu'il devienne fonctionnel et couvre une part plus importante du commerce in-



Des portraits des ayatollahs Khomeini et Khamenei, lors du quarantenaire de la révolution, à Téhéran, le 11 février. EBRAHIM NOROOZI/AP

### « Quarante ans d'échec », selon Trump

Le président des Etats-Unis a stigmatisé, lundi 11 février, « quarante années d'échec », de « corruption », de « répression » et de « terreur » en Iran, à l'occasion des célébrations des 40 ans de la révolution, qui a donné naissance à la République islamique. « Les Iraniens, qui souffrent depuis trop longtemps, méritent un avenir bien plus prometteur », publiait le compte officiel de M. Trump sur Twitter, en anglais et en persan. Il y associait une infographie rouge et noir, figurant une manifestante iranienne poing levé dans les gaz lacrymogènes. Accusé de vouloir provoquer un changement de régime en Iran, Washington dit souhaiter seulement « changer l'attitude du régime ».

ternational avec leur pays.

Les plus durs, quant à eux, appellent à ce que l'Iran déchire aussitôt l'accord nucléaire et préserve ainsi sa dignité. « Dès le départ, il ne fallait pas signer cet accord, juge Maliheh, une femme au foyer en tchador noir, rencontrée à quelques pas de la place Azadi. Franchement, il n'y a pas de différence entre les Etats-Unis et l'Europe. Tous pareils. »

Maliheh est loin d'être un cas isolé. Selon le sondage d'IranPoll, seuls 43 % des Iraniens pensent que l'Europe respectera ses engagements dans le cadre de l'accord, contre 60 % en janvier 2018. Ce

sentiment de méfiance trouve un écho dans les propos du Guide suprême iranien, Ali Khamenei. « Il y a des discussions ces jours-ci sur les Européens et leurs propositions. Je ne dis pas qu'on ne devrait pas avoir des relations avec eux. Mon conseil est de ne pas leur faire confiance, tout comme aux Américains », a mis en garde cette plus haute autorité iranienne, le 8 février.

Parmi les purs partisans de la République islamique, l'amertume est à son comble envers le président Rohani. « Les responsables ne sont pas dignes de ce nom. Les gens souffrent économiquement », dit Hossein, un ex-fonc-

# Répression accrue contre les mouvements de protestation

Amnesty International dénombre 7 000 arrestations depuis décembre 2017, certains détenus dénonçant des tortures

► tionnaire de 72 ans, retraité. « Je gagne 27 millions de rials [190 euros] par mois. La viande rouge est à 1,1 million de rials le kilo. J'ai arrêté d'en manger. Avec ma femme, nous ne mangeons que du poulet », ajoute-t-il, assis sur une marche de la place Azadi, alors qu'Hassan Rohani dénonce un « complot des États-Unis », des « sionistes » et des États « réactionnaires » du Moyen-Orient.

## « Toi qui es responsable »

Maliheh, elle, appelle de ses vœux une « purge » au sein du pouvoir. « Non à un train de vie luxueux » et « Non à l'escroquerie », peut-on lire sur la pancarte qu'elle brandit sous la pluie.

Ces derniers mois, alors que les devises étrangères se sont envolées sous l'effet du retour des sanctions américaines (en un an, la monnaie iranienne a perdu 70 % de sa valeur), l'État a accordé des dollars à un taux de change favorable aux importateurs de biens de première nécessité. Mais cette mesure a donné lieu à des cas de détournement de fonds et de fraude. Des hommes d'affaires ont été arrêtés et jugés pour avoir illégalement profité de ces rentes. Au moins trois personnes, condamnées pour avoir détourné les dollars gouvernementaux, ont été pendues.

Jamais la colère populaire contre la corruption n'a été si palpable. Dans la ville religieuse de Qom, un des fiefs des partisans de la République islamique, les slogans ont tout particulièrement ciblé le gouvernement d'Hassan Rohani. « Le peuple est digne, mais les ministres ne pensent qu'à leurs poches », ou bien « Toi qui es responsable des hausses des prix, on espère que tu ne restes pas en place jusqu'au Nouvel An »... qui débute le 21 mars. ■

GHAZAL GOLSHIRI

Alors que l'Iran célébrait, lundi 11 février, les 40 ans de la révolution ayant donné naissance à la République islamique, le pays connaît une période de répression importante, et par plusieurs aspects inédite. L'État cherche à endiguer des mouvements de protestation locaux qui ne cessent d'éclater à travers le pays, notamment parmi les agriculteurs et dans les usines, et jusque dans les prisons.

La sucrerie d'Haft-Tappeh (sud-ouest) en est devenue un symbole. Cette usine de transformation de la canne à sucre, privatisée en 2015, est située dans une province frontalière de l'Irak, le Khouzistan, à forte minorité arabe, riche en pétrole, mais déshéritée et victime de la désertification. Un responsable syndical, Esmail Bakhshi, y a été arrêté par le ministère du renseignement en novembre 2018, après avoir participé à des protestations contre de longs impayés de salaires, engagées à l'automne.

Cette situation est commune dans le secteur privé, depuis le retrait des États-Unis de l'accord international sur le nucléaire de 2015 et le retour des sanctions américaines, en mai 2018. Les sanctions ont accéléré une dépréciation massive du rial, réduit les ventes de pétrole et compliqué l'approvisionnement en matières premières. Le gouvernement s'est trouvé forcé, en janvier, de présenter un budget annuel dangereusement austère, qui menace à leur tour les usines d'État de coupes brutales.

Relâché vingt-cinq jours plus tard, M. Bakhshi a affirmé sur Ins-

tagram avoir été torturé en détention : « Sans raison, sans m'adresser la parole, ils m'ont tellement tabassé que je n'ai pas pu bouger pendant soixante-douze heures dans ma cellule. Deux mois plus tard, je souffre encore de mes côtes cassées, des reins, des testicules et de l'oreille gauche. » M. Bakhshi a alors osé proposer un débat en direct à la télévision au ministre du renseignement, Mahmoud Alavi.

Des parlementaires ont rencontré M. Bakhshi, sans trouver à redire à son état physique. Le gouvernement du modéré Hassan Rohani a assumé l'implication du ministère du renseignement dans les usines, qu'il contrôle en grande partie. Dès décembre 2017, M. Rohani, affaibli par l'échec de sa politique d'ouverture à l'étranger, avait déjà gardé la main, à travers le ministère de l'intérieur, sur la répression d'une vague de manifestations qui s'était étendue à plus de quatre-vingts villes. Bilan officiel : vingt-cinq morts.

## Sujet sensible

Une journaliste et militante des droits civils, Sepideh Qolian, arrêtée avec M. Bakhshi, a déclaré avoir reçu elle aussi « des coups de câble » et subi « des insultes » durant sa détention. Tous deux ont de nouveau été arrêtés en janvier.

Ces cas sont loin d'être isolés. L'organisation Amnesty International a dénombré 7 000 arrestations liées à des mouvements de protestation depuis décembre 2017. L'État, qui mène depuis l'été 2018 une lutte très médiatique contre les « profiteurs » de la crise économique, ne peut cependant réprimer tous azimuts. Le Guide suprême, Ali Khamenei, devait ainsi accorder une grâce générale à 50 000 prisonniers de droit commun à l'occasion des célébrations du 11 février.

Cette campagne se double d'une lutte contre les « infiltrations », dans le pays et au sein de l'État, d'éléments présumés à la solde des États-Unis et de ses alliés régionaux, Israël et l'Arabie saou-

**La répression se double d'une rivalité entre les services : les agents affiliés au ministère et ceux des gardiens de la révolution**

dite. M. Khamenei avait mis en garde contre ce danger renouvelé dès la signature de l'accord nucléaire, à l'été 2015, alors que le pays s'appêtait à s'ouvrir aux investisseurs occidentaux.

Ce sont les services de renseignement des gardiens de la révolution, la principale force armée, qui sont ici à la manœuvre. Écologistes et universitaires en font les frais : Amnesty a dénombré 63 arrestations en 2018. Des chercheurs affiliés à des universités étrangères et amenés à travailler avec l'État sont visés, comme la démographe Meimanat Hosseini-Chavoshi, arrêtée en novembre 2018 et relâchée en janvier. Cette binationale, irano-australienne, travaillait sur un sujet sensible : le fait que l'État cherche à revenir sur sa politique de limitation des naissances. Au moins quatorze binationaux et citoyens étrangers demeurent emprisonnés en Iran.

Ces cas mettent en lumière une spécificité de la répression actuelle : une rivalité entre les agents affiliés au ministère du renseignement et ceux des gardiens de la révolution. Le gouvernement de M. Rohani a dénoncé les arrestations de binationaux, très domageables pour les relations avec l'Occident, mais sans grand succès. Malgré les protestations du ministère, le procès de huit écologistes s'est ouvert fin janvier : quatre risquent la peine de mort. ■

LOUIS IMBERT  
ET HÉLÈNE SALLON

**« Ils m'ont tant tabassé que je n'ai pas pu bouger pendant trois jours »**

ESMAIL BAKHSHI

responsable syndical dans la province du Khouzistan

# Turkey fails to win green light for safe zone at Syria summit

Iran and Russia's leaders tell President Recep Tayyip Erdogan he must acquire consent from Damascus to launch an offensive in northeast Syria against Kurdish forces.



Ayla Jean Yackley  
February 14, 2019  
www.al-monitor.com

**ISTANBUL** — Turkey's plans to create a buffer zone in northern Syria after the United States withdraws its forces suffered a setback on Thursday, when Russia and Iran said at a summit that any such zone would require the approval of their ally, Damascus.

At their tripartite meeting in the Russian city of Sochi, President Recep Tayyip Erdogan and his Russian and Iranian counterparts welcomed President Donald Trump's decision to pull out American troops fighting the Islamic State (IS) in Syria, with Vladimir Putin calling it "a positive step."

But Putin and Iran's Hassan Rouhani argued that the area the US troops vacate must be returned to President Bashar al-Assad. "The only correct solution will be to transfer those territories under the Syrian government's control," Putin said.

For his part, Erdogan reiterated Turkey's aim to establish a "safe zone" south of its border to rid the area of a Syrian Kurdish militia it views as a threat to its national security. But its capacity to do so without backing from the other countries with forces on the ground in Syria is highly uncertain.

With much of the international community absent from efforts to end Syria's devastating war, Turkey, Iran and Russia have taken the lead in negotiating a political resolution, despite supporting opposing sides in the conflict that has killed more than a half million people and is set to drag into its eighth year next month. On Thursday, Erdogan said he was more hopeful than ever that a political resolution was within grasp.

But the complexities Turkey faces in working with countries with clashing interests in Syria has become more apparent since Trump's surprise announcement in December that the United States would withdraw from Syria, creating a likely power vacuum that Turkey and its rivals will compete to fill.

Russia is urging Turkey to first seek approval from Damascus before launching an incursion into Syria, even though Turkey has refused to negotiate with Assad since 2011, throwing its support behind opposition fighters working to topple him. Erdogan has softened his stance in recent weeks, acknowledging earlier this month that Turkey and Syria have engaged in "low-level foreign policy" through their intelligence agencies.

Turkey's priorities have shifted from ridding Syria of Assad, who appears set to remain in power with Iranian and Russian support, to clearing its border of the People's Protection Units (YPG), the Syrian Kurdish militia that makes up the core of the Syrian Democratic Forces (SDF), which has fought alongside the United States against IS.

Erdogan has repeatedly threatened to roll in to Syria to quash the YPG, which has links to Kurdish insurgents who have waged a three-decade armed campaign for self-rule within Turkey. Before the summit, Erdogan said he wanted to coordinate with Russia on the safe zone and that the YPG's presence there undermined Moscow's stated aim of ensuring Syria's territorial integrity.

"Russia and Iran are trying to reassure Turkey that its security is a real concern, but I don't see this resulting in a green light for a military operation for Turkey," said Marc Pierini, a former EU ambassador to Turkey and a visiting scholar at Carnegie Europe. "Nobody in Damascus — or Moscow or Tehran — will ever consent to a Turkish military operation there."

Talks with Washington have failed to produce a coherent agreement on a buffer zone, and the NATO allies are seemingly at cross-purposes over whom such a zone would safeguard: The United States has said it is to protect the Kurds, while Turkey's main aim is to rid the area of the YPG.

In Sochi, Erdogan expressed frustration again with the slow pace of negotiations with the United States, saying members of the Trump administration are slow-walking the withdrawal, which may now occur in April or May.

His anger over US cooperation with the YPG taps into strong anti-American sentiment in Turkey ahead of critical nationwide municipal elections in Turkey next month, in which Erdogan's party faces challenges due to a severe economic slowdown.

"Talking negatively of the US pays off politically in today's Turkey," Pierini said. But the reality is that Turkey may have relied on the United States, as well as



Iranian President Hassan Rouhani, Russian President Vladimir Putin and Turkish President Recep Tayyip Erdogan walk during their meeting in the Black Sea resort city of Sochi, Russia, Feb. 14, 2019. Sergei Chirikov/Pool via REUTERS

a small contingent of French troops, to contain the YPG in northeast Syria. "There was convenience with US troops on the ground, and diplomats and intelligence, in moderating the YPG not to provoke Turkey on the border. Who can guarantee that Assad will serve Turkey's interests by controlling the Kurds?" Pierini told Al-Monitor. "If all these Western troops go, and the Kurds are left in a void, inevitably the Assad regime has the upper hand."

Meanwhile, battles between the SDF and IS fighters raged on Thursday, according to news reports, with the jihadists making a last stand to defend their remaining one square kilometer of territory in eastern Syria by the Iraqi border. Hungry women and children were trickling out of the town of Baghouz, where a few hundred fighters of various nationalities held out, Agence France-Presse said. US fighter jets were bombarding the area from the skies.

In Sochi, Rouhani said the Kurds were integral in shaping the future of Syria. Despite their allegiance with the United States, Syria's Kurds have taken pains since the Syrian war broke out to avoid a rupture with Damascus, stave off a Turkish attack and retain at least some of their hard-won autonomy.

Turkey is also at odds with Iran and Russia over the fate of Idlib, the last anti-Assad opposition stronghold. Turkey wants to avoid an all-out attack on the province, fearful it could unleash a humanitarian disaster and force another influx of refugees into Turkey, where almost 3.6 million Syrians are already sheltering.

Erdogan convinced Putin to agree to a cease-fire for Idlib in September, promising to rid the province of hard-line jihadists through its influence over more moderate militants. But an al-Qaeda-linked force has since consolidated its control, effectively wrecking the cease-fire.

Putin's patience seems to be running out, and he called for the "complete elimination of this hotbed of terrorists" at the summit. Later, his spokesman appeared to walk back the comments, saying the three leaders had not agreed to a military operation in Idlib.

Iran and Russia don't hold all the cards. Turkey already controls about 1,500 square miles of Syrian territory after launching two incursions in 2016 and 2018, against IS and the SDF, respectively, giving it a firm spot at the bargaining table over Syria's future.

Moscow is also keen to sell Turkey a missile defense system that could give Russian military officers access to NATO hardware. And Iran, under pressure from US sanctions, relies on its neighbor Turkey for trade and political support. Both Ankara and Tehran have squared off with Saudi Arabia in recent years.

There was one thing Erdogan, Rouhani and Putin could agree on at the summit: They all welcomed the United States' imminent departure from Syria. ♦

*Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights.*

# Erdogan asks paramilitaries to 'safeguard' local elections

As state propaganda frames Turkey's upcoming municipal elections as a matter of the president's survival, the government is welcoming paramilitary groups that declare allegiance to the state.



Pinar Tremblay  
February 15, 2019  
www.al-monitor.com

Turkey's voters will elect their mayors, city council representatives and mukhtars (leaders of neighborhoods and villages) come March 31. But how "free" will the elections be?

President Recep Tayyip Erdogan's coalition, formed between his Justice and Development Party (AKP) and the Nationalist Movement Party (MHP), is branding the elections a matter of survival, assigning to it all the fervently militaristic attributes of a war. On Jan. 11, Interior Minister Suleyman Soylu sent a memo to governors and security forces in 81 cities titled "Election Measures." It warns, "Remarks [by anyone] that attempt to manipulate the results of the elections will not be allowed." How this will be prevented isn't specified, though the memo promises — or threatens — close monitoring.

A few critical voices remaining in the Turkish media asked what the government is really preparing for with this memo.

The most daunting aspect of the memo is the language it employs about those who are in charge of public safety. Along with official security personnel — which include the police, gendarmerie and coast guard — the memo calls for regular and volunteer security guards to be on duty.

In October 2016, village guards changed their name to security guards; they are a paramilitary unit active since the mid-1980s under the Gendarmerie General Command. Initially, these paramilitary units were to be recruited from local Kurdish villagers to help armed forces battle the Kurdistan Workers Party (PKK), which Turkey considers a terrorist organization. For decades, security guards served in eastern and southeastern Anatolia, which are mostly Kurdish areas. Since 2018, the guards have been operating in the eastern Black Sea region as well.

Speaking on condition of strict anonymity, a retired two-star general with a decade of experience with the village guards told Al-Monitor, "Reading the memo from the Interior Ministry to the governors, one cannot help but worry. These paramilitary units have two weeks of training. All of them are armed. There is no specification in the memo, so we must ask: Is this system expanding to all of Turkey now? When the president equates a political party [the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP)] with 6 million voters to a terror organization [PKK], I don't see how public safety can be sustained."

Meral Danis Bestas, a lawyer and HDP parliament member, told Al-Monitor, "The Interior Ministry announced that 7,000 security personnel will be serving in places that are potentially risky. To begin with, this memo is against the election laws of Turkey. Security forces, whose regular residences are not in these towns or cities, will be voting in the municipal elections ... to elect people to govern these districts" they are patrolling.

Though the government says the massive security presence is necessary for safety, it appears to be actually designed to control election results.

"That's why for months we have been trying to document unlawful voting schemes," she said.

Those forces aren't the only concern. Bekcis, who operate under the police force, are official, armed, uniformed security guards who patrol towns, asking people for IDs — mostly in opposition neighborhoods. They act as the government's eyes.

A mukhtar from Izmir told Al-Monitor, "The age-old night guard has changed since the [July 2016] coup attempt. Traditionally, bekcis would use a whistle and maybe a baton and monitor streets at night against petty criminals. Now, armed night guards are going around in groups in non-AKP neighborhoods asking people for ID and causing trouble. On several occasions, the police have been called to restrain a violent bekcî. They are not on every street — only in places where the AKP wants to increase its presence."

Then there are two rogue elements: Members of waqf (charitable endowments under Islamic law), who are connected to AKP elites; and mafia bosses.

Videos of young men pledging allegiance to different AKP-linked waqfs are shared widely on social media platforms. In addition, militia groups that emerged after the attempted coup, such as the People's Private Forces (HOH), have



evolved into the National Mobilization Movement (MSH). They strive for the spotlight to declare their loyalty to Erdogan and the state.

The divisive language of AKP officials and Erdogan was promptly echoed by Sedat Peker, a convicted mafia boss. He emerged in Istanbul on Feb. 4 and advised his followers to "arm for the election campaign."

"[Erdogan opponents] are planning to call on their supporters to take to the streets following the elections. Their objective is to mix their supporters with members of terrorist groups and cause destruction across the country," he charged. "Our police and military are strong, but the children of this country will also come to defend the streets," Peker said. He asked the crowd that cheered for him with Islamists slogans to acquire licensed guns, rifles or any weapons possible.

Peker has previously delivered several provocative and violent messages to the public. In a particularly gruesome 2016 statement on his website, he took aim at academics who had been accused by Turkish authorities of spreading "terrorism propaganda." He said, "We will spill your blood, and we will take a shower with your blood." An Istanbul prosecutor indicted him for threatening academics and inciting violence. Though Peker has previous convictions on similar charges, he was acquitted in 2018 in that case.

Al-Monitor asks two questions about these militias and the mafia threat. One, who is the target? A law professor from an Istanbul university speaking on condition of anonymity said, "This time around, Peker's and other groups' threats are not necessarily targeting the liberals or left-leaning groups; rather, their main focus is to instill fear to preempt fallout from the right-wing coalition." Second, why are Peker and other groups not punished for their open public threats? Bestas explained that Peker "represents the spirit of the state."

"If they prosecute him, their own mindset will be on trial. So he is protected under freedom of expression," Bestas said.

On the evening of the last national election, held June 24, 2018, armed civilians fired their weapons in the centers of several towns and cities. Uniformed police officers didn't stop these "celebratory" gunshots in support of Erdogan.

One governor who asked to remain anonymous told Al-Monitor that Erdogan "fears that the public's unconditional love and support are eroding."

He said, "Prices [of basic household items] are going up, unemployment is on the rise and Erdogan no longer has any credible promises for the public at large. He no longer campaigns for new voters. His only struggle is to keep his base [intact]. ... Armed men with little training and no uniforms are ticking time bombs for public safety. They also make sure people remain scared of the state."

Erdogan's coalition with ultranationalists adds new groups daily to the list of enemies of the state. Paramilitary groups — whether dubiously employed by the state or tacitly supported by different groups linked to the state — are now being used as part of the election campaign. Erdogan has made it clear to the public that any sort of criticism is treason and if the opposition parties don't support him, they aren't patriotic. For now, all vocal paramilitary groups are loudly supporting the state. How long this support can be sustained and how it will be used is yet to be seen. For now, we can safely conclude that political competition — even on life support — will no longer be tolerated in Turkey. ♦

*Pinar Tremblay is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse and a visiting scholar of political science at California State Polytechnic University,*

# Washington veut une coalition contre l'Iran

Quarante ans après la révolution islamique, Varsovie organise mercredi et jeudi une conférence à l'initiative des États-Unis pour tenter de contenir l'influence de Téhéran au Moyen-Orient.

ISABELLE LASSERRE [@ilasserre](#)

**STRATÉGIE** Depuis le retrait américain de l'accord nucléaire iranien en mai 2018 et le rétablissement des sanctions contre la République islamique, la tension ne cesse de grandir entre Washington et Téhéran. Elle a franchi un nouveau cap ces derniers jours, avec la célébration des quarante ans de la révolution islamique en Iran et l'organisation par les États-Unis d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient en Pologne les 13 et 14 février. Les deux événements ont donné lieu entre les deux pays « ennemis », qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, à de violentes passes d'armes et des menaces plus ou moins voilées.

Des manifestants ont défilé lundi à Téhéran et dans les grandes villes d'Iran à l'occasion de l'anniversaire de la révolution qui a mis fin au régime du chah en scandant « Mort à Israël, mort à l'Amérique ». Sur Twitter, le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a dénoncé la conférence de Varsovie, dont le but avoué est de construire une coalition internationale contre l'Iran comme étant « un cirque anti-iranien désespéré ». John Bolton, le conseiller américain à la Sécurité nationale, qui en 2017 avait émis l'espoir que « la révolution n'atteigne jamais son 40<sup>e</sup> anniversaire », a fait passer un message à Téhéran. « Il appartient au régime ira-

nien de changer de comportement et, in fine, aux Iraniens de déterminer la voie que doit prendre leur pays. » Puis il a ajouté : « Les États-Unis soutiendront la volonté du peuple iranien et seront derrière lui pour s'assurer que sa voix soit entendue. »

Officiellement, la conférence de Varsovie est consacrée à la « stabilité », à la « paix », à la « liberté » et à la « sécurité » au Moyen-Orient. Vaste programme, qui cache en fait une volonté de « limiter l'influence déstabilisatrice » de Téhéran dans la région. L'Iran est la principale obsession géopolitique de Donald Trump depuis qu'il s'est installé à la Maison-Blanche. Le

« La politique iranienne des États-Unis est contradictoire et incohérente »

UN DIPLOMATE FRANÇAIS

président américain veut un nouvel accord beaucoup plus dur pour encadrer le programme nucléaire. Il veut faire reculer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient, qui étend ses tentacules en Syrie, en Irak, au Liban, au Yémen et chez les Palestiniens. Il veut mettre un coup d'arrêt au développement des missiles balistiques. Certains responsables américains ont même appelé à un « changement de régime en Iran ». Après avoir annoncé le prochain retrait

des troupes américaines de Syrie, Trump a dit son intention de « surveiller l'Iran » depuis l'Irak. Ces propos ont fait repartir l'anti-américanisme en Irak, où le camp des pro-Iran réclame fréquemment le départ définitif des soldats américains.

Cependant, la conférence de Varsovie voulue par Washington, joli cadeau à l'allié polonais, a fait flop avant même de commencer. Certes, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, en tournée européenne, participera au sommet. De même que le vice-président américain Mike Pence, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et plusieurs dirigeants arabes sunnites. Mais Donald Trump ne fera pas le déplacement. Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union européenne, a refusé l'invitation. La Russie boycotte. Et la majorité des pays européens ont choisi de se faire représenter au niveau des cabinets plutôt qu'au niveau ministériel et politique.

Depuis que Donald Trump s'en est retiré, ils font tout pour tenter de sauver l'accord nucléaire et convaincre Téhéran de continuer à en respecter les termes. Leur dernière initiative, « Instex », un système de troc lancé le 31 janvier, vise à maintenir les relations commerciales malgré le rétablissement des sanctions américaines. Cette rare initiative de cohésion européenne s'accorde avec la conviction que la stratégie américaine de « pression maximale » peut être dangereuse et contre-productive. « La politique iranienne des États-Unis est contradictoire et incohérente », commente un diplomate français. Sur le fond, le diagnostic de la France, qui a toujours été en pointe sur le dossier, n'est pas si différent de celui de la Maison-Blanche.

En 2015 Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, avait contribué à durcir les termes de l'accord sur le nucléaire, quand Barack Obama était prêt à faire davantage de concessions aux Iraniens. Comme les Américains, les Français s'inquiètent de l'influence croissante et potentiellement déstabilisatrice de l'Iran au Moyen-Orient, de la poursuite de son programme balistique et de la manière de prolonger un accord conclu pour une durée déterminée. « Mais nous pensons que même incomplet, l'accord de 2015 est un



Des Iraniens brûlent des drapeaux américains en marge des cérémonies du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1979, lundi, à Téhéran. TASNIM NEWS AGENCY/REUTERS

→ bon accord. Et qu'il vaut mieux, si on veut négocier, maintenir des relations avec Téhéran. » Depuis l'annonce du prochain retrait américain de Syrie, les responsables français ont multiplié les coups de téléphone à leurs homologues américains pour les convaincre de « l'absurdité » de

leur décision. « L'Iran est le principal soutien du régime en Syrie. Les États-Unis ont fait de l'Iran leur principal adversaire ! Et ils veulent se retirer de Syrie ! » poursuit-il. L'argument français a selon lui porté ses fruits puisque Donald Trump a retardé le retrait de Syrie et réaffirmé la

présence américaine en Irak. L'UE et la France ont pour l'instant réussi à maintenir le lien entre les États-Unis et l'Iran. C'est une raison suffisante pour ne pas s'exposer trop officiellement au sommet de Varsovie. ■



LE FIGARO

mercredi 13 février 2019

## Le corridor passant par l'Irak et la Syrie parachève l'influence iranienne

« NOUS n'avons pas besoin d'amour, mais d'intérêts mutuels », répond, tout sourire, Abbas Araghchi, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, lorsqu'on l'interroge sur l'hostilité que suscite l'ingérence du régime de Téhéran dans certains pays arabes du Moyen-Orient. Il s'agit en l'occurrence de l'Irak, où depuis la chute du régime de Saddam Hussein, l'Iran a bâti un vaste réseau de relais d'influences, parmi ses coreligionnaires chiïtes du Sud, mais aussi chez les Kurdes et les sunnites.

Or à Bagdad comme à Erbil, tous les leaders irakiens ont rejeté le récent appel de Donald Trump à utiliser leur pays pour « surveiller » son ennemi iranien dans le cadre de sa stratégie d'endigement de la République islamique au Moyen-Orient. Pour maintenir la pression sur Téhéran, Washington demande à Bagdad de ne pas s'approvisionner en énergie iranienne. Mais confronté à une grogne sociale, le premier ministre chiïte Adel Abdel-Mahdi paraît peu enclin à céder aux exigences américaines. L'Irak est le premier maillon du projet iranien

de construire un corridor routier reliant Téhéran à Beyrouth, via la Syrie de son allié Bachar el-Assad. Pour sécuriser cet axe - que ses partisans appellent « l'Axe de la résistance » aux États-Unis et à Israël - Téhéran a démarré la construction de bases militaires en Syrie, après en avoir établi en Irak, où des missiles auraient été positionnés dans ces emprises tenues par des miliciens chiïtes pro-iraniens. C'est ce corridor que les États-Unis, la France et leurs alliés sunnites du Golfe voudraient briser.

Mais cette ambition a été réduite à néant par la décision américaine de se retirer du nord-est de la Syrie, où 2 000 militaires sont déployés auprès des combattants kurdes, mais aussi d'Al-Tanf, base américaine majeure du Sud syrien sur la route Damas-Bagdad. Son abandon prochain devrait entraîner la réoccupation du site par les loyalistes, verrouillant encore plus l'influence iranienne en Syrie et en Irak. Malgré des déclarations américaines martiales, l'Iran ne paraît donc en repli ni en Irak ni en Syrie, où les populations sont pour-

tant loin d'acclamer ses représentants.

### « Le rejet d'Israël »

En Syrie - son seul allié arabe depuis trente ans - l'Iran doit gérer une relation de plus en plus délicate avec la Russie, l'autre protecteur d'el-Assad. « Vladimir Poutine a de plus en plus de mal à supporter les milices pro-iraniennes », confie un opposant syrien, en contact avec la Russie. « Moscou veut le retour des pays arabes à Damas, dit-il, et pour cela, il faut que l'Iran et ses satellites se replient. »

Officiellement, Téhéran ne dispose que de conseillers militaires en Syrie ; son allié libanais, le Hezbollah, lui, ne cache pas une participation plus importante aux combats. Mais dans l'après-guerre, leur rôle nourrit les critiques. « L'Iran et le Hezbollah ont eu pour habitude d'opérer sous leur propre commandement et non pas sous les ordres de l'armée syrienne », relève l'opposant.

Moscou, qui joue la carte d'une armée nationale qu'il est en train de reconstituer, s'irrite de voir l'Iran miser, de son



➔ côté, sur la constitution d'un Hezbollah syrien sur le modèle du Hezbollah libanais, la plus grande réussite en quarante ans d'existence du régime iranien. La milice chiïte lui offre un accès direct sur la Méditerranée et Israël, l'ennemi juré de la République islamique. « *Le rejet d'Israël est toujours ce qui bloque quand on essaie d'améliorer notre relation avec l'Iran, rappelle l'ancien ambassadeur*

François Nicoulaud. *L'Iran le paie très lourdement en isolement. Si demain, ajoute-t-il, Téhéran reconnaissait Israël, instantanément, plus personne ne l'accuserait de soutien au terrorisme ou de déstabiliser le Moyen-Orient.* »

Mais au-delà, à quelle fin le régime iranien s'est-il lancé sur ce chantier de corridor Téhéran-Beyrouth ? Il s'agit de recréer l'Empire perse, dénoncent ses

ennemis du Golfe. « *Ce déploiement tient moins d'une volonté impériale que d'une stratégie de sanctuarisation du territoire iranien* », peut-on lire dans une récente note diplomatique française. Allusion aux menaces de Washington d'attaquer la République islamique à partir des nombreuses bases américaines encerclant l'Iran. ■

G. M.

LE FIGARO

mercredi 13 février 2019

## Quatre décennies après la révolution, malgré la désaffection du peuple la République islamique tient bon

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

« JE SENS l'odeur de la révolution ! » En cette nuit chaude de juin, Mohsen, un commerçant aisé, guettait sur son toit de Téhéran, spectateur exalté de l'histoire en marche. Dans la rue Yousef-Abbad, en contrebas, des centaines de manifestants tentaient d'échapper à l'implacable répression des forces de sécurité. Quelques jours plus tôt, une impressionnante marée humaine de plus d'un million d'Iraniens avait battu le pavé de la très longue avenue Enghe-lab (« révolution » en farsi). Du jamais-vu depuis trente ans !

À quelques encablures, des hélicoptères des forces spéciales étaient prêts à exfiltrer vers la Syrie le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, reclus dans son quartier hautement sécurisé de Pasteur. La République islamique donnait l'impression de vaciller sur ses bases. C'était il y a bientôt dix ans. Le sommet du pouvoir avait truqué les résultats de l'élection présidentielle de 2009. Mohsen se souvient de cette nuit de juin. Et il en sourit : « *Oui, j'ai cru un peu naïvement que c'était la fin du régi-*

*me !* » Mais au prix d'une patiente et très efficace chasse aux opposants, la République islamique survécit. Affaiblie, puis ragaillardie par l'élection en 2013 du président modéré Hassan Rohani. Et de nouveau affaiblie par la politique anti-iranienne de Donald Trump, qui s'est retiré de l'accord nucléaire et dont les sanctions font très mal à l'économie. Une histoire en montages russes, à l'image des quarante ans d'existence d'un régime islamique et révolutionnaire dont l'avènement ébranla le Moyen-Orient. Un régime toujours islamique et révolutionnaire au sommet, mais de moins en moins à la base.

### « Ni Gaza ni Hezbollah »

Cette dichotomie entre le pouvoir et la société sera son principal défi à relever dans les années à venir, souligne le journaliste du Point Armin Arefi, dans son livre *Un printemps à Téhéran* (Éditions Plon). « *Au moment où l'Iran est au sommet de sa puissance au plan régional, après sa victoire en Syrie et la consolidation de ses positions en Irak, à l'intérieur de ses frontières, c'est un colosse aux pieds d'argile, car le régime est*

*contesté par sa population, en raison de sa mauvaise gestion de l'économie certes, mais aussi à cause de son investissement en Irak et surtout en Syrie. On entend régulièrement dans les manifestations : "ni Gaza ni Liban, je me sacrifie pour l'Iran".* » Allusion au soutien iranien au Hamas palestinien et au Hezbollah libanais, qu'une grande partie de la population réprouve.

Retour sur les journées prérévolutionnaires de l'hiver 1978. Jeune directeur de l'Institut français de recherche en Iran (Ifri), Bernard Hourcade, appareil photo à la main, revisite ces moments historiques. « *Oui, ce fut une révolution populaire, se souvient-il. Pendant que l'imam Khomeyni est à Neauphle-le-Château, entouré de quelques dizaines de partisans, à Téhéran, des millions de personnes étaient dans la rue. La révolution a été faite au nom des droits de l'homme, encouragée par le président américain Jimmy Carter, qui dénonçait les prisonniers politiques et les agissements de la police politique du chah (Savak). Et c'est de là que le consensus est parti entre tous les opposants, même chez les partisans du chah. Que les religieux et les communistes lui soient opposés, c'était normal ! Le chah est mort politiquement les 10 et 11 décembre 1978 lorsque les grandes manifestations ont été autorisées et ont rassemblé deux à trois millions d'opposants. Et là, on a vu débarquer les femmes en tchador. Ce n'était plus les intellectuels de gauche et les libéraux qui protestaient, mais toute la population, avec évidemment les islamistes en tête, car le rapport de forces avait changé. Les autres ont alors compris qu'ils allaient être submergés* » par la vague révolutionnaire.

### Pas d'alternative crédible

Quatre slogans rythmaient les premières heures du nouveau régime : « *indépendance, liberté, république, islamique* ». Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? « *Les Iraniens sont attachés au principe républicain, constate François Nicoul-*



Après quinze ans d'exil, l'imam Khomeyni foule à nouveau le sol iranien, le 1<sup>er</sup> février 1979, à Téhéran. GABRIEL DUVAL/AFP

► laud, qui fut ambassadeur de France en Iran entre 2000 et 2005. *Ils ne s'imaginent pas revenir au chah. Ils ont pris la parole, ils y tiennent. Ils apprécient aussi que ce régime a été le premier, depuis les Safavides et après des siècles de soumission à la Russie, puis à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, à offrir à l'Iran une véritable indépendance. N'oublions pas qu'un des slogans les plus populaires de la révolution islamique, c'était "ni Est, ni Ouest". Alors bien sûr aujourd'hui, les Iraniens choisiraient l'Ouest sans hésitation, mais l'idée de revenir à une sujétion à l'égard des grandes puissances est rejetée par la population.* »

En quarante ans, l'Iran a bien changé. « Le problème, c'est que nos enfants ne veulent plus vivre comme nous », affirmait l'an dernier Hassan Rohani. Pur produit du système, le président modéré avait tout dit. Mais comment rassembler les pièces du puzzle ? La société s'est écartée des religieux, ces mollahs enturbannés dont elle se moque, désormais, sans crainte. Ils n'occupent plus que 6 % des sièges au Majlis - le Parlement - contre 61 % aux premières législatives de 1980, et même les femmes députées sont maintenant plus nombreuses que les mollahs. Les masses ont quitté les campagnes, plutôt conservatrices. 80 % des 78 millions d'Iraniens sont urbanisés, et 95 % alphabétisés. Contrairement à l'Égypte, le pays sunnite phare du monde arabe, l'Iran chiite a, depuis longtemps, accompli sa transition démographique avec moins de deux enfants par femme.

A rebours d'une idée reçue, l'Iran n'est pas un pays très jeune, rappelle Bernard Hourcade. « Ce sont les jeunes de 25 à 50 ans les plus nombreux. Ils sont actifs. Ils veulent se marier. Ils veulent que ça change, mais pas à n'importe quel prix ! Ces jeunes adultes sont devenus par la force des choses réalistes, c'est la clé de compréhension de la société. »

Échaudés par la répression des années 2009 et 2010, qui se poursuit encore mais de manière plus feutrée, les Iraniens ne sont pas prêts à lancer une deuxième révolution, contrairement à ce qu'espèrent les durs aux États-Unis autour de John Bolton, le patron du Conseil de sécurité nationale. Mais, même sans alternative crédible pour survivre à moyen terme, « le régime devra trouver un moyen d'unifier la population, observe un industriel iranien à Téhéran. Rohani misait sur l'accord nucléaire et ses bénéfices attendus, mais ça n'a pas marché ». Et ce qui frappe quand on interroge les Iraniens, c'est que beaucoup blâment leurs dirigeants, et non pas Donald Trump, qui « lui, affirment-ils, fait la politique de son électoralat tandis que chez nous, les leaders veulent simplement se maintenir au pouvoir ».

### Faire le dos rond

L'économie est asphyxiée par les deux vagues de sanctions imposées, l'an dernier, par le président américain. À travers le pays, des manifestations éclatent régulièrement. Elles sont d'abord sociales, mais peuvent rapidement basculer dans la dénonciation d'un régime

arc-bouté sur la primauté du spirituel sur le temporel, le sacro-saint principe du *velayat-e faqih* en vertu duquel le guide, attaché à la pureté islamique et révolutionnaire du régime, décide de toutes les grandes questions, surtout celles qui touchent à la sécurité. D'où la place prépondérante des gardiens de la révolution (*pasdarans*), cette unité d'élite bien mieux équipée que l'armée régulière, en charge de la protection de la République islamique. Mais depuis la révolution, les gardiens ont, eux aussi, vieilli. Grâce au soutien du sommet de l'État, beaucoup sont devenus des hommes d'affaires prospères, assurant aux *pasdarans* la maîtrise des principaux leviers de l'économie iranienne. Quitte à refroidir les investisseurs étrangers, indispensables pourtant au redémarrage de l'économie. Hassan Rohani a bien cherché à leur rogner les ailes. En vain. Et c'est une autre contradiction que l'Iran devra trancher, rappelle le chercheur Clément Therme, à l'IESS du Bahreïn.

« Le régime, interroge-t-il, peut-il longtemps encore concilier une idéologie révolutionnaire anti-américaine, avec une stratégie d'intégration dans une globalisation économique dominée par les États-Unis ? » À court terme, l'Iran n'a d'autre option que de faire le dos rond et d'attendre que Donald Trump soit battu pour qu'un président américain revienne à plus de modération dans ses relations avec Téhéran. ■

LE FIGARO

mercredi 13 février 2019

# Le pouvoir à Téhéran capitalise encore sur les défis lancés à l'Amérique

DELPHINE MINOUI  
@DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

LA PLUIE n'a pas eu raison des badauds. Malgré le mauvais temps, une foule innombrable a convergé, lundi 11 février, vers la place Azadi (Liberté), le symbole incontournable de la révolution de 1979 et de la chute du chah. Pour ce quarantième anniversaire, célébré en grande pompe par le pouvoir, les traditionnels slogans de la République islamique habillaient les pancartes : « Mort à l'Amérique », « À bas l'Angleterre », « Mort à Israël », « Nous piétons les États-Unis ». Comme à l'habitude, les souvenirs de la guerre Iran-Irak, qui participa, à l'époque, à la consolidation du régime, ont accom-

Aujourd'hui, le monde entier doit savoir que la République islamique est infiniment plus puissante qu'à l'époque de la guerre

HASSAN ROHANI,  
PRÉSIDENT D'IRAN

pagné les festivités jusque dans le discours du président Hassan Rohani. Une occasion, aussi, de défier l'Amérique à la veille du sommet controversé anti-Iran qui s'ouvre, ce mercredi, à Varsovie : « Aujourd'hui, le monde entier doit savoir que la

République islamique est infiniment plus puissante qu'à l'époque de la guerre », a-t-il lancé.

Le destinataire du message n'a pas tardé à réagir. « Quarante ans de répression. Quarante ans de terreur », a fustigé le président américain, Donald Trump, sur son compte Twitter. « Le régime iranien n'a offert que 40 années d'échec. Les Iraniens qui souffrent depuis trop longtemps méritent un avenir plus prometteur », a-t-il poursuivi dans un message également traduit en persan.

Après quatre décades d'islam politique, de restrictions sociales et culturelles, mais aussi de contrôle renforcé des mœurs au nom d'une pseudo-morale religieuse, la population iranienne montre incontestable-

ment des signes de fatigue. Aujourd'hui, près d'un Iranien sur deux n'a connu que le régime de la République islamique. La soif de changement est indéniable : la rue l'a exprimé par deux fois, lors des manifestations estudiantines de 1999, puis durant la révolte de 2009, provoquée par la réélection jugée frauduleuse du président conservateur de l'époque, Mahmoud Ahmadinejad.

### Doctrines victimaire

À la contestation politique, violemment étouffée, s'est également greffée une grogne économique sans précédent. D'après un sondage mené en décembre dernier par IranPoll, plus de 65 % des Iraniens interrogés estiment que les conditions économiques ne

cessent de se dégrader, et 60 % mettent en cause l'incompétence du gouvernement et la corruption, plutôt que les sanctions américaines.

Et pourtant, lorsqu'il s'agit de politique étrangère, le régime iranien continue de fédérer un grand nombre de supporters. Selon la même enquête d'IranPoll, 86 % des personnes sondées estiment que le pays devrait maintenir ou augmenter son soutien aux groupes armés combattant « les groupes terroristes tels que l'EI » (une

allusion indirecte à l'appui iranien aux milices qui combattent en Irak et en Syrie).

Quelque 90 % se disent favorables à la poursuite du programme nucléaire. Et 95 % affirment soutenir le programme balistique iranien. Des chiffres qui, d'après nombre d'experts, sont moins l'illustration d'une idéologie verrouillée que d'une propension à capitaliser sur une doctrine victimaire (facilitée par les sanctions) doublée d'un opportunisme de circonstance qui s'est mis en branle dès l'in-

vasion américaine de Bagdad en 2003.

Profitant de la chute du sunnite Saddam Hussein, l'Iran n'a jamais cessé, depuis, de miser, dans la région, sur l'essor des factions chiïtes, dans ce qui s'apparente, aussi, à une lutte d'influence entre l'Iran chiïte et l'Arabie saoudite sunnite. « Nous sommes ici pour soutenir la République islamique », confiait à l'AFP, lundi, un re-traité iranien qui participait aux festivités. À Téhéran, les appels à un changement de régime de

certaines néoconservateurs de Washington sont également loin de faire l'unanimité chez les nombreux mécontents. « Trump, fiche-nous la paix. Nous ne voulons pas de ta guerre », avance sur sa page Facebook un internaute qui a boudé les célébrations. ■

LE FIGARO vendredi 15 février 2019

# Iran : les gardiens de la révolution lourdement frappés

Un attentat suicide a tué 27 pasdarans dans la province troublée du Sistan-Balouchistan, dans le sud-est du pays. Téhéran accuse les États-Unis, Israël, et les monarchies sunnites du Golfe.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Hasard du calendrier ? L'attentat-suicide qui a tué 27 gardiens de la révolution dans le sud-est de l'Iran s'est produit le jour du démarrage à Varsovie de la conférence à l'agenda anti-iranien, sponsorisée par les États-Unis, à laquelle ont participé Israël et les monarchies sunnites du Golfe, les plus farouches ennemis de la République islamique.

Pour le ministre des Affaires étrangères iranien, Javad Zarif, « ce n'est pas une coïncidence ». Il l'a fait savoir dans un tweet. De son côté, Hassan Rohani, le président de la République, a clairement accusé « les États-Unis, les sionistes (Israël, NDLR) et certains pays pétroliers (de la région) qui financent » les terroristes, allusion à l'Arabie saoudite, l'ennemi juré de l'Iran. Le groupe djihadiste Jaich al-Adl (Armée de la justice) a revendiqué l'attentat. Il a visé mercredi un bus des gardiens de la révolution qui circulait entre les villes de Khash et Zahedan, dans la province du Sistan-Balouchistan. Frontalière du Pakistan et de l'Afghanistan, cette province est le théâtre d'accrochages meurtriers entre forces de l'ordre et séparatistes baloutches ou groupes djihadistes. Le Sistan-Balouchistan compte une large communauté de musulmans

sunnites, d'ethnie baloutche, dans un pays à grande majorité chiïte.

## Aide logistique

Les pasdarans visés rentraient d'une patrouille à la frontière avec le Pakistan lorsqu'une voiture bourrée d'explosifs a explosé près de leur bus, selon les gardiens de la révolution. C'est l'attaque la plus meurtrière que cette unité d'élite iranienne a subie ces dernières années.

Menaçant, Hassan Rohani a pressé les voisins de l'Iran d'assumer « leurs responsabilités » et de ne pas permettre aux « terroristes » d'utiliser leur territoire pour préparer des attaques contre l'Iran. « Si ces pays ne sont pas en mesure d'arrêter les terroristes, nous nous réservons le droit d'agir », a ajouté le président Rohani, tandis qu'un haut responsable des gardiens n'excluait pas des opérations de représailles hors des frontières de l'Iran. Les pasdarans accusent « des agences de renseignements de la domination mondiale et des sionistes de soutien » aux assaillants, en clair la CIA et le Mossad.

En septembre déjà, douze pasdarans avaient été tués dans une attaque menée par un commando armé contre un défilé militaire à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran. En représailles, une semaine plus tard, les gardiens de la révolution avaient mené une attaque de missiles et de drones contre des posi-



Les cercueils des 27 pasdarans tués dans une attaque suicide ont été rapatriés, jeudi, à Ispahan, où se dérouleront leurs funérailles, samedi.

tions djihadistes en Syrie, et annoncé ensuite avoir éliminé lors d'une opération en Irak le cerveau de cet attentat.

Pour tous les ennemis de l'Iran, frapper les pasdarans, c'est montrer que le régime qui vient de fêter ses 40 ans n'est pas aussi solide qu'il ne l'assure.

Le groupe Jaich al-Adl a été formé en 2012 par d'anciens membres d'une organisation sunnite extrémiste ayant mené jusqu'en 2010 une rébellion au Sistan-Balouchistan. Il était en perte de vitesse depuis quelques années. A-t-il bénéficié récemment d'une aide logistique des ennemis de l'Iran, depuis le territoire pakistanais, où il dispose de bases arrière ? L'Iran n'en doute guère. ■



# Exclusive: U.S. general recommends arming, aiding Syrian fighters after pullout

February 15, 2019 MUSCAT (Reuters) - Phil Stewart

**THE UNITED STATES should keep arming and aiding the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) following the planned U.S. withdrawal from Syria, provided the group keeps up the pressure on Islamic State, a senior U.S. general told Reuters on Friday.**

The recommendation by Army General Joseph Votel, who oversees U.S. forces in the Middle East as head of Central Command, is one of the strongest signs yet of U.S. military hopes for an enduring partnership with the SDF despite the concerns of NATO ally Turkey, which says Kurdish SDF fighters are terrorists.

“As long as they are fighting against ISIS and continue to keep pressure on them, I think it would seem to me to be in our interest to continue to provide the means for them to do that,” Votel said in an interview, using an acronym for Islamic State.

Votel said he expected future U.S. assistance to the SDF to change after it seizes the final bits of Islamic State territory. The SDF will then have to contend with a more dispersed, harder-to-detect network of Islamic State fighters, who are expected to wage guerrilla-style attacks.

“When they go to a kind of a wider area security mode, then that will drive a different type of requirement (for support),” he said during a trip to Oman.

Asked about Votel’s remarks, a White House official did not comment on future assistance to the SDF but reaffirmed the Trump administration’s commitment to the broader anti-Islamic State coalition.

U.S. President Donald Trump confounded his own national security team, including generals like Votel, with a surprise decision to withdraw the roughly 2,000 U.S. troops from Syria, declaring that Islamic State had been defeated there. The decision ran against Pentagon recommendations and helped lead to the resignation of Trump’s defense secretary, Jim Mattis.

It also triggered rare public criticism from Trump’s fellow Republicans in Congress.

Also on Friday, Votel told CNN, of Trump’s decision, “It would not have been my military advice at that particular time.”

Reuters has reported that Trump’s decision was in part driven by an offer by Turkey to keep the pressure on Islamic State once the United States withdrew.

But current and former U.S. officials warn Ankara would be unable to replicate the SDF’s success across the areas of Syria that the militias captured with U.S. support including arms, air strikes and advisers.

Brett McGurk, who resigned in December as Trump’s special envoy to the U.S.-led coalition against Islamic State, warned last month that the SDF could not be replaced as the provider of stability in areas of Syria formerly held by the militant group. He also cautioned that Turkey was not a reliable partner.

Asked whether he agreed that the SDF could not be replaced, by Turkey or anyone else, Votel said: “I would agree with that and I would include Americans, frankly. This is not a mission we should take on ourselves completely.”

“The fact that they (the SDF) own this, they represent the tribes ... is a really important aspect,” Votel said.

## PLAYING CATCH-UP

Nearly two months after Trump announced the pullout, Votel and other U.S. military leaders are hammering out the best way to carry it out while preserving as many gains as possible.

Senator Angus King, an independent from Maine who sits on the Senate committee overseeing the military, voiced deep concern in an earlier interview about Trump’s decision and the impact on U.S.-backed Kurdish fighters in the SDF.



Army General Joseph Votel



Members of the Syrian Democratic Forces control the monitor of their drone at their advanced position, during the fighting with Islamic State’s fighters in Nazlat Shahada, a district of Raqqa, Syria August 16, 2017. REUTERS/Zohra Bensemra

“The military (are) going to make the best of it, but it’s clear to me that what they are doing is playing catch-up in terms of determining what the strategy is,” he told Reuters.

U.S. arming of the SDF has infuriated Turkey, which sees the Syrian Kurdish YPG fighters that spearhead the group as indistinguishable from the Kurdish PKK movement that has waged an insurgency inside Turkey.

The YPG fear a Turkish onslaught once U.S. forces withdraw.

That has left Washington searching for a way to address the concerns of both partners.

In Europe, the plight of the SDF has come into sharp focus. A senior defense official, speaking on condition of anonymity, said the issue came up at a meeting of defense ministers on the sidelines of the Munich Security conference on Friday.

“Many of (them) recognize the degree to which the SDF has actually done the hard fighting and dying and they feel a sense of obligation to just not turn our backs,” the official said.

The SDF hold about 800 foreigners who fought with Islamic State. What will happen to those prisoners in Syria following the U.S. withdrawal is unclear. A top Kurdish official recently warned the SDF may not be able to hold them if the security situation spirals out of control.

Votel, however, said there were no indications that the SDF would release them.

“They recognize the importance of this ... and they have recognized what it would mean if they were (let) loose,” he said. ●

# Iran's 40 years of darkness



**Bret Stephens**

From its beginning 40 years ago this week, the Islamic Republic of Iran has enjoyed the open backing of, or at least the generous benefit of the doubt from, credulous fellow travelers in the West. History hasn't been kind to their sympathy.

"The depiction of him as fanatical, reactionary and the bearer of crude prejudices seems certainly and happily false," wrote Princeton's Richard Falk of the Ayatollah Khomeini in an op-ed for *The Times* on Feb. 16, 1979. "Having created a new model of popular revolution based, for the most part, on nonviolent tactics, Iran may yet provide us with a desperately-needed model of humane governance for a third-world country."

A decade later, after a reign of unbridled terror that culminated with the infamous fatwa against Salman Rushdie and the 1988 mass murder of thousands of political prisoners, including children, there was another false dawn. Several, in fact.

Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, who became Iran's president after Khomeini's death, was viewed as a reformer. In truth he was a kleptocrat who orchestrated an international bombing and assassination campaign stretching from Buenos Aires to Berlin. Rafsanjani's successor, Mohammad Khatami, was supposed to be a moderate. That didn't stop the bloody crackdown on student protests in 1999 or Iran's illicit pursuit of a nuclear weapons program during his tenure.

Mahmoud Ahmadinejad was one Iranian leader who got little international sympathy. Yet even under him Western reporters penned flattering tributes to Iran's purported openness — right up until the moment the regime stole the 2009 election and brutally suppressed the failed, if inspiring, Green Movement that followed.

Next was Hassan Rouhani, a man the West imagined it could do business with. Business it did, in the form of the Iran nuclear deal and — until the Trump administration put an end to it — the lifting of sanctions.

Yet as goodwill flowed toward Iran, malice flowed out. In 2015 the government executed close to 1,000 people, roughly double the figure of 2010. Last

month, it publicly hanged a 31-year-old man on charges of kidnapping and having sex with another man; he's one of an estimated 5,000 gays and lesbians killed by the Islamic Republic.

Abroad, and not just in the Middle East, Iran and its proxies continue to plot violence. An Iranian attempt to bomb the meeting of an opposition group near Paris was foiled last summer. In October, Copenhagen recalled its ambassador to Tehran after another Iranian assassination attempt was prevented in Denmark. In January, Germany banned Iran's Mahan Air because of its role in ferrying arms and fighters to commit atrocities in Syria. German intelligence officials have also accused Iran of trying to acquire nuclear materials in 2016, after the nuclear deal went into effect.

These are countries that want *better* relations with Iran, and have made efforts to steer a course independent from the Trump administration. Tehran's behavior gives the lie to the idea that it matches conciliation with conciliation. It matches conciliation with contempt.

Donald Trump's foreign policy has mostly been shambolic, but credit where it is due:

**An opportunity for conservatives and liberals to stand together on the side of freedom.**

Other than the stunning folly of the announced withdrawal of U.S. forces from Syria, where they could help check Tehran's regional ambitions, he has gotten Iran mostly right.

America's withdrawal from the nuclear deal has not

led Iran to resume its nuclear program (despite some gesturing to that effect). A tougher U.S. tone is likely behind the sharp drop in Iranian harassment of U.S. Navy ships in the Persian Gulf. The resumption of sanctions has put

Iran under acute economic stress.

Most importantly, ordinary Iranians know where to pin the blame. Last summer, social media captured Iranian protesters chanting "Death to Palestine," "No to Gaza, no to Lebanon," and "Leave Syria and think of us." These are people sick of going hungry and

unpaid while singing the "Death to America" theme song.

The overarching goal of Western policy cannot be to appease Iran into making partial and temporary concessions on its nuclear program, purchased at the cost of financing its other malignant aims. The goal must be to put an end, finally, to 40 years of Persian night.

This should not be a military campaign. But it can be a campaign of economic pressure, to put Iran's leaders to a fundamental choice between their ideological ambitions and the needs of their people. It can be a campaign of diplomatic pressure, to underscore that a regime that routinely flouts the rules of civilized countries can't be treated as one itself. It can be an intelligence campaign, to continue to expose and subvert Iran's efforts to acquire and field strategic arms.

Above all, it has to be a human-rights campaign. Liberals and progressives should not find it difficult to join conservatives in championing the rights of women in Iran, particularly women removing their headscarves in public and courageously facing the consequences. Nor should it be difficult for liberals and conservatives alike to call attention to the plight of Iran's political prisoners, much as both sides were once moved to action by the plight of political prisoners in the Soviet Union or China or South Africa.

Back when there was an idea of something called the free world, led by the United States, Americans cared about such things, and were willing to act. It is not too late for Americans to do so again, when so many are still in the dark. ●



An Iranian woman carrying a picture of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, during a ceremony to mark the 40th anniversary of the Islamic Revolution in Tehran.

International New York Times FEBRUARY 15, 2019

# U.S. reinvigorates plan to cripple Iran's missiles

WARSAW

## Two launching attempts failed in the past month, but Tehran is undeterred

BY DAVID E. SANGER  
AND WILLIAM J. BROAD

The Trump White House has accelerated a secret American program to sabotage Iran's missiles and rockets, according to current and former administration officials, who described it as part of an expanding campaign by the United States to undercut Tehran's military and isolate its economy.

Officials said it was impossible to measure precisely the success of the classified program, which has never been publicly acknowledged. But in the past month alone, two Iranian attempts to launch satellites have failed within minutes.

Those two rocket failures — one that Iran announced on Jan. 15 and the other, an unacknowledged attempt, on Feb. 5 — were part of a pattern over the past 11 years. In that time, 67 percent of Iranian orbital launches have failed, an astonishingly high number, compared with a 5 percent failure rate worldwide for similar space launches.

The setbacks have not deterred Iran. This week, President Hassan Rouhani singled out Tehran's missile fleets as he vowed to "continue our path and our military power."

The Trump administration maintains that Iran's space program is merely a cover for its attempts to develop a ballistic missile powerful enough to send nuclear warheads flying between continents.

Hours after the Jan. 15 attempt, Secretary of State Mike Pompeo noted that Iran's satellite launchers have technologies "virtually identical and interchangeable with those used in ballistic missiles."

Mr. Pompeo is in Warsaw this week with Vice President Mike Pence to lead a meeting of 65 nations on encouraging stability in the Middle East, including by expanding economic sanctions against Iran. It is largely an appeal to European allies who, while continuing to oppose President Trump's decision to abandon the 2015 nuclear accord with Iran, also agree that the missile tests must stop.

The launch failures prompted The



ARASH KHAMOUSHI FOR THE NEW YORK TIMES



IRANIAN PRESIDENCY OFFICE, VIA ASSOCIATED PRESS

Left, long-range missiles on display in Tehran. Above, President Hassan Rouhani of Iran, left, at a space exhibition, has vowed to "continue our path and our military power."

New York Times to seek out more than a half-dozen current and former government officials who have worked on the American sabotage program over the past 12 years. They spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to publicly discuss the covert program.

The officials described a far-reaching effort, created under President George W. Bush, to slip faulty parts and materials into Iran's aerospace supply chains. The program was active early in the Obama administration but had eased by 2017, when Mr. Pompeo took over as the director of the Central Intelli-

gence Agency and injected it with new resources.

The covert actions against Iran's missile and rocket program are being taken through countries and companies that supply Tehran's aerospace operations. French and British officials have joined the United States in calling for ways to counter Iran's missile program.

At the Pentagon last month to unveil a new missile defense strategy, Mr. Trump noted the Jan. 15 failed space launch. Had it succeeded, he said, it would have given Tehran "critical information" it could use "to pursue intercontinental ballistic missile capability, and a

capability, actually, of reaching the United States.”

“We’re not going to have that happen,” Mr. Trump said.

#### THE IRANIAN TARGET

Under Mr. Bush, two covert programs against Iran rose in tandem: one focused on nuclear materials, the other on missiles.

The C.I.A., with help from the National Security Agency, searched for ways to subvert factories, supply chains and launchers.

It did not take much, according to officials from both the Bush and Obama administrations. Flight disruption could take no more than a small design change in a critical valve, a modest alteration in an engine part or guidance system, or a contaminated alloy for making launcher fins, crucial for aerodynamic stability.

American military officials urged Congress to put more money into programs they obliquely hailed in open testimony as “left of launch” techniques — so called because they rely on sabotaging launchers before they are fired.

In Iran’s case, that meant identifying the networks of suppliers and subcontractors who sold aerospace parts and materials to Tehran.

The key insight, as several participants described it, was to subvert test launches of new missiles. If the tests failed, Iran would hesitate to embark on mass production.

President Barack Obama quickened the clandestine war with disruptions aimed not only at missiles but also at a newly emerging target — space launchers.

When Mr. Pompeo arrived at the

C.I.A., there was relatively little nuclear activity underway in Iran. Most of Tehran’s centrifuges had been dismantled under the 2015 agreement, and 97 percent of the country’s nuclear fuel had been shipped to Russia.

But Iran had ramped up its missile and space program. Mr. Pompeo immediately focused on the supply chain for rockets and missiles, a world he knew intimately.

#### EVIDENCE OF MANIPULATION

Iran first succeeded in putting a small satellite into orbit in 2009, just as it was ramping up its nuclear program. It did so again in 2011, 2012 and 2015. Jonathan McDowell, a Harvard astronomer who publishes “Jonathan’s Space Report” and specializes in orbital monitoring, noted that those four launches were the only clear successes out of a dozen.

At least once, an Iranian rocket exploded on the launchpad, leaving damage so extensive that satellites passing overhead could make out blast scars, burned wreckage and a blackened rocket transporter. Iranian officials kept silent on that disaster, in 2012.

So far, Iran has failed to successfully test the newest generation of its satellite launcher — a more powerful rocket known as Simorgh. The vehicle, roughly nine stories tall, debuted in April 2016. Iran wrapped the test flight in secrecy, and sky monitors know for sure only that no satellite went into orbit.

In July 2017, another Simorgh roared off a launchpad at the Imam Khomeini Space Center, a complex east of Tehran named for the nation’s first supreme leader. Iran called it a success. But once again, no satellite was seen. Reports said Washington concluded there was a

“catastrophic failure.”

In January, Mr. Pompeo warned Iran against launching a Simorgh that spy satellites had detected was in preparation. After it lifted off, on Jan. 15, Iranian officials declared that it suffered what they called a third-stage failure.

“Sometimes life does not go as expected,” Iran’s minister of telecommunications, Mohammad Javad Azari Jahromi, said in a Twitter post.

Some experts attributed Iran’s poor performance to other factors, including trade embargoes that block the best technology. “It’s not a great record, but it’s not out-of-the-family, especially given the sanctions,” said Dr. McDowell, the Harvard astronomer. “It makes it harder to get parts.”

#### A WARSAW WARNING

In Warsaw, Mr. Pompeo is expected to repeat his warnings about the danger of Tehran’s missile program and to press European and Arab states to expand sanctions and missile defenses aimed at Iran.

There will almost certainly be no reference to the United States’ secret sabotage efforts. But when Mr. Trump spoke at the Pentagon last month, he said nothing about Russia, China or North Korea as missile threats. He spoke only of Iran.

“Our strategy,” Mr. Trump said, “is grounded in one overriding objective: to detect and destroy every type of missile attack against any American target, whether before or after launch.”

*David E. Sanger reported from Warsaw, and William J. Broad from New York.*



FEBRUARY 17, 2019

# SDF says will focus on liberation of Afrin, sleeper cells after ISIS defeat

Wladimir van Wilgenburg/ February 17-2019 /Kurdistan24.net

**E**RBIL – The General Military Council of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) on Sunday said they would focus on the liberation of Afrin, which Turkey occupied in March last year, and combat Islamic State sleeper cells after the extremist group’s military defeat.

Among the SDF’s priorities after the Islamic State’s defeat is the return of Afrin’s original inhabitants to their homes and an end to the demographic change in the region, the local Hawar News Agency (ANHA) reported.

The SDF leadership underlined in a statement that after the militant group is defeated, the Kurdish-led forces would focus on the elimination of sleeper cells through precise “military and security campaigns” with support from the US-led coalition.

It emphasized that the Islamic State is trapped in a small area in the Baghuz village and that the battle would end after they liberate prisoners



The leadership of the Syrian Democratic Force (SDF) discussed the future of Syria’s northeast after the Islamic State’s territorial defeat, Feb. 17, 2019. (Photo: Hawar News Agency)

and civilians from the extremist group.

The SDF also highlighted the importance of drying up the Islamic State’s “ideological and economic ground,” which the terrorists depend on.

Mustafa Bali, the head of the SDF media center, previously warned that the Islamic State as an ideology is not defeated yet.

“We, as the SDF, think that dealing with and finishing off the Islamic State militarily was the easy step, but now comes the more ➔

➔ challenging phase,” he told Kurdistan 24.

In a meeting on Sunday, the SDF’s General Military Council discussed the future of northeastern Syria after the Islamic State’s defeat and the upcoming US withdrawal. Senior SDF leaders, such as Mazlum Kobani, the commander of the SDF, took part in the meeting.

In its statement, the General Military Council denied they are a danger to the Turkish state, underlining that Turkey is occupying Syrian territory, such as the town of Afrin, Al-Bab, Jarabulus, and Idlib.

Despite the occupation of Afrin and other cities, the SDF said they are ready “to solve problems with the Turkish state through dialogue and mutual respect,” noting they are ready to protect their areas “in any case of aggression.”

Regarding the establishment of a safe-zone or buffer zone under international supervision, the SDF said they would welcome it “to establish security and peace on our northern border.”

Senior US lawmakers and military officials are pressing America’s allies in Europe to commit hundreds of troops to create a buffer zone along Syria’s border with Turkey, Washington Post columnist Josh Rogin reported on Friday.

On relations with the Syrian government, the SDF military council said they are ready for dialogue in the framework of a united Syria, as long as



The leadership of the Syrian Democratic Force (SDF) discussed the future of Syria's northeast after the Islamic State's territorial defeat, Feb. 17, 2019. (Photo: Hawar News Agency)

it recognizes the special status of the SDF and constitutional recognition of the Democratic Autonomous Administration (DAA) of North and East of Syria. ●

REUTERS

## Assad adviser rejects idea of granting Syrian Kurds autonomy



February 19, 2019 MOSCOW (Reuters) - Andrew Osborn

**A SENIOR ADVISER to Syrian President Bashar al-Assad on Tuesday flatly rejected the idea of giving Syrian Kurds a measure of autonomy, saying such a move would open the door to the partition of the country.**

The Kurdish-led authority that runs much of north and east Syria has presented a road map for a deal with Assad in recent meetings with his key ally Russia.

The Kurds want to safeguard their autonomous region inside a decentralised state when U.S. troops currently backing them pull out. They also hope a deal with Damascus would dissuade neighboring Turkey from attacking them.

But when asked on Tuesday if Damascus was willing to do a deal that would hand the Kurds some measure of autonomy, Bouthaina Shaaban, a senior adviser to Assad, flatly rejected the suggestion.

“Autonomy means the partition of Syria. We have no way to partition Syria,” she told Reuters on the sidelines of a Middle East conference in Moscow organized by the Valdai Discussion Club.

“Syria is a country that is a melting pot for all people and all people are equal in front of Syrian law and in front of the Syrian constitution,” she added, calling the Kurds “a precious and very important part of the Syrian people”.

Her comments come after Syrian Deputy Foreign Minister Faisal Mekdad expressed optimism last month over dialogue with Kurdish groups, and suggest the Kurds will face an uphill struggle to wring concessions from Damascus, which has said it wants to retake every inch of territory lost during eight years of war.

Shaaban sat next to Russia’s Deputy Foreign Minister at the conference



FILE PHOTO - Kurdish civilians sit at the back of a truck in Afrin, Syria March 18, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

and lavishly praised Moscow for its Syria intervention, saying it had shown “amazing consistency in dealing with facts on the ground”.

She was scathing about Turkish President Tayyip Erdogan and his idea of carving out “a safe zone” in northeast Syria however.

Ankara wants the area near the Turkish border to be cleared of the U.S.-backed Kurdish YPG militia and to move into territory there, some of which is currently controlled by U.S. forces.

Three UK Conservatives quit party in protest at “disastrous Brexit”

Shaaban said the idea smacked of an illegal land grab.

“Turkey has all the new ambition to occupy other people’s land and I think we are facing Erdogan who has dreams of reinvigorating and recreating the Ottoman Empire,” she said.

“But I don’t think he will be able to do that because our people are there to defend our land.”

Turkey backs the anti-Assad opposition that still has a foothold in north-western Syria, and has troops in that area. ●



# Syrie : Poutine exhorte Erdogan à « détruire le foyer terroriste » d'Idlib

Ankara, sous pression de Moscou pour renouer avec Assad, veut instaurer une zone tampon dans le nord pour endiguer les Kurdes

SOTCHI (RUSSIE) - envoyée spéciale

Le départ annoncé des troupes américaines de Syrie a perturbé le sommet organisé entre Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan et Hassan Rohani, à nouveau réunis, jeudi 14 février, à Sotchi, dans le sud de la Russie, pour la quatrième fois depuis 2017. Salué comme un « pas positif » par le chef du Kremlin, le retrait de quelque 20 000 soldats américains, proclamé par Donald Trump, sans précision de calendrier encore à ce jour, pourrait modifier l'équilibre des forces sur le terrain. « Nous ne savons pas ce qui va arriver », a prudemment commenté le dirigeant turc.

Allié sur le terrain en Syrie, le trio formé par la Russie, la Turquie et l'Iran, qui se retrouvait pour la première fois depuis la décision prise par Washington, a éprouvé des difficultés dans ce contexte, malgré les sourires et les poignées de main, à surmonter ses divergences de vue sur le contrôle de régions-clés du pays déchiré par huit années de guerre.

D'un côté, le Kremlin piaffe d'impatience et fait pression sur Ankara pour lancer une offensive sur la province d'Idlib, où les rebelles du groupe Hayat Tahrir Al-Cham, lié à Al-Qaïda, ont renforcé leur emprise, jusqu'à dominer « 90 % du territoire », selon la diplomatie russe ; de l'autre, Ankara, qui a positionné ses troupes près de la ville de Manbij, veut instaurer une zone tampon dans le nord de la Syrie et chasser les forces kurdes près de ses frontières, alors que Moscou, tout comme Téhéran, souhaite que les forces syriennes garantissent la sécurité de cette zone.

Dans la province d'Idlib, « le cessez-le-feu ne signifie pas que nous devons accepter la présence de groupes terroristes », a insisté M. Poutine, qui « suggère d'examiner les mesures concrètes que la Russie, la Turquie et l'Iran pourraient prendre pour détruire complètement le foyer terroriste. » La

veille, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait fustigé « l'existence interminable de ce nid terroriste ». L'accord pour la création d'une zone de désescalade à Idlib, conclu en septembre 2018, a manifestement fait long feu aux yeux du Kremlin.

## Rétablir le traité de 1998

« Nous avons parcouru un long chemin, je suis convaincu que nous pourrions donner un nouvel élan à la normalisation de la situation en Syrie, a exhorté jeudi M. Poutine en s'entretenant au préalable avec son homologue turc. Si nous cherchons un compromis, nous réussirons sans aucun doute. » Le retrait américain est « un des plus grands défis à venir », lui a répondu M. Erdogan, ajoutant : « L'intégrité territoriale de la Syrie ne sera préservée que si Manbij et l'est de l'Euphrate sont débarrassés des YPD [Unités de protection du peuple, milice kurde soutenue par les Etats-Unis mais considérée comme terroriste par Ankara]. »

Ces unités, avec l'appui des combattants arabes des Forces démo-

cratiques syriennes (FDS) et de la coalition américaine, participent aux combats contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique, acculés dans la dernière poche de résistance dans la région de Deir ez-Zor, sur un territoire d'à peine plus d'un kilomètre carré, désormais sur le point de tomber.

Le dirigeant turc a bien évoqué la formation « de patrouilles communes », chargées de contenir « les groupes radicaux » dans la province d'Idlib. Mais cette idée, évoquée depuis septembre 2018, n'a donné lieu à aucun détail. Pour M. Erdogan, qui n'en a pas démordu, la coopération à Idlib doit être également valable à Afrin, à l'est de l'Euphrate. Il a surtout mis en garde contre une nouvelle crise humanitaire que provoquerait, selon lui, une offensive à Idlib.

En réponse, Vladimir Poutine a réitéré son idée de rétablir le traité de sécurité de 1998 entre la Turquie et la Syrie, exhortant ainsi le chef de l'Etat turc à renouer les liens avec le régime de Bachar Al-Assad, auquel Ankara s'oppose. Ce

traité oblige la Syrie à empêcher toute activité sur son territoire qui mettrait en péril la sécurité de la Turquie en permettant à son armée, le cas échéant, de franchir la frontière. La sécurité, oui, mais la Syrie forme un seul peuple et les Kurdes en font partie, a appuyé le président iranien, Hassan Rohani.

A Sotchi, le chef du Kremlin a, enfin, tenté de relancer la création d'un Comité constitutionnel sur la Syrie, en estimant « important qu'il commence à travailler dès que possible ». Ce point figure parmi seize autres dans la plateforme commune adoptée à l'issue du sommet, sans grande avancée. Pour Moscou, la priorité repose clairement sur « l'élimination » des groupes armés d'Idlib, tout en profitant du vide que laisse entrevoir le départ des troupes américaines pour faire monter la pression sur Ankara afin que la partie turque se rapproche du régime de Damas. ■

ISABELLE MANDRAUD



Le président iranien, Hassan Rohani, le président russe, Vladimir Poutine, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à Sotchi (Russie), le 14 février. Sergei Chirikov / AP



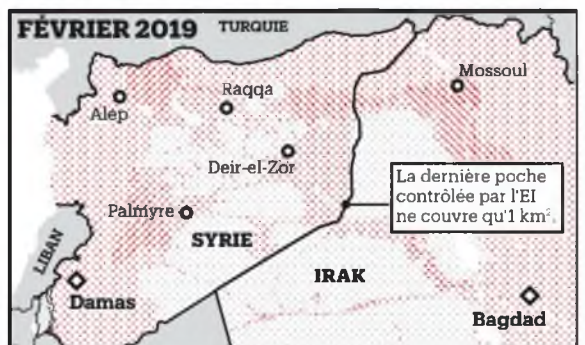
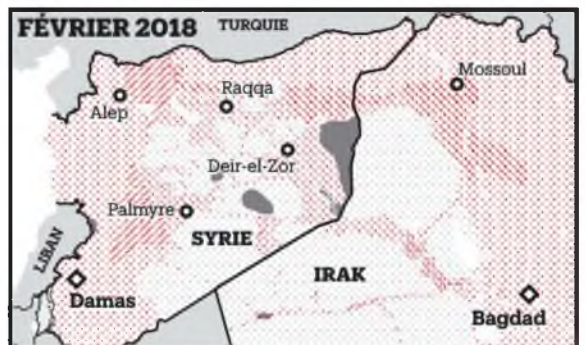
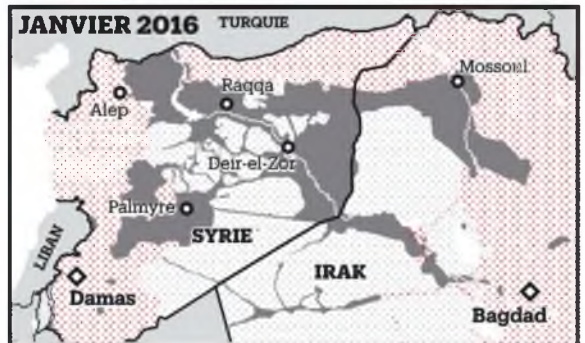
SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 FÉVRIER 2019



## L'inexorable recul du groupe Etat Islamique

- Territoire contrôlé par l'EI
- ▨ Autres forces
- ▤ Zones peu peuplées

Sources : AFP, IHS Markit



# SYRIE-IRAK

## Le «califat», paradis perdu de la terreur

De la taille du Royaume-Uni à son apogée, le territoire conquis par les jihadistes de l'Etat islamique ne mesure plus qu'un km<sup>2</sup>. La victoire des forces kurdo-arabes et alliées est imminente.

Par  
**LUC MATHIEU**  
Envoyé spécial en Syrie  
Photos  
**VÉRONIQUE DE VIGUERIE**  
**GETTY REPORTAGES**

Moins d'un kilomètre carré. C'est ce qu'il restait vendredi du califat de l'Etat islamique (EI). Quelques rues et bâtiments du village d'Al-Baghouz, dans le Sud-Est syrien, entre l'Euphrate et la frontière irakienne. L'EI n'aura très bientôt plus de territoire revendiqué. Son proto-Etat, où il avait imposé sa loi sauvage, s'est rendu coupable de crimes contre l'humanité et a fomenté des attentats à travers le monde, dont ceux du 13 Novem-

bre à Paris et à Saint-Denis, sera annihilé. Fin 2014, il s'étendait sur un tiers de la Syrie et une bonne part de l'Irak, soit la moitié de la superficie de la France. La dernière bataille aura provoqué des combats féroces, comme les précédentes, à Manbij, Raqqa, Falouja, Tikrit, Ramadi ou Mossoul. «*Dès qu'ils le peuvent, ils contre-attaquent. Ils utilisent tout ce qu'ils peuvent, des kamikazes, des mines, des drones. Ils se cachent dans des tunnels pour se protéger des frappes aériennes et nous prendre à revers. Ils sont redoutables*», expliquait en milieu de semaine un commandant kurde.

### DÉFECTIONS

Tous ne se battent pas pour autant jusqu'au bout. Depuis début fé-

vrier, chaque jour ou presque, des jihadistes syriens et étrangers se sont rendus, avec ou sans leur famille. Ils s'échappent d'Al-Baghouz, en général la nuit, et rejoignent

une position avancée des Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition kurdo-arabe qui les combat. Ils sont emmenés un peu plus loin dans le désert pour

être remis à des forces spéciales américaines qui les prennent en photo et récupèrent leurs empreintes, avant de les envoyer dans des prisons du Kurdistan syrien. Le rythme des défections s'est accéléré à mesure que les FDS se sont rapprochées. Plus de 200 jihadistes ont fui lundi et mardi.

L'issue de cette dernière offensive n'a jamais fait de doute. Environ 10 000 combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple) et arabes ont été mobilisés, ainsi que des soldats américains, britanniques et français. La coalition frappe sans relâche. Au début de la semaine, à quelques kilomètres du front, on voyait les traînées blanches de ses missiles tirés depuis des avions trop hauts dans le ciel pour être aperçus.

La violence des bombardements et des combats a poussé des milliers de civils, syriens et irakiens, à fuir Al-Baghouz et les villages environnants. Comme les jihadistes et leurs familles, ils rejoignent les positions des FDS au milieu de la nuit. La plupart sont épuisés, sales et recouverts de poussière. Certains arrivent avec leur camionnette, remplie de sacs de vê-

tements, de matelas et de bidons en plastique. Ils repartent à l'arrière de camions pour le camp d'Al-Hol, à quatre heures de route plus au nord. Ils n'y côtoieront pas les femmes jihadistes et leurs enfants, enfermés dans une enclave séparée (lire pages 4 à 6), mais iront dans des tentes ou des baraquements en briques qui viennent d'être construits. Le camp n'en finit plus de s'étendre. Mercredi, il comptait près de 30 300 occupants. «A la fin de la semaine prochaine, il y en aura 10 000 de plus», disait mercredi Nabil, l'un des responsables.

### BÂTIMENTS RASÉS

Certains vivent là depuis des mois. Les maisons qu'ils ont quittées sont en ruines, tas de gravats inhabitables. Dans le Sud-Est syrien, comme à Raqqa, plus au nord, les combats pour chasser l'EI ont détruit des villages entiers, depuis Hajine jusqu'à Al-Baghouz, à quelques dizaines de kilomètres. La plupart sont aujourd'hui vides. Les frappes aériennes et les combats au sol n'ont laissé aucun bâtiment intact. Les moins abîmés sont criblés de balles. Les autres



Les Forces démocratiques syriennes, sur la ligne de front.

sont disloqués ou rasés. Depuis lundi, les Forces démocratiques syriennes se préparent quand même à fêter la victoire. Dans la base arrière installée au milieu des installations pétrolières d'Al-Omar, des combattants kurdes remettent en état la cour du complexe et le réfectoire adjacent. Ils ont cimenté les trous creusés par les explosions d'obus,

monté une estrade en bois et posé des porte-drapeaux. Tout sera prêt pour la cérémonie qui marquera officiellement la fin du «califat». «Il ne faut pas se leurrer, Daech ne disparaîtra pas pour autant, disait la semaine dernière le commandant kurde Adnan. Ils n'auront plus de territoire, mais leur idéologie perdurera.»



FEBRUARY 15, 2019

## Kurdish security chief meets with Russian top diplomat

Kosar Nawzad / February 15-2019

**ERBIL (Kurdistan24.net) – Masrour Barzani, the Chancellor of the Kurdistan Region Security Council, on Friday met with Russian Foreign Minister Sergey Lavrov.**

The meeting was held on the sidelines of the Munich Security Conference, a three-day event attended by top officials from the international community to discuss the latest security developments.

“In the meeting, both sides reaffirmed the historic relationship between the peoples of the Russian Federation and the Kurdistan Region,” a statement from the KRSC office read.

Those participating also reviewed ways to increase the strong economic ties with the Kurdistan Region and Iraq as a whole, the statement added.

The officials also discussed Syria, on which Barzani “raised his concern about the future of the Kurdish people,” and “stressed the importance of a peaceful settlement that guarantees their rights and safety.”

Masrour Barzani, Chancellor of the Kurdistan Region Security Council, in meeting with Russian Foreign Minister Sergey Lavrov on Feb. 15, 2019. (Photo: KRSC)



On that front, Barzani “urged Russia to help advance that goal through inclusive talks.”

In early January, Maria Zakharova, the spokesperson for Russia’s Ministry of Foreign Affairs, said that her government wants control of Kurdish majority areas now held by the Syrian Democratic Forces (SDF) to return to the regime of Bashar al-Assad.

“In this regard, establishing dialogue between the Kurds and Damascus takes on particular significance,” she said. “After all, the Kurds are an integral part of Syrian society.”

“The return of official control over all Kurdish-populated territories should also neutralize the security risks to Syria’s neighbors,” she added, in an apparent reference to Turkey, which has been threatening for months to cross its southern border into Syria to attack Kurdish armed groups there.

Barzani left for Germany on Wednesday and is expected to meet with the National Security Advisor to Iraq’s Prime Minister, Falih al-Fayyadh, German lawmakers from the Union parties Christian Democratic Union of Germany (CDU) and Christian Social Union in Bavaria (CSU), and CDU chair Annegret Kramp-Karrenbauer, separately and respectively, according to an official document received by Kurdistan 24.

According to the Munich Security Conference website, over 35 heads of government and heads of state, as well as 50 foreign and 30 defense ministers will attend the three-day event. ●

## Syrie: les Kurdes ne doivent pas être sacrifiés, avertit Paris

Par Le Figaro.fr avec AFP le 17/02/2019

La ministre française des Armées Florence Parly a martelé aujourd'hui que les Kurdes syriens, sur le point de vaincre avec leurs alliés le groupe État islamique (EI) au sol, ne devaient pas devenir de nouvelles "victimes" du conflit syrien.

"L'annonce du retrait américain (de Syrie) a rebattu les cartes et créé de nouvelles configurations dans la région. Nul ne sait encore quel arrangement en sortira", relève Florence Parly dans une tribune au quotidien Le Parisien.

"Notre devoir est de tout faire pour éviter que les FDS en soient les victimes", ajoute-t-elle en référence aux Forces démocratiques syriennes, alliance locale à dominante kurde qui combat l'EI avec l'appui aérien de la coalition internationale sous commandement américain.

Les djihadistes sont désormais assiégés dans un quartier d'un demi-kilomètre carré, dans le village de Baghouz, près de la frontière irakienne. Mais une fois la victoire acquise et le retrait américain effectif, les Kurdes seront sous la menace directe d'une intervention turque dans le nord-est du pays, à moins qu'ils négocient avec Damas un retour sous le giron du régime syrien.



"Nos partenaires de terrain, les FDS, ont beaucoup donné. Nous leur devons énormément", insiste la ministre des Armées, alors que les conséquences du retrait américain sur les Kurdes sont très loin d'être réglées. ■

## Iraqi Kurdistan elects first female interim speaker



The new Kurdish parliament speaker, Vala Farid, (C) speaks during a session of Kurdistan's regional parliament in Erbil, on February 18, 2019. AFP

Mina Aldroubi Feb 19, 2019  
www.thenational.ae

### Deep political rifts persist in Kurdish politics more than four months after legislative elections

Iraqi Kurdish politicians elected an interim speaker of parliament late on Monday to end months of political deadlock in government.

Vala Fareed, nominated by the Kurdistan Democratic Party (KDP), was chosen during the first parliamentary session since a highly contested legislative election in September.

She becomes the first female speaker in Iraq's semi-autonomous Kurdish region.

Ms Fareed, 43, gained 68 votes but the session was boycotted by politicians from the

Patriotic Union of Kurdistan, the party of former Iraqi President Jalal Talabani.

"Without a signed political agreement between us, we will neither participate in the parliamentary session nor the government formation process," PUK spokesman Latif Sheikh Omar said on Monday.

Ms Fareed will be appointed "temporarily" until a deal can be reached with the PUK on a permanent appointment, head of the KDP bloc Haimim Hamrami said.

Born in Erbil, Ms Fareed who has a law degree, was elected in parliament after the September poll.

Mona Kahveci, a female lawmaker from the Turkmen Reform Party, was elected as second deputy speaker.

Ms Kahveci became the first member from a non-Kurdish background to hold a senior post in the Kurdish government.

September's parliamentary election was the first in the Kurdish region since it experienced political infighting and a growing ISIS threat.

Iraq's Kurdistan region is divided into areas controlled by the two ruling parties. Yet, parliament has been largely paralysed since 2015 following a dispute over then President Masoud Barzani seeking an extension of his term, while both parties embraced a failed referendum on independence in 2017.

The deadlock in parliament set off a fierce battle between the KDP and the PUK for control over the government.

The two dynastic political parties fought a civil war in the 1990s but have more recently shared power. They were in a gruelling political battle in Baghdad, where they competed for the presidency at the federal level. The PUK came out on top with the election of Barham Salih.

The September elections marked the first time Kurds went to the polls after their push for independence.

Since then the region has faced political turmoil.

Even though 94 per cent of the voters were in favour of secession, the referendum failed to gain international and regional support.

The vote backfired after it was rejected by Baghdad, Washington and other international powers.

Iraqi forces took back oil-rich regions from Kurdish control and imposed economic sanctions that damaged relations between Baghdad and Erbil.

The move also reduced the Kurdistan Region's Government's share of the national budget.

Relations since then have slightly improved, despite continuous disagreements over oil exports. ■

# US push against Iran highlights differences between Washington, EU

Thomas Seibert

Istanbul

An effort by the United States to forge a broad international alliance against Iran's influence in the Middle East has highlighted a widening gap between Washington and its Western European allies as well as NATO partner Turkey.

The Trump administration and Israel used a meeting in Warsaw to warn that Iran poses a danger and to trumpet a coalition that includes Washington, the Jewish state as well as Arab countries such as Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Bahrain, Qatar, Kuwait, Yemen and Jordan.

The initiative was overshadowed by disagreements between the United States and its European allies over how to deal with Iran. US Vice-President Mike Pence called on Europeans to follow Washington's lead in leaving the international nuclear agreement with Tehran, a demand immediately rejected by Germany. European powers are determined to stick with the 2015 pact.

**The meeting in Poland was weakened by the refusal of Russia, EU foreign policy chief Federica Mogherini and major EU powers to take part.**

"I doubt the meeting helped much with advancing Washington's agenda," said Ali Vaez, director of the Iran project at the International Crisis Group. "The Europeans remain steadfast in their commitment to the nuclear deal and the anti-Iran Club of Four (the United States, Israel, the United Arab Emirates and Saudi Arabia) did not expand," Vaez said via e-mail.

As the Warsaw conference was winding up February 14, Russia, Iran and Turkey convened a trilateral summit in Sochi, Russia, to strengthen an alliance that is eager to hasten the US military exit from Syria and reduce Washington's role elsewhere in the region.

"You can't achieve peace and stability in the Middle East without confronting Iran," US Secretary of State Mike Pompeo said before talks with Israeli Prime Minister Binyamin Netanyahu on the sidelines of the Warsaw conference.

Netanyahu spoke of a "historical turning point" in Poland. "In a

room of some 60 foreign ministers and representatives of dozens of governments, an Israeli prime minister and the foreign ministers of the leading Arab countries stood together and spoke with unusual force, clarity and unity against the common threat of the Iranian regime," he said.

Netanyahu raised eyebrows before the conference by releasing a message that included a reference to a "common interest of war with Iran." The wording was later changed to "combating Iran."

Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif responded to Netanyahu's choice of words by commenting on Twitter: "We've always known Netanyahu's illusions. Now, the world – and those attending #WarsawCircus – know, too."

Iranian President Hassan Rohani blamed the United States and its allies for a suicide bombing in south-eastern Iran that killed 27 members of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC). The force said a vehicle laden with explosives was used to attack a bus transporting IRGC members in Sistan-Baluchistan province.

The Warsaw conference was part of a US strategy to build an international front involving Israel and Arab allies to counter Iran, seen by Washington as the main source of instability in the Middle East. The United States pulled out of the nuclear deal with Iran last year, arguing that the international community needed to employ a tougher approach to confront Tehran.

The meeting in Poland was weakened by the refusal of Russia, EU foreign policy chief Federica Mogherini and major EU powers to take part. Iran was not invited to the Warsaw conference.

Moscow and the European Union want to keep the nuclear deal with Iran alive and France, Germany and the United Kingdom, while condemning Tehran's ballistic missile programme, have opened a new channel for non-dollar trade with Iran to sidestep US sanctions and keep the nuclear deal afloat. Turkey has told Iran it is ready to join the European trade mechanism, the Iranian Mehr news agency reported.

Pence accused Washington's European allies of trying to break US sanctions against Tehran. Some leading US partners in Europe "have led the effort to create mechanisms to break up our sanctions," he said in Warsaw.

Another major player missing in the Warsaw meeting was Turkey,

## Pence accused Washington's European allies of trying to break US sanctions against Tehran.



**Squaring the circle.** A general view at the trilateral summit on Syria in Sochi, February 14.



**Glum faces.** Iranian President Hassan Rohani (R), Russian President Vladimir Putin (L) and Turkish President Recep Tayyip Erdogan meet in the Black Sea resort of Sochi, February 14.

The meeting reflected the fraying of the alliance between Russia, Iran and Turkey over conflicting agendas in Syria. Erdogan failed to get approval from Russia, the main partner of Syria's government, to establish a buffer zone in north-eastern Syria to push Kurdish fighters back from the Turkish border. Patience was also clearly wearing thin with Ankara regarding Islamist extremists in Idlib province in north-western Syria. (Reuters)

a NATO member and neighbour of Iran. Turkish President Recep Tayyip Erdogan travelled to Sochi to meet with Rohani and Russian President Vladimir Putin while leaving it to the Turkish Embassy in Warsaw to follow events in the Polish capital. Turkey is opposed to US sanctions against Iran and has criticised Washington's decision to leave the nuclear deal.

Erdogan joined Putin and Rohani in listing priorities that highlighted Turkish-US differences.

Speaking before a meeting with Putin, Erdogan stressed his aim of

driving a Syrian-Kurdish militia allied with the United States away from the border.

Putin said a US withdrawal from Syria would be "a positive step that would help stabilise the situation in this region, where ultimately the legitimate government should re-establish control." Rohani said the US decision to leave Syria was "good news."

**Thomas Seibert is an Arab Weekly correspondent.**



# Civilian shield stalls final liberation by US-backed forces of last IS-held pocket

Wladimir van Wilgenburg February 19-2019  
<http://www.kurdistan24.net>

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Fighters with the Syrian Democratic Forces (SDF) told Kurdistan 24 reporter Ekrem Salih on Monday that the presence of civilians in a small area of about 600 square meters in the village of Baghouz is hampering its liberation.

Islamic State fighters are now contained to the eastern town of Baghouz, along the Euphrates River, but some militants have refused to surrender and are still trying to launch attacks while hiding among civilians.

Syrian Kurdish top official Aldar Xelil, in an Op-Ed for Ronahi on Saturday, confirmed that the Islamic State, who once controlled large parts of Iraq and Syria, now only hold an area no larger than a square kilometer.

The Islamic State, which according to US officials once had territory over 100,000 square kilometers – the size of the UK – under its control, has now been reduced to a small number of tents.

Hogir Heseke, an SDF fighter on the frontlines, told Kurdistan 24 that the “remaining ISIS fighters are hiding among civilians,” and that it made it hard to “remove the militants.”

“We cannot attack them because we are worried civilians will fall [...] As you can see, ISIS only controls a small part of Baghouz, and soon we will attack them,” he added while pointing to tents hosting Islamic State fighters and their families, as well as civilians.



Islamic State members walk in the last besieged neighborhood in the village of Baghouz, Deir al-Zor province, Syria February 18, 2019. (Photo: Reuters/Rodi Said)

Adnan al-Ahmed, another SDF fighter, told Kurdistan 24 that the presence of civilians was “creating a problem” for the SDF.

“We are trying to keep the civilians safe. If the situation were not like this, Baghouz would have been liberated in hours,” he explained. “But because there are civilians present, we have to be careful and precise with our advances.”

Kurdistan 24 reporter Akram Salih reported that the US-led coalition is still monitoring the last Islamic State-held pocket to “prevent fighters from fleeing” to regime areas, the Iraqi border, or from penetrating SDF-held regions.

On Monday, Islamic State militants attempted a counter-attack in which three suicide bombers killed a number of fighters, the Syrian Observatory for Human Rights claimed.

So far, the SDF has refused any deal to allow the jihadist group to evacuate their remaining fighters to Idlib, in the northwest of the country where other extremist and rebel groups also maintain a presence. They also aim to free prisoners and civilians who are still held by the Islamic State.

Some 300 Islamic State fighters, along with hundreds of civilians, have refused to surrender in Baghouz and have attempted to negotiate a way out.

The SDF fears that the loss of Baghouz could lead the Islamic State to carry out massacres against civilians if they fail to find a way out.

Spokesperson for the US-led coalition, Col. Sean Ryan, told Kurdistan 24 on Saturday that the fight against the Islamic State in the Middle Euphrates River Valley continues.

“There has been some lapses in the battle as we continue to see hundreds of civilians still attempting to flee to safety,” Ryan stated.

“Civilians who have escaped are reporting ISIS is using them as human shields and killing innocent civilians in order to intimidate others from trying to leave.”

According to Nicolas A. Heras, a Middle East security analyst at the Center for a New American Security, “the battle for Baghouz is at the delicate stage where continued military operations can cause more harm than good.”

“ISIS has deployed its remaining forces in such a way that civilian casualties would be maximized, which is similar to what occurred in Raqqa,” he concluded. ●



# ‘You took us to the middle of the road and left us there’: Syrian Kurds fear more upheaval as US troops plan withdrawal

**Turkey’s plans for safe zone in northern Syria worries country’s Kurdish community,**



Richard Hall  
FEBRUARY 20, 2019  
www.independent.co.uk

When Abu Amar heard the news that the US would be pulling its troops from Syria, an old love song drifted into his head.

“It goes: ‘You took me to the middle of the road and you left me there,’” says the Kurdish 50-year-old used car salesman\*. “That is what the Americans are doing to us.”

The actual line in the song is slightly different, but the meaning is the same.

Over the last few years, Syria’s minority Kurdish population has faced down the threat of Isis, gone on to win new freedoms and built an autonomous administration that it hopes will outlast the country’s civil war.

They have done so in large part due to the protection afforded to it by the US military, which allied itself with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and sent 2,000 US troops to Syria to help bring an end to the Isis caliphate.

But with the caliphate on the verge of



People gesture at a US military vehicle travelling in Amuda province, northern Syria ( Reuters )

defeat, those American soldiers are on the way out. Their withdrawal, abruptly announced by Donald Trump in December, has raised the prospect of further instability for Syrian Kurds.

“All through history we have made alliances with big powers, but when they leave we are always left in trouble,” says Abu Amar.

A look at the map is enough to see why he is concerned. To the west, an emboldened Syrian government is eager to reassert its authority over Kurdish areas after years of absence. To the south, Isis sleeper cells are emerging from the ashes of the defeated caliphate. But the biggest threat lies to the north, where Turkey is threatening to cross the border and crush the Kurdish militia that holds power here.

Turkey’s president Recep Tayyip Erdogan has threatened for months to create a “safe zone” inside Syria and remove the SDF from the border. The plan calls for a zone that stretches 20 miles deep into the country. Such a plan would swallow up major Kurdish towns and cities, including Qamishli, where Abu Amar lives.

“Right now we are trying to save our money in case of an invasion,” he says. “If the Turks come here, it will be like when Isis controlled these areas. I will leave everything behind and go.”

Like many in the Kurdish areas of Syria, Abu Amar views Turkey with deep suspicion. Due in large part to a decades-long policies of discrimination towards its own 15 million-strong Kurdish population, Turkey is viewed as something of an enemy by many Syrian Kurds.

For the past 40 years, Turkey has fought a homegrown insurgency led by the Kurdistan Workers’ Party (PKK), a militant group founded to fight for autonomy for Kurdish people in Turkey, but which now claims to fight for greater rights. The PKK is listed as a terror organisation by the European Union, the US and Turkey.

But while the US distinguishes between the two, Ankara says the Kurdish fighters of the SDF are directly connected to the PKK, and so views its growing power as an existential threat.

The US now finds itself in the centre of these two bitter enemies. The SDF has been a key ally of Washington in the fight against Isis, but the US recognises Turkey as a vital Nato partner.

Since the withdrawal was announced, US diplomats have scrambled to prevent an outbreak of fighting that would allow Isis space to regroup. The plans for a safe zone are currently “stuck in limbo”, according to Nicholas Heras, an analyst at the Centre for a New American Security.

“The Americans to their credit are trying very hard to find a deal that satisfies ➤



Zikia Ibrahim, 28, with her two-year-old son and 8-month-old daughter, after fleeing the Isis caliphate  
Richard Hall/The Independent

The Americans to their credit are trying very hard to find a deal that satisfies Turkey’s concerns, but also preserves the SDF as the primary vehicle through which to counter the reemergence of Isis

Nicholas Heras, analyst at Center for a New American Security



*Men who fled the last Isis-held area of Syria line up to be questioned by American and Kurdish intelligence officials*  
*Men who fled the last Isis-held area of Syria line up to be questioned by American and Kurdish intelligence officials ( Richard Hall/The Independent )*

⇒ Turkey's concerns, but also preserves the SDF as the primary vehicle through which to counter the reemergence of Isis," he tells The Independent.

"But the US team cannot get guarantees from Turkey that would prevent Turkish activities to dismantle the SDF."

Here in Qamishli, there is a sense of foreboding over the plans. One reference comes up repeatedly in conversations: Afrin. The predominantly Kurdish region to the west of the Euphrates river, known for its vast olive groves, was held by the SDF until Turkey captured it early last year.

Since then, Amnesty International has accused Syrian rebel groups who now control the area, under Turkey's command, of carrying out forced disappearances, confiscation of property and torture.

"In Afrin, the people suffered massacres. That's what will happen here," says Sardar Khalil, a 60-year-old technician. "Right now there is peace for us. But in Afrin no one is allowed to move."

The SDF, aware that it would not stand much of a chance against Turkey's modern army, has been looking for a compromise. It has recently suggested that an international force under the United

Nations implements a safe zone, instead of Turkey.

Ilham Ahmed, the co-chair of the Syrian Democratic Council – the political arm of the SDF, is concluding a whistle-stop tour of western capitals this week to drum up support for the idea.

"Any attempt by the Turkish state to establish a safe zone in the north of Syria will be an occupation, and no matter that the Turkish state wants to convince others that it will be a force for calm in the region, this is not what will happen," she said during a visit to London this week, according to The Guardian.

Turkey's defence minister Hulusi Akar has

**If you wanted to be employed, they wouldn't let Kurds have jobs. If you wanted to buy properties you couldn't register in your name**

Abu Amjad, salesman in Qamishli

rejected the idea outright, however.

"The safe zone isn't for Turkey alone, but also for the safe return of Syrian refugees who have had to leave their homes back to their country," he said on Friday, according to the Anadolu news agency. "Only Turkey should be present in the safe zone."

Even if a deal is reached on the safe zone, the SDF faces another powerful foe in the form of the Syrian government, and its ally Russia. Damascus has made it clear that it intends to reassert its control over the entirety of the country, meaning the autonomous self-administration built by the SDF over the past few years is at risk.

The return of government control here would mean a return to a time when Kurds were treated as second-class citizens, according to Abu Amjad, another salesman also in Qamishli.

"You had to do everything through the Ba'ath regime," says the 54-year-old. "If you wanted to be employed, they wouldn't let Kurds have jobs. If you wanted to buy properties you couldn't register in your name. Then you had the security services harassing people all the time."

Perhaps the biggest impact of the self-administration will be on the younger generation of Kurds, who are growing up with rights their parents did not have, like being taught in their own language at school for the first time.

Rahman Izzedine Bozou, a 17-year-old high school student, says he wasn't even allowed to speak Kurdish in the hallways before.

"It happened two or three times. I was speaking Kurdish and the teacher hit me with a stick," he says. "We studied for seven or eight years in Arabic, so it was difficult to make the change. But it's nice to study in your mother tongue."

A return of government control could also mean punishment for tens of thousands of Kurds who have avoided conscription in the Syrian army. Many now essentially live as fugitives, unable to travel outside of Kurdish areas of control, for fear of arrest.

Without the protection of the US, Abu Amar fears the worst.

"If the Turks come here, the whole Kurdish community will be destroyed," he says. "And if the regime come they will take thousands of young people for conscription."

This is what he means by "the middle of the road". ♦



Nusaybin district, Mardin, Turkey, where flags of the Kurdish YPG over the border in Qamishli, Syria (Getty)



# Iraqi army and Peshmerga survey disputed territories ahead of joint operations

**Relations between Baghdad and Erbil broke down in 2017 over the Kurdistan independence vote**



Jared Szuba  
February 21, 2019  
thedefensepost.com

The Kurdistan Regional Government's Peshmerga Ministry and the Iraqi Army have begun surveying areas of Iraq's disputed territories in preparation for joint military operations more than a year after relations broke down between the two sides.

"Starting this week, the committees began their operations in the Kurdish regions outside KRG administration [conflicted areas]," a Thursday, February 21 Peshmerga Ministry statement on the surveys read.

The surveys will determine where Peshmerga and Iraqi Security Forces forces should be deployed in the territories in order to close gaps in their lines, which are being exploited by Islamic State, according to previous statements by Peshmerga officials.

"The joint committees plan to conduct a field study and mapping of those regions, and consequently to create what is to become the front-line of Peshmerga Forces and Iraqi Army," Peshmerga Ministry Secretary General Lieutenant General Jabar Yawar said in the statement.

"Those committees are still performing their tasks in Kifri and Khurmatu regions" in disputed territory in eastern Iraq, he added.

The ministry sought to dispel rumors last week that its forces had already deployed to the Khurmatu area after Colonel Jamal Warani said they "have tightened their positions" near the towns of Quri Chai, Jabara, and Qara Tabah as part of the renewed cooperation.

"A joint committee of the ministries of the [Iraqi] Federal [government] and Peshmerga today oversaw the determination of military points in those areas, according to a previous agreement between the two sides," Warani was quoted as saying on February 11.

Warani's statement came one day after Peshmerga Ministry deputy chief of staff Major General Qamaran Kamal said the joint committees were scheduled to visit the disputed territories to recommend locations for future deployment.

"We plan to redistribute the military forces, be it Iraqi or Peshmerga forces. We will relocate concentrations from regions that are stable and move them to those regions in which ISIS threat still exists," Yawar said on Thursday.



Kurdish Peshmerga Maj. Gen. Said Hazhar Zarvani and Col. Mahmoud Khalil Yousef, commanders assigned to Shabak Battalion, met with @USMC Maj. Matthew Berthinet and Master Sgt. Gary King, with the forward civil-military operations office, #CJTFOIR, near Kabarli, Iraq.

Thursday's statement is the ministry's first official acknowledgement that Peshmerga forces have visited the disputed territories since they withdrew in October 2017 following an outbreak of hostilities over the Kurdistan independence referendum.

The locations mentioned by Yawar and Warani lie around the Kifri-Tuz highway, which links Kirkuk to the Iran border.

"People tend to put quite a lot of effort into securing that route," said Michael Knights, senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy.

The area contains a surviving ISIS pocket and is also a known hub for trafficking oil to Iran, which the KRG formally banned last week.

"The PUK have historically been quite good at working with the federal government and the Shi'a militias," Knights told The Defense Post.



An Iraqi Army soldier signals for others to move forward onto an objective in a Baghdad Fighting School led culminating activity at Taji Military Complex, Iraq, Jan. 20, 2019 after 10 weeks of training from the BFS with oversight from Australian Army instructor assessors from Task Group Taji 8. Image: Spc. Javion Siders/US Army

"Everyone's kind of working together to move that oil around and control their local areas."

The Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, is the rival party to the Kurdistan Democratic Party and largely administers areas east of Kirkuk.

The Iraqi Defense Ministry did not respond to multiple requests for comment.

## COOPERATION WITH THE KURDISTAN REGION

The surveys are the latest step in restoring military cooperation between the federal government in Baghdad and the KRG.

Iraq's new Prime Minister Adel Abdul-Mahdi ordered the defense ministry on December 20 to re-activate the joint coordination committee after the two sides reached a "mutual understanding" during a number of informal meetings, Yawar told Iraq Oil Report in an interview earlier this month.

The committee tasked five joint subcommittees with surveying the security situations in Kirkuk, Saladin, Makhmour and Diyala, and east and west of Mosul.

"The directive aims at establishing coordination between the Peshmerga and the Iraqi forces to conduct joint operations in these areas," Yawar said.

The Peshmerga Ministry last week denied reports that a joint operations center had already been established in Kirkuk.

The main coordination committee formally met in Erbil on February 4 for the first time since relations broke down to discuss Iraq's security situation and "restoring relations between the Ministry of Peshmerga and the Iraqi Defense Ministry," a Peshmerga statement read.

The committee includes Lieutenant General Abdul-Amir Yarallah, deputy commander of Iraq's Joint Operations command, Peshmerga Ministry Chief of Staff Lieutenant General Jamal Mohammed, and Yawar.

Previous cooperation via the joint security mechanism ended after Iraqi Army forces and Hashd al-Shaabi militias advanced into disputed territories held by the Peshmerga in October 2017 in response to the Kurdistan independence referendum the previous month.

Baghdad saw the referendum as attempt to annex territories which the Peshmerga captured from Islamic State after the group routed the Iraqi Army in 2014.

The Peshmerga withdrew from Kirkuk as a result of the operation, leaving forces supported by the federal government to take control of the city, its nearby K-1 airbase and lucrative oil fields, once a primary source of revenue for the KRG.

Federal forces also pushed Peshmerga out of the Sinjar and the Nineveh plains, as well as ➤

➤ Diyala governorate and the Khurmatu area.

The conflict ended the two sides' coordination and left gaps in their areas of operation, which ISIS has exploited to organize attacks, according to a number of reports.

CJTF-OIR reported "slight increases" in terror attacks in Kirkuk, Diyala, and Saladin provinces throughout 2018.

Additionally, Iraqi federal forces and the Hashd al-Shaabi militias (also called the Popular Mobilization Units) are inexperienced at dealing with the multi-ethnic and sectarian populations of the disputed territories, leading to frictions which extremist groups seek to exploit.

ISIS activity continues in the mountains of Hamrin, Makhoul and in and around the Qara Chokh mountain range between Nineveh and Erbil.

Abdul-Mahdi earlier this month called the current level of engagement between the Iraqi Army and Peshmerga "unprecedented."

"We will together work, God willing, with our brothers in the Ministry of Peshmerga. Peshmerga is part of the Iraqi National Defense Apparatus," Brigadier General Yahya Rasoul, spokesperson for Iraq's Joint Operations Command media center, told Rudaw earlier in February.

"We have to work together to confront the terrorist enemy, Daesh terrorist gangs and its remnants," Rasoul said.

Experts say there is significant work ahead.

"I think we're still at a reasonably early stage with the joint security mechanism," said Knights, who recently met with officials from both sides in Iraq.

**P**rior to the 2017 crisis, Peshmerga and Iraqi Army shared areas of operation along the border between KRG and federally-controlled Iraqi territory, allowing for greater coordination.

"Today there's a hard dividing line between the two, and we don't have a lot of overlap," Knights said. "There's no ability to get them to move through each other's lines" during operations.

"The goal is to try and ensure these two forces – that there's no daylight between them, no crack where the Islamic State can operate freely," he explained.

"We can talk about adjusting the Kurdistan patrol line," Knights said, adding, "that's what the joint coordination committee's field visits will be looking to do."

#### 'ALL KINDS OF COOPERATION'

Peshmerga and ISF have de-conflicted and exchanged situational awareness during close-proximity operations over the last year, CJTF-OIR reported in December, but have not conducted any joint operations since 2017.

The Coalition has encouraged the two sides to restore cooperation to crack down on ISIS activities.

CJTF-OIR reported in December that it was working to establish "joint security centers manned by both ISF and Peshmerga personnel to help close the gaps between the two forces, build confidence, enable operations closer to the

disputed areas, and avoid escalation of misunderstandings."

"Right now, there is no CJTF involvement needed," CJTF-OIR spokesperson Colonel Sean Ryan told The Defense Post when asked about the Coalition's role in the renewed joint cooperation.

"CJTF-OIR personnel worked to establish the Joint Security Center located in Erbil, however, both the Peshmerga and ISF have taken prominent roles and are now running the respective program," Ryan said via email.

The U.S.-led Coalition has sought to avoid the spotlight, Knights said. Its role has come under scrutiny after some Iraqi lawmakers called for American troops to leave the country following comments by President Donald Trump that U.S. forces were there in part to "watch over Iran."

**R**enewed Peshmerga-ISF cooperation reserves interests on three sides. A return of the Peshmerga to the disputed territories would hand the KRG a political win, while alleviating security demands on the central government.

That, in turn, may reduce Baghdad's reliance on the PMUs, an ostensible goal of the Trump administration.

"Peshmerga forces are now ready for all kinds of cooperation with Iraq's security forces and the international coalition to permanently eliminate the threat of terrorists in Iraq," KRG Prime Minister Nechirvan Barzani said earlier in February during a memorial service for the 2004 terror attack in Erbil.

"There is a positive and good atmosphere between the KRG and the Iraqi federal government; fortunately there is a good understanding with Prime Minister Adel Abdul-Mahdi that would help solve all problems between Erbil and Baghdad," Barzani said, according to Xinhua news agency.

"Terror groups like Daesh are exploiting the obstacles and problems between Baghdad and Erbil, thus it is important to strengthen joint cooperation between the two sides and solving the problems is seen by the regional government as a crucial issue," he added.

Earlier this month, Iraq's President Barham Salih signed his government's 2019 budget bill into law, which obliges Baghdad to pay the salaries of the Peshmerga for the first time.

The U.S. currently funds Peshmerga brigades under the KRG.

The law also restores Baghdad's funding of KRG employees' salaries, which was suspended in 2014 due to a budget crisis and dispute with the regional government over external oil sales.

The law further enjoins the KRG to provide Baghdad with 250,000 barrels per day.

"The new cooperation must be kept distant from political intervention to counter all security threats," retired Iraqi Army Brigadier General Ismael Alsodani, Baghdad's former defense attaché to the U.S., told The Defense Post.

Article 140 of Iraq's 2005 constitution required the federal government to resolve the status of the disputed territories by popular referendum no later than the end of 2007, but it was never implemented.

Kirkuk, in particular, is one area in which both



Iraqi Army and Hashd al-Shaabi (Popular Mobilization Units of Iraq) fighting against Islamic State in Saladin Governorate in 2017. Image: Tasnim News Agency/CC-BY 3.0

sides can find opportunities for progress on joint security in the future, Knights said.

Abdul-Mahdi ordered the Second Counterterrorism Service Brigade, the primary security force in Kirkuk, to be replaced in late January.

The decision was made at the recommendation of the unit's commanders, according to Alsodani.

The CTS units are highly specialized in anti-ISIS raids, and "aren't designed to hold ground for a long time," Alsodani said, adding, "They need to pull back and rest, reorganize, and retrain them."

**U**nits from the 61st Brigade of the Iraqi Army, which guarded Baghdad's relatively secure Green Zone for years, have moved in to replace them.

"They're much more suitable for the role, but of course they don't know Kirkuk," Knights said. "They're hassling everyone. There's this period of friction right now where the new unit is annoying people."

"[It's] just because they're new. Eventually they'll settle down" when they realize "these Kirkukis are not so bad," he said. "They've only known Baghdad for years."

"Since Kirkuk is a delicate place, it requires a highly disciplined and well-trained unit to replace the [CT] forces," Alsodani said.

Iraqi Federal Police in Kirkuk's rural areas are also being replaced with the 14th Iraqi Army Division from the Fallujah area.

Moving the Federal Police to cities while deploying the Iraqi Army to Kirkuk's volatile countryside "looks like transitioning to a longer-term security model in Iraq in which the Interior Ministry is responsible for security in the urban areas," Knights said.

Baghdad has been working to reconstruct its military forces and capabilities since the devastating war against ISIS.

The Peshmerga operate outside of Baghdad's command structure, though they are formally recognized as a legitimate Iraqi force under the country's constitution.

"From a political and security point of view, I see military cooperation would serve [both] Iraq's and Kurdistan's stability and the inhabitants of all disputed areas," Alsodani said. ●

# Fragilisés par le retrait américain, les Kurdes se tournent vers les Européens

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes  
ENVOYÉ SPÉCIAL À KAMECHLIYÉ

ALORS QUE la longue campagne contre l'État islamique en Syrie touche à sa fin, les Kurdes syriens voient les périls s'accumuler autour de la région autonome qu'ils ont constituée dans le nord-est de la Syrie. Les centaines de djihadistes qu'ils détiennent viennent compliquer une situation déjà délicate.

Le Rojava, singulière entité créée par les Kurdes syriens après le retrait du régime de Bachar el-Assad au début de la guerre civile, a fourni l'essentiel des forces terrestres à la coalition internationale dans la guerre contre le califat. Devenu tout à coup moins utile aux Occidentaux avec la disparition prochaine de l'EI, le Rojava se retrouve à présent seul face à d'autres ennemis.

L'annonce par le président américain, Donald Trump, le 19 décembre 2018 de son intention de retirer au plus vite les forces américaines déployées dans la région a précipité les choses. Repoussé à avril 2019, le départ des quelque 2 000 soldats américains laisse le champ libre à la Turquie et à la Syrie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a jamais caché ses intentions de neutraliser une entité autonome qu'il considère comme une branche du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie, qu'Ankara comme les Occidentaux considèrent comme une organisation terroriste. Bachar el-Assad, qui a réussi à éviter la défaite grâce à ses alliés russes et iraniens, dénonce à présent les visées séparatistes du Rojava, et entend reprendre le contrôle de la partie orientale de son territoire, et ses ressources agricoles et pétrolières.

« Un retrait américain ne fera que créer plus de désordre », dit Sihanok Dibo, le responsable des relations diplomatiques du Conseil démocratique syrien, instance qui gouverne le Rojava. « Cette politique n'est pas cohérente. Les Américains ont toujours dit que leur présence dans le nord-est de la Syrie avait trois objectifs, vaincre Daech, bloquer l'expansion iranienne et favoriser une solution politique à la guerre. S'ils se retirent, ils n'auront atteint aucun de



ces buts. Et la Turquie va en profiter pour poursuivre sa campagne contre les Kurdes syriens. »

Ankara représente la principale menace pour le Rojava. Membre de l'Otan, nominale membre de la coalition rassemblée par les Américains contre l'État islamique, la Turquie voit comme une menace beaucoup plus importante l'existence d'un territoire autonome kurde le long de sa frontière sud. La première opération militaire d'envergure lancée par la Turquie en territoire syrien en août 2016 était déjà passablement ambiguë. Baptisée « Bouclier de l'Euphrate », elle avait officiellement pour but de chasser l'EI de la zone frontalière. Mais il s'agissait aussi pour Ankara d'arrêter l'avance des Kurdes syriens à l'ouest de l'Euphrate après qu'ils eurent pris le contrôle de la ville de Manbij, et de les empêcher de créer une continuité territoriale avec le canton majoritairement kurde d'Afrine.

En janvier 2018, la Turquie a lancé une deuxième opération, cette fois directement dirigée contre les Forces démocratiques syriennes, en envahissant le canton d'Afrine. Accompagnées par des mouvements rebelles syriens, parmi lesquels de nombreux groupes djihadistes, les forces turques ont pris le contrôle de ce territoire, chassant les populations kurdes, avant d'être contraintes de s'arrêter devant Manbij, où se sont déployées des forces spéciales américaines et françaises. En décembre dernier, le président turc Erdogan a me-

Une combattante des Forces démocratiques syriennes surveille des femmes et des enfants de djihadistes, dans le camp d'al-Hol, dans le gouvernorat d'al-Hasakeh, au sud de Kamechliyé. Plus de 2 000 sont détenus dans l'entité kurde du Rojava. B. KILIC/AFP



## L'APPEL À L'AIDE DES FDS

Le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Kobani, a demandé lundi à la coalition anti-État islamique de maintenir un contingent de 1000 à 1500 hommes en Syrie pour l'aider à combattre les djihadistes. Il a également exprimé le souhait que les États-Unis renoncent à retirer leurs troupes de Syrie - environ 2 000 hommes - comme l'a annoncé Donald Trump il y a deux mois.

« Nous aimerions une couverture aérienne, un soutien aérien et une force au sol pour se coordonner avec nous », a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion avec des généraux américains sur une base dans le nord-est de la Syrie. « Nous comprenons très bien ce que les FDS aimeraient nous voir faire, mais ce n'est, de toute évidence, pas la voie sur laquelle nous sommes », a déclaré le général Joseph Votel, chef du commandement central américain.

**800**  
combattants étrangers  
sont prisonniers des Kurdes

nacé de lancer une nouvelle opération à l'est de l'Euphrate pour « nettoyer la région des terroristes », ajoutant à la tension entre

Ankara et Washington.

### « Monnaie d'échange »

Les Kurdes syriens ont tenté de négocier avec Damas, qui a conservé sur le territoire du Rojava le contrôle de plusieurs aéroports et de quelques quartiers dans plusieurs villes, dont Kamchliyé. « Nous n'avons jamais voulu diviser la Syrie », dit Siha-nok Dibo. « Nous contrôlons 35 % du territoire et demandons juste de faire partie d'une Syrie décentralisée, et de pouvoir conserver le contrôle de nos forces de protection ». Le régime de Bachar el-Assad a jusqu'à présent opposé une fin de non-recevoir aux ouvertures des Kurdes.

« Personne ne vous protégera si ce n'est l'État syrien », a averti dimanche Bachar el-Assad dans un discours. « Personne ne vous défendra si ce n'est l'armée syrienne... Le territoire syrien sera libéré jusqu'au dernier mètre carré ». « Nous disons aux groupes qui misent sur eux que les Américains ne les protégeront pas... ils se serviront de vous comme de monnaie d'échange », a prévenu le



### président syrien

Les Kurdes se sont aussi tournés vers les Européens. Aldar Khalil, la principale figure du Rojava, a fait valoir pendant une visite à Paris les « engagements moraux » des Européens vis-à-vis de ceux qui ont été leurs principaux alliés dans la lutte contre l'État islamique. Dans la perspective d'un retrait américain, il a demandé le déploiement d'une force de protection internationale le long de la frontière avec la Turquie, où sont situées les principales villes kurdes du Rojava. Ou à défaut, la

Des combattants de Daech, dans une prison syrienne.  
A. YAGHOBZADEH/  
DIVERGENCE

création d'une zone d'exclusion aérienne qui empêcherait Ankara de lancer une attaque contre le territoire contrôlé par les Kurdes syriens.

Si les obligations morales n'ont que peu de poids dans les relations internationales, les Kurdes du Rojava possèdent cependant une dernière carte : celle des prisonniers de l'EI. Abdulkarim Omar, l'un des coresponsables des relations extérieures du Rojava, a rappelé que quelque 800 combattants étrangers étaient détenus par les FDS, ainsi que plus de 2000 femmes et enfants de ces djihadistes. « Il semble que la plupart des pays dont ils sont les ressortissants ont décidé qu'ils en avaient fini avec eux, et qu'ils pouvaient les laisser ici, mais c'est une grosse erreur », a-t-il prévenu. Tout en excluant de les relâcher, Abdulkarim Omar a averti qu'il n'est pas impossible que ces centaines de djihadistes s'échappent, en particulier si le Rojava était attaqué. « Ils sont comme une bombe à retardement », a-t-il prévenu. ■

la Nouvelle République.fr

21 février 2019

## Syrie: 20 morts dans un attentat de l'EI, tentatives d'évacuation des civils



AFP le 21/02/2019  
www.lanouvellerepublique.fr

Un attentat à la voiture piégée, revendiqué par le groupe Etat islamique (EI), a tué jeudi 20 personnes dans l'est de la Syrie, près d'une base de l'alliance arabo-kurde qui tente d'évacuer les derniers civils piégés dans l'ultime réduit du "califat".

L'attaque, qui a frappé le village de Cheheil, non loin du champ pétrolier Al-Omar, à une dizaine de kilomètres seulement d'une grande base des combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS), a été revendiquée jeudi soir par l'EI sur la messagerie en ligne Telegram.

Elle illustre la capacité que conservent les jihadistes à frapper, même s'ils sont dés-

ormais acculés dans une petite poche d'un demi-kilomètre carré, dans la province orientale de Deir Ezzor.

Parmi les victimes figurent 14 employés des infrastructures pétrolières d'Al-Omar et six combattants de la force arabo-kurde, selon l'OSDH.

Un porte-parole des FDS, Adnane Afrine, a confirmé l'attentat, accusant une "cellule dormante" de l'EI.

"Il y a des attaques contre les combattants (des FDS), il y a des assassinats, des explosions, et ces opérations visent même les civils", a-t-il indiqué à l'AFP.

A son apogée, des milliers d'étrangers venus d'Europe, d'Asie mais aussi du continent américain avaient rejoint les vastes régions et grandes villes conquises par l'EI

en Syrie et en Irak en 2014.

De ce "califat" autoproclamé, il ne reste qu'un réduit dans le village de Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie, tout près de la frontière irakienne.

C'est dans ce secteur que le jihadiste français Fabien Clain, considéré comme la "voix" ayant revendiqué au nom de l'EI les attentats du 13 novembre 2015 à Paris (130 morts), a été tué, a-t-on appris jeudi de sources sécuritaires et proche du dossier à Paris.

Selon la radio France Inter, qui a révélé l'information, son frère Jean-Michel, autre figure française du jihad, a été grièvement blessé lors d'une frappe de la coalition internationale antijihadistes. ●



# TURQUIE Vers l'Afrique et au-delà

Commerce, défense, coopération... Ces dernières années, la présence turque sur le continent africain s'est fortement développée. Ankara édifie un «soft power» présenté comme plus équitable que celui des pays occidentaux et moins rigoriste que celui de l'Arabie Saoudite.

ANALYSE

Par  
**JÉRÉMIE BERLIOUX**  
Correspondant à Istanbul

Ce sont deux minarets étonnants de la présence turque sur le continent africain. Djibouti doit inaugurer ce mois-ci la plus grande mosquée d'Afrique de l'Est, entièrement financée par la Turquie et construite dans le plus pur style ottoman. Un cadeau d'Ankara à Djibouti, un moyen de gagner les cœurs et les esprits. Voilà une quinzaine d'années que la Turquie s'est engagée dans une rapide expansion en Afrique. Et Ankara ne fait pas qu'y construire des mosquées. Depuis 2005, Recep Tayyip Erdogan a effectué près de 40 visites dans 26 pays du continent. «Les intérêts turcs en Afrique sont devenus stratégiques et l'Union africaine a aussi fait de la Turquie un partenaire stratégique», explique Sedat Ahmet Aybar, professeur à l'université Aydin d'Istanbul. En une vingtaine d'années, les échanges économiques sont passés de 100 millions de dollars à 20 milliards (17,7 milliards d'euros) en 2018, tirés par la demande en biens de consommation des nouvelles classes moyennes africaines et les appétits de la Turquie en matières premières (pétrole, gaz, minerais notamment). «A ce stade de son développement, la Turquie ne peut pas ignorer les opportunités et bénéfiques que le continent a à offrir», poursuit Aybar. Bien que loin derrière la Chine ou la France, la Turquie, 17<sup>e</sup> puissance économique mondiale, s'impose doucement comme un acteur incontournable sur le continent. Certaines de ses entreprises ont obtenu

des contrats majeurs, comme la gestion de l'aéroport international de Dakar. Le gouvernement turc se mobilise pour investir dans l'agriculture, la création de petites et moyennes entreprises et certains services, comme la santé et la sécurité. Preuve que cet investissement n'est pas qu'opportunisme, Ankara organise régulièrement des sommets Turquie-Afrique, sur le modèle de ceux organisés par la France ou la Chine.

## Approche originale

En se basant notamment sur les écoles du mouvement Gülen, attirant par leur bonne qualité les élites locales, des entrepreneurs turcs, dont beaucoup appartenaient à l'association güleniste Tukson, ont multiplié les investissements avec le soutien d'Ankara. Depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016, le gouvernement turc traque les adeptes de ce mouvement accusé d'avoir fomenté le putsch. Avec le concours des autorités locales, il a repris en main ces institutions en les transférant vers la fondation Maarif, créée spécialement à cet effet. La Turquie cultive sa différence en promouvant une stratégie «gagnant-gagnant» et brocarde les anciennes puissances coloniales. Pour Burhanettin Duran, coordinateur du Seta, un think tank proche du pouvoir, le tournant de la Turquie vers l'Afrique participe de la transformation du pays en une nouvelle

**«La Turquie n'a pas les moyens financiers de l'Arabie Saoudite ou des Emirats. Si elle joue intelligemment ses cartes, elle peut néanmoins s'ancrer dans la région.»**

**Marc Lavergne**  
chercheur, spécialiste de l'Afrique de l'Est



Inauguration d'une base turque à Mogadiscio, en Somalie, en septembre 2017. PHOTO FEISAL OMAR. REUTERS

puissance. Longtemps concentré sur sa proximité avec l'Union européenne, l'Etat turc cherche de nouveaux partenaires. «De ce point de vue, la critique du colonialisme par Ankara et son activisme pour une coopération équitable en Afrique, où elle est en concurrence avec les Etats-Unis, la Chine et les pays européens, n'est pas qu'un geste tactique, estime-t-il. C'est une étape vers une nouvelle identité.»

La Turquie se targue de cultiver une approche originale envers l'Afrique. «L'engagement économique, politique et humanitaire turc est moins conditionné que celui de l'Union européenne. Et la Turquie est bien moins agressive que la Chine du point de vue économique», souligne Sinan Ülgen, directeur du centre d'études économiques et des relations internationales d'Istanbul. «Et les échanges économiques avec certains pays, comme le Soudan ou la Somalie, les aident à renforcer leur économie. En retour, ça aide la Turquie à renforcer sa stature à l'échelle globale», ajoute Sedat Ahmet Aybar.

Le gouvernement turc n'hésite cependant pas à s'allier avec des régimes autoritaires, notamment celui d'Omar el-Béchir, le dictateur soudanais. Malgré un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, ce dernier a été invité à plusieurs reprises à des événements de prestige en Turquie, comme lors de l'inauguration en grande pompe du nouvel aéroport d'Istanbul en octobre. La Turquie soigne malgré tout sa réputation. A destination des pays musulmans, elle vante une approche de la question religieuse moins intransigeante et radicale que le wahhabisme saoudien, autre acteur influent du continent. L'Etat turc finance la construction de mosquées et d'écoles coraniques à travers son

ministère des Affaires religieuses, le Diyanet. Des bourses sont aussi proposées pour venir étudier la théologie en Turquie.

## Acte symbolique

Par ailleurs, Ankara mobilise son agence de développement, Tika, qui possède 20 bureaux à travers le continent, et la Fondation pour l'aide humanitaire (IHH). En Somalie, la Turquie a investi massivement alors que le reste de la communauté internationale a déserté le pays. Ankara a reconstruit l'aéroport de Mogadiscio, des écoles, des hôpitaux et entraîne l'armée somalienne. «C'est devenu une vitrine dans le domaine humanitaire», explique Sinan Ülgen, qui assure que «la Turquie y promeut l'image d'une puissance régionale aux ambitions humanitaires internationales».

Mais cet investissement inquiète certains pays, notamment dans la Corne de l'Afrique. En décembre 2017, Ankara a obtenu du Soudan un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans à Suakin, sur la mer Rouge, en face du port saoudien de Djedda. L'îlot fut une riche possession ottomane et le port d'embarquement des pèlerins du Sahel vers La Mecque jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'accord, d'un montant de 4 milliards de dollars (fournis par le Qatar), prévoit la restauration de l'île, ainsi que le développement du port attenant. L'annonce a été accueillie avec froideur par l'Egypte, les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, pour qui la mer Rouge est une chasse gardée, qui craignent de voir leurs adversaires turcs et qataris s'y installer militairement. Riyad s'inquiète de la présence turque en Afrique, où elle investit également. En échange d'une promesse d'investissement de plusieurs milliards de dollars, l'Arabie Saoudite a par

exemple obtenu l'envoi par le Sultan de miliciens pour soutenir sa guerre au Yémen en 2015. De même, en 2017, Riyad, alors en pleine crise avec le Qatar, a obtenu de six pays africains qu'ils rompent leurs relations avec Doha.

Pour Ankara, l'accord de Suakin marque le retour de la Turquie dans une région qu'elle a longtemps dominée et qui est aujourd'hui disputée par les puissances régionales. «La Turquie se pose en challenger. Elle n'a pas les moyens financiers de

l'Arabie Saoudite ou des Emirats. Si elle joue intelligemment ses cartes et utilise les erreurs des autres, elle peut néanmoins s'ancre dans la région», résume Marc Lavergne, chercheur spécialisé dans la Corne de l'Afrique. En s'installant en face de

La Mécque, la Turquie signifie aussi son opposition à la domination des Saoudiens et du wahhabisme sur les lieux saints. »

 19 Février 2019

## Erdogan se projette dans l'espace

**La création en décembre de la TUA, première agence spatiale turque, s'inscrit dans un objectif de renforcement d'une industrie de défense autosuffisante.**

La Turquie a les yeux rivés vers les étoiles. Depuis que le président Recep Tayyip Erdogan a créé la première agence spatiale du pays, la TUA, en décembre, les milieux scientifiques et les industries de défense s'agitent. L'institution doit donner un coup d'accélérateur à la recherche turque et aura donc pour mission de développer des technologies liées au lancement de fusées et à l'exploration de l'espace. «Cela fait vingt ans que nous en parlons, voilà enfin que ce rêve devient réalité. Ce projet sera une bannière pour représenter la Turquie dans le monde», s'enthousiasmait récemment Mustafa Varank, le ministre des Sciences, de l'Industrie et de la Technologie. Les détails juridiques et le budget ne sont pas encore connus, mais la TUA devra coordonner les travaux de plusieurs instituts industriels, dont Roketsan, un important fabricant de

missiles, et Türksat, une organisation semi-publique de conception de satellites. «L'industrie aérospatiale turque a accompli des progrès significatifs ces quinze dernières années», explique Arda Mevlutoglu, spécialiste des questions de défense. La Turquie, dont les ambitions mondiales ne sont pas un secret et dont les relations avec les Etats-Unis et l'Europe se sont détériorées, a fait du développement d'une industrie de défense nationale et autosuffisante une priorité. «Les technologies spatiales vont permettre au pays de s'étendre dans une toute nouvelle dimension», veut ainsi croire Mustafa Varank. La Turquie a déjà réussi à développer ses propres satellites, comme Rasat (un outil scientifique d'observation de la terre) et Göktürk-1 (reconnaissance optique à des fins de renseignement militaire), lancé début décembre par Arianespace. «Une agence dédiée est vitale pour coordonner et développer des projets dans le domaine spatial. Elle pourrait aussi jouer le rôle d'aiguilleur entre les secteurs civils et militaires», souligne Arda Mevlutoglu.

La création de la TUA ouvre par ailleurs des portes en matière de coopération scientifique avec d'autres pays, mais également des débouchés commerciaux, qui pourraient aller de la fourniture de services de recherche et de test à la vente de satellites, ou encore, à plus long terme, à des lancements de fusées si le pays venait à se doter d'un pas de tir. Enfin, cette agence spatiale pourrait contribuer à juguler la fuite des cerveaux à laquelle le pays est confronté. Selon l'Institut statistique de Turquie, 113 000 Turcs ont émigré en 2018, dont beaucoup de diplômés, attirés par des salaires plus élevés, des opportunités de carrière ou par un climat politique moins liberticide. «La Turquie a déjà un capital humain limité dans le domaine spatial et ce capital est amputé par cet exode», s'alarme Arda Mevlutoglu. Selon lui, l'une des missions fondamentales de l'agence sera de créer un environnement attractif pour des chercheurs et ingénieurs.

La Turquie n'est cependant pas près de rivaliser avec les poids lourds du secteur. Le budget 2019 du ministère des Sciences turc s'élève à 350 millions d'euros, contre 19 milliards pour la Nasa et presque 6 milliards pour l'Agence spatiale européenne.

**J.Be.** (à Istanbul)

 19 Février 2019

**«La France peut faire une proposition au Conseil de sécurité pour notre protection: elle peut proposer une force internationale entre nous [les Kurdes] et les Turcs, ou protéger notre ciel.»**



**ALDAR KHALIL**  
haut responsable kurde syrien

Les Kurdes syriens ont une nouvelle fois exhorté les Européens à ne pas les abandonner une fois le groupe jihadiste Etat islamique (EI) vaincu et à contribuer à la création d'une force internationale dans le Nord-Est syrien face à la Turquie voisine. «Ces pays ont des engagements politiques et moraux» vis-à-vis des Kurdes qui, en combattant l'EI, ont contenu l'expansion de la menace terroriste vers l'Europe, avertit le haut responsable kurde syrien Aldar Khalil dans une interview à l'AFP dimanche soir à Paris: «S'ils ne tiennent pas [ces engagements], ils nous lâchent.» La milice kurde des Unités de protection du peuple domine l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui s'appête à proclamer la victoire sur le groupe Etat islamique. Mais avec le retrait des troupes américaines annoncé par le président Donald Trump, elle apparaît paradoxalement plus fragile que jamais. Sur le terrain, l'offensive des FDS butait encore lundi sur la résistance d'une poignée de jihadistes jusqu'au-boutistes retranchés dans une poche de moins d'un demi-kilomètre carré dans le village d'Al-Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie.

# Syrie: 40 camions évacuent hommes, femmes et enfants du réduit de l'EI



Photo prise le 22 février 2019 près de la ville de Baghouz, dans l'est de la Syrie, montrant un convoi de camions transportant des gens ayant fui le dernier réduit du groupe Etat islamique (EI) / AFP



Photo prise le 22 février 2019 près de Baghouz, dans l'est de la Syrie, montrant des hommes ayant quitté le dernier réduit du groupe Etat islamique (EI) et qui sont soupçonnés d'être des jihadistes/AFP

(AFP) 22 fév 2019  
Près de Baghouz (Syrie)  
www.la-croix.com

Plus de 40 camions transportant des hommes, mais surtout des femmes et des enfants, ont quitté l'ultime réduit du groupe Etat islamique (EI) dans l'est syrien, sous la supervision des forces arabo-kurdes qui espèrent proclamer bientôt leur victoire contre les jihadistes acculés.

Sur une position des Forces démocratiques syriennes (FDS), près de Baghouz, une équipe de l'AFP a vu passer vendredi le convoi à sa sortie de ce village, où l'EI est retranché dans une poche d'un demi-kilomètre carré.

A bord des véhicules se trou-

vent des femmes en niqab noir et des enfants aux vêtements couverts de poussière qui dévorent parfois un bout de pain. Le vent fait voler les cheveux des fillettes, et soulève un pan de niqab, dévoilant une robe bleue.

Des hommes ont le visage dissimulé par une écharpe, d'autres cachent leurs traits avec leurs mains devant les caméras des journalistes. Interrogé sur la situation dans la poche jihadiste, l'un d'eux lâche un laconique "pas bien".

A Baghouz, les combattants de l'EI ne tiennent plus que quelques pâtés de maisons, où ils sont retranchés dans des tunnels, au milieu d'un océan de mines.

Mais des civils y sont toujours présents, principalement des femmes et des enfants de jihadistes,

que les combattants kurdes et arabes des FDS, soutenus par la coalition internationale emmenée par Washington, cherchent à faire sortir.

Adnane Afrine, un porte-parole des FDS, estime à plus de 2.000 le nombre de personnes encore dans le réduit, sans préciser la proportion de civils.

"Nous attendons la fin des évacuations de civils pour donner l'assaut", a indiqué un autre porte-parole des FDS, Mustafa Bali.

## - "AFFAMÉS ET DÉSHYDRATÉS"

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, et la proclamation d'un "califat" sur les régions et les grandes villes conquises en Syrie et en Irak, l'EI a vu son territoire se réduire comme peau de chagrin.

A terme, les jihadistes et leurs proches qui refuseraient d'être évacués auront pour seul choix "la guerre ou la capitulation", a souligné M. Afrine.

Mercredi déjà, près de 3.000 personnes étaient sorties de la poche de l'EI. Elles ont été transportées vers une zone où les FDS les soumettent à des fouilles et des interrogatoires poussés, afin d'identifier les jihadistes potentiels.

La "majorité" de ces personnes étaient des étrangers, a souligné M. Bali. "Principalement des Irakiens, des nationalités issues de l'ex-bloc soviétique, en plus d'Occidentaux", a-t-il précisé.

Depuis début décembre, près de 44.000 personnes, principalement des familles de jihadistes, ont fui le secteur, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme

(OSDH).

"Plusieurs Françaises", mais aussi des femmes venues d'Australie, d'Allemagne et de Russie, se trouvent parmi ceux qui sortent, a confirmé à l'AFP David Eubank, le chef de l'ONG américaine Free Burma Rangers qui leur apporte premiers soins et nourriture.

La question des étrangers de l'EI est un casse-tête tant pour les autorités semi-autonomes kurdes, qui réclament leur rapatriement, que pour les Occidentaux, qui rechignent globalement à les reprendre.

Deux cas emblématiques illustrent la complexité du dossier: Hoda Muthana, dont la nationalité américaine est contestée par les Etats-Unis, et Shamima Begum, déchue de sa nationalité britannique par Londres.

De son côté, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a appelé à protéger les civils ayant quitté le réduit jihadiste.

Citant des témoignages, HRW évoque des conditions de vie "terribles" ces derniers mois dans ce secteur, "un manque de nourriture et d'aide obligeant (les habitants) à manger de l'herbe et des feuilles pour survivre".

Une fois sortis de Baghouz, les civils, dont les femmes et les enfants de jihadistes, sont conduits vers des camps de déplacés dans le nord-est du pays. Ils arrivent "affamés", "déshydratés" et "nombre d'entre eux attendent des soins médicaux urgents", selon le Comité international de secours (IRC).

Le nombre de personnes, prin-



Des hommes soupçonnés d'être des jihadistes sont fouillés par des membres d'une alliance arabo-kurde près de Baghouz, dans l'est de la Syrie, le 22 février 2019/AFP

cipalement des jeunes enfants, décédées en route ou peu après leur arrivée dans le camp d'Al-Hol s'élève à 69, précise l'ONG. Les deux-tiers sont des enfants de moins d'un an, dont un bébé décédé vendredi durant le trajet de six heures.

#### TROUPES AMÉRICAINES -

Déclenchée en 2011, le conflit en Syrie s'est transformé en guerre complexe qui a fait plus de 360.000 morts.

Si l'EI est sur le point de perdre son ultime bastion syrien, ses jihadistes sont disséminés dans le désert central de la Badiya et mènent des attaques dans les régions des FDS.

Avec la fin du "califat", se profile à l'horizon un désengagement des quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie pour épauler les FDS contre les jihadistes.

Ce retrait annoncé par M. Trump affaiblirait les forces kurdes,

menacées par une offensive du voisin turc.

Mais Washington a annoncé jeudi le maintien "pour un certain temps" de 200 soldats, "un petit groupe de maintien de la paix", a expliqué la porte-parole de l'exécutif américain, Sarah Sanders.

Le président Donald Trump a assuré vendredi que cette décision ne signifiait pas qu'il changeait d'avis. "Je ne fais pas machine arrière", a-t-il affirmé à des journa-

listes.

Un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Sean Robertson, a expliqué qu'il s'agira d'une "force multinationale d'observation et de surveillance", qui sera principalement constituée de troupes alliées et qui sera déployée dans une "zone de sécurité" dans le nord-est de la Syrie.

Les autorités kurdes ont salué cette décision. ■

TheArabWeekly February 24, 2019

# Turkey's geopolitical manoeuvres strike a sour note in Syria

Sami Moubayed

Beirut

When Turkish President Recep Tayyip Erdogan travelled to Sochi, Russia, for talks with his Russian and Iranian counterparts in mid-February he knew the discussions would lead nowhere.

Erdogan is highly focused on the March 31 municipality elections, which his Justice and Development Party is leading in full-gear.

He also fears that any deal with Iranian President Hassan Rohani and Russian President Vladimir Putin would put him on another collision course with US President Donald Trump ahead of Election Day. In January, Trump publicly threatened to "devastate" the Turkish economy, sending shockwaves throughout Ankara.

**Furious with Erdogan's tactics, Assad delivered a speech three days after the Sochi summit, lashing out against the Turkish leader, describing him as a "small US pawn."**

Turkey's 2014 elections were marred with violence and election fraud and any US meddling in this year's polls might have negative effects on Erdogan and his ruling Justice and Development Party.

At the Sochi summit, Erdogan floated two proposals for Syria. The first is an American one, mandating a safe zone in Syrian territory, aimed primarily at keeping Kurdish separatists from the border area.

Erdogan had wanted an area 32km deep and 460km wide but he ended up with no more than 5km, which is all the Trump administration was willing to sign off on, conditioning, however, that he uses no force to wipe out his Kurdish enemies.



**Bone of contention.** Fighters from Hayat Tahrir al-Sham attend a mock battle in anticipation of an attack by the regime in the countryside of the northern province of Idlib, last August. (AFP)

Putin disliked the idea from Day One, saying he would only support it if Erdogan agreed that the safe zone would be administered by the Syrian government. Russian Foreign Ministry spokeswoman Maria Zakharova stressed that Syria was a "sovereign country" and that any safe zone "must be decided directly by Damascus."

Putin came up with a counterproposal, reviving the Adana Agreement of 1998. That treaty, signed between Damascus and Ankara, would normalise political relations between the two countries, end the state of belligerency and restore full Syrian sovereignty over entire towns and villages occupied by the Turkish Army since mid-2016.

In return, it gives Turkey the right to cross the border into Syria (up to 10km) in pursuit of Kurdish militias. Those troops cannot stay in Syria and must coordinate their incursion with Syrian authorities.

Putin suggested amendments to the original treaty, calling deployment of Russian military police across the border area, instead of a safe zone.

Erdogan seems to prefer the Adana Agreement over the US-

proposed safe zone but cannot embrace it now, not even slightly, fearing American backlash. Although it strips him of occupied land, Adana Kobane and Tell Rifaat, which he promised to do last December after Trump announced his decision to withdraw from Syria.

When Erdogan and Putin met in maintains his authority to use force to crush the Kurds when needed. It is also more doable and guaranteed, especially if Russian troops man the border area.

Instead of finalising the deal at Sochi, however, he delayed the process, drowning it in nitty-gritty details. He revisited Idlib, for example, hoping to divert attention of his counterparts, saying that he would not support or turn a blind eye to any upcoming Syrian offensive on the north-western city, fully controlled by Hayat Tahrir al-Sham (HTS).

Putin had been brought to believe that Erdogan's priorities had shifted in Syria, from keeping Idlib (as it had been since 2015) to overrunning the Kurdish towns of Ras al-Ayn, Sochi last September, the Turkish president promised to cleanse Idlib from all HTS presence by no later

than mid-October 2018. That deadline has been repeatedly missed. Instead of having them fight HTS, Erdogan ordered withdrawal of two of his most powerful Syrian proxies, Ahrar al-Sham and the Zinki Brigade.

They were redeployed near Kurdish territories that Erdogan hopes to overrun by next spring.

Erdogan is using Idlib to delay progress on the border area, waiting for his elections to pass. That explains why the next tripartite summit was scheduled for April, not March. He refuses to take any action on Idlib, however, and yet will not allow the Russians and Syrians to move on the city as well.

Furious with Erdogan's tactics – and probably with implicit Russian approval – Syrian President Bashar Assad delivered a speech three days after the Sochi summit, lashing out against the Turkish leader, describing him as a "small US pawn."

He carefully avoided any criticism of Gulf countries and extended a hand to the Kurds, sending a message to the Turkish president that if he doesn't cooperate, the alternative for both Syria and Russia would be to put their full weight behind Kurdish militias.

Addressing the Kurds without mentioning them, Assad said: "The Americans will not protect you! You will be a bargaining chip in their pocket and they have already started bargaining."

He called on them to return to the government fold, adding: "Only the state will protect you and only the Syrian Army will defend you if you join it and fight under its banner."

**Sami Moubayed** is a Syrian historian and author of "Under the Black Flag" (IB Tauris, 2015).



# 'Wiped out' ISIS keeps fangs

Declared defeated before, the terrorist group survives by changing its tactics

BY RUKMINI CALLIMACHI

For three years, terrorists controlled a huge stretch of territory in Iraq and Syria. They ran their own state, collecting tens of millions of dollars in taxes and using the proceeds to fix potholes, issue birth certificates, finance attacks and recruit followers from around the world.

All but 1 percent of that territory is now gone, which has prompted the White House to describe the Islamic State as "wiped out," "absolutely obliterated" and "in its final throes." But to suggest that ISIS, as the group is also known, was defeated, as President Trump did when he announced plans to pull out American troops from Syria, is to ignore the lessons of recent history.

The group has been declared vanquished before, only to prove politicians wrong and to rise stronger than before.

The attack last week by a suicide bomber outside a shawarma restaurant in the Syrian city of Manbij, which killed at least 15 people, including four Americans, is one example of how the group remains a serious, violent threat.

"People make the mistake of thinking that when you lose territory, it's linear — that they will continue to lose," said Seth G. Jones, a senior adviser at the Center for Strategic and International Studies and the author of the center's recent study assessing ISIS' troop strength.

"When you lose territory, smart groups shift to guerrilla strategy and tactics, including targeted assassinations, ambushes, raids, bombings," he added. "That is how you wear the enemy down."

Mr. Trump's declaration that ISIS has been defeated is the second time the group has been described this way.

A decade ago, the group then known as the Islamic State of Iraq had been pummeled so hard that officials estimated it was down to its last 700 fighters. Over one 90-day period, American forces arrested or killed 34 of the group's top 42 leaders.

With his troops exhausted and outnumbered, the leader of the terrorist group privately lamented that they could no longer hold ground.

"We now have no place where we can stand for even a quarter of an hour," the late leader, Abu Omar al-Baghdadi, is said to have told his deputies, according to the group's own account of the period before the American troop withdrawal from Iraq was completed in 2011.



DOUG MILLS/THE NEW YORK TIMES

President Trump saluted as the remains of a military contractor, Scott A. Wirtz, who was killed by the Islamic State this month in Syria, arrived in the United States.

But after that withdrawal, the group rapidly rebuilt itself, and just four years later succeeded in seizing a territory the size of Britain.

Recent estimates indicate that the Islamic State has more than 20 to 30 times the fighters it had the last time it was left for dead.

Although many of its leaders have been killed, the group's current caliph, Abu Bakr al-Baghdadi, and several of his top deputies, are believed to be alive.

But the crumbling of the state has made it difficult to recruit, and only a trickle of new members are believed to still be heading to the region from overseas, down from the thousands that were crossing into their territory before.

Meanwhile, attacks have dropped in certain critical locations, like Iraq. That doesn't mean the group doesn't remain lethal there.

In 2018, in the months after Prime Minister Haider al-Abadi declared victory over ISIS in his country, the group carried out over 1,200 attacks just in Iraq, according to one data set.

Also, the group's acolytes continue to kill around the world, including last month in one of Europe's most popular Christmas markets, in Strasbourg, France, where a gunman who had left a pledge of allegiance to ISIS on a USB stick killed five people, and on a trail in the Atlas Mountains of Morocco, where a group of men who also had recorded a pledge killed two Scandinavian tourists.

With the attack on the Syrian restaurant, the world was again reminded of the group's ability to carry out deadly attacks.

Two American troops were killed in

that suicide bombing, doubling the death toll for United States forces killed in combat since the start of their four-year deployment to Syria.

"Everyone knows, and we have always said, that the battle against ISIS has not ended, the danger of ISIS has not ended," said Shervan Darwish, the spokesman for the Manbij Military Council, where the attack occurred. "ISIS still has power, still has cells and it is working to reorganize its ranks."

Three different reports released late last year — by the Pentagon inspector general, the United Nations and the Center for Strategic and International Studies — estimated that ISIS has 20,000 to 30,000 members in Iraq and Syria alone.

Those figures do not account for the thousands of fighters based in the caves of Afghanistan, in the scrubland of Niger and Mali, in the Sinai Desert, in lawless stretches of Libya and Yemen, and in the numerous other countries where affiliates of the group have taken hold.

Online, the terror group has repeatedly boasted about how the United States' pullout is evidence that the Islamic State has outlasted the American operation.

In one video narrated by an ISIS propagandist, Turjman Aswarti, the terror group brags that it is stronger now than the last time American forces withdrew.

"When Obama announced America's flight from Iraq, the fire of our war was only burning in Iraq," he says, according to a translation provided by the SITE Intelligence Group, which monitors extremist content. "Today the flames of war are still burning in Iraq, Syria, Afghani-

stan, Yemen, Sinai, East Africa and Libya,” he said, naming the other countries where ISIS affiliates have flourished.

“It’s pretty obvious that the group today is vastly more powerful than the Islamic State of Iraq was then,” said Brian Fishman, a former director of research at the Combating Terrorism Center at the United States Military Academy in West Point and the author of a book on the rise of ISIS.

Experts say the White House is mistakenly equating the group’s shrunken territorial holdings with its overall strength.

From its peak four years ago, when it held almost half of Syria and a third of Iraq, the Islamic State has now lost all but a fraction of the land it once held in the region.

But it has made a tactical shift to a guerrilla strategy, as Mr. Jones of the Center for Strategic and International Studies described it.

ISIS announced this tactical shift as early as 2017, in an article in *Naba*, its weekly newsletter, said Hassan Hassan, a senior fellow at the Tahrir Institute for Middle East Policy in Washington.

In the newsletter, the Islamic State compared its situation now with the tatters it was in before the last American pullout.

“It became impossible in early 2008 to continue the fight in its conventional ways,” ISIS said in the essay.

The essay explained that fighting detachments were abolished and the group’s remaining fighters were all trained in using improvised explosive devices.

“Instead of clashing with the heavily equipped American Army, compared to our small and underequipped one, the fight took an absolutely new shape,” the article said.

Mr. Hassan has argued the group began the transition back to an insurgency as far back as 2016, a full year before it lost the most important center under its control — the Iraqi city of Mosul.

Michael Knights, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy, documented how throughout Iraq the group has focused with laserlike precision on killing “muktars,” or village chiefs, as well as tribal elders and local politicians.

There were, on average, 15 assassination attempts against local leaders each month in the first 10 months of 2018, by Mr. Knights’ count.

These targeted assassinations drew little coverage in the international news media, and yet they have helped undercut the trust Iraqis place in their government’s ability to protect them — as well as drive young men back into ISIS’s fold, Mr. Knights said.



IVOR PRICKETT FOR THE NEW YORK TIMES

**Iraqi soldiers searched houses for remaining Islamic States fighters in Mosul, Iraq, in 2017. Analysts say ISIS returned to guerrilla tactics even before the group lost the city.**

“If ISIS can come to your town and kill the most important person in your town any night of the year, do you feel you’ve been liberated?” he asked.

The group’s current tactics mirror ISIS’ strategy a decade ago, which led to its rebirth.

“They realized you don’t have to mount 6,000 attacks per month,” Mr. Knights said. “You just have to kill the right 50 people each month.”

In its own literature, the Islamic State talks about now being in a phase of “rasd,” or surveillance.

“They spend time learning the routine of the new security forces in town,” Mr. Hassan said. “They look for security gaps. They look for patterns.”

“Once you see gaps, you start working through these gaps,” he added. “They don’t just have a crazy guy run out, start shooting and get killed.”

It is in that context that analysts are viewing the deadly attack last Wednesday on American forces in Manbij.

With its tiled walls, shiny tables and tasty shawarma sandwiches, the Palace of Princes restaurant had become a favorite haunt of the 2,000 American troops stationed in Syria. They would pop in to pick up takeout orders before heading back on patrol. Other times they parked their armored cars in front and sat at a table.

The soldiers seemed to have made little effort to hide their presence or vary their routine to make it harder for enemies to track them.

In a newsletter ISIS released shortly after the attack, the group quoted a member of its “emni,” or intelligence

and security branch, based inside Manbij, who explained that the militant group had regularly tried to hit American forces in rural Manbij. Their efforts failed until last week.

In the article, the ISIS operative explained the surveillance the group had used, saying American forces were positioned at three bases on the outskirts of Manbij.

He said United States troops moved among these bases in convoys of five to 10 armored cars, escorted by guard vehicles belonging to an American-backed Kurdish militia.

While it is impossible to verify the claims made in the ISIS newsletter — and the Pentagon has released no further details on the attack — the surveillance described in the article is consistent with what is known about how the group is carrying out its insurgency.

“To conduct an attack like this means that ISIS was conducting intelligence and reconnaissance on the movement of U.S. soldiers and had someone pre-positioned in the city so that once they got info on timing and location they could get someone on the site pretty fast,” Mr. Jones said. “That means that in Manbij, they have a cell structure.”

Mr. Jones said strikes like the one on the American troops require militants to carry out intelligence, build the bomb, transport the bomb and deploy a suicide bomber.

“It shows they have a clandestine network,” he said.

*Ben Hubbard contributed reporting from Beirut, Lebanon, and Karam Shoumali contributed from Berlin.*

# L'Irak va juger 13 djihadistes français remis par les Kurdes syriens

Ils "seront jugés selon la loi irakienne", a déclaré le président irakien Barham Saleh, en visite à Paris.

Par L'Obs le 25 février 2019 [www.nouvelobs.com](http://www.nouvelobs.com)

Treize Français soupçonnés d'être des combattants du groupe djihadiste Etat islamique et remis par les forces arabo-kurdes de Syrie aux autorités irakiennes "seront jugés selon la loi irakienne", a assuré ce lundi 25 février le président irakien, en visite à Paris.

"13 éléments de Daech" remis aux autorités irakiennes "seront jugés selon la loi irakienne et c'est dans ce cadre que nous agissons", a déclaré le président irakien Barham Saleh à l'issue d'un entretien avec le président français Emmanuel Macron à l'Elysée.

Une source gouvernementale à Bagdad avait déclaré un peu plus tôt à l'AFP que 14 Français accusés d'être des combattants de l'organisation Etat islamique (EI) avaient été remis par les forces arabo-kurdes de Syrie aux autorités irakiennes, sans que l'on puisse savoir d'où provenait cette différence de chiffres.

Cette source, qui a requis l'anonymat, n'avait pas précisé la date à



Emmanuel Macron et le président irakien Barham Saleh, en visite à Paris. (Christophe Ena/AP/SIPA)

laquelle ces djihadistes présumés avaient été transférés ni s'ils seraient jugés en Irak, ou en France.

Selon Reuters, un officier irakien en poste près de la frontière syrienne et qui a supervisé le transfert des prisonniers a déclaré à l'agence qu'une vingtaine d'étrangers – dont 14 Français – avaient, au total, été remis à l'armée irakienne jeudi, en même temps qu'un groupe d'environ 150 djihadistes irakiens.

Les Kurdes syriens exhortent les Européens à ne "pas les lâcher"

Ce transfert de détenus est intervenu alors que le président américain Donald Trump et les combattants kurdes font pression sur les capitales européennes pour qu'elles rapatrient leurs ressortissants capturés pendant la campagne militaire contre l'EI en Syrie. ●

TV5MONDE

25 FEVRIER 2019

# Rare visite du président syrien Assad en Iran

AFP 25 fév 2019 [information.tv5monde.com](http://information.tv5monde.com)

Le président syrien Bachar al-Assad s'est rendu lundi à Téhéran, pour sa première visite en Iran depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

La République islamique est le principal soutien régional au gouvernement de Damas dans la guerre qui déchire la Syrie depuis près de huit ans.

Téhéran soutient financièrement les autorités syriennes et a envoyé en Syrie des milliers de "volontaires" encadré par des membres de Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique iranienne, pour se battre contre les groupes jihadistes et la rébellion.

M. Assad s'est entretenu avec le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et son homologue iranien Hassan Rohani, selon la présidence syrienne et des sources officielles iraniennes.

Lors de leur rencontre, M. Assad et le guide suprême ont "passé en revue les relations fra-

ternelles et solides qui lient les deux peuples, et qui ont été le facteur principal dans le maintien de la Syrie et de l'Iran face aux complots des pays ennemis qui cherchent à affaiblir les deux pays et à ébranler leur stabilité et propager le chaos dans toute la région", a indiqué la présidence syrienne.

Pendant son entrevue avec M. Rohani, M. Assad a "remercié la République islamique d'Iran (...) pour tout ce qu'elle a apporté à la Syrie durant la guerre".

Selon une photo publiée par les services du guide suprême, le général de division Ghassem Soleimani, commandant de la Force al-Qods, chargée des opérations extérieures des Gardiens de la révolution, a assisté à l'entretien entre MM. Khamenei et Assad.

"La République islamique d'Iran considère qu'aider le gouvernement et la nation de Syrie revient à aider le mouvement de la résistance [contre l'impérialisme] et elle est fière de cette aide", a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei à M. Assad, selon le site officiel du numéro un ira-



Photo diffusée par l'agence de presse officielle syrienne Sana montrant le président syrien Bachar al-Assad (G) serrant la main au guide suprême iranien Ali Khamenei (D) à Téhéran [afp.com](http://afp.com) - STRINGER

nien.

"La création de la zone tampon que les Américains cherchent à créer [dans le nord de la] Syrie est un exemple des dangereux complots [américains] qu'il convient de dénoncer fermement et contre lesquels il faut résister", a ajouté M. Khamenei.

A couteaux tirés, les Etats-Unis et l'Iran s'accusent mutuellement de vouloir déstabiliser la région du Moyen-Orient. ➔

➤ Allié à des forces antijihadistes dominées par les Kurdes, Washington veut établir une zone de sécurité dans le nord de la Syrie le long de la frontière avec la Turquie pour séparer les forces turques et la principale milice kurde de Syrie, qualifiée de "terroriste" par Ankara.

- "HÉROS ARABE" -

"La fermeté dont vous avez fait preuve a fait de vous un héros dans le monde arabe et, à travers vous, la résistance est plus forte et plus respectée", a affirmé le guide à son visiteur.

Selon le site internet de M. Khamenei, la rencontre entre les deux hommes a eu lieu

dans la matinée, mais n'a été rendue publique que dans la soirée. On ignorait si M. Assad se trouvait encore à Téhéran lundi soir.

M. Assad a également rencontré son homologue iranien Hassan Rohani.

"La République islamique d'Iran, comme par le passé se tiendra au côté du peuple et du gouvernement de Syrie", a déclaré M. Rohani à son invité, selon le site de la présidence iranienne.

"Téhéran se tiendra au côté de Damas dans le processus de stabilisation, de retour des réfugiés et dans le processus de politique

interne", a ajouté M. Rohani, en référence aux millions de personnes que la guerre a jetées sur les routes.

La dernière visite officielle de M. Assad à Téhéran remonte à octobre 2010. À l'époque, M. Assad avait rencontré son homologue Mahmoud Ahmadinejad et le guide suprême.

Ces dernières années, le président syrien quitte très rarement son pays ravagé par une guerre civile meurtrière, si ce n'est des déplacements rendus publics chez son allié russe, le dernier en date en mai 2018. ♦



28 FÉVRIER 2019

## Deux tiers des Français souhaitent que les enfants de jihadistes français restent en Irak et en Syrie

Franceinfo 28 février 2019 [www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr)

Près de sept Français sur dix (67%) souhaitent que les enfants de jihadistes français restent en Irak et en Syrie, révèle un sondage Odoxa - Dentsu consulting pour franceinfo et Le Figaro, dont le résultat est révélé jeudi 28 février.

Cette opinion varie toutefois en fonction de l'orientation politique des personnes interrogées. Ainsi, 88% des sympathisants du Rassemblement national (RN), et 78% des sympathisants Les Républicains (LR) s'opposent à un retour en France de ces enfants. Cette tendance diminue à 63% pour les sympathisants La République en marche (LREM). A contrario, 58% des sympathisants socialistes et 50% de ceux de la France insoumise (LFI) souhaitent que les autorités françaises fassent le maximum pour le retour des enfants de jihadistes en France.

### UN POSSIBLE RETOUR EN FRANCE SUSCITE L'INQUIÉTUDE

82% des Français interrogés approuvent la décision d'Emmanuel Macron et du gouvernement de laisser l'Irak juger les jihadistes



Premier arrêt à la sortie de Baghouz sur un plateau désertique... au cas où une bombe exploserait. Les femmes et les enfants reçoivent des vivres de l'ONG Free Burma Rangers.



Le camp de al-Hol, au nord-est de la Syrie, le 17 février 2019. (BULENT KILIC / AFP)

français, y compris au risque de voir des peines de mort prononcées, nous apprend également cette enquête. En début de semaine, le président irakien Barham Saleh a annoncé qu'il voulait juger "selon la loi irakienne" les treize ressortissants français, soupçonnés d'être des combattants du groupe Etat islamique, qui ont été remis à l'Irak par les forces kurdes.

Cet avis est partagé quelle que soit la tendance politique des personnes interrogées, puisque 72% des sympathisants socialistes, 89% de ceux de LREM, 90% des LR et 89% des sympathisants du RN approuvent cette décision. La tendance est moins marquée chez les sympathisants de LFI, dont 61% estiment que le gouvernement a raison.

L'inquiétude que suscite un possible retour en France des jihadistes français explique qu'une majorité des personnes interrogées approuve la décision de laisser les combattants aux mains de la justice irakienne. Ainsi, 89% des personnes interrogées se disent "inquiètes", dont 53% même "très inquiètes". Seules 11% se disent "assez peu" ou "pas du tout" inquiètes.

\* Cette enquête a été réalisée par internet les 27 et 28 février auprès d'un échantillon représentatif de la population de 1.001 Français âgés de 18 ans et plus. ♦

# 'You're the first infidel I've seen in four years': Isil women emerge defiant from last scrap of Syria territory

Raf Sanchez, outside Baghuz, Syria  
24 February 2019  
www.telegraph.co.uk

The woman's face was hidden behind a black veil but her voice was full of defiance and pride for the caliphate that she had left just hours before.

"You're the first infidel I've seen in four years," Umm Hamza said as The Telegraph approached.

She gestured back towards Baghuz, the village in eastern Syria that is now the last fragment of Islamic State territory. "The brothers are lions. They will fight on," she said. "The Islamic State remains. We are weak now but we will come back again."

The 21-year-old was one of hundreds of bedraggled women who emerged from Baghuz in recent days. They waited in a huddled mass in a clearing to surrender to the Kurdish fighters of the Syrian Democratic Forces (SDF).

Mothers clutched dirty blankets and tugged suitcases through the mud while trying not to lose track of their exhausted children. A woman lifted her black abaya to defecate in a field. There was shouting as families shoved past each other to get to the trucks that would take them north to the refugee camps.

These are among the final citizens of the Islamic State, the last people to have lived in the jihadists' failed experiment in empire. The SDF now estimates that around 5,000 civilians and 1,500 fighters remain in Baghuz, more than originally thought but still a fraction of the 8 million people who once lived under the jihadists' black banner.

Even in their hour of humiliation and defeat, many of the women still burned with the fanaticism that powered the Islamic State for the last five years. They offered no remorse for the



Hundreds of women and children have left the village of Baghuz, where Isil is making its last stand against Kurdish fighters  
Credit: Sam Tarling

caliphate's crimes and vowed that it would it one day return.

That was the promise of Umm Mohammed, a 37-year-old from the nearby town of al-Bukamal. Like most Isil women she identified herself by her Arabic nickname, meaning Mother of Mohammed.

Whatever her oldest son's real name was, he is dead now. He was killed defending al-Bukamal, she said, while a second son was cut down in the town of Sousa. Her five remaining children were huddled around her feet, their eyes wide with fear and faces caked with dirt.

Was it worth losing two sons in battle and subjecting her other children to horrors of war?

"We stayed in the Islamic State because we want heaven. And we buy heaven with our souls and our children's souls," she said. "God didn't create us for this life, he created us for the next life."

In between dense paragraphs of religious dogma and venomous condemnations of Shia Muslims, Umm Mohammed offered glimpses of the situation inside Baghuz.

She and her family had been living in a tent made of rags for two weeks. "Our tents were like palaces because they were in the Islamic State,"

she said.

She said there were shortages of food but also that poorer families were unable to pay the high prices that come with a siege economy. Isil fighters had distributed some food but it was not enough. Without phones or internet access, they had little sense of the scale of Isil's collapse. They knew only that Western warplanes were overhead all night and all day.

As she spoke, a female Kurdish fighter searched through the folds of an Isil woman's abaya. The jihadist's wife stood patiently as the young woman in the colourful scarf checked her.

As far as the Kurds knew, any one of these women could be a suicide bomber. Isil has no qualms about using women or children in attacks and none of these people had been searched for explosive vests before they reached the SDF's lines.

The frantic hours it took to load the Isil families on to the trucks passed without incident under the watchful eye of Kurdish fighters. A column of American special forces drove past and bearded commandos peered through the windows at people from Baghuz.

There were moments when the women's certainty seemed to crack. One mother said that the Isil fighters had promised them that the UN would be waiting to receive them once they came out of Baghuz. Instead they found only their Kurdish conquerors and waiting journalists.

But she insisted that Isil had not misled her. "There is no betrayal in the Islamic State."

The large numbers of civilians in the remaining Isil pocket have complicated the SDF offensive

The large numbers of civilians in the remaining Isil pocket have complicated the SDF offensive  
Credit: Sam Tarling

The woman said that Isil had ordered them to go as part of a deal struck between the jihadists and the SDF. Their understanding of the terms were murky but some suggested that the SDF agreed to let them out in return for Isil releasing >



The SDF have been shocked at the numbers of civilians coming out of the village of Baghuz  
Credit: Sam Tarling

➤ Kurdish prisoners.

The SDF strongly denied that there was a deal but said that they welcomed civilians coming out of Baghuz. "We are fighting a terror group. Either they surrender or they have to fight and die," said Adnan Afrin, an SDF commander.

The women said that was exactly the intention of the remaining Isil fighters, who were heavily armed and prepared to launch suicide bombers to defend Baghuz. "The brothers have everything and they are ready always. Even the women are carrying guns and are ready to be suicide bombers," said one.

SDF commanders have been shocked at how many women and children have emerged from the tiny pocket of Isil-territory. They had originally expected there were only around 1,500 civilians inside but so far more than 5,000 have come out.

The large numbers of civilians have made it difficult for the SDF to call in airstrikes and will likely confound the predictions of a quick victory

Women and children, who fled heavy conflict between the SDF and Isis in Baghuz, sit in front of a tent inside a civilian screening point for suspected Isis families



made by Donald Trump and others. Cmdr Afrin said it was impossible to predict how much long the operation would take.

While most of the women continued to proclaim their loyalty to Isil, a few began a familiar routine of claiming that they had nothing to do with the

jihadists.

Umm Mohammed had some advice about women who said that. "Everyone here is from the Islamic State. Every one of us," she said. "Anyone who says they are not is a liar." ♦

TheArabWeekly February 24, 2019

# Unrest in Iran's periphery prompts concern in Tehran



Ali Alfoneh

As the regime in Tehran celebrated the 40th anniversary of the revolution and establishment of the Islamic Republic, there was another terrorist attack on Iran's periphery.

A suicide bomber targeted an Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) bus on the Khash-Zahedan road in south-eastern Iran, reportedly killing 27 and wounding 13 others. The Salafi jihadist Jaish ul-Adl [the Army of Justice] terrorist group, which demands a sovereign state in Iran's Sistan-Baluchestan province, claimed responsibility for the attack.

Was this terrorist attack atypical or does it follow a pattern evident in earlier attacks? What motivated the Zahedan attack and how does Tehran intend to prevent future incidents?

Indeed, there appears to be a pattern in terrorist attacks in Iran in recent years. Most take place on Iran's periphery, in particular Kurdistan province in the north-west. Khuz-



**Increasingly vulnerable.** Iranian mourners gather around the coffins of members of Islamic Revolutionary Guard Corps who were killed February 13 in a suicide attack, during their funeral in Isfahan, February 16. (AFP)

estan in the south-west and Sistan-Baluchestan in the south-east. Most are perpetrated by members of Iran's ethnic minorities, such as the Kurds, Arabs and Baluchis, most of whom belong to Iran's Sunni minority. The attacks primarily target the IRGC, its affiliated Basij militia and, in some instances, members of Iran's Law Enforcement Force.

There also appears to be a change in the terrorist groups' mode of operation. There were many civilian casualties in the September 22, 2018, attack on a military parade in Ahvaz. However, more recent incidents had fewer civilian casualties: On December 6, a car bomb near

police headquarters in Chabahar, also in Sistan-Baluchestan province, killed two police officers and wounded dozens of others. The February 13 bus attack exclusively targeted the IRGC border patrol.

If one accepts the explanation offered by terrorist groups for the attacks, they are demanding independence from Iran. The demand may be real but it could just as well serve as cover for a more mercenary enterprise. Tehran, after all, provoked considerable concern among its neighbours when it expanded its sphere of influence from Afghanistan to the east to Iraq, Syria and Lebanon to the west

and as far south as Yemen.

Just as Iran organised Shia militias to fight its proxy wars in the region, some of those neighbours may have recruited angry men from Iran's Sunni community to push the fight into Iranian territory. By this logic, if Tehran is busy fighting terrorism at home, it will have less chance to push its influence abroad.

Tehran is clearly concerned about the terrorist attacks and the factors that motivate them. That said, the central government's actions to combat separatism and terrorism are not impressive.

After each terrorist attack, the IRGC promises revenge. Then, leading IRGC commanders issue statements warning Pakistan, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, the United States and Israel of retaliation. However, fearing direct confrontation with those countries, the IRGC, usually retaliates against Iranian citizens in peripheral regions.

Reports of the arrest of terrorists in possession of hundreds of kilograms of explosives, arms and the like are not uncommon. Neither are reports of a securitised and militarised atmosphere in the periphery.

The solution, however, may lie elsewhere: a negotiated solution to the regional rivalry between Iran and Saudi Arabia and the significant improvement of living conditions in Iran's peripheral regions.

Ali Alfoneh is a senior fellow at the Arab Gulf States Institute in Washington.

**The central government's actions to combat separatism and terrorism are not impressive.**

# SDF says it's being overwhelmed as 5,000 flee ISIS in recent days

## The Syrian Democratic Forces are urging governments to deal with the mass movement of foreign fighters



A convoy of trucks transporting people who fled ISIS'S last holdout of Baghouz in Syria's northern Deir Ezzor province. AFP



TOPSHOT - Women and children are searched by fighters with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), after fleeing the IS group's last holdout of Baghouz, in Syria's northern Deir Ezzor province on February 22, 2019. / AFP / Bulent KILIC

The National / Feb 24, 2019  
[www.thenational.ae](http://www.thenational.ae)

US-backed Syrian forces said on Sunday that they were struggling to cope with a mass movement of foreigners from the ISIS territory and urged governments to take responsibility for their citizens.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces have moved nearly 5,000 men, women and children from the militants' last hold since Wednesday, stepping closer to retaking the last sliver of territory under ISIS control.

"The number of foreign fighters and their relatives that we are holding is increasing drastically," Kurdish foreign affairs official Abdel Karim Omar said. "Our current infrastructure can't handle the mass influx."

Syria's Kurds have repeatedly called on foreign countries to repatriate their citizens, but most have been reluctant to allow battle-hardened fighters and their relatives home because of security concerns.

At the height of its rule, ISIS imposed its brutal interpretation of Sharia in territory across Syria and Iraq that was about the size of the UK.

But more than four years after ISIS declared a cross-border "caliphate", the extremists have lost all but a tiny patch of land, mostly in the village of Baghouz near the Iraqi border.

After years of fighting ISIS, Syria's Kurds say they hold hundreds of fighters and their relatives.

"As thousands of foreigners flee Daesh's crumbling caliphate, the burden that is already too heavy for us to handle is getting even heavier," SDF spokesman Mustafa Bali said on Twitter late Saturday.

"This will remain as the biggest challenge awaiting us unless governments take action and fulfil their responsibilities for their citizens."

No evacuations were reported from the enclave on Saturday, but two batches of people

that left on Wednesday and Friday included Europeans, Iraqis and nationals of former Soviet countries, the SDF said.

About 46,000 people, including a large number of foreigners, have streamed out since early December, the Syrian Observatory for Human Rights said.

While civilians are trucked north to Kurdish-run camps for the displaced, suspected extremists are sent to SDF-controlled prisons.

Mr Omar said that SDF detention centres could not accommodate all of the fighters coming from the last ISIS pocket.

The move to safety of men, women and children has put a strain on Kurdish-run camps for the displaced, especially Al Hol, which now shelters more than 40,000 people.

On Thursday, nearly 2,500 people arrived at the camp, worsening already dire conditions inside the cramped settlement, the UN's humanitarian co-ordination office said.

"Thousands more are expected in coming hours and days at Al Hol camp, putting a further strain on basic services," the UN agency tweeted on Friday.

"This sudden influx presents huge challenges to the response – additional tents, non-food items, water and sanitation and health supplies are urgently needed."

The International Rescue Committee on Friday said 69 people, mostly children, had died on the way to Al Hol, or shortly after arriving in past weeks.

The SDF said it was trying to evacuate move out civilians through a corridor before pressing on with a battle to crush the militants unless holdout fighters surrender.

About 2,000 people are believed to remain inside Baghouz, including foreigners.

Many European countries are now considering whether to bring back their citizens who tra-

velled to join the group and prosecute them at home, or bar them from entry because of security concerns.

On Friday, the family of Shamima Begum, 19, said it would challenge the British government's decision to revoke her citizenship.

Ms Begum, who travelled to Syria in 2015 at the age of 15, was at risk of being stateless after Britain revoked her citizenship, and Bangladesh, from where her parents originated, said it did not want her.

On Thursday, the father of Hoda Muthana, 24, sued to bring her home after President Donald Trump's administration declared she was not a US citizen.

The battle for Baghouz is now the only live front in Syria's war, which has killed more than 360,000 people and displaced millions since 2011.

Further north, more than 20 civilians were killed on Sunday in central Syria when a landmine left by ISIS exploded under a van, the state news agency Sana reported.

The ordnance in the town of Salamiyeh killed farm workers who were heading to pick truffles in Hama's countryside.

Meanwhile, the UK said it fired its new Brimstone missile from a Eurofighter Typhoon fighter jet in Syria at an ISIS boat.

The British military said late last week that the Typhoon hit its target while on a mission over the Euphrates River area this month.

The UK's fleet of Typhoon jets, a stalwart of the British Royal Air Force, was only upgraded to carry the Brimstone missile in January.

The addition of the weapons system was designed to prolong the life of the ageing jet as it neared retirement.

The Royal Air Force has reportedly used the new missile on missions in Iraq, Afghanistan and Libya. ■

CHAMP PÉTROLIER D'AL-OMAR (SYRIE)

# En Syrie, les forces antijihadistes se préparent à l'assaut final



Des membres des Forces démocratiques syriennes interrogent des hommes suspectés d'être des jihadistes DELIL SOULEIMAN AFP



Un combattant des Forces démocratiques syriennes surveille des personnes évacuées du dernier réduit du groupe Etat islamique à Baghouz, dans l'est syrien, le 27 février 2019 afp.com/Delil SOULEIMAN

Par AFP le 28/02/2019  
[www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr)

Champ pétrolier d'Al-Omar (Syrie) - Les forces arabo-kurdes soutenues par la coalition internationale se préparent à l'assaut final contre les jihadistes défendant leur dernier carré dans l'est de la Syrie, leur commandant affirmant jeudi que la victoire serait proclamée bientôt.

Engagées depuis septembre dans une bataille décisive contre cette enclave de l'EI dans la province de Deir Ezzor, les forces démocratiques syriennes (FDS) ont dû suspendre leurs opérations il y a plus de deux semaines pour éviter un bain de sang, accusant les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) d'utiliser les civils comme "boucliers humains".

Plusieurs milliers de personnes, des femmes et des enfants notamment, ont déjà quitté cette poche, réduite à moins d'un kilomètre carré, depuis une semaine.

"Nous souhaitons que les opérations d'évacuation s'achèvent dans les plus brefs délais pour passer à la deuxième étape, celle de la

guerre ou de la capitulation des combattants" de l'EI, a déclaré à l'AFP Adnane Afrine, un porte-parole des FDS.

"Dans environ une semaine, nous annonçons notre victoire totale sur l'EI", a déclaré pour sa part le commandant en chef des FDS, Mazloun Kobani, devant quelques uns de ses hommes qui étaient détenus en otages par l'EI.

Les FDS estiment entre plusieurs centaines et quelques milliers le nombre de personnes encore présentes à l'intérieur du réduit, confiné à quelques pâtés de maisons accolées à un camp informel dans le secteur de Baghouz.

Jeudi, des milliers de civils ont été évacués, selon les FDS, qui contrôlent la majeure partie de Baghouz.

Dans ce village, les FDS ont découvert un charnier contenant des "dépouilles d'hommes ainsi que des têtes coupées de femmes", selon M. Afrine. Leur nombre n'est pas clair et des "enquêtes" sont en cours pour identifier les dépouilles.

- "Mourir ici" -

Les jihadistes sont retranchés dans la péri-

phérie Est du village de Baghouz, situé sur la rive orientale du fleuve Euphrate, non loin de la frontière irakienne.

Ils sont encerclés au nord et à l'ouest par les FDS, au sud par les forces prorégime syrien et à l'est par des forces irakiennes.

"Nous attendons depuis longtemps l'arrivée des véhicules pour sortir", raconte à l'AFP Nadia al-Hamid, une Syrienne, au point érigé par les FDS. "Certains combattants de l'EI disent nous voulons mourir ici.

"Il ne reste plus que des +mouhajirat+ à l'intérieur", poursuit-elle, en allusion aux étrangères ayant rallié l'EI ou épousé des jihadistes.

Ces dernières semaines, les journalistes de l'AFP ont pu voir ou interroger des femmes sur place originaires, entre autres, de France, d'Allemagne, de Turquie et de Russie.

Certaines racontent avoir maintes fois tenté de fuir.

Mais depuis une semaine, l'EI autorise, selon divers récits d'évacués, les personnes qui le souhaitent, notamment les femmes et les blessés, à quitter l'enclave.

Mercredi, 15 camions transportant des centaines de personnes ont atteint la position des FDS, selon une journaliste de l'AFP sur place.

Parfois en béquille ou en chaise roulante, les blessés ont débarqué par centaines ces derniers jours. Après les fouilles, destinées à identifier les jihadistes dissimulés parmi la foule, les FDS transfèrent femmes et enfants vers le camp de déplacés d'Al-Hol, plus au nord. Les jihadistes présumés sont envoyés dans des centres de détention.

- "Toute une génération détruite" -

A leur arrivée, les évacués sont souvent épuisés et affamés, les femmes cherchant à ⇒



Deux membres des forces démocratiques syriennes (FDS) aident un homme blessé ayant quitté le réduit de l'Etat islamique à Baghouz, non loin de la frontière irakienne. AFP/Bulent Kilic



⇨ la ronde nourriture, eau et couches pour enfants.

Près d'une ambulance, une femme turque fond en larmes alors que son nouveau-né est transporté par des secouristes. "Il n'a pas mangé depuis plusieurs jours", lance-t-elle.

Le camp d'Al-Hol abrite plus de 50.000 personnes dans des conditions décriées par plus

d'une ONG comme "rudes".

Un porte-parole des FDS, Moustafa Bali, a déploré la "destruction par l'EI de l'avenir de toute une génération", évoquant l'existence de "milliers d'orphelins" dans les camps.

Déclenchée le 15 mars 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie qui s'est complexifiée au fil des

ans avec l'implication de plusieurs acteurs, a fait plus de 360.000 morts et poussé à la fuite des millions de personnes.

"Le conflit est loin d'être terminé", a d'ailleurs estimé jeudi devant le Conseil de sécurité le nouvel émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen. "Des pans entiers du territoire continuent d'échapper au gouvernement" et l'EI "peut renaître de ses cendres". ●

LE FIGARO

mercredi 27 février 2019

# Trump s'est résolu à laisser 200 soldats avec les Kurdes

PHILIPPE GÉLIE [@gellefig](#)  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

DE RETOUR de la conférence de Munich sur la sécurité, le sénateur Lindsey Graham s'est rendu la semaine dernière à la Maison-Blanche pour proposer à Donald Trump un « deal » comme il les aime : pour 10 % de l'investissement actuel, il pourrait écarter les risques liés à sa décision de retrait précipité de Syrie, tout en faisant porter le fardeau à ses alliés.

Jeudi soir 21 février, la Maison-Blanche a publiquement confirmé le revirement du président. Après avoir ordonné fin décembre le rapatriement sans délai des 2 000 forces spéciales américaines déployées en Syrie, Trump va finalement laisser 200 combattants au côté des Forces démocratiques syriennes (FDS, essentiellement kurdes) dans le nord du pays, et 200 autres au Sud, sur la base d'al-Tanf proche de la frontière irako-jordanienne, affectés à des tâches de formation. Cette présence minimale doit favoriser la mise sur pied d'une « force d'interposition internationale » de 800 à 1 500 hommes à laquelle les alliés, en particulier français et britanniques, sont instamment priés de participer.

Les généraux américains, qui plaident depuis quelque temps pour une solution de ce type, ont expliqué à Trump que les Européens n'y participeraient pas sans un engagement concret des États-Unis. Cette force serait char-

**« Nous allons atteindre nos objectifs de sécurité nationale avec une petite fraction des forces que nous avons sur le terrain »**

LINDSEY GRAHAM, SÉNATEUR

gée de patrouiller une « zone tampon » tracée du côté syrien de la frontière



Des soldats américains surveillent la région de Manbij, en Syrie. Le 1<sup>er</sup> novembre 2018. SPC. ZOE GARBARINO/AP

avec la Turquie, avec un triple objectif : éviter des affrontements entre les Turcs et les Kurdes alliés de la coalition occidentale, empêcher le régime de Bachar el-Assad et ses supplétifs iraniens ou russes d'étendre leur emprise territoriale, et prévenir tout regroupement des djihadistes de l'État islamique (EI).

Le chef de la Maison-Blanche avait ordonné le retrait de ses troupes sans consulter ses chefs militaires, ni ses alliés, provoquant la démission de son secrétaire à la Défense, James Mattis. En janvier, le Sénat à majorité républicaine lui avait adressé un avertissement en adoptant, par 68 voix contre 23, une résolution lui demandant de certifier que certaines conditions sont remplies « garantissant la défaite durable de l'EI et d'al-Qaida avant d'amorcer tout retrait significatif des forces américaines de Syrie ou d'Afghanistan ».

Ses conseillers lui ont aussi expliqué que son impulsivité risquait de compromettre l'un des rares succès militaires américains au Proche-Orient : la libération d'un important territoire repris au califat avec une empreinte légère, des alliés locaux en première ligne et seulement sept GI tués en quatre ans. « Son entourage lui a fait valoir que si un seul drapeau de Daech apparaît au-dessus d'une seule ville de Syrie en 2020, sa campagne électorale pourrait être en



Sur la décision américaine, je ne peux que me féliciter de ce choix. Il correspond à la nécessité de rester aux côtés de ceux qui sur le terrain ont œuvré à la lutte

EMMANUEL MACRON, LE 25 FÉVRIER À L'ÉLYSÉE

danger », précise Josh Rogin dans le *Washington Post*, suggérant que l'argument ait emporté la décision de Trump de se dédire.

Le sénateur Graham a applaudi l'adoption du plan qu'il avait lui-même proposé : « Cela va nous éviter de répéter en Syrie les erreurs commises en Irak, a-t-il dit. Nous allons atteindre nos objectifs de sécurité nationale avec une petite fraction des forces que nous avions sur le terrain. Bien joué M. le président ! » Son intervention s'appuyait sur une conversation en marge de la conférence de Munich avec le général Curtis Scaparrotti, commandant des forces américaines en Europe : « Est-ce que deux cents hommes feraient la différence ? », lui a-t-il demandé, selon son propre récit de l'entretien. « Probablement, en tout cas je n'ai pas de meilleure idée », a rétorqué le général. « Et si on part comme ça, c'est la cata ? » « La méga-cata ! »

Le sénateur de Caroline du Sud laisse tout le bénéfice de son revirement au président : « C'est la méthode Trump, dit-il : un peu nous, beaucoup les autres. C'est comme ça qu'il montre qu'il est un bon commandant en chef. » ■

# En Syrie, les dernières heures de l'État islamique

À Baghouz, notre grand reporter raconte la bataille autour du dernier territoire tenu par les djihadistes. PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL



## À Baghouz, les derniers jours de la sinistre aventure du califat

Aux confins de la Syrie et de l'Irak, les FDS (Forces démocratiques syriennes) sont sur le point de s'emparer du dernier bout de territoire contrôlé par Daech.

ADRIEN JAULMES  @  
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGHOUZ (SYRIE)

LA POCHE de Baghouz n'en finit pas de se vider. Chaque jour, des camions affrétés par les Forces démocratiques syriennes ramènent par centaines vers l'arrière du front les familles et les combattants de l'État islamique sortis du dernier bout de territoire contrôlé par l'organisation aux confins de la Syrie et de l'Irak. La dernière bataille contre l'EI a été pratiquement interrompue par cet exode imprévu. Près

de 6000 personnes sont sorties depuis une semaine de la poche, et personne ne sait exactement combien il en reste.

Dans le désert semé de fleurs jaunes, les convois se succèdent en cahotant. Entassés à l'arrière des bétailières, des hommes barbus enroulés dans des manteaux de berger ou des couvertures lancent des regards mauvais. La plupart des passagers gardent leur visage caché dans leur keffieh ou derrière leurs mains pour éviter d'être photographiés. Mais la majorité sont des familles, enfants gris de crasse perchés au-dessus des cabines, femmes vêtues de noir accrochées aux ridelles de leurs mains gantées ou bien assises avec leur bébé dans les bras, leurs yeux seuls visibles à travers les fentes de leur niqab. Au passage des camions, des soldats kurdes et arabes des FDS qui assiègent l'enclave font des V de victoire. Depuis l'arrière des véhicules, les évacués leur répondent avec des index dressés, signe de l'unicité de dieu et geste de ralliement des djihadistes, ou avec de simples doigts d'honneur. On entend parfois crier « *Ba-quiya* », « *on se maintiendra* » le slogan de l'EI.

La sinistre aventure d'un califat qui s'étendait, à sa proclamation en 2014, depuis les faubourgs d'Alep jusqu'à Mossoul s'achève dans ce désert aux confins orientaux de la Syrie. Le dernier réduit des djihadistes est ironiquement adossé au talus qui court le long de la frontière avec l'Irak. Sa destruction à coups de bulldozer avait à l'époque symbolisée l'abolition de la ligne dans le sable tracée en 1916 par

deux diplomates britannique et français, sir Mark Sykes et François Georges-Picot.

La frontière s'est depuis reformée. Du côté irakien, l'armée de Bagdad et les milices chiïtes de mobilisation populaire al-Hachd al-Chaabi tiennent de nouveau les fortins frontaliers. Sur la rive droite de l'Euphrate, le régime de Damas a repris le contrôle de Deir ez-Zor et de l'ouest de la province. Fermant la nasse, les forces levées par les Kurdes syriens, renforcées de supplétifs arabes sous la bannière des FDS.

Outre les camions chargés d'évacuer les débris de l'État islamique, on croise d'autres convois, gros engins blindés aux roues énormes des forces spéciales américaines, développés pour résister aux mines et aux engins explosifs improvisés, voitures tout-terrain équipées d'antennes satellites et de brouilleurs sur le toit, qui foncent dans la poussière. À travers les fenêtres blindées, on aperçoit parfois des Occidentaux, habillés en civil ou en tenues militaires sans écussons.

Ils refusent d'être photographiés et de répondre à quelque question que ce soit. Chargés de coordonner les frappes aériennes, ils cherchent aussi à identifier les djihadistes les plus dangereux et les plus recherchés. Le calife autoproclamé al-Baghdadi a-t-il fui depuis bien longtemps, comme beaucoup de chefs de l'organisation, ou bien se trouve-t-il encore au milieu de ses fidèles ?

Le terrain n'offre guère d'échappatoires aux assiégés, surveillés par l'aviation et les drones de la coalition internationale qui appuie les FDS. Pas de montagnes escarpées comme à Tora Bora, quand Ben Laden avait réussi à échapper aux combattants afghans et à la poignée de commandos américains qui les avaient accablés à la fin de la campagne en Afghanistan en novembre 2001. Pas non plus de grande bataille finale, comme lors de la prise de Mossoul dans la fournaise de l'été 2017, qui s'était achevée par l'ensevelissement des combattants de l'EI sous les ruines de leur capitale irakienne, le Tigre charriant les corps des prisonniers sommairement exécutés par les forces irakiennes. À la place, la partie syrienne du califat achève de se décomposer au terme d'une longue retraite le long de l'Euphrate, émaillée de féroces contre-attaques. Au milieu de leurs femmes et de leurs enfants, les djihadistes qui ont terrorisé la région pendant près de cinq ans sont retranchés dans une bourgade dépourvue du moindre intérêt stratégique ou eschatologique.

Visible à la jumelle, la dernière position de l'EI ne ressemble pas à un retranchement militaire. À l'est de Baghouz, ville agricole aux maisons cubiques éparpillées comme des boîtes à chaussures sur la rive du fleuve, on aperçoit quelques silhouettes dans un campement improvisé au milieu d'un terrain vague, tentes et bâches tendues entre des minibus et des voitures garées n'importe comment en plein champ. L'ensemble évoque un mélange de casse automobile et de festival en plein air après un orage de grêle.

« *Ils ont créé un camp de réfugiés pour*

se protéger », dit Firaz Aqqaoui, un combattant des FDS qui assiège la poche. « C'est très cohérent. La présence de civils au milieu d'eux empêche les avions de les bombarder. Au milieu, ils ont creusé des tunnels et des abris souterrains où ils stockent leurs munitions, leurs vivres et leurs prisonniers. C'est ce qui leur permet de tenir encore. »

Firaz Aqqaoui est originaire de Manbij, ville sur la rive ouest de l'Euphrate reprise à l'État islamique par les FDS en 2016, et dont la chute a marqué le début de la fin pour la partie syrienne du califat. Maigre comme un lézard, une cigarette aux lèvres, un foulard noir noué autour du front, Firaz appartient aux unités levées par le Rojava et qui combattent depuis cinq longues années les djihadistes. La dernière bataille de l'EI n'est pas la plus dure qu'il a vécue. « Rien à voir avec les combats d'Hadjine, en décembre dernier », dit-il. Mais il ne pense pas que l'organisation soit brisée, ni militairement ni moralement. « Ceux qui restent là-dedans sont les pires. Ils n'ont plus rien à perdre. Tout ce qu'ils possèdent, leur argent, leurs familles, est maintenant dans cette poche. Ils se battent féroce-ment. Ils n'ont plus de voitures suicides comme auparavant, mais ils ont encore beaucoup de mines et d'engins explosifs improvisés. Ils en posent un peu partout et ils nous laissent avancer. C'est comme ça qu'ils se défendent. C'est aussi une guerre psychologique. »

« Ceux qui restent sont surtout des combattants étrangers et les enfants qu'ils ont endoctrinés, dont beaucoup sont maintenant des adolescents », ajoute-t-il. « Ce

sont les plus fanatiques. Même ceux qui se rendent restent menaçants. Ils nous disent : "Pas la peine de vous réjouir, on reviendra !" On leur dit : "Revenez maintenant alors !" Mais ils sont encore dangereux, et leur idéologie n'a pas été vaincue », dit Firaz. Certains évacués disent s'être enfuis. D'autres que l'État islamique leur a dit de partir. Tous décrivent les conditions dantesques qui règnent dans cet étroit périmètre bombardé où s'entassent combattants, femmes et enfants en bas âge, blessés et cadavres. Les nuits sont glaciales et la nourriture pour les civils presque inexistante.

« Nous étions obligés de manger de l'herbe, et ce n'est pas une façon de parler », dit en anglais une femme européenne voilée de noir qui refuse de dire son nom. Sortie la semaine dernière, elle raconte comment le Dawla (« l'État », nom donné à l'organisation par ses membres) a conservé jusqu'au bout son organisation politico-militaire. « Il y a plusieurs classes de citoyens dans l'État islamique. La première est celle des chefs, presque tous irakiens, qui ne manquent de rien. Il y a ensuite ceux qui les servent, et qu'ils récompensent par des avantages divers. La troisième est celle des gens comme nous, les idiots venus d'Europe qui avi-



Des miliciens de l'EI sont surveillés par les soldats des Forces démocratiques syriennes aux portes de Baghouz, dans l'est du pays. BULENT KILIC/AFP

ons cru à l'Etat islamique et à la charia. L'EI, c'est comme sur le Titanic : pour les passagers de troisième classe, il n'y a pas de canots de sauvetage. »

L'évacuation des civils et des blessés serait ainsi, classique dans l'histoire des sièges, une façon pour l'EI de se débarrasser de ses bouches inutiles. Les évacués de Baghouz sont d'abord emmenés en camion à plusieurs dizaines de kilomètres vers l'arrière, vers des centres de tris improvisés autour des fortins des Forces démocratiques syriennes. Dans le vent froid, sans abris ni vêtements chauds, ils sont des centaines, parfois des milliers, à attendre d'être triés, au milieu d'un désert semé de carcasses de véhicules et de motocyclettes, jonché de débris, bouteilles de plastiques, couches-culottes et excréments.

Les hommes sont mis à part. Alignés et assis au sol, ils sont interrogés et identifiés autant que faire se peut. Des informateurs, cagoulés ou bien coiffés d'une boîte en carton avec des trous aménagés pour les yeux, désignent les personnalités connues aux forces spéciales occidentales. Les femmes forment d'autres groupes, foule noire et sans visage, entourées d'enfants sales et affamés. Les cas de malnutrition sont évidents chez les bébés. Une autre catégorie est celle des orphelins, enfants hagards ou le regard dur, marqué de rides d'adultes. Les plus âgés ont peut-être combattu dans les rangs de Daech, enfants-soldats endoctrinés, et élevés dans la haine des kouffar, les mécréants.

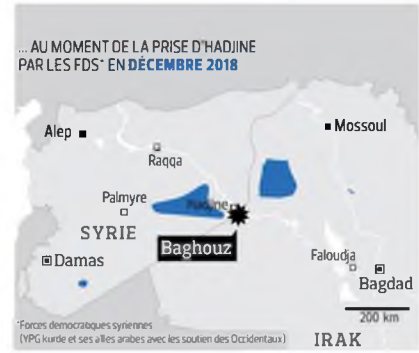
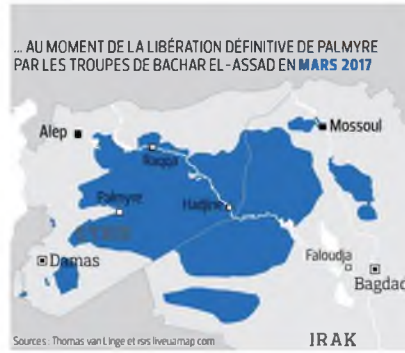
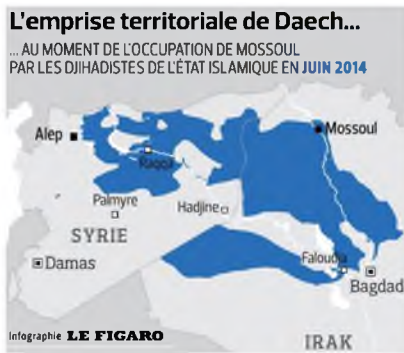
Un dernier groupe fait l'objet de d'une compassion particulière de la part des combattants des FDS. Une dizaine de petits garçons aux cheveux trop longs sont assis par terre, à l'écart de la foule. Ce sont des petits yazidis enlevés par Daech lors de la conquête de leur région en août 2014 dans les alentours de Sinjar, du côté irakien de la frontière. Cette minorité religieuse kurdophone avait été vouée à la destruction par l'EI. Les hommes ont été massacrés, les femmes et les jeunes filles violées et vendues comme du bétail par les djihadistes dans de sordides en-

chères. Beaucoup des garçonnetts ont été arrachés à leurs familles. Sur les quelque 6 000 yazidis emmenés en captivité, 3 700 manquent encore.

Il n'y a ni tentes ni abris dans ce désert venté aux nuits glaciales. Les ONG étrangères ne sont pas là. Trop loin, trop dangereux. La seule assistance humanitaire est fournie par une singulière ONG américaine, les Free Burma Rangers. Fondée en 1997 à la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande par un ancien ranger, Dave Eubank, et financée par des dons privés, cette petite organisation familiale est la seule en première ligne. Avec une vingtaine de volontaires, américains, birmanais, kurdes et irakiens, accompagné de sa femme, de ses deux filles adolescentes et de son fils, Eubank organise la distribution d'eau et de couvertures colorées en matière synthétique aux évacués de Daech. « Dieu vous offre une deuxième chance, il vous offre la vie, saisissez-la ! », leur dit-il en tenue militaire, chapeau de brousse sur la tête et pistolet au côté. Puis, mettant sa main dans celle de l'un de ses compagnons, il dit : « Prions ! »

### Un désert plein de zones d'ombre

Dans ce désert plat où l'on voit à des dizaines de kilomètres à la ronde, les zones d'ombre sont pourtant nombreuses. La dernière bataille contre l'État islamique se déroule comme le reste de la campagne, entourée de mystères. Difficile de se fier à qui que ce soit dans cette guerre secrète. Les FDS encadrent étroitement les médias qui ne sont amenés que quelques heures par jour bien en retrait du front. Depuis plusieurs semaines leurs porte-parole annoncent la victoire prochaine. Sur la base d'Omar Field, champ pétrolier à moitié détruit par les bombardements, les préparatifs de la cérémonie de la victoire sont terminés : murs repeints de



frais, décorés de peintures colorées représentant des blindés et des silhouettes de combattants, avec les écussons des unités engagées dans la bataille, et des stèles en l'honneur des martyrs tombés dans les combats contre Daech. Mais le nombre imprévu de civils a forcé les FDS à ralentir leurs opérations. Peut-être s'y ajoute-t-il aussi une réticence à risquer encore des combattants dans une bataille dont l'issue ne fait plus aucun doute, et aussi la vie des prisonniers encore détenus par l'EI ?

Plusieurs centaines de captifs se trouveraient dans la poche de Baghouz, détenus par une organisation qui a toujours utilisé ses otages de façon cynique, soit pour les exécuter de façon spectaculaire, soit pour les rançonner. Outre les combattants des FDS prisonniers et les esclaves yazidis, certains ont disparu depuis des années dans le trou noir de l'EI. Parmi eux, le père Paolo Dall'Oglio, jésuite charismatique, personnalité hors normes et défenseur acharné du dialogue interreligieux, vu pour la dernière fois le 29 juillet 2013 entrant volontairement dans le quartier général de l'EI à Raqqah pour tenter d'obtenir la libération d'otages syriens. Manque aussi John Cantlie, journaliste britannique enlevé en novembre 2012 et réapparu à plusieurs reprises dans des vidéos de propagande de l'EI où il jouait son rôle de reporter au service de ses geôliers. Manque encore une Néo-Zélandaise employée de la Croix-Rouge à l'identité restée secrète. Sont-ils encore vivants, gardés dans un souterrain en prévision d'un ultime marchandage ? « Nous avons déjà réussi à libérer dix de nos combattants prisonniers », dit Mustapha Balli, le porte-parole des FDS, « nous savons aussi qu'il y a des captifs étrangers avec Daech, mais nous ne savons pas qui. On ne sait pas si Paolo ou Cantlie sont avec eux. »

### Al-Hol, un Daech-ville

À deux cents kilomètres au nord de Baghouz, se trouve un autre campement de djihadistes. C'est une ville de tentes blanches peuplée de fantômes noirs qui s'étend sur une colline pelée à la sortie de la petite bourgade d'al-Hol. C'est dans ce camp que sont emmenés les évacués, après avoir été triés et enregistrés à leur sortie de la poche. Derrière les grilles festonnées de sacs plastiques, près de 43 000 personnes attendent qu'une décision soit prise sur leur sort. Détenus sans statut, prisonniers d'une entité non reconnue internationalement, ces réfugiés d'un

genre particulier posent un problème humanitaire autant que juridique. Il y a parmi eux de nombreux Irakiens, mais aussi plusieurs centaines de combattants étrangers et sans doute plusieurs milliers de femmes et enfants ressortissants de divers pays occidentaux. Les autorités du Rojava demandent aux Européens de rapatrier ces djihadistes dont elles ne savent que faire et qu'elles n'ont pas les moyens de juger ou de détenir indéfiniment.

Le camp de al-Hol est une reconstitution miniature de l'État islamique, transporté depuis les tentes déchirées de Baghouz jusqu'à celles moins abîmées de Nations unies, sans ses armes et son appareil militaire, mais avec son idéologie parfaitement intacte. Dans les allées entre les tentes ou sur le petit marché improvisé, les femmes portent presque toute la grande abaya noire et le hidjab, à la mode saoudienne. Les regards croisés sont souvent hostiles. Et si la plupart des évacués ont tout perdu, on aperçoit des passantes avec des sacs à main de luxe ou de coûteux modèles de téléphones portables. Dans le camp s'est aussi reconstituée la Husbah, la police religieuse de Daech, dont les femmes étrangères qui en faisaient partie étaient particulièrement redoutées.

C'est aussi un univers de mensonge et d'euphémismes. À écouter la plupart des femmes, leurs maris étaient presque tous réparateurs de motocyclettes ou cuisiniers, et n'ont rejoint l'EI que par hasard. Les femmes étrangères que les journalistes sont autorisés à rencontrer au compte-gouttes sont méfiantes à l'égard des médias. « C'est la loi de la jungle ici », explique une jeune Allemande. « Si les autres détenues entendent nos propos dans les médias occidentaux, elles nous traitent d'infidèles kouffar et tout devient alors permis contre nous. » La plupart se préoccupent de savoir si leur pays d'origine va accepter leur retour. Plutôt que d'exprimer des regrets d'avoir rejoint volontairement une organisation qui a semé la terreur, ou de montrer quelque compassion envers ses victimes, elles disent plutôt leur déception d'avoir été dupées. Comme des touristes victimes d'une publicité mensongère ou d'un voyageur négligent, elles attendent à présent que les États dont elles sont les ressortissantes les tirent de ce mauvais pas.

### Cellules dormantes et militants dans la clandestinité

Toutes racontent les épreuves qu'elles ont traversées, sans aucune mention du

sillage de malheur que le califat a laissé derrière lui. Les souffrances de certaines sont pourtant bien réelles. De nombreux nourrissons sont morts de pneumonie ou d'affections non soignées. Les yeux embrunés dans la fente de son voile, une jeune Allemande dit son angoisse pour son bébé, une petite fille trop maigre pour ses quatre mois, qui vomit tout ce qu'on lui donne à manger. « J'ai demandé qu'on l'emmène à l'hôpital à Hassaké, mais personne ne semble se préoccupe de notre sort, dit-elle. On nous laisse mourir ici. »

Le camp, géré par le Haut-Commissariat des Nations unies, refuse de communiquer avec les médias. L'ONG américaine Blumont aligne des tentes, des réservoirs et des latrines aussi vite que possible pour héberger les évacués qui ne cessent d'arriver, mais personne ne semble capable de prendre de décisions d'urgence. « Les responsables des Nations unies sont nommés après accord du gouvernement de Damas », explique un employé du camp sous couvert de l'anonymat. « Ils préfèrent éviter les ennuis en se contentant de régler les questions logistiques. »

La perte du dernier territoire sonne la fin du califat en tant qu'organisation politico-militaire. Mais comme en Irak, les militants de l'EI en Syrie sont passés dans la clandestinité. Dans le désert de l'autre côté de l'Euphrate se sont regroupés des débris de l'EI qui ont échappé aux batailles. À une centaine de kilomètres au nord-ouest de Baghouz, les FDS sont en territoire hostile. Dans les villages qui entourent al-Busayra, bourgades agricoles peuplées de tribus sédentarisées qui ont souvent collaboré activement avec l'EI, les femmes portent toujours le costume noir importé par les djihadistes. Dans ce secteur, les points de contrôle installés par les FDS ne sont tenus que pendant la journée et des cellules dormantes de l'EI lancent des attaques régulières. Motos et voitures piégées explosent au passage des convois.

Évacué de Baghouz, Taleb est un Irakien de 47 ans, originaire de Qaém. Accusé de malversations, ce chaudronnier a passé quelques mois dans les prisons de l'EI, mais ne semble pas leur en tenir rigueur. « Il y avait la justice sous l'État islamique, tout était en ordre. Leur administration continue à fonctionner. Ne croyez pas qu'ils ont disparu. Leurs chefs se sont échappés, et ils vont continuer à travailler. En Syrie et en Irak, et dans toutes les villes du monde. » ■

# For Kurdish Smugglers, Iran Sanctions Are Starting to Bite

The kolbars brave subfreezing temperatures and border guards' bullets to carry heavy loads over the mountains in an unemployment-plagued region that Iran's government has all but forgotten.

By Sergio Colombo, Andrea Prada Bianchi February 24, 2019  
foreignpolicy.com/

**KUH-E TAKHT MOUNTAIN, Iran—**Seen from the road, they look like dots on the snow-covered mountainside. Rows of men crossing the border from Iraq into Iran at almost 10,000 feet, carrying up to 150 pounds of goods on their shoulders. After a four-hour march, they entrust their loads—in exchange for about \$10 to \$25 per person—to a group of pickup truck drivers, ready to bring them to the nearby city of Marivan and, from there, to the rest of Iran.

These kolbars (literally “those who carry on their back”) are smugglers from Iranian Kurdistan who cross into Iraqi Kurdistan, collect goods, and bring them back to Iran, defying the harsh environmental conditions and border guards' bullets. The growing difficulties they face in doing this work are an emblem of how tensions between Washington and Tehran have affected daily life in one of Iran's poorest regions.

The border that the kolbars cross has been closely watched by Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps for years, but surveillance has intensified after the reintroduction of U.S. sanctions against the Iranian regime. On the one hand, Tehran fears the infiltration of militants belonging to Kurdish-Iranian groups exiled to Iraq—such as the Kurdish Democratic Party of Iran and the Kurdistan Free Life Party—which call for armed insurrection against the central government and are considered a threat to Iranian security forces. On the other hand, the United States, in an attempt to further isolate Iran, is moving to seal the porous border, blocking both legal trade and smuggling. It's a flow of money that, according to Rebaz Hamlan, the finance minister of the Kurdistan Regional

Government of Iraq, is worth \$8 billion a year.

The U.S. attempt to tighten the grip on the border involves the Peshmerga, the military forces of the Kurdistan Regional Government, who have exclusive control over goods and people on the Iraqi side. Washington's recent activity was confirmed by Walter Posch of the Austrian National Defense Academy. According to Posch, who is based in Iraqi Kurdistan, the United States' priority, as well as that of the new U.S. consul general in Erbil, Steven Fagin, has become the containment of Iran: “The aim of the U.S. is to intensify economic isolation of Tehran and, at the same time, pass the message that the influence of the Islamic Republic in Iraqi Kurdistan is diminishing.”

In December 2018, a month after the imposition of the second tranche of U.S. sanctions on Iran, the crackdown began affecting the activities of around 400 kolbars who in winter climb the treacherous peaks of the Kuh-e Takht mountain, 40 miles from Marivan, often in over 3 feet of snow. According to various witnesses and sources, the Peshmerga, who monitor the Iraqi side of the border, have radically changed their behavior toward the kolbars, following the instructions of Masoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party and former president of the regional government who still pulls the strings there.

Among the pickup trucks awaiting the smugglers' return, a man lamented the unusual obstruction he encountered at the border. “I already paid for my goods,” Farzad said, “mainly cigarettes and clothes.” Farzad drove from the village of Sarvabad, where he lives, ready to load the smuggled goods on his truck and bring them to Marivan. “But the Iraqi guards aren't letting them through,” he said as he nervously checked his watch marking noon. The wait dragged on for



Kolbars carrying smuggled goods return from Iraq down the Kuh-e Takht mountain in Iran on Dec. 12, 2018. (Sergio Colombo and Andrea Prada Bianchi for Foreign Policy)

hours. Anxiety crept through the bystanders. Only at around 5 p.m. did the first silhouettes of the kolbars peek out from the ridge. Farzad covered his face with his hands, relieved, and looked out toward the trail of men as they twisted and turned down the steep walls of Kuh-e Takht. Some carried the goods wrapped in orange plastic bags on their backs; others, exhausted by the strain, used them as a sled to descend the rock-scattered slope.

Reaching the pickup truck, a kolbar named Rahim entrusted the load of Milano-brand cigarettes to Farzad and pocketed the equivalent of \$13: “The Peshmerga didn't want to take the goods through,” he said, gesturing broadly, “more and more often they stop us from working or force us to take the longer and more dangerous routes.” Rahim is 49 and has been working as a kolbar for two years. He lives in Marivan with his wife and two sons. Every day, he starts his journey at the foot of the Kuh-e Takht mountain, a 50-minute drive from home. “We start walking at dawn and, when the snow is as thick as it is now, we don't make it back before 3 p.m.” he said in between sips of Fanta. “For the most part we transport cigarettes and clothes but also alcohol and home appliances like televisions or washing machines. During the summer months, the strongest men can carry up to 90 kilos [200 pounds] of goods, without earning more than \$25 a day. This job isn't only exhausting, it can also cost you your life.”

Over the course of 2018, Iranian border guards killed 48 smugglers and left 104 injured, according to Iran Human Rights Monitor. Furthermore, every year dozens of deaths are caused by accidents in the harsh mountain conditions—mainly hypothermia and land mines dating back to the Iran-Iraq War, which, three decades later, still claim victims. “A few ⇒



A line of kolbars dots the snowy landscape as they traverse the rugged border region from Iraq to Iran on Dec. 12, 2018. (Sergio Colombo and Andrea Prada Bianchi for Foreign Policy)

⇒ days ago,” recounted Karwan, a 25-year-old kolbar, “a friend of mine was shot in cold blood by an Iranian soldier. Another time, two agents intercepted us on our trip back and stole all our contraband cigarettes.”

As he spoke, Karwan pointed to a building that dominates the entire valley. It’s the border guard police station from which soldiers can observe the smugglers’ whole journey on the Iranian side of the mountain—opening fire every so often to reassert their authority. “We engage in an illegal activity that is only partly tolerated,” the young man explained, “hence, when the army wants to remind us who’s in control, they start shooting. It’s a way to remind us that we work only because they allow us to. We risk our lives constantly, yet for many it’s a way to earn some money.”

According to official Iranian government data, three of the country’s four majority-Kurdish provinces have higher than average unemployment. The province of Kermanshah registered the highest in the country: 21.6 percent. Together, these four provinces with approximately 7.5 million inhabitants (nearly 10 percent of the country’s population) contribute a mere 5.2 percent of Iran’s GDP. This precarious economic situation is what drives nearly 20,000 people per year to become smugglers, according to unofficial reports by local media. “There are 20-year-old kolbars just as commonly as there are 70-year-old ones,” Rahim explained. “When the weather conditions are favorable there can be as many as three or four thousand people crossing the border.”



Kolbars stop to transfer their smuggled goods to pick-up trucks that will bring them to the nearby city of Marivan and, from there, to the rest of Iran, on Dec. 12, 2018. (Sergio

The relationship between Kurdistan and the central government has had a long history of turmoil. The region’s minorities were marginalized by Ayatollah Ruhollah Khomeini just as much as by the Pahlavi dynasty. Prior to and during the Islamic Revolution of 1979, Kurds supported Khomeini in his campaign against Shah Mohammad Reza Pahlavi, but once in power, he rejected their request for more autonomy. For the last four decades, all Iranian presidents have ignored the region’s need for integration and investment, with the exception of the reformist Mohammad Khatami. Even the current president, Hassan Rouhani, hasn’t lived up to Kurdish expectations, especially as their votes contributed to his victory in the 2013 as well as 2017 elections.

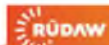
Six years ago, the then-reformist candidate promised to “remove the stain of ... inequality” from the minority regions. He vowed to integrate

them into the country’s economic and cultural structure, giving them a greater access to central power. This never happened, Rahim said: “There was a time when Rouhani was very popular here. He talked about restoring the region ... and we trusted him.”

As the last pickup trucks drove toward Marivan, nothing remained in the snow except fragments of orange plastic. “The truth,” Rahim concluded, “is that nothing has changed. Tehran has abandoned these lands.” ●

*Sergio Colombo is a Milan-based journalist. His work has appeared in Il Foglio, Panorama and Lettera43.it. Twitter: @sergio\_colombo*

*Andrea Prada Bianchi is a journalist in Milan. His work has appeared in Lettera43.it and Linkiesta.it. Twitter: @apradabianchi*



25 FEBRUARY 2019

## Kurdish ruling parties ready to resume dialogue on government formation

By Nawzad Mahmoud 25/2/2019  
<http://www.rudaw.net>

**SULAIMANI, Kurdistan Region**— To break the deadlock delaying the formation of the new Kurdistan Regional Government (KRG), Kurdistan Democratic Party (KDP) head Masoud Barzani wrote a conciliatory letter inviting the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to resume dialogue following the party’s boycott of last week’s parliamentary session.

Addressed to the acting PUK chief Kosrat Rasool, Barzani said the parliamentary session of February 18 boycotted by the PUK, in which a speaker and two deputies were elected, was “neither a victory for the KDP, nor a defeat for the PUK.”

“I have called on the KDP politburo to arrange a meeting with the PUK politburo to resolve differences between the two [parties],” Barzani said in his letter, dated February 23.

The PUK and the KDP are the two main players in the KRG, which rules the semi-autonomous region in



northern Iraq.

Rasool, who had consulted with members of the PUK politburo, welcomed Barzani’s initiative and responded that the PUK understood the gravity of the situation and his party was ready to sit down and resume dialogue.

Disputes between the KDP and PUK over government formation deepened after the two failed to reach a deal on the appointment of a governor for Kirkuk, prompting the

PUK to boycott a parliamentary session they both had agreed on to elect a speaker of the parliament.

But the KDP along with the Change Movement (Gorran) and other parties convened the parliament last week and elected a KDP lawmaker as temporary speaker of the legislature until negotiations on power-sharing with the PUK are finalized.

Relations between the two parties have since been strained, but

efforts are underway to repair them.

“There are efforts underway to reach an agreement between the two parties, and this will get clearer in our next meeting,” PUK leadership member Arez Abdulla told Rudaw.

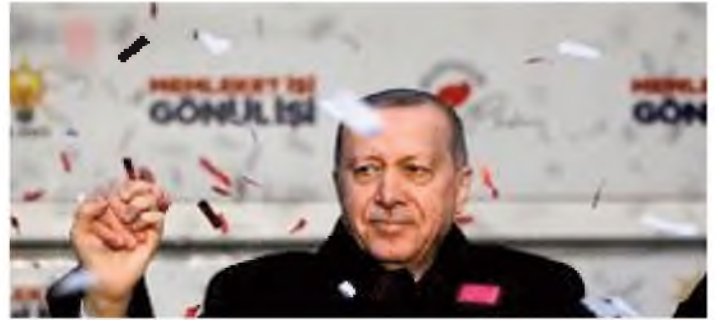
The KDP and PUK differ on how to normalize the situation of Kirkuk and appoint a governor to the city.

“We think the situation of Kirkuk and other disputed areas addressed by Article 140 should be normalized and should reach an agreement with the Iraqi government and then appoint a governor to the city. But the PUK thinks a governor should first be appointed and then the situation of Kirkuk should be normalized,” KDP spokesperson Mahmud Mohammed told the KDP’s official website on February 18.

The PUK is now waiting for the KDP to set a date for their next meeting to address their remaining disputes over the formation of the next cabinet of the KRG and other issues between the two. ■

# Erdogan threatens to dismiss mayors seen as PKK-linked

**President Recep Tayyip Erdogan claimed PKK militants had infiltrated political parties in order to rig next month's elections, and vowed to dismiss any mayors determined by Ankara to support the outlawed group.**



*Turkish President Recep Tayyip Erdogan reacts during a rally for the upcoming local elections in Istanbul, Turkey, Feb. 16, 2019. REUTERS/Umit Bektas*



**Jasper Mortimer**  
February 26, 2019  
[www.al-monitor.com](http://www.al-monitor.com)

**ANKARA, Turkey** — President Recep Tayyip Erdogan has threatened to reverse the results of next month's municipal elections, saying that if voters elect mayors linked to the Kurdistan Workers Party (PKK), the Kurdish insurgent group, he will promptly dismiss them and appoint civil servants to run their towns.

In a campaign speech in the central Anatolian town of Yozgat, Erdogan also said that PKK militants had infiltrated the alliance of the Republican People's Party (CHP) and the İyi, or Good Party, in order to work as election observers and rig the results in the opposition's favor.

The two biggest opposition parties, the CHP and Peoples' Democratic Party (HDP), condemned Erdogan's allegation of PKK links.

"We will lay a criminal complaint against Recep Tayyip Erdogan," CHP deputy chairman Ozgur Ozel said in a tweet Tuesday. The president had "tarnished our party's reputation by linking it to terrorist organizations."

The HDP, a pro-Kurdish party that polled third in last year's general elections, said Erdogan's government has "nothing to offer this country anymore."

"They only want to strengthen their hand by criminalizing the HDP," the party said in a statement from its press office.

"The HDP took the votes of 6 million people in the last election. We don't accept the claim that a party which gained votes from all parts of society is taking orders from Qandil," the party added, referring to the Iraqi mountain range where the PKK is headquartered.

Curiously neither the CHP nor the HDP referred directly to Erdogan's vowing to remove mayors whom he deems to be tied to the PKK.

The threat applies to the HDP, which has seen the government dismiss many of its elected mayors in the Kurdish-majority towns of southeast Turkey. For instance, in Diyarbakir, the virtual Kurdish capital of Turkey, Gultan Kisanak and Firat Anli were elected co-mayors for the HDP's sister party, the Peace and Democracy Party (BDP), in the 2014 elections. But the government removed them in 2016 and the city is now run by Ankara appointees.

One of the criticisms of the government's policy of ousting elected officials is that the mayors' alleged PKK links cannot be challenged in court.

The HDP has been urging people to vote for them on March 31 so they can regain control of the town councils taken over by Ankara.

Erdogan said: "Now they say they will take back the towns where the trustees are appointed. If my citizens give you the opportunity to get them back, and if you send the facilities given by the state to Qandil, we will immediately appoint our trustees again."

The HDP is well aware of the risk of Erdogan's expelling the mayors elected on March 31, the party's co-leader, Pervin Buldan, told foreign correspondents in Istanbul on Feb. 14.

"To overcome this, we need even bigger [electoral] victories," Buldan said. "We believe that strong results on March 31 will show the world that we are not accepting the government's threats."

A retired professor of politics at Ankara University, Dogu Ergil, said Erdogan's threat to expel mayors will not influence the polls.

"Erdogan has already lost the Kurds, so it won't affect the Kurdish vote," he told Al-Monitor.

Traditionally most Kurds vote for the HDP and BDP, but about a third of Kurds vote for Erdogan's Justice and Development Party (AKP).

Ergil predicts the AKP will poll less than a third of the Kurds on March 31.

"In the past three years, Erdogan has been against anything that is Kurdish," he said.

Asked to give examples, Ergil referred to Erdogan's objection to HDP politicians using the word "Kurdistan," despite the fact that Erdogan once used this word in parliament. He referred to Erdogan's revoking the immunity of HDP legislators and putting them in prison on charges of terrorism — as happened with the previous leaders of the HDP, Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdog.

And Ergil pointed to Erdogan's strenuous opposition to the administration set up by Syrian Kurds in northern Syria and the Iraqi Kurds' referendum on independence in 2017. "He hates any positive development in other parts of the Kurdish world," Ergil said.

Erdogan and his spokesmen frequently declare that they are not against the Kurds as a people, but they are against "PKK terrorism" and "PKK sympathizers in the HDP," Ergil said Kurds do not read his actions that way.

"These moves are received as anti-Kurdish, not as anti-HDP," he said.

In a separate development today, Turkish truck drivers parked their transport trucks next to Turkey's border gates with Greece and Bulgaria to protest the imminent execution in Saudi Arabia of a colleague convicted of possession of drugs.

The drivers did not block the roads at Kapi Kale and Hamza Beyli, on the Bulgarian border, or at Ipsala, on the Greek border, but they succeeded in drawing attention to the plight of Remzi Cicek, who is due to be executed Wednesday.

"One of our brothers detained in Saudi Arabia for four years has been sentenced to death," driver Burhan Oguz said on CNNTurk.

Wearing a wool hat and anorak, Oguz added: "We believe that he is innocent. We want our brother to be taken down from the gallows.

CNNTurk screened pictures of Cicek, an elderly man with gray hair.

On a happier note, CNNTurk broadcast footage of voters giving Erdogan homemade cakes to celebrate his 65th birthday today. He was campaigning in northern Turkey and the well-wishers approached him as he stepped out of his car. Clearly touched by the gesture, we saw the president eating a piece of cake and responding graciously to people who wanted to congratulate him.

But then CNNTurk went one step further. Repeatedly during the day, independent of the birthday-cake footage, the channel screened a still picture of Erdogan with a caption saying it was his 65th birthday and giving the hashtag #NiceSenelereSeninle (To many years to come with you).

The image spoke volumes about CNNTurk, a privately owned channel that used to have a reputation for political independence. ♦

*Jasper Mortimer is a South African-trained journalist who works for France24 TV and GRN. While traveling the world, he was waylaid in the Middle East, married a Turkish woman and settled in Ankara in 2007. He covers the Kurdish issue, the Syrian war and Cyprus.*

# La Turquie tisse des liens de plus en plus robustes avec la Russie

## ANALYSE

Rentré bredouille du sommet des pays garants du processus de paix en Syrie (Russie, Iran, Turquie) qui s'est tenu à Sotchi, sur les bords de la mer Noire, le 14 février, le président turc Recep Tayyip Erdogan doit ronger son frein. Il a échoué à convaincre ses nouveaux alliés, les présidents russe Vladimir Poutine et iranien Hassan Rohani, du bien-fondé de sa proposition d'établir une « zone de sécurité » dans le nord de la Syrie, débarrassée des milices kurdes « terroristes » des Unités de protection du peuple (YPG) et gérée par l'armée turque.

Le numéro un turc est dans une position difficile, engagé dans une sorte de grand écart diplomatique, un pied dans l'OTAN, l'autre dehors, sans résultats. Ses projets d'incursion militaire en Syrie se heurtent à un mur, aussi bien à Moscou qu'à Washington. La « zone de sécurité » promise à la mi-décembre à la Turquie par le président américain Donald Trump, sur une profondeur de 32 kilomètres, peine à se matérialiser. Impatient, M. Erdogan a menacé d'envoyer ses troupes sans l'aval de ses alliés. « Si les États-Unis ne contribuent pas à la création d'une zone sécurisée sous contrôle turc, nous le ferons par nous-mêmes », a-t-il martelé le 5 février.

Ni Moscou, ni Téhéran, ni Washington ne veulent voir la Turquie régner en maître au nord de la Syrie. L'armée turque est déjà présente à Afrin, la région kurde du Nord-Ouest, prise en mars 2018 aux YPG. En 2016, elle avait jeté son dévolu plus à l'est, entre les villes d'Azaz et de Djarabulus, un périmètre contigu à la frontière turque. Désormais, ce type d'incursion n'est plus possible, Moscou n'y est pas favorable pour le moment.

A Sotchi, MM. Poutine et Rohani ont répété à M. Erdogan que les territoires laissés vacants par les « boys » au nord-est de la Syrie seraient forcément rendus à Damas. Unanimentement réjouie par le retrait américain, la triade n'est pas d'accord sur les futurs contours de la « Syrie normalisée ». Moscou et Téhéran veulent que Bachar Al-Assad, leur protégé, exerce son contrôle sur la totalité du pays, tandis qu'Ankara, qui épaula les rebelles syriens, réclame son départ, ou plutôt réclamaient.

M. Poutine, qui sait ménager son « ami » Erdogan, le presse de se rapprocher de Bachar Al-Assad, le président honni, avec lequel les relations sont à couteaux tirés depuis huit ans que dure la guerre en Syrie. Pour y parvenir, le Kremlin s'appuie sur un ancien accord sécuritaire signé il y a vingt et un ans entre Ankara et Damas, dont l'existence a été opportunément rappelée à M. Erdogan à Sotchi.

**M. ERDOGAN EST ATTENTIF À TOUT CE QUE M. POUTINE LUI SUGGÈRE. LA CONFIANCE EST TOTALE, PARCE QU'IL SENT TRAITÉ EN ÉGAL**



Avantageux pour les Turcs, parce qu'il leur reconnaît le droit d'intervenir en Syrie (sur une profondeur de cinq kilomètres) afin d'y pourchasser le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste) et ses filiales, l'accord est valide à condition qu'Ankara reconnaisse la légitimité de l'actuel pouvoir syrien, une perspective désagréable pour le président turc. Souhaitée par Moscou, la poignée de main Erdogan-Assad n'est pas pour demain, quand bien même la presse turque s'emploie à préparer l'opinion. « Entre Moscou qui soutient Bachar et les États-Unis qui coopèrent avec les YPG, Ankara n'aura pas de mal à choisir son camp, le Kremlin plutôt que la Maison Blanche », écrit l'éditorialiste Muhittin Ataman dans le quotidien *Sabah* du 13 février.

### UN PAYS « ALLIÉ »

M. Erdogan est attentif à tout ce que M. Poutine lui suggère. La confiance est totale, avant tout parce qu'il se sent traité en égal. « Tandis que les relations avec les alliés traditionnels s'effiloquent, le lien à la Russie est robuste »,

confirme le chercheur Selim Kuru, dans une étude publiée par le Foreign Policy Research Institute (FPRI) de Philadelphie. En 2018, les deux présidents se sont vus à sept reprises en tête-à-tête et se sont parlé dix-huit fois par téléphone. Contrats gaziers, ventes d'armements, commerce, tourisme nourrissent la relation. Ankara attend de pied ferme la livraison de missiles russes S-400, prévue pour juillet 2019, au risque de s'attirer les foudres de ses alliés de l'OTAN.

Les deux anciens « ennemis héréditaires » ont un autre horizon en partage. Ils parlent « multilatéralisme », lutte contre « l'hégémonie du dollar », opposant les réveils spirituels de leurs populations respectives à ce qu'ils décrivent comme le déclin de la civilisation occidentale. Le ressentiment envers l'Occident est le ciment du couple. « La Turquie et la Russie veulent contrebalancer l'influence des États occidentaux, au Moyen-Orient surtout. Chacun pense de l'autre qu'il est le bon allié. La Russie compte restaurer son statut de grande puissance et accroître son influence en montant les alliés occidentaux les uns contre les autres. Pour la Turquie, la Russie est essentielle au rééquilibrage de ses rapports avec l'Occident », explique Evren Balta, chercheuse en sciences politiques et professeure à l'université Özyegin à Istanbul.

Cette ligne de politique étrangère convient à l'opinion publique, selon le dernier sondage de l'université privée Kadir Has à Istanbul sur les évolutions politico-sociales du pays. La Russie y est décrite comme « un pays allié ou ami » par 37,4 % des sondés, contre 23,7 % pour l'Allemagne, qui héberge pourtant la plus grosse diaspora turque en Europe et reste à ce jour le partenaire commercial numéro un d'Ankara.

Indifférentes à la dynamique des échanges commerciaux, les personnes interrogées privilégient le prisme identitaire. 60 % décrivent la Turquie comme « un pays d'islam », 19,6 % estiment qu'il faut coopérer avant tout avec « les pays musulmans », 18 % optent pour la Russie, 17,5 % estiment qu'Ankara « doit agir seul ». Pas question d'avoir une diplomatie à la remorque de l'Occident. Et ce paradoxe : si les États-Unis sont vus à 81,9 % comme « une menace », l'appartenance à l'OTAN est une bonne chose pour 70 % des participants. ■

MARIE JÉGO  
(SERVICE INTERNATIONAL)



# A Baghouz, ultime fief de l'EI, « on vivait dans des tranchées pour se cacher des balles »



Les hommes qui viennent de Baghouz sont séparés des femmes et fouillés par les soldats FDS. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

## REPORTAGE

Par Hélène Sallon  
28 février 2019  
www.lemonde.fr

**Les évacuations de civils, notamment des femmes et des enfants, continuent dans le dernier bastion de l'organisation djihadiste en Syrie.**

En file indienne, les camions à bétail serpentent à travers la plaine aride, balayée d'un vent de sable, jusqu'à la grappe de tentes blanches perdues au milieu du désert. Agrippés à l'arrière des bennes, des enfants, sales et les cheveux ébouriffés, jettent un regard hagard sur les combattants kurdes des Forces

démocratiques syriennes (FDS) et les journalistes qui attendent le cortège dans un coin reculé aux confins sud-est de la Syrie, mardi 26 février.

Un à un, les camions déversent des centaines de femmes exténuées et mutiques, silhouettes noires harnachées de sacs et de nourrissons, des ribambelles d'enfants affamés et des blessés. Quelques dizaines d'hommes de tous âges à la barbe fournie, emmitoufflés dans de longs manteaux, sont mis à l'écart, alignés et interrogés.

Les visages fermés disent tout de l'enfer qu'est devenu Baghouz, village quelconque où le « califat » établi par l'organisation Etat islamique (EI) en 2014, à cheval sur

la Syrie et l'Irak, vit ses derniers jours.

« Le « califat » n'est pas mort ! Je ne sais pas comment il va renaître mais je sais que ce n'est pas fini », assure en français Samira (le prénom a été modifié), une Algérienne transférée avec ses deux filles dans les tentes de l'organisation chrétienne Free Burma Rangers, qui prend en charge les déplacés de Baghouz pour la première étape de leur exil. Sous son niqab noir, la jeune femme refuse de dévoiler son identité. Elle dit seulement être partie d'Alger pour Rakka, en Syrie, en 2015, avec son mari – « d'un commun accord » – et leurs quatre enfants, pour « pouvoir vivre sa religion ».

**« JE VOIS VOS MORTS, ET JE VOIS NOS MORTS »**

Elle a battu en retraite avec le groupe djihadiste au fur et à mesure des défaites, en famille puis seule avec ses deux filles d'une dizaine d'années à peine. Son mari et ses deux autres enfants ont été tués. Elle dit ne rien regretter pourtant des quatre années passées au sein du « califat ». « Je n'ai rien à reprocher à l'EI, assène Samira. Il applique les règles du Coran. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'erreurs. Des gens ont fauté, comme partout. Si l'EI a commis des crimes contre l'humanité, que dire de l'Algérie, de la France, des Etats-Unis ? Je vois vos morts et je vois nos morts, je vois où est la justice et l'injustice. L'EI n'a pas massacré d'enfants. »

Il ne sort plus de Baghouz que les irréductibles de l'EI et leurs

familles, échoués des quatre coins du « califat » dans ce dernier carré. Beaucoup d'Irakiens et de Syriens, mais aussi des Français, des Maghrébins, des Ouzbeks et des Turcs. Lorsque les FDS, une coalition de forces arabo-kurdes, ont entamé leur offensive début février, ils avaient refusé de se joindre aux 30 000 civils qui ont fui.

**« PLUS RIEN AU MARCHÉ »**

A Baghouz, il n'y avait plus qu'un hôpital de campagne où « les docteurs, surtout des étrangers qui parlaient l'arabe littéraire, n'étaient pas très expérimentés » et où « il n'y avait pas beaucoup de médicaments et de matériel pour les opérations », selon Oum Maraz, une Syrienne de 27 ans, qui y a accouché de son quatrième enfant par césarienne, il y a quatorze jours. Installée à Baghouz depuis deux ans avec son mari, un imam de l'EI originaire de Rakka comme elle, Oum Maraz s'était récemment réfugiée avec ses enfants dans la cuisine d'une maison partagée par plusieurs familles.

Elle a décidé de s'enfuir avec les camions affrétés par les FDS après la mort de son mari dans un bombardement, il y a une semaine. « J'ai entendu les femmes dire qu'Abou Bakr Al-Baghdadi [le chef de l'EI] a ordonné aux femmes et aux enfants de sortir pour laisser les hommes combattre. Je pense que ce sont juste des ragots de femmes », estime-t-elle.

Il y a encore deux semaines, les combattants djihadistes empêchaient les familles de



Les civils blessés ou malades sont pris en charge par l'ONG Free Burma Rangers. A droite, Samira, une algérienne qui vient de sortir de Baghouz avec ses deux filles. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

partir et il fallait recourir à des passeurs, payés 1 000 dollars par tête, pour quitter Baghouz. « Depuis deux semaines, l'EI autorise les blessés et tous ceux qui veulent partir à le faire. Moi, c'est mon mari qui avait décidé que nous resterions », raconte Oum Maraz.

Ses douleurs au ventre, et la faim qui tirait ses enfants du fait de la pénurie de nourriture comme d'eau potable dans le village, l'ont décidée à partir. « La situation à Baghouz est très mauvaise. Il n'y avait plus rien au marché. Ces derniers jours, l'EI donnait de la nourriture sur un seul point de distribution. Il ne restait que du pain et de la soupe. On devait diviser une galette entre nous, je la laissais aux enfants », poursuit Oum Maraz d'une voix faible.

#### « PLUS RIEN AU MARCHÉ »

A Baghouz, il n'y avait plus qu'un hôpital de campagne où « les docteurs, surtout des étrangers qui parlaient l'arabe littéraire, n'étaient pas très expérimentés » et où « il n'y avait pas beaucoup de médicaments et de matériel pour les opérations », selon Oum Maraz, une Syrienne de 27 ans, qui y a accouché de son quatrième enfant par césarienne, il y a quatorze jours. Installée à Baghouz depuis deux ans avec son mari, un imam de l'EI originaire de Rakka comme elle, Oum Maraz s'était récemment réfugiée avec ses enfants dans la cuisine d'une maison partagée par plusieurs familles.

Elle a décidé de s'enfuir avec les camions affrétés par les FDS après la mort de son mari dans un bombardement, il y a une semaine. « J'ai entendu les femmes dire qu'Abou Bakr Al-Baghdadi [le chef de l'EI] a ordonné aux femmes et aux enfants de sortir pour laisser les hommes combattre. Je pense que ce sont juste des ragots de femmes », estime-t-elle.



Les traces des déplacés, qui ont été emmenés dans un camp plus au nord de la Syrie. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

Il y a encore deux semaines, les combattants djihadistes empêchaient les familles de partir et il fallait recourir à des passeurs, payés 1 000 dollars par tête, pour quitter Baghouz. « Depuis deux semaines, l'EI autorise les blessés et tous ceux qui veulent partir à le faire. Moi, c'est mon mari qui avait décidé que nous resterions », raconte Oum Maraz.

Ses douleurs au ventre, et la faim qui tirait ses enfants du fait de la pénurie de nourriture comme d'eau potable dans le village, l'ont décidée à partir. « La situation à Baghouz est très mauvaise. Il n'y avait plus rien au marché. Ces derniers jours, l'EI donnait de la nourriture sur un seul point de distribution. Il ne restait que du pain et de la soupe. On devait diviser une galette entre nous, je la laissais aux enfants », poursuit Oum Maraz d'une voix faible.

#### « UNE VIE NORMALE »

Les femmes racontent que des dizaines d'enfants sont morts de faim dans le village. Une vingtaine d'autres sont morts en route vers le campement de Tanak. L'idéologie et l'avenir de l'EI sont bien loin des préoccupations d'Oum Maraz. « Ce qui m'importe est que mes enfants aient une vie normale », conclut-elle.

Rares sont les sourires sur les visages des enfants sortis de Baghouz, même une fois la faim assouvie grâce aux colis de nourriture distribués sur le campement. Radwan, un « lionceau » du « califat », enfant-soldat de l'EI âgé de 13 ans et originaire d'Indonésie, vêtu d'un qamis beige, avoue même dans un arabe parfaitement maîtrisé sa tristesse d'avoir fui Baghouz où est resté combattre son père. Entraîné au combat depuis qu'il a rejoint l'EI il y a quatre ans, ayant déjà par-



Un à un, les camions déversent des centaines de femmes et des ribambelles d'enfants. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

ticipé à des batailles, il a été forcé par son père à quitter le réduit djihadiste seul avec ses cinq jeunes frères, leur mère étant morte il y a longtemps. Il a emmené avec lui six autres jeunes « lionceaux » indonésiens, orphelins de père et de mère.

A la faveur de la trêve, les combattants des FDS ont découvert avec surprise la présence de ces milliers de civils et de combattants répartis dans les maisons, les tentes installées dans le village et des tunnels creusés sous terre, en nombre bien plus important que ce qu'ils estimaient au début de l'offensive.

« On vivait dans des tranchées pour se cacher des balles. Le PKK [groupe armé kurde] nous tirait dessus tous les jours. Ils ont tué des dizaines d'enfants. Même quand on les enterrait, on se faisait tirer dessus », explique la djihadiste algérienne, qui accuse les FDS d'avoir fait plus de 2 000 victimes en seulement deux jours, juste avant la trêve.

Les combattants arabo-kurdes se défendent de cibler les civils. « Nous suspendons nos opérations jusqu'à ce que tous les civils soient sortis. Ils ont utilisé les civils comme boucliers humains », assure Adnan Afrin, le commandant des FDS, à la tête des 9 000 hommes engagés sur le front de Baghouz.

#### « ILS SE VENGERONT »

Sur le campement temporaire installé sur le plateau de Tanak, au milieu des couvertures abandonnées pendant la nuit d'attente par le flot précédent de déplacés, des téléphones portables brisés et des photos de famille déchirées ont été abandonnés. Les combattants des FDS assurent avoir retrouvé des objets plus inquiétants lors des

fouilles. « Nous avons trouvé des silencieux, des bombes et une ceinture explosive. Cela indique que l'EI essaie de profiter de la sortie des civils pour exfiltrer ses cellules », a déclaré, lundi, le porte-parole des FDS, Moustafa Bali. Si l'assaut final sur la dernière poche du « califat » à Baghouz approche, les combattants kurdes sont loin d'entrevoir la fin de la lutte contre les djihadistes, notamment dans ces régions à majorité arabe du sud-est syrien qu'ils connaissent à peine.

Dans l'ancien bastion djihadiste d'Hajine, libéré fin 2018, des convois militaires ont été attaqués à plusieurs reprises ces deux dernières semaines, forçant les FDS à opter pour les pistes du désert plutôt que la route principale pour rejoindre Baghouz. « Il y a déjà beaucoup de régions où les cellules clandestines de l'EI ont été réactivées. Les civils qui sortent de Baghouz nous menacent et nous disent qu'ils se vengeront », déplore Mazloum, un combattant des forces kurdes YPG de Derik.

Les djihadistes sortis de Baghouz et leurs familles ne savent pas quel sort les attend. Samira appréhende avec beaucoup d'angoisse son transfert dans le camp d'Al-Hawl, 400 kilomètres plus au nord, où sont déjà réfugiées plus de 45 000 personnes. Elle ne veut pas rentrer en Algérie. « Ce n'est pas possible de rester avec des gens qui nous ont tués », justifie-t-elle. Zeynep ne veut pas non plus rentrer en Turquie. Elle n'a plus aucune famille et craint d'être emprisonnée. « Beaucoup d'étrangers ont peur de rentrer dans leur pays à cause de la prison, dit-elle, et de la peur d'être séparés de leurs enfants. » ■

*Hélène Sallon envoyée spéciale en Syrie*

# DAECH L'HEURE DU JUGEMENT

Edition du 28 Févr. 2019  
Photo Bulent Kilic  
www.parismatch.com

LE 22 FÉVRIER 2019, DEVANT BAGHOUZ, DERNIER RÉDUIT DE L'ETAT ISLAMIQUE. DES CENTAINES D'HOMMES CONTINUENT À S'EN ÉCHAPPER.

DES CENTAINES DE DJIHADISTES ATTENDENT D'ÊTRE EMPRISONNÉS EN SYRIE, EN IRAK OU DANS LEUR PAYS D'ORIGINE

Pour eux, la guerre est terminée. Reste à savoir à quoi ressemblera la paix. Au sommet de ses conquêtes, en 2014, l'Etat islamique se revendiquait vaste comme la Grande-Bretagne. Il y a un mois, il mesurait une poignée de kilomètres carrés. Aujourd'hui, il est grand comme un terrain vague, une poche mais crevée de toute part, avec des milliers de fuyards qui s'en échappent. Comme toujours, tous se disent épiciers. Et les gros poissons se dissimulent parmi les plus petits. Pour «aller à la pêche», les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde financée par les Américains, examinent papiers d'identité et empreintes, à l'aide de scanners et des renseignements des forces spéciales alliées. Le jour où on annonçait la mort de

Fabien Clain, le plus recherché des Français, treize de ses compatriotes étaient ainsi remis à l'Irak, pays où ils auraient commis leurs crimes. Ils risquent la peine de mort.

A LA CHUTE DE BAGHOUZ, LE DERNIER BASTION, C'EST LA PRISON OU LA MORT

SOUS LE VOILE, DIFFICILE DE TRIER LES FEMMES COMBAT-TANTES ET CELLES QUI ÉLEVAIENT LEURS ENFANTS

Dans cette marée noire, la seule couleur autorisée est celle des vêtements des plus jeunes. Et encore : beaucoup de petites filles portent le niqab dès 6 ans. Cet hiver, les organisations humanitaires parlaient de 3 000 civils coincés dans le dernier réduit de Daech. En fait, ce sont 40 000 personnes qui ont déjà quitté Baghouz ! Différents destins attendent ces enfants: Irakiens ou Syriens, ils resteront dans des camps de prisonniers avec leur mère. Français ou issus d'autres nations européennes, ils rejoindront leur pays d'origine et seront confiés à des familles d'accueil. La fille d'un djihadiste à qui on montrait des photos de la France en lui annonçant qu'elle allait y retourner a demandé : « Mais alors on va mourir ? – Pourquoi dis-tu cela ? – Mais parce que c'est le paradis... » ●



Tous les jours, de nouveaux convois remplis de djihadistes avec leurs familles se dirigent vers le camp d'Al-Hole, dans le nord de la Syrie. Quarante-cinq mille personnes y attendent déjà de connaître leur sort.



Une bombe larguée par un avion de la coalition, le 19 février. Cette stratégie qui évite l'envoi de soldats occidentaux au sol mais pulvérise les infrastructures vient d'être remise en question par un officier français.



Affamés, ils se sont fait arrêter en allant ramasser des pommes de terre... Les soldats des FDS les ont identifiés comme des combattants et les conduisent, yeux bandés, vers le lieu de leur interrogatoire.



Ces quatre djihadistes ont été abattus par les forces de la coalition. Ils étaient bosniaques, avaient tenté une sortie avec leurs armes et en poche quelques milliers de dollars.

# Syrian Kurds Seek Other Means of Trying IS Militants

Sirwan Kajjo / February 26, 2019  
www.voanews.com

## WASHINGTON —

In an effort to reduce the burden of Islamic State foreign fighters, U.S.-backed Syrian forces have recently handed over more than 300 IS militants, who have been captured in Syria, to the Iraqi government, which will reportedly try them for their actions against Iraqi civilians and security forces.

Syrian Democratic Forces (SDF) officials have indicated that the move has been made to seek legal avenues outside Syria to try the militants for the crimes they have committed, since the territory under the SDF control is not recognized internationally nor does it have a functioning judicial system in place.

Iraqi President Barham Salih, who is currently visiting France, said that his country is acting within the framework of international law in this respect.

"They are accused of having commanded operations against Iraqis and Iraqi installations in Iraq, and they will be tried according to Iraqi law," Salih said on Monday.

Iraqi officials said they have taken custody of 13 IS fighters from the SDF, all of which were of French origin.

Contacted by VOA, SDF officials refused to comment on the details of the recent transfer of IS foreign fighters to Iraq.

Since the beginning of war against IS in 2014, Iraqi authorities have been trying detained suspects inside the country where hundreds of convicted militants have been executed or given long prison terms.



Men suspected of being Islamic State fighters wait to be searched by members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) after leaving the IS group's last holdout of Baghouz in northeast Syria

There are more than 800 IS militants of foreign origin in the custody of the Kurdish-led SDF, according to local SDF officials.

There are also about 2,700 IS family members, including women and children, who have been settled in two heavily guarded refugee camps in northeast Syria, the same sources said.

"These people are from 49 countries," said Abdulkarim Omar, co-chair of foreign relations in the Kurdish-led region in Syria.

"Iraq, Kazakhstan and Indonesia are the only countries that have so far taken their citizens. But the rest of the world seems indifferent about this issue, which is really disappointing," Omar told VOA.

As SDF fighters are closing in on IS in its last stronghold in eastern Syria, more foreign fighters are expected to be captured. There are an estimated 300 IS fighters trapped inside the town of Baghouz, mostly foreigners.

Iraq has been actively seeking to take in an increasing number of IS fighters captured in Syria because of its proximity to areas where IS used to operate in the neighboring country, experts say.

"In the Iraq case, it is easy to take Iraqi nationals and others who have committed crimes because Iraq was directly involved in the war on IS," said Khaled Ibrahim, a Kurdish lawyer who closely follows cases of IS foreign fighters in Syria.

He said Iraq has proven to be effective in terms of taking in and trying IS fighters.

Women sit together with their belongings near the village of Baghouz, Deir Al Zor province,

Syria, Feb. 25, 2019.

## DEAL WITH THE REGIME?

For the SDF, however, to appropriately address the issue of IS foreign fighters, some experts like Joshua Landis, the director of the Center for Middle East Studies at the University of Oklahoma, offers a different approach.

"The SDF could make a deal with the Syrian government to try the ISIS members for killing Syrians, just as the SDF has done by turning them over to the Iraqi government, which will try them for killing Iraqis," he told VOA.

Kurdish authorities, however, said they have no intention of bringing up this issue with the Syrian regime.

"The regime has shown no interest or seriousness in dealing with this matter," Kurdish official Omar said.

Washington considers the regime of Syrian President Bashar al-Assad as illegitimate for its atrocities against its own people.

"It is hard for the U.S. to argue that the Syrian courts would be less just than Iraqi courts," Landis said. "The U.S. knows perfectly well how Iraqi justice is meted out to those that have tried to overthrow the state, especially suspected members of ISIS."

While there aren't any official statistics on IS foreign fighters held in Syria, most of them are believed to have come from France, Britain, Germany and other European and Arab countries.

U.S. President Donald Trump recently has urged European countries to take back their citizens who have fought with IS in Syria.

"The Caliphate is ready to fall," Trump said in a tweet. "The alternative is not a good one in that we will be forced to release them."

## RISKS

Local Kurdish officials ruled out taking such a measure, but stressed that keeping suspected IS foreign fighters in a volatile region for a long time with no prospect of repatriating them is risky.

"Our region is still unstable, so any major turmoil could offer an opportunity for these dangerous individuals to escape prison and pose yet another threat to the entire world," said Omar of the local Kurdish administration. ♦



A man is frisked by a U.S.-backed Syrian Democratic Forces fighter after being evacuated out of the last territory held by Islamic State militants, near Baghouz, eastern Syria, Feb. 22, 2019.

# PM Barzani receives France's Hollande in Erbil

By Rudaw.net 26/2/2019

**ERBIL, Kurdistan Region** – Nechirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), met with France's former president Francois Hollande in Erbil on Tuesday.

Joined by Deputy Prime Minister Qubad Talabani, Hollande briefed them on his visit to the Kurdistan Region and his participation in the Shifa Gardi International Award ceremony, which took place on Monday night in Erbil.

In the meeting, he thanked the Kurdistan Region and Peshmerga forces who fought against ISIS and protected large numbers of displaced

people, according to a readout from the Kurdistan Regional Government (KRG).

He voiced the significance of enhanced coordination between the international community and the Kurdistan Region and for the provision of vital services to the war damaged areas.

For his part, PM Barzani hailed Hollande's "friendly attitude" toward the Kurdistan Region over the recent "difficult" period.

He also commended France's efforts to help lift the diplomatic and economic embargo imposed on the Kurdistan Region by the Iraqi government and neighboring countries following the September 2017



KRG PM Nechirvan Barzani (R) meets with France's former president Francois Hollande in Erbil, February 26, 2019. Photo: Kurdistan Regional Government

independence referendum.

Hollande was briefed on developments in relations between Erbil and Baghdad. PM Barzani emphasized Erbil's support for the government of Adil Abdul-Mahdi in

Baghdad.

He told the former French premier that joint coordination between Iraqi and Peshmerga forces is necessary to prevent an ISIS resurgence. ■



FEBRUARY 25, 2019

# Erdogan wonders if a region called Kurdistan exists in Turkey

Rawa Barwari February 25-2019  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL**) – With the nationwide local elections nearing in Turkey, the country's President Recep Tayyip Erdogan is increasingly targeting the opposition with accusations of courting Kurdish votes and even collaborating with Kurdish militant forces he calls "terrorists."

In a bid to consolidate his grip on his religious Muslim and Turkish nationalist voter base, Erdogan has now designated any expression of Kurdish identity or demands for self-rule by the Kurds as fair targets in the run-up to the March 31 elections.

In a rally held in the Central Anatolian city of Kayseri over the weekend, he charged the main secular opposition People's Republican Party (CHP) and the ultra-nationalist IYI (Good) Party of pursuing the same path with "separatists," a term often employed pejoratively in the Turkish political parlance.

"Is there a region called Kurdistan in Turkey?" Erdogan asked rhetorically. "Then how come Mr. Kemal is with those who talk like this? How come the IYI Party is walking with those who want to divide this country?"

Kemal Kilicdaroglu, whose first name Erdogan used, is the leader of the CHP, a self-described social democratic party established by the founder of the modern Turkish Republic Mustafa Kemal Ataturk.

Erdogan's remarks were a reference to an

earlier statement by the Co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Sezai Temelli who two weeks ago said his party would "win in Kurdistan."

HDP has consistently gotten the most votes from some 20 Kurdish-majority provinces in the east and southeast of Turkey collectively known as Kurdistan, a name banned and criminalized since 1925 when Ataturk's young state faced an eventually suppressed Kurdish uprising then.

To challenge an official right-wing alliance by Erdogan's Islamist-rooted Justice and Development Party (AKP) and its junior far-right Nationalist Movement Party (MHP), HDP appears to have joined an uneasy, unofficial, and teetering opposition front along with CHP and IYI.

They hope to make sure mayoral candidate supported AKP-MHP alliance do not get enough votes by backing each other's candidates in respective population centers where their votes collectively make up the majority.

"We have to work harder and bury them in the ballot boxes," a fiery Erdogan declared in front of thousands of his supporters.

In response, CHP's Istanbul lawmaker Gursel Tekin, himself a Kurd, posted headlines from 2013 when Erdogan, then prime minister, was criticizing the main opposition for not helping his then peace negotiations with the militant Kurdistan Workers' Party (PKK), a group locked in an on and off low-intensity conflict with the Turkish state.

"If they look at early parliamentary minutes,



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan. (Photo: AFP)

they will see the word Kurdistan there. They will see that during the Ottoman times a Kurdistan Eyalet existed," the Turkish leader had said on TV and at the parliament.

He was defending his use of the word during a peace rally with the then President of the Kurdistan Region Masoud Barzani in the Kurdish city of Diyarbakir.

Since then, until the collapse of the Ankara-PKK peace talks in 2015, Erdogan said "Kurdistan" multiple times, breaking a deeply-held political and societal taboo.

However, in the past three years, his administration promptly revived the denialism against Kurds and Kurdistan in Turkey, moving on to re-criminalize the terms, a process that now has resulted in outlawing the terms at the parliament, banning books, dissolving civic organizations and now a potential closure of four political parties awaiting a trial at the Supreme Court

As for the elections, the Turkish leader on Monday once again vowed to appoint state bureaucrats to run municipal affairs in Kurdish cities should an HDP candidate come out victorious. ●

# Syrian Democratic Forces vow to defeat ISIL in Syria in a week



Men wait to be screened by U.S.-backed Syrian Democratic Forces fighters after being evacuated out of the last territory held by Islamic State militants, near Baghuz, eastern Syria, Feb. 22, 2019.



The US-backed SDF forces have played a key role in battling ISIL in Syria [Rodi Said/Reuters]

## Syrian Kurdish-led forces will announce "a complete victory" over ISIL within a week, says SDF's commander-in-chief.

28 Feb 2019  
www.aljazeera.com

Syrian Kurdish-led forces will announce "a complete victory" over the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL or ISIS) armed group in Syria in around one week, according to the commander of the Syrian Democratic Forces (SDF).

Mazloum Kobani, SDF's commander-in-chief, made the remark while meeting the 24 Kurdish fighters who were recently released after they were held by ISIL.

"We will announce after a week a complete victory over Daesh," said Kobani in a video posted online by SDF on Thursday, using the Arabic acronym of ISIL.

It was not clear when the footage was made. In the video, Kobani shook hands with the released fighters who said they fell in the hands of ISIL 22 days ago.

The group backed by the United States did not give details on when or how the ISIL captives were released and if there were negotiations with the group to secure their freedom.

SDF fighters have been trying to seize control of the village of Baghuz, near the Iraqi border, for several weeks. It is the last ISIL-held area in eastern Syria.

The SDF spokesman Adnan Afrin said the force was waiting to complete evacuations from Baghuz before launching a final push to defeat ISIL.

"We want the evacuation operations to finish as

soon as possible so we can move to the next phase: an assault or the surrender" of the fighters still inside, Afrin told the AFP news agency on Thursday.

The SDF estimate the number of people inside the last ISIL redoubt, a patch of half a square kilometre on the banks of the Euphrates River, at anything from a few hundred to several thousand.

Thousands of civilians have been evacuated from the village and taken to an already overcrowded camp in the northeastern province of al-Hasakah.

The SDF has played a key role in battling ISIL in northern and eastern Syria.

Meanwhile, US President Donald Trump told US troops on Thursday that US-backed forces in Syria have retaken 100 percent of the territory once held by ISIL.

He made the comments at US Joint Base Elmendorf-Richardson during a refuelling stop in Alaska on his way back to Washington from a summit in Vietnam.

### ISIL CAN RE-EMERGE

Also on Thursday, Geir Pedersen, United Nation's new envoy to Syria, said in his first briefing to the UN Security Council that a territorial defeat of ISIL was near, but experience suggests they can re-emerge.

The Norwegian diplomat set out his goals, which include more concrete action to address the issue of detainees, abductees and missing persons, as well as to convene a committee to redraft the country's constitution as soon as possible.

Pedersen's three predecessors were not able to launch genuine peace negotiations. The government of Syrian President Bashar al-Assad has balked at discussing political change, while the opposition has demanded Assad's resignation.

Trump demands Europe take hundreds of ISIL fighters (2:40)

Also in the UN Security Council meeting, France, Germany and the United Kingdom reiterated their stance that they will not offer help to reconstruct Syria until a political process and transition are under way.

In Geneva, UN rights experts said on Thursday that the ongoing war crimes and crimes against humanity in Syria are hampering refugee returns even though violence has decreased.

The members of the UN Commission of Inquiry on Syria pointed out that Syrians are not protected by rule of law anywhere, whether they live in areas controlled by the government, the SDF or the Hay'et Tahrir al-Sham (HTS) armed group, a former al-Qaeda affiliate.

### 'THE WAR IS NOT OVER'

More than seven years of hostilities have created a security vacuum that fosters violence and lawlessness leading to "conditions that render the possibility for safe and sustainable return completely illusory," Paulo Pinheiro, the Commission chairman, said at a press conference.

More than 5.5 million Syrians have fled to neighbouring and nearby countries in the region since the start of the war, according to the UN Refugee Agency.

Referring to the planned US troop reductions, Pinheiro said: "We are deeply concerned about the possible implications of any large-scale troop withdrawals, which have the potential to deepen pre-existing security vacuums."

The commission also warned about the current escalation of violence in the northwestern province of Idlib, which is largely controlled by HTS.

"The war is not over, despite several voices in the international community who tell this story," Pinheiro said. ●

# « La désunion kurde aide à comprendre pourquoi, encore au XXI<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas de Kurdistan indépendant »

E n t r e t i e n

avec Michael M. Gunter...

Historien, spécialiste du peuple kurde, professeur de science politique à la Tennessee Tech University ;  
auteur notamment d'*Out of Nowhere: The Kurds of Syria in Peace and War* (Hurst, 2014 ; non traduit)  
et de *The Kurds: A Modern History* (Markus Wiener, 2016 ; non traduit)

## À quand l'arrivée des populations kurdes en Syrie remonte-t-elle ?

■ ■ ■ Les racines kurdes en Syrie sont très anciennes. Par exemple, le grand château de l'époque des Croisades, le Krak des Chevaliers, situé entre Homs et Tartous, édifié au XII<sup>e</sup> siècle, est appelé « *Hisn al-Akrad* » en arabe, c'est-à-dire le « château des Kurdes ». Saladin (1138-1193), le plus célèbre de tous les Kurdes et souverain ayyoubide, est enterré dans la Grande Mosquée de Damas. Dans le nord-ouest d'Alep, il y a les Monts kurdes (*Kurd Dagh*), qui constituent une région de peuplement kurde en Syrie ; les deux autres étant au nord, vers Kobané, et au nord-est, la Djézireh, contiguë des espaces de peuplement kurde en Turquie et en Irak. Avec une population de 184 231 habitants selon le recensement de 2004, Qamichli est la plus grande ville kurde de Syrie et généralement considérée comme la « capitale » du Rojava (« Kurdistan occidental »). Environ 20 % des Kurdes de Syrie – dont la population est estimée à 2 millions en 2017 – vivent dans les quartiers à dominante kurde d'Alep (Cheikh Maqsoud, Ashrafiyya, Shar) et de Damas (Zorava, Djebel al-Rizz, Rukn al-Din).

Nombre de ces Kurdes de la Djézireh syrienne ont fui la Turquie à la suite de la rébellion du cheikh Saïd Piran (1865-1925) en 1925. Les événements en Turquie ont considérablement influencé la « question kurde », tant pour la population en milieu urbain que pour les tribus en zone rurale (1). Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918), les Kurdes vivant en Turquie et en Syrie étaient sous la domination de l'Empire ottoman. La frontière qui venait d'être tracée entre la Turquie et la Syrie par les puissances occidentales (traité de Sèvres de 1920) n'avait que peu de sens pour les tribus kurdes du nord du pays. En effet, bien que la nouvelle dyade ait placé les membres d'une même tribu sous l'autorité de deux administrations différentes (française et turque), cela eut pour effet de les séparer sans rompre leurs liens. Mais le fait que certains Kurdes syriens aient d'abord vécu en Turquie a fourni un prétexte aux autorités syriennes indépendantes pour priver de leurs droits nombre de Kurdes établis ensuite en Syrie. De nos jours, beaucoup de Kurdes vivant de chaque côté de la dyade syro-turque ne s'affichent pas comme étant de ces pays : ceux de Turquie se disent « en dessous de la frontière », ceux de Syrie « au-dessus ».



Cimetière de Derek (Al-Malikiyah en arabe), où reposent des combattants des Unités de défense du peuple (YPG), avril 2018.

© Yassin KENOUT

## Qu'est-ce qui distingue ou rapproche les Kurdes de Syrie de leurs compatriotes établis dans les pays voisins (Irak, Turquie, Iran) ? Quelle a été l'importance de la diaspora kurde ?

■ ■ ■ Les Kurdes ont toujours été divisés par les montagnes et les vallées qui les séparent. En 1695, le poète Ehmedê Xani (1650-1707) appelle à l'unité kurde dans *Mem u Zin* : « Si seulement l'harmonie régnait parmi nous, si nous ne devions obéir qu'à un seul d'entre nous, il réduirait à l'état de vassaux Turcs, Arabes et Perses, tous autant qu'ils sont. » La désunion kurde aide à comprendre pourquoi, encore au XXI<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas de Kurdistan indépendant. Le fait que les Kurdes vivent dans quatre États différents depuis la fin de la Première Guerre mondiale les a divisés encore plus et selon différentes perspectives. Les Kurdes de Syrie constituent la part la moins importante des Kurdes du Moyen-Orient ; environ 2 millions de personnes, comparés aux quelque 7 millions en Irak et autres 7 millions en Iran et aux 18 millions en Turquie. La diaspora est donc aussi la plus modeste. Parmi les leaders kurdes syriens les plus connus, on peut citer les frères Bedirxan, originaires de Cizre,

en Turquie. Ils étaient les petits-fils de Bedirxan Beg (1802-1866), dernier dirigeant de l'émirat de Botan, dans le sud-est de l'actuelle Turquie. Chacun d'entre eux est devenu un intellectuel de renom, notamment en faveur du nationalisme kurde. Tous étaient reconnus comme des Kurdes syriens, bien qu'ayant vécu un temps parmi la diaspora. Djeladet (1893-1951), par exemple, a contribué au développement d'un alphabet kurde en y mêlant le latin, tandis que Kamuran (1895-1978) est devenu auteur, éditeur et enseignant de kurde à Paris. Dans les années 1960, il fut le porte-parole auprès des Nations unies de Mustafa Barzani (1903-1979), fondateur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak. Thurayya (1883-1938) a publié à Istanbul un journal bilingue kurdo-turc appelé *Kurdistan* et fut l'un des initiateurs du Parti transnational kurde Khoybun (« Sois toi-même » ou « Indépendance »), créé à Bhamdoun (Liban) en octobre 1927 par des intellectuels kurdes issus de l'aristocratie en exil.

**La France a établi un mandat sur la Syrie (1920-1946) et le Liban (1920-1943), tandis que le Royaume-Uni s'établissait en Irak (1920-1932) et en Palestine**



## (1920-1948). Quel a été l'impact de cette présence étrangère sur la société syrienne, et la kurde en particulier ?

■ ■ ■ Bien que le concept de mandat, sous l'égide de la Société des Nations (SDN), fût une manière voilée de poursuivre une politique colonialiste, cela ouvrit progressivement la voie vers l'indépendance. L'Irak l'a acquise en 1932, la Syrie en 1946. Sous le mandat français, l'identité nationale kurde, encore en gestation, ne représentait pas une menace aux yeux d'une identité arabe ancrée. En Syrie, les Kurdes disposaient de droits politiques et culturels, comme en témoignent, entre autres, l'émergence d'une modeste société civile active dans des structures sociales et politiques, l'usage permis de leur langue et de publications en kurde, ou encore le recrutement de Kurdes au sein de l'armée et de l'administration. Un certain nombre de tribus et d'« *aghass* » (propriétaires terriens) acceptaient également de se plier aux autorités françaises, la décentralisation n'affectant pas leur autorité traditionnelle.

D'un autre côté, il est vrai que certains Kurdes ont pris part aux mouvements de rébellion contre le mandat. Durant les années 1930, ils ont activement défendu l'idée d'un gouvernement autonome, à la fois contre la tentative française de laisser s'installer dans leur espace des Arabes sunnites, mais aussi pour afficher leur refus de toute forme de gouvernement centralisé. Après leur arrivée, les Français avaient entrepris de favoriser les Kurdes de manière à renforcer leurs prétentions dans la région. À cet égard, le plan « Terrier » fut, en 1920, une proposition des Français pour inciter les Kurdes à restreindre leurs ambitions territoriales à la seule province de Djézireh, au lieu de chercher à créer des liens avec d'autres enclaves kurdes dans le pays.



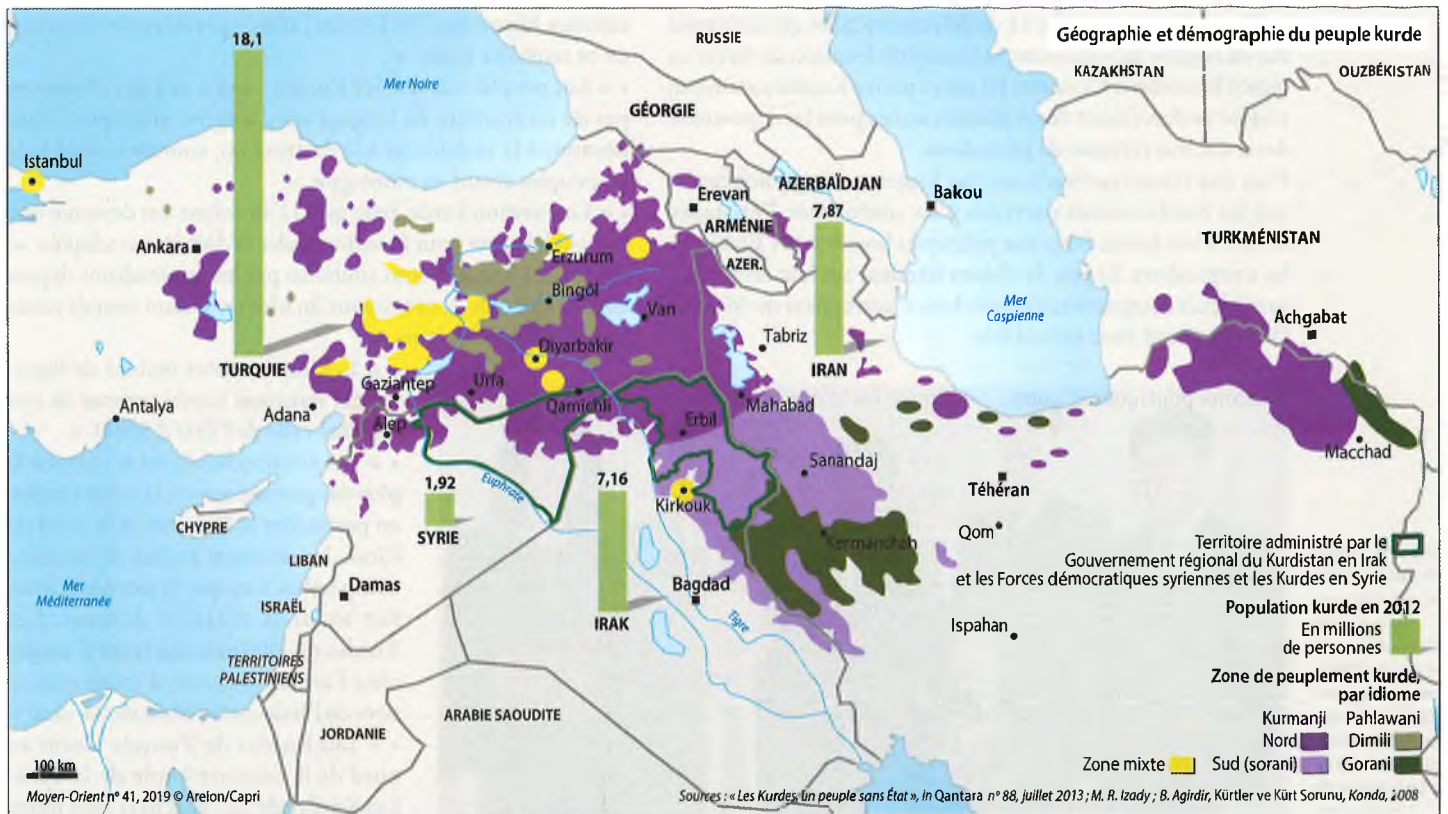
Les Bedirxan, posant ici vers 1880, ont été une famille influente dans l'histoire contemporaine des Kurdes de Syrie.



En outre, les autorités françaises accordèrent au parti Khoybun le droit de poursuivre ses activités hors de Syrie, et ce durant des années après sa création en 1927. De plus, les Kurdes qui avaient émigré de Turquie et qui étaient désormais établis en Syrie vivaient là depuis les années 1920, à l'époque où les Français leur avaient délivré des cartes d'identité. Ces Kurdes étaient donc déjà des citoyens syriens au moment de l'indépendance en 1946. Le fait de leur retirer le statut de citoyen pour les requalifier d'« *ajanib* » (étranger) ou de « *maktoumeen* » (caché, occulté) constituait dès lors une violation flagrante du droit international, en particulier en matière de nationalité et de succession, mais aussi au regard des conventions internationales.

## Les Kurdes ont-ils toujours été marginalisés par le pouvoir syrien ?

■ ■ ■ Selon un recensement réalisé en 1962, le décret 93 classifiait environ 120 000 Kurdes, soit à l'époque environ 20 % de la population kurde de Syrie, comme « *ajanib* » ; dès lors, ils n'étaient pas autorisés à voter, ni à accéder à la propriété, ni à bénéficier d'emplois dans la fonction publique. On leur distribuait des cartes d'identité de couleur rouge, indiquant qu'ils n'étaient pas des citoyens syriens. Quelque 75 000 autres étaient des « *maktoumeen* », sans droits civiques. Le gouvernement syrien ayant arbitrairement constitué ces catégories, les proches d'une même famille, nés qui plus est dans un même village, pouvaient être classés différemment. Les pères, par exemple, étaient « *ajanib* », alors que leurs enfants restaient des citoyens à part entière. Ce phénomène a même concerné des personnalités – tel le général Tawfiq Nizam al-Din, jadis chef d'état-major de l'armée – à qui l'on a retiré le statut de citoyen et que l'on a, dès lors, condamnées à demeurer dans un vide juridique.



Ces individus se sont alors retrouvés dans l'impossibilité de voyager légalement, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (démarche qui requérait un passeport ou une carte d'identité), d'être propriétaires, de se marier, de participer aux élections... Les enfants ont aussi fait les frais de ces mesures. Bien qu'ils aient officiellement accès à l'éducation – mais pas dans leur langue maternelle –, le statut d'apatride n'a fait que leur compliquer la tâche pour intégrer le lycée ou l'université. Ceux d'entre eux qui y sont parvenus n'arrivaient toutefois pas, ensuite, à trouver du travail dans leur domaine. Les enfants « *maktoumeen* » ne recevaient aucun diplôme du secondaire ; ils étaient donc de fait privés d'accès à des études supérieures. En conséquence, certains usèrent de subterfuges, comme utiliser le nom de leurs proches possédant une carte d'identité syrienne, pour passer outre ces obstacles. Le secteur de la santé publique leur était également fermé, les obligeant soit à payer des sommes exorbitantes auprès de prestataires privés, soit à s'en dispenser. Là aussi, de nombreux Kurdes se servaient de la carte d'identité d'amis.

### Les choses changent-elles avec l'arrivée au pouvoir du Baas en 1963, puis avec le soulèvement de 2011 ?

■ ■ ■ Malgré des promesses de remédier à la situation, peu de choses avaient été entreprises jusqu'au déclenchement de la guerre civile en mars 2011, au moment où le gouvernement fut forcé de réévaluer son attitude envers les Kurdes et d'abolir certaines formes de marginalisation, sans garantie pour autant

que celle-ci ne soit pas réinstaurée dès lors que Bachar al-Assad (depuis 2000) aurait remporté la guerre.

Après que le Baas a pris le pouvoir, le projet nationaliste arabe de restreindre les droits des Kurdes fut accentué par la création d'une « ceinture arabe », destinée à exproprier les Kurdes de leurs terres, le long de la frontière turco-irakienne, et de repeupler cette zone en y installant les Arabes qualifiés de « loyaux ». On notera à cet égard que la découverte, en septembre 1956, de ressources pétrolières dans la région, en particulier à Rumeilan, a probablement été une autre motivation. Ainsi dépossédés de leurs terres, les Kurdes étaient forcés soit de quitter la Syrie pour le Liban, soit de trouver un autre endroit en Syrie pour vivre. Une fois les zones kurdes évacuées, celles-ci étaient rebaptisées avec des noms arabes. Le plan ne fut mis à exécution qu'en 1973 en raison de problèmes techniques, et l'arabisation suspendue en 1976.

En 1967, les écoles commencèrent à omettre véritablement l'existence d'une identité kurde. Un décret de 1977 alla même plus loin en tentant d'effacer la présence historique des Kurdes en Syrie en remplaçant les noms non arabes de certains lieux : Kobané devint Aïn al-Arab, Serekaniye fut transformé en Ras al-Aïn, Derek en Al-Malikiyah, etc. Deux décrets en 1989 ont interdit l'usage du kurde sur le lieu de travail et lors de festivités, comme les mariages. En 1992, un autre décret interdisait l'enregistrement d'enfants portant un prénom kurde, politique qui était déjà officieusement pratiquée depuis des années. En mai 2000, la résolution 768 sommait les centres culturels kurdes, les librairies et toutes autres activités similaires impliquant l'usage de la langue kurde de fermer. Le 10 septembre 2008,

Le décret 49 entérina la loi 41 du 26 octobre 2004 qui avait pour but de réguler la possession, la vente et la location de terres en région frontalière. Ce décret fut perçu par les Kurdes comme un énième renforcement des politiques arabes pour les déposséder de ce qui leur revenait de plein droit.

Bien que ces mesures n'aient pas toujours été appliquées, et que les Kurdes soient parvenus à les contourner, l'existence de telles lois faisait écho aux politiques hostiles de l'État pour les marginaliser. Et peu de choses filtraient sur leur sort, comparé à leurs compatriotes vivant dans d'autres pays du Moyen-Orient ; ils ont ainsi été oubliés.

salissure historique [les Kurdes] afin de préserver les richesses de ce territoire arabe. »

• « Les peuples tels que les Kurdes – qui n'ont pas d'histoire, pas de civilisation, de langage ou d'origine ethnique – sont prompts à la violence et à la destruction, comme le sont tous les peuples vivant en montagne. »

• « La question kurde, telle qu'ils l'abordent, est devenue une tumeur bénigne pour la nation arabe et doit être éradiquée. »

• « Ils [les Kurdes] sont soutenus par les impérialistes depuis que les objectifs de ces voyous du Moyen-Orient sont devenus les mêmes que les leurs. »

• « Les impérialistes tentent de légitimer la question kurde comme ils ont légitimé celle de l'État d'Israël. »

• « La question kurde est la menace la plus dangereuse envers la nation arabe, en particulier la Djézireh et le nord de l'Irak. La situation évolue de manière comparable à ce que le sionisme avait fait avant la création d'Israël. Les Kurdes de Djézireh ont tenté d'empêcher l'armée syrienne d'intervenir au nom de l'Irak contre Mustafa Barzani. »

• « Les Kurdes de Turquie vivent au nord de la ceinture kurde de la Syrie. Les Kurdes de ces deux pays sont frères de sang, et nombre de leurs proches sont répartis sur toute la Turquie, la Syrie et l'Irak. Ils sont aux frontières, et parés à n'importe quel moment à rendre concret leur rêve d'un Kurdistan. »

• « En dépit de leurs différences, les tribus kurdes de Djézireh sont unies et influencées par une seule idée, celle de la race kurde, et c'est ce qui les encourage à croire à la possibilité d'un grand Kurdistan. »

• « Les Kurdes ne sont pas comme les Arabes, sur les plans ethnique, psychologique et physiologique. »

### **La partie kurde de Syrie possède des ressources pétrolières ; cette donnée influence-t-elle les rapports entre le peuple kurde et le pouvoir central à Damas ? Par ailleurs, comment la guerre contre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) a-t-elle impacté la société civile kurde ?**

■ ■ ■ Les réserves de pétrole situées dans les régions kurdes de Syrie ont joué un rôle important lors des combats entre les Kurdes et l'EI. À l'heure où Bachar al-Assad a vraisemblablement remporté la guerre civile qui fait rage depuis mars 2011 (avec l'aide de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais), ces réserves représenteront pour le régime une motivation supplémentaire pour réintégrer les zones à dominante kurde.

Toutefois, la bataille remportée par les Kurdes contre Daech – avec le soutien aérien et le conseil militaire des



En 1970, Hafez al-Assad prend le pouvoir, instaurant un régime « dynastique ». Il pose ici, en 1985, avec son épouse et ses enfants : Bachar al-Assad est le deuxième en partant de la gauche.

En outre, les articles 10, 11, 15 et 20 de la Constitution du Baas ont fourni un caractère exclusif au nationalisme arabe, écartant tout groupe social ou politique qui ne partagerait pas ses idées. Même si Michel Aflak (1910-1989), l'un des fondateurs du parti, a reconnu que des minorités ethniques existaient au sein de la nation arabe, il arguait du fait que les Kurdes souhaiteraient rester parmi la nation arabe, car cela assurerait leur bien-être. Les Kurdes étaient donc tolérés dès lors qu'ils acceptaient le principe du nationalisme arabe. En réalité, les baasistes vinrent à considérer les Kurdes comme des étrangers, donc comme une menace. Le parti lui-même fut progressivement réduit après novembre 1970, lors de l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad, qui en fit une simple façade destinée à la propriété personnelle de sa famille d'origine alaouite.

La justification théorique à ces mesures iniques trouve son origine dans un document écrit et publié le 12 novembre 1963 par le lieutenant Mohamed Talal Hilal, alors responsable de la police politique syrienne dans la province de Djézireh. Dans *Étude nationale, politique et sociale de la province de Djézireh* (en arabe), les principaux points abordés se révèlent éclairants pour comprendre pourquoi les Kurdes sont tant marginalisés. On peut en retenir quelques-uns :

• « Les sirènes de Djézireh font appel à la conscience arabe pour sauver cette région, la purifier et la nettoyer de cette

États-Unis et, dans une moindre mesure, celui de la France – leur a permis d'établir une zone *de facto* autonome dans le nord de la Syrie. Ce succès militaire des Kurdes syriens a aussi pu aboutir grâce à un accord avec Damas qu'aucun conflit ouvert n'aurait lieu. Le soutien américain, indispensable, a fait forte impression tant sur Damas et ses alliés que sur la Turquie ; il a également eu pour effet d'inscrire les États-Unis au cœur d'une équation à laquelle le régime de Bachar al-Assad devra porter attention dans ses considérations postconflit.

### Le président américain, Donald Trump (depuis 2017), a un temps voulu retirer ses troupes du nord de la Syrie. Quelles seraient les conséquences pour les groupes armés kurdes ?

■ ■ ■ Donald Trump a ajouté des incertitudes à ce sujet lorsqu'il a déclaré, en mars 2018, que 2 000 des soldats américains déployés pourraient quitter la Syrie – 4 000 membres des Forces spéciales seraient au Kurdistan syrien. Il a également ordonné au département de la Défense de geler les 200 millions de dollars d'aide prévus pour la reconstruction, notamment dans l'est du pays (à majorité kurde). Cette décision a pris de court – et surtout contredit – les proches conseillers du président, tout comme les alliés des États-Unis. Toutefois, l'EI serait composé de plus de 14 000 combattants en Syrie (et à peu près 17 000 en Irak), information qui a incité l'administration Trump à faire marche arrière en septembre 2018.

Par ailleurs, les États-Unis et la Turquie sont parvenus à un accord, en juin 2018, selon lequel les Forces démocratiques syriennes (FDS) et les Unités de défense du peuple (YPG) quitteront Manbij (sous contrôle turc) pour s'installer, sous égide américano-turque, en zone occidentale ; cet accord a permis d'éviter temporairement un conflit ouvert entre les deux alliés de l'OTAN. À long terme, la menace plane. À l'image des



Femmes et hommes dansent pour fêter le Newroz, le Nouvel An kurde, en 2014 à Qamichli.

Kurdes d'Irak, l'avenir des Kurdes de Syrie, dont l'autonomie a été chèrement acquise, semblait à la fois instable et continuellement dépendant de l'aide américaine. La stratégie fluctuante de Donald Trump envers les Kurdes non seulement a eu un effet sur l'incertitude quant à leur avenir, mais a aussi impacté les pays de la région (Irak, Iran, Turquie), les membres de l'OTAN ainsi que la Russie.

### Quel regard les Kurdes portent-ils sur le panarabisme ou le conflit israélo-palestinien ?

■ ■ ■ Étant donné les politiques criminelles de l'État syrien envers les Kurdes, il ne faut pas s'étonner que ces derniers aient adopté une position farouchement antipanarabe. C'est la même chose sur la question palestinienne : les Kurdes de Syrie se sont toujours interrogés sur ce soutien et cette empathie envers les Palestiniens, alors qu'eux-mêmes sont marginalisés. Israël est souvent perçu comme étant solidaire de la cause kurde, bien que cela soit le plus souvent une manière d'affaiblir les ennemis de l'État hébreu. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
JÉRÔME DIAZ (novembre 2018)



Des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à Sinjar (Irak), en décembre 2014.

### NOTE

(1) Wadie Jwaideh, *The Kurdish National Movement: Its Origins and Development*, Syracuse University Press, 2004. Pour en savoir plus, voir le dossier « Kurdistan(s) : Une nation, des États ? », in *Moyen-Orient* n°26, avril-juin 2015, p. 15-71.

REPÈRES ROJAVA • RÉCIT

QUE FONT LES KURDES DE SYRIE À RAQQA ?

Par Fawaz Hussain

Écrivain kurde franco-syrien, auteur des ouvrages *Les sables de Mésopotamie* (Points, 2016), *Le rêveur des bords du Tigre* (Les Escales, 2017) et *Le Syrien du 7<sup>e</sup> étage* (Le Serpent à plumes, 2018)

Après la bataille décisive pour la libération de Raqqa en octobre 2017, les Kurdes de Syrie ont encore fait parler d'eux. Mais ils n'ont jamais fait couler autant d'encre que lors de la bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), bourgade paisible située à quelques kilomètres de la frontière turque (1).

Revenons quelque peu en arrière : avant même sa proclamation, en date du 29 juin 2014, Daech, qui, par son acronyme arabe d'« État islamique en Irak et au Levant » se définissait comme puissance, éprouvait déjà le besoin viscéral d'expansion, souhaitant calquer ainsi les conquêtes ayant suivi le décès du prophète Mahomet en 632. Aussi, dès septembre 2014, les djihadistes du califat du troisième millénaire se lançaient à l'assaut de ce point stratégique qu'était Kobané. Il leur fallait à tout prix rester en contact avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan (depuis 2014), qui les laissait accourir des quatre coins de la planète. Ce n'était un secret pour personne : l'aéroport d'Istanbul était la plaque tournante de tous les candidats à la « guerre sainte », ceux qui désiraient rejoindre illico le paradis d'Allah et les couches douillettes des *houris*, vierges callipyges aux lèvres melliflues, aux bras soyeux et aux chevelures lourdes et parfumées...



Une femme assiste aux funérailles de membres des unités de défense du peuple (YPG), morts dans les combats contre Daech à Raqqo, en octobre 2016.

Les espoirs du PKK

La bataille de Kobané dura quatre mois. Les frappes quotidiennes de la coalition américaine sur les positions de Daech finirent par transformer la ville en Dresde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme dénombrera 1 600 morts, dont 1 196 djihadistes, et annonça l'exode de plus de 300 000 personnes. L'unique force kurde armée et autorisée par le régime de Damas, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fit de la

reprise de Kobané sa bataille de Stalingrad, sa plus grande victoire depuis sa fondation, en 1978, dans un village de la province de Diyarbakir en Turquie. En s'affichant comme l'unique vrai bouclier devant l'extension de cet « État islamique », il espérait obtenir une reconnaissance internationale et avoir le soutien des Américains qui continuaient à le classer sur leur liste des organisations terroristes. Sa branche en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), s'empressa, le 26 janvier 2015, de hisser son drapeau et ses fanions à l'effigie d'Abdullah Öcalan sur les décombres. Le chef historique du PKK était toujours emprisonné

sur l'île d'Imrali, en mer de Marmara, en Turquie, depuis son arrestation au Kenya en 1999 par le MIT, les services secrets turcs, épaulés par la CIA et le Mossad. Or les rapports entre le régime de Damas et le PKK ont souvent été d'une grande connivence, à l'exception notable de la période allant de 1999 jusqu'au début de la révolution en 2011, pendant laquelle le parti a fait l'objet d'une sévère répression de la part du régime, dans un contexte de rapprochement entre Damas et Ankara. Après avoir fondé son parti en 1978, Abdullah Öcalan quittait la Turquie avant même le coup d'État du général Kenan Evren

de 1980. Les autorités de Damas l'installèrent au Liban, dans la plaine de la Bekaa, où il était sous leur contrôle. Hafez al-Assad (1970-2000) visait grâce à lui à exercer une pression sur la Turquie jusqu'au jour, qui ne tarda pas, où le PKK se révéla être une force supplétive quadrillant à merveille la population kurde syrienne.

Dans *Sept jours avec Apo. Un guide et un peuple* (Al-Farabi, 1999, en arabe, non traduit), le journaliste syrien Nabil al-Moulhem recueille les propos du protégé de Damas : « Que l'immigration vers le sud cesse et que celle vers le nord commence. Nous avons entrepris une longue campagne difficile pour atteindre cette perspective. Nous avons dirigé les Kurdes de Syrie vers les montagnes, vers le nord, d'où ils sont venus. Je sais que la Syrie est satisfaite de cette démarche, et les Kurdes aussi. » Poursuivant sur la même lancée, il affirme que les Kurdes de Syrie n'ont aucune revendication à formuler, car ils sont originairement de Turquie. Ceux qui restent pourraient à la rigueur aspirer aux droits culturels qu'ils ont déjà, sans réclamer une miette de plus. Il faut dire qu'avec 18,1 millions de Kurdes en Turquie (2012), le PKK a toujours considéré la Syrie et l'Irak comme des bases arrière pour mener ses opérations contre les symboles de la Turquie au Kurdistan

et comme un vivier de combattantes et de combattants – et tant pis s'ils ressemblent parfois à des enfants soldats. Durant les trente-cinq ans de guerre qui ont opposé la Turquie et le PKK, des millions de Kurdes furent déplacés vers les villes turques de l'ouest, 60 000 d'entre eux tombèrent, pour un quart au moins originaires de Syrie, et le territoire compta 4 000 villages fantômes.

### Et soudain la révolution

Quand le « printemps arabe » s'invita en Syrie en 2011, le régime se mit à s'inquiéter pour son grenier à blé et ses gisements de pétrole du nord-est. Se concentrant sur la Syrie « utile », il se souvint des alliés de jadis : il légalisa le PYD et libéra 600 de ses cadres. Il autorisa l'arrivée d'un effectif de 3 000 membres des milices, lesquelles – on hésite entre vaudeville et tragédie – firent savoir du jour au lendemain qu'elles affranchissaient cinq villes du joug de Damas. Elles parlèrent alors de « Kurdistan Rojava », soit Kurdistan de l'Ouest ou occidental. C'était un miroir aux alouettes, car elles durent bien vite se contenter du terme « Rojava », l'« ouest » tout court (l'équivalent de Maghreb en arabe, et par opposition au kurde Rojhilat, le Levant). L'appellation « Rojava » vient d'être remplacée par

« le Nord » – celui de la République arabe syrienne. C'est dire que la montagne des Kurdes syriens vient d'accoucher d'une souris. Les cantons sont d'immenses étendues de cimetières. Des milliers d'hommes et de jeunes femmes kurdes sont morts innocents pour une bagatelle, pour rien. Les bustes et statues d'Assad père sont à l'abri de toute intention malveillante dans les zones contrôlées par les milices kurdes. À Qamichli, la plus grande ville kurde du pays, l'ancien président syrien voit toujours passer devant lui la foule des résignés, et il a l'éternité pour lui.

Se faisant manipuler depuis l'aube des temps, les Kurdes ont un grand besoin d'intelligence collective. Le patriotisme kurde, avec sa façon d'aller jusqu'au sacrifice total, force l'admiration et la vénération, la mienne en tout cas. J'ai toujours distingué ces comportements d'une politique partisane menée par des chefs locaux et des seigneurs de guerre. Je répète que les Kurdes de Syrie n'ont rien à gagner, ni du PKK, ni de la coalition américaine qui s'est servie d'eux comme fer de lance de la bataille de la ville arabe de Raqqa, ni de l'influence grandissante du chiisme iranien dans la région, ni des alaouites kurdes de Turquie, très présents dans le commandement des Forces démocratiques syriennes (FDS). Les Kurdes de Syrie n'ont rien à gagner de la bataille de Raqqa, à part la haine de tous les sunnites. Ils devraient œuvrer pour l'instauration d'une vraie démocratie dans l'ensemble du Moyen-Orient afin de connaître, eux, un moment de répit. Il leur faudrait des Churchill, des Gandhi, des Mandela, mais pareils êtres d'exception ne poussent pas comme des champignons dans la forêt après la pluie. Ce n'est pas demain que se produira ce miracle, et, s'il a lieu, cela ne sera pas du temps du Dieu des trois monothéismes. Ce sera du temps de son calife, allez savoir ! Incurable est le mal kurde. Incommensurables sont le tourment et la tourmente des Kurdes de Syrie, les miens. ■

FAWAZ HUSSAIN

### NOTE

(1) Ce texte a été publié une première fois dans *Les Cahiers de l'Orient*, n° 131, été 2018, p. 163-166.





# Gouverner les anciens territoires djihadistes : *l'avortement géopolitique d'une utopie autogestionnaire*

Le « mouvement öcalanien » (2) a construit son projet politique en Syrie à la faveur du retrait du régime du nord-est du pays dès 2012, puis, à partir de 2014, de la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI). Si le premier lui a permis de sécuriser les territoires à forte présence kurde, le second l'entraîne dans l'intérieur arabe. L'alliance avec les États-Unis était une occasion de s'insérer dans un front international large. La gestion d'un espace autour des territoires à majorité kurde devait être un lieu de réalisation de la nouvelle utopie autogestionnaire. Mais la polarisation entre le mouvement öcalanien et son environnement régional empêchera son développement.

**L**orsqu'il décida d'aller au-delà de ses territoires pour déloger l'EI de son hinterland arabe, le mouvement kurde avait alors à gérer ce qui pourrait apparaître comme une double tension : comment un mouvement irrigué de nationalisme kurde peut-il gérer des zones à majorité arabe et comment ce nationalisme se revendiquant d'un projet révolutionnaire peut-il projeter une vision sur des territoires conquis à la faveur d'une vision

contre-insurrectionnelle soutenue à la fois par l'impérialisme américain et les États les plus réactionnaires et « contre-révolutionnaires » de la région (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jordanie, Égypte) ? En apportant des réponses immédiates sans trop s'embarrasser d'idéologie. Le résultat est la mise en place d'une gouvernance à deux vitesses dans les zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS). Les zones à majorité kurde deviennent le lieu de réalisation de l'utopie



Rue de Qamichli en mars 2014 ;  
le quotidien reprend le dessus  
sur la guerre.

© Yann Renault

öcalanienne, alors que l'ensemble de l'arc arabe (Tal Abyad, Manbij, Thaoura/Taqba, Raqqa, Deir ez-Zor) fait l'objet d'une gouvernance beaucoup plus pragmatique dominée par un impératif à court terme de stabilisation.

## De l'idéologie à petite dose et beaucoup de pragmatisme

C'est lors de la reprise de Tal Abyad en juin 2015 que, tout à coup, les Unités de défense du peuple (YPG) se trouvent pour la première fois dans un territoire majoritairement arabe. Après l'euphorie de la victoire, il fallait, comme le disait un responsable chargé de la mise sur pied des administrations dans la ville en 2015, « organiser les populations » à partir de ce qu'il désigna comme la « recette » (3). Il s'agit moins de la réalisation d'un projet idéologique préexistant que d'une série de réponses pratiques et parfois *ad hoc* à un problème nouveau : sécuriser des territoires qui, pour partie, furent des bastions de l'EI.

Le premier instrument de la recette, c'est le bureau des relations publiques des YPG. Outil de gestion et de filtrage sécuritaire des populations, coopérant depuis la bataille de Ras al-Aïn avec

certaines notabilités tribales arabes, sa mission est l'engagement des populations. La situation à Tal Abyad est chaotique. Pendant la bataille, les civils ont quitté les zones de combats et se sont dispersés dans les villages alentour, souvent dans des conditions précaires. Ensuite, de peur que l'EI ne se réorganise, les YPG veulent filtrer les populations, mais manquent de connaissance fine du milieu reconquis. Il leur faut des interlocuteurs locaux capables de les aider dans leur double mission de sécurisation et d'administration du territoire.

Le mouvement öcalanien va alors être pris dans un dilemme : d'un côté, en tant que parti émergent idéologiquement à la gauche radicale, il se pose en avant-garde éclairée, soucieux de réformer les populations sous son contrôle dans une perspective progressiste. Il perçoit les territoires arabes qu'il est en train de prendre comme anoniques et sans leader ou structurés sur des allégeances tribales et claniques que le mouvement a toujours combattues comme réalités réactionnaires ou soupçonnées de collusion avec l'ennemi. D'un autre côté, précisément parce que le mouvement öcalanien voit la société arabe comme communautaire et tribale, il va prendre langue avec elle sur un mode traditionnel avec l'objectif de « gagner les populations arabes avec les notabilités tribales », comme l'exprimait un responsable sécuritaire à Qamichli. Cette nouvelle croyance dans





les tribus peut trouver sa justification idéologique : le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan (emprisonné en Turquie depuis 1999), après avoir longtemps vu les tribus comme un vecteur d'arriération des sociétés, voire de connivence avec l'État colonial, tend à y voir désormais un vecteur de résistance face aux États centraux oppresseurs. Dans cette perspective, la tribu devient un allié naturel dans le projet de mise à distance de l'État central et de renforcement des modes locaux d'autogestion, à savoir le confédéralisme démocratique. Pourtant, si la tribu est sollicitée par les vainqueurs de l'EI, c'est avant tout parce qu'il fallait au mouvement des interlocuteurs locaux prêts à faire alliance avec lui dans son plan d'organisation des collectivités reprises à l'EI.

Une procédure se met alors en place : durant les batailles, les populations sont maintenues à l'écart des zones de combats. Le retour des civils est ensuite conditionné par la coopération des notabilités locales ou tribales. Celles-ci sont sollicitées à trois fins : aider les services de renseignement des YPG à lister les membres de l'EI, participer à la mise en place des conseils locaux et contribuer au recrutement de comités de défense locaux. Les notabilités deviennent alors intégrées à des comités de sécurité incluant également les différentes structures de renseignement et de sécurité, lesquelles, collectivement, organisent le filtrage des populations. Elles vont ensuite jouer un rôle prépondérant dans le recrutement des jeunes dans les rangs des FDS. Cela permet à ces dernières d'être entourées de combattants connaissant les zones où les combats se portaient et facilite la reconquête en cours.

Cette formule s'avère efficace dans les environnements ruraux. Une population peu dense, une structure sociale peu complexe y facilitent l'identification des édiles tribaux. Les accords tissés permettent, la plupart du temps, un retour des populations sans trop de heurts. En revanche, dans les environnements urbains, la « recette » est plus difficilement

applicable. D'abord en raison du nombre, mais surtout parce que la complexité de la société rend plus difficile l'identification des relais locaux. Ainsi, lorsque la ville de Suluk, à l'est de Tal Abyad, est reprise par les YPG en décembre 2016, la mécanique se grippe : considérée comme un bastion de l'EI, Suluk est regardée avec suspicion par les responsables sécuritaires. Les abus sont massifs, les arrestations arbitraires également, les populations civiles sont dispersées dans les villages alentour pendant des mois dans des conditions difficiles et, divisées et désorganisées par la guerre, elles ne parviennent pas à mettre en place un mécanisme de représentation unique. Les comités de notables se multiplient et rivalisent, chacun porteur de listes différentes concernant les personnes impliquées dans les structures de l'EI.

Face à une société qu'il connaît mal, le mouvement öcalanien n'a guère de moyens de filtrer l'information et tergiverse. D'un côté, les politiques veulent s'assurer l'allégeance des populations qu'ils vont devoir administrer. De l'autre, les sécuritaires redoutent les cellules dormantes. Des attaques sur les *checkpoints* vont faire prévaloir leur point de vue et ils se livrent à des arrestations en masse. Les organisations de Droits de l'homme s'alarment ; l'opposition en Turquie ainsi que certains diplomates parlent alors de nettoyage ethnique. Finalement, il faudra plus d'un an pour que la population de Suluk puisse revenir, qu'une administration se mette en place et que la situation se normalise (accès aux services, remise en route minimum de l'économie).

Peu à peu, notamment au cours de la bataille de Manbij (mai-août 2016), la « recette » s'affine. Progressant d'abord dans les campagnes, l'avancée des troupes kurdes toujours plus secondées par des forces arabes recrutées localement est lente, ce qui facilite les opérations de filtrage des populations. Dans chaque village repris et, dans les villes, dans chaque quartier récupéré, des « *kommun* » assurent un minimum de services. Pain, gaz,

Les figures de « martyrs » kurdes tombés au combat sont omniprésentes. À Kobané, en avril 2018, des quartiers naissent pour accueillir les familles ayant tout perdu. Entre janvier 2014 et mai 2015, l'EI a occupé Tal Abyad, où il se servait de cages pour organiser les exécutions publiques.



mazout sont distribués à bas prix alors que les comités du pain enregistrent les détails des familles à approvisionner sur des listes servant également à des fins sécuritaires.

Les administrations sont sommaires, composées d'un conseil local chapeautant des comités spécialisés chargés principalement de la distribution des services de base ou de la paix sociale. Les communes sont la cellule de base de l'administration. Les conseils sont contrôlés par des commissaires politiques formés souvent à l'école du PKK en Syrie ou ailleurs. Chaque ville a son commissaire, lequel peut compter par ailleurs sur des « camarades » présents dans les comités clés comme ceux du pain ou du mazout. C'est le commissaire politique, épaulé par des conseillers locaux, en coopération souvent avec les bureaux des relations publiques des YPG, puis des FDS, qui créent les collèges électoraux qui désigneront les conseils locaux. Le budget des administrations est assuré par le Conseil syrien démocratique.

## Avantages et défauts d'une structure de parti

Encadrée de près par les commissaires politiques, financée directement par le mouvement öcalanien, l'administration ainsi mise en place est de nature partisane. « Donner un rôle prépondérant à une avant-garde révolutionnaire capable d'organiser des populations anomiques était le seul moyen d'éviter le chaos qui aurait inmanquablement suivi la libération des populations alors sous le joug de EI », rappelle l'un de ces commissaires chargé de la ville de Manbij.

À court terme, ce constat est exact : une structure semi-autoritaire régie par une logique de parti dominant est sans doute la meilleure manière d'assurer la mise en place d'une

administration d'urgence capable de stabiliser les populations sur les terres reprises à l'EI et de faciliter le retour des déplacés. Sur ces bases, l'encadrement des populations a ainsi permis d'assurer l'essentiel : des services et un minimum de sécurité. En effet, dans l'ensemble de l'arc arabe désormais sous contrôle des FDS, à l'exception d'une attaque massive contre Tal Abyad par l'EI en février 2016, aucun attentat majeur n'a eu lieu. L'autoritarisme reste – selon la norme syrienne – relativement mesuré. Les vagues d'emprisonnement qui ont suivi les premières batailles en zones urbaines (Tal Abyad, Suluk) n'ont plus eu lieu par la suite. Les arrestations arbitraires continuent, mais les médiations des notabilités tribales, souvent soutenues par les commissaires politiques, auprès des services de sécurité permettent la plupart du temps de faire libérer les détenus. Les cas de disparus existent, mais sont relativement rares. Quant aux services, le minimum vital est assuré : pain à bon marché, mazout pour l'hiver et enseignement – même si la qualité de ce dernier laisse à désirer.

Cela dit, la « recette » souffre de deux problèmes centraux, tous deux liés à sa nature partisane. D'abord, le flirt avec les édiles tribaux, nécessaire dans un premier temps d'un point de vue sécuritaire (il fallait de l'information et des capacités de recrutement), a débouché sur une forme de clientélisme où les élus sont désignés, où les conseils sont parfois confisqués par certains clans, où ces conseils sont vus comme étant contrôlés en sous-main par des commissaires politiques liés au mouvement öcalanien, soumis à l'ingérence des responsables locaux des services de renseignement, ou, simplement, des collèges traditionalistes peu attirants pour les diplômés urbains. Cette réalité a empêché, à ce jour, le ralliement des classes moyennes et des secteurs éduqués de la société. Ceux-ci se tiennent pour trois raisons principales à l'écart des structures administratives mises en place par le mouvement. En raison du contrôle exercé par les commissaires politiques, souvent

L'élevage reste une activité majeure au Kurdistan syrien, comme ici à Qamichli, où les boulangeries sont contrôlées par les autorités pour donner du pain à prix bas.



peu compétents sur les dossiers que ces administrations sont appelées à gérer. Ensuite, ils ne s'engagent pas en raison du flou politique lié à l'avenir plus qu'incertain de cette administration contestée autant par Damas (le retour du régime à terme est jugé probable) que par la Turquie (dont une incursion n'est pas à exclure) et protégée par des États-Unis à la présidence plus qu'erratique. La désaffection des classes moyennes est enfin également le fait de la multiplication d'organisations soutenues par la communauté internationale payant des salaires de trois à quatre fois plus élevés. Le constat est tout aussi vrai dans les zones kurdes où les classes moyennes n'ont pas vraiment participé à la mise en place des institutions de l'administration autonome.

On se retrouve finalement face à un binôme où se font face une administration clientélisée et largement – mais pas uniquement – de facture tribale, d'un côté, et une société civile réduite autant par les États engagés dans la stabilisation des territoires FDS que par les dirigeants redoutant les « entités parallèles » (selon le terme d'une officielle chargée des relations avec les organisations) à son rôle de distributeur de services, de l'autre. Le pouvoir local est alors dépolitisé, ce qui réduit ses capacités à produire de la représentation et à institutionnaliser la contestation.

En second lieu, l'affiliation partisane de ces administrations pose un problème géostratégique. Le maintien, à ce jour, d'une structure partisane adossée au réseau des commissaires politiques formés à l'école du PKK provoque l'ire de la Turquie. Pour elle, la coopération militaire entre la coalition et les YPG, devenues dès leur entrée en territoire arabe les FDS, revient à cautionner la constitution d'un « micro-État PKK » sur son flanc sud, ce qui est, de son point de vue, une « menace existentielle » pour reprendre les termes d'un officiel à Ankara.

Les États de la coalition, États-Unis et

gouvernements européens en tête, vont être placés devant un dilemme : comment contribuer à stabiliser les territoires repris à l'EI et assurer sa « défaite durable », selon l'expression désormais consacrée de l'administration américaine, tout en prenant en compte les préoccupations de la Turquie qui considère que tout soutien financier dans les zones sous contrôle des FDS est déjà une forme de reconnaissance et de renforcement indirecte du PKK ? La réponse va principalement être de contourner les structures de gouvernance sous contrôle des commissaires politiques du mouvement öcalanien et de se concentrer sur l'humanitaire, un minimum de travaux d'infrastructure, de déminage et de déblaiement des gravats.

L'effet est alors paradoxal : pour ne pas s'aliéner la Turquie, les États occidentaux ne s'engagent qu'en matière de « *stabilization light* », c'est-à-dire font du service minimum en ce qui concerne l'assistance civile tout en contournant la question de la gouvernance pour ne pas légitimer le PYD. Mais en faisant cela, ils la délèguent implicitement au mouvement öcalanien et, en raison de l'investissement minimaliste sur la stabilisation dans les territoires FDS, le poussent à y investir encore plus en ressources humaines et financières.

Les craintes turques de voir se créer un micro-État PKK à l'ombre de la guerre contre l'EI fonctionnent bien dans une logique de prophétie autoréalisatrice. Un des chefs militaires souriait à ce propos mentionnant la situation à Manbij : « On nous demande de nous retirer d'ici. Si les salaires du conseil militaire de la ville étaient entièrement pris en charge par la coalition, nous y serions prêts [les forces américaines payent uniquement les soldats formés par leurs soins, ils reçoivent alors un salaire de 100 dollars ; les FDS rajoutent 100 dollars supplémentaires pour les mettre aux normes des rétributions des autres combattants]. » Ajoutant sur un ton ironique qu'« il faudrait aussi qu'ils acceptent que nous retirions nos services de renseignement et qu'ils les remplacent ». La faiblesse de l'engagement occidental a bien créé un fait accompli, une administration et une structure milicienne de nature partisane, difficile à gérer et surtout désormais trop importante pour être ignorée par les États de la région.



## Le salut par l'utopie : le dépassement du modèle partisan possible ?

Maison du peuple à Al-Malikiyah, où sont organisées les différentes assemblées, en avril 2018.

Selon l'un des chefs militaires, la mainmise des commissaires politiques sur les administrations les relève du provisoire et leur progressif désengagement des institutions fait partie même de leur vision idéologique : « Nous avons eu recours à une avant-garde révolutionnaire pour nous aider. Certains étaient d'ici, d'autres de l'étranger. Ils sont venus nous prêter main-forte face à Jabhat al-Nosra d'abord, puis face à l'EI. Plus notre situation était fragile, plus nous nous sommes appuyés sur les élans de solidarité de volontaires internationaux dédiés à la cause. Dans les zones arabes, sans structures existantes sur lesquelles nous appuyer, nous avons dû organiser les populations. Sans notre encadrement, et sans les efforts financiers que nous avons réalisés, les conseils locaux mis en place n'auraient jamais tenu. Mais notre plan n'est pas de laisser ces territoires en l'état ; ce ne sont pas les nôtres, nos propres bases nous reprochent d'y être. Notre objectif est, à terme, de nous en retirer sans provoquer de chaos, car l'autoadministration des populations est l'objectif politique que nous visons. Notre progressif désengagement ne pourra se faire qu'avec un minimum de stabilité. »

C'est bien sur le dernier point que le bât blesse. En effet, pris en tenaille entre une Turquie plus que jamais hostile au nord et un régime à Damas rivé sur son objectif de reprise en main, décidés tous les deux, à défaut de pouvoir prendre ou reprendre les territoires des FDS protégés par le dispositif militaire américain, à les miner de l'intérieur, la condition de la stabilité a très peu de chances de se réaliser. Sur sa frontière nord, les manœuvres militaires turques sont accompagnées, à l'intérieur, d'une campagne d'assassinats ciblés visant les principaux médiateurs comme Omar Allouch, le parrain de la mise en place des structures de gouvernance dans les zones à majorité arabe, assassiné en mars 2018, ou le cheikh Bachir Fayçal al-Howaidi, tué dans sa voiture à Raqqa en novembre. Plus au sud, à Deir ez-Zor, la situation est bien plus critique. Les attaques sur les *checkpoints* des FDS sont quotidiennes, les assassinats ciblés fréquents et le régime est déjà à la manœuvre pour retourner les notabilités tribales en sa faveur, annonçant son retour proche et favorisant les rumeurs allant dans ce sens, le tout sans mentionner les cellules de l'EI encore bien présentes dans une zone en situation de combat.

La sortie du modèle de contrôle partisan pour la réalisation du projet idéologique du confédéralisme démocratique fondé sur l'autonomie des communautés de base ne pêche donc pas en raison de l'autoritarisme impénitent des leaders du mouvement, mais des dynamiques régionales induites par sa structure d'alliance avec la filiation sur le PKK d'un côté, et l'alliance militaire sans ouverture politique avec les Américains de l'autre.



Celles-ci ont polarisé les États de la région, tous à l'exception de l'Irak, ainsi que la Russie, lesquels, à des degrés divers, se sont lancés dans la déstabilisation de la situation dans les territoires sous contrôle du mouvement öcalanien.

La polarisation régionale, particulièrement la tension avec la Turquie, bloque la démocratisation possible des structures mises en place dans les territoires repris à l'EI, à savoir l'autonomisation des structures de gouvernance en zones arabes du contrôle des cadres formés à l'école du PKK. À terme, c'est le risque réel d'une guerre contre ce modèle qui se profile, avec toutes les conséquences que cela induirait sur la Syrie et la région. La stabilisation ne se fera pas si l'ancrage géostratégique problématique du projet öcalanien en Syrie n'est pas déconflictualisé. Elle passe d'abord par un rapprochement réel et solide entre l'administration et au moins l'un des deux principaux pays concernés : la Syrie de Bachar al-Assad (depuis 2010) ou la Turquie de Recep Tayyip Erdogan (président depuis 2014). À partir de là, le dépassement du modèle avant-gardiste du contrôle des institutions par le parti et le transfert du pouvoir aux populations locales sera la meilleure manière de réconcilier ces territoires avec leurs environnements local et régional, Turquie comprise, et de réduire le risque réel d'une confrontation militaire pour le contrôle du nord-est syrien. ■

PATRICK HAENNI

(1) Les analyses présentées sont celles de l'auteur, pas celles de son organisation.

(2) Le « mouvement öcalanien » décrit la direction du projet politique mis en place dans le nord-est syrien. Aucun des nombreux acronymes des non moins multiples institutions créées ne peut être utilisé comme

terme générique. Par exemple, le Parti démocratique du peuple (PYD) ne décrit pas les instances de décision, qui sont peu connues ; les experts considéraient que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan joue un rôle prépondérant.

(3) Les citations sont issues d'entretiens réalisés par l'auteur.

NOTES



Boris James

Historien, chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) d'Erbil (Irak) ; auteur de l'ouvrage Les Kurdes en 100 questions : Un peuple sans État (avec Jordi Tejel Gorgas, Tallandier, 2018)



# Enseignement de l'histoire et matrices idéologiques au Rojava

En 2012, le Parti de l'union démocratique (PYD), organisation sœur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), établissait son contrôle sur une série d'enclaves kurdes du nord de la Syrie. En 2013, le Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), l'instance englobant les institutions civiles de la Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS, officialisée en 2016), déclarait l'autonomie du Rojava. En 2015, l'une de ses émanations, le Congrès pour l'éducation de la société démocratique, annonçait la mise en place d'un cursus d'enseignement dispensé en kurde et en arabe dans les écoles laissées vacantes par les fonctionnaires syriens. Fin 2016, les nouveaux manuels scolaires étaient distribués à environ 300 000 élèves.

**L**es acteurs politiques kurdes de Syrie ont une forte conscience de la portée de la diffusion scolaire des contenus d'histoire, convaincus qu'ils sont en train « de faire naître une nouvelle génération démocratique dans le Rojava » (1). Les contenus d'histoire et les modalités de leur diffusion orientent de manière déterminante l'ethos et les valeurs d'une société. Par extension, ils instituent les formes de gouvernement et de pouvoir.

## La grammaire du PKK s'apprend à l'école

Au Rojava, l'histoire est dispensée à partir de 9 ans dans un bloc intitulé « sciences sociales » (*zanîsten civaki*) qui comporte aussi la géographie et des rudiments de sciences sociales. Au collège, en revanche, l'histoire devient un cours à part entière,



Distribution de manuels scolaires dans le camp de réfugiés de Shihba, près d'Afrin, en avril 2018.

et ce, jusqu'à la fin du lycée. Contrairement à l'avant-2012, un jeune Syrien du nord peut suivre en kurde un enseignement renouvelé, différent des contenus de l'école nationaliste arabe baasiste syrienne. Ce système scolaire propre au Rojava a été étendu depuis 2016 à la grande majorité des écoles publiques de Syrie du Nord sous administration du TEV-DEM (80%), où l'instruction publique est obligatoire de 5 à 14 ans, alors que quelques écoles communautaires chrétiennes suivent encore le programme du régime.

Nous concentrerons notre attention sur les manuels d'histoire en kurde et en arabe. Pour les organisations de la mouvance PKK, cette matière insère la construction politique du Rojava dans une série d'expériences historiques et institue le moment vécu par les élèves et leurs parents comme un épisode crucial pour l'humanité tout entière. Différent en soi par son histoire, le Rojava devient également un lieu particulier d'expérimentation idéologique. Pour la première fois, la mouvance du PKK est en mesure d'exercer de manière directe sa gouvernance sur des populations civiles et d'y diffuser sa vision politique et historique qui porte le nom de « confédéralisme démocratique ». Les principes de ce dernier entraînent une redéfinition du nationalisme kurde qui transparait dans le programme scolaire. Pour une formation politique dont le but est d'étendre sa

légitimité au sein de la société, l'avènement d'un système d'enseignement propre n'est jamais anecdotique. Pour le PKK et ses organisations annexes tel le PYD, la question de l'éducation est première et précède même la militance. Dès 1986, soit deux ans après les débuts de la lutte armée lancée par le PKK contre l'État turc et le recrutement massif de jeunes Kurdes de Syrie et de Turquie, le mouvement associe exercices militaires et militants à un apprentissage intellectuel au sein de l'académie Mahsum Korkmaz, du nom d'un des premiers commandants militaires du PKK, localisée dans le maquis de la Bekaa au Liban (2).

Cet enseignement s'adresse dans un premier temps aux militants et aux militaires, mais le PKK se veut également un mouvement d'éducation des masses, car son projet d'émancipation en dehors de la libération par les armes a pour but la réforme et l'amendement des attitudes « féodales » et « machistes » ancrées dans l'idéologie coloniale inculquée par le gouvernement turc. Toute opération de recrutement ou de mise en place de gouvernance locale s'accompagne de l'établissement d'un système scolaire, aussi rudimentaire soit-il. Il n'est pas étrange que les premières images de la mise en place d'une administration à Raqqa sous l'autorité des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui nous sont parvenues comportent des scènes dans lesquelles des classes pleines suivent un enseignement sur

« le collectivisme et le droit des femmes ». De même, lorsque des journalistes français visitent en 2017 une prison pour djihadistes tenue par le PYD à Qamichli, ils y voient la mise en place d'un « programme de déradicalisation ».

Or le PYD/PKK n'y fait que ce qu'il a l'habitude de faire, à savoir, éduquer les populations et réformer l'homme. Les centres de formation pour militants du PKK, les internats pour étudiants de la région de Raqqa et la prison-collège de Qamichli portent tous le même nom : *akademî*. De fait, ces dispositifs visent un même but : transmettre la philosophie du mouvement et la nouvelle grammaire de la construction politique qui doit advenir en Syrie et ailleurs.

La première expérience concrète d'éducation des masses au grand jour s'est déroulée à partir de la fin des années 1990 au sein du camp de réfugiés de Makhmour, non loin d'Erbil, en Irak. Bien que précaire, l'installation de quelques milliers de Kurdes de Turquie, les uns suivant leurs parents combattants au sein du PKK depuis les montagnes de Qandil, les autres chassés de leurs villages de l'est anatolien par l'armée turque, permit la mise en place d'une vie communautaire structurée et d'institutions de tout type. C'est là que furent expérimentées de nouvelles formes d'organisations politiques basées sur le communalisme prôné par le PKK (3). Ce dernier y met en place un système éducatif aux contenus très élaborés. Les manuels scolaires du Rojava ainsi que le système d'enseignement à l'œuvre dans la région sont issus de la matrice en usage au sein du camp de Makhmour. Cette dernière fut également renforcée par les expériences pédagogiques connues au Kurdistan de Turquie dans la période de libéralisation politique et de calme relatif du début des années 2000.

Les manuels scolaires de Makhmour publiés en 2015 sont semblables à ceux de 2016 du Rojava à de nombreux égards, qu'il s'agisse de la table des matières ou du contenu, jusqu'à la police d'impression. L'ensemble des ouvrages de primaire du Rojava annonce cette filiation par une note dans les premières pages indiquant que leur contenu est tiré des livres de Makhmour, mais ceux du collège et du lycée, pourtant inspirés des mêmes contenus, taisent cette connexion. Face à l'intransigeance de la

Turquie et aux réticences de façade des Occidentaux vis-à-vis du PKK, ce lien serait-il difficile à assumer jusque dans les pages d'un anecdotique livre d'histoire-géographie ?

## Au Rojava : des manuels du PKK ?

Au-delà de la généalogie des politiques pédagogiques mises en place par le PKK depuis sa création, il est intéressant de se pencher sur ce qui transparaît de ce lien dans les manuels d'histoire en usage dans le nord de la Syrie. Tout d'abord, l'esthétique qui y prédomine renvoie à un décorum « PKKisant » avec l'omniprésence d'étoiles et des couleurs verte, rouge et jaune, celles des divers drapeaux kurdes.

L'association de ces couleurs a longtemps été interdite de manière officieuse en Turquie, à tel point que leur scansion dans certaines chansons militantes sonnait et sonne encore comme un slogan politique, l'affirmation de l'identité kurde et l'adhésion aux idéaux du PKK. Le lien ambigu avec la culture esthétique, intellectuelle et idéologique du PKK des premiers temps ne s'arrête pas là. Les cadres du PYD ne manquent pas de rappeler que les manuels du Rojava mentionnent « toutes les révolutions kurdes qui ont marqué l'histoire, même celle de mullah Mustafa Barzani [le chef kurde du Kurdistan d'Irak né en 1903 et décédé en 1979], contrairement aux autres formations kurdes qui ne parlent pas de la révolution du président Apo [surnom d'Abdullah Öcalan] » (4). Les auteurs de ces manuels mettent toutefois en exergue à la fois la trajectoire du PKK et son action politique ainsi que le rôle et la pensée de son leader. Bien que le PKK soit dépositaire d'une « révolution kurde » parmi d'autres, il semble, d'après les manuels du Rojava, avoir raison sur toutes les autres du fait de son ampleur géographique et de la portée idéologique de son combat. Ce dernier prétend dépasser le nationalisme kurde. Par ailleurs, Abdullah Öcalan n'y est pas décrit comme le chef politique ou militaire : il est le guide (*rêber*) qui a une vision non seulement sur l'évolution du mouvement, mais également sur les grands mouvements de l'histoire et les réformes à entreprendre pour que l'homme et la femme atteignent la liberté. Ses paroles et ses aphorismes sont cités dans des cadres stylisés et des cartouches rappelant la révérence qui lui est due. Ainsi, seul Abdullah Öcalan se voit attribuer une rubrique spécifique pour sa biographie. On perçoit également que le PKK émerge à un moment particulier de l'histoire. Cet avènement semble clore et magnifier la succession des révolutions kurdes. Il n'est pas surprenant qu'une des parties du manuel de 3<sup>e</sup> année de collège s'intitule « Situation des Kurdes et du Kurdistan avant le guide Apo ». Il est suggéré que le leader du mouvement prend le relais et donne une dimension particulière aux combats des Kurdes pour la liberté.

Première page aux couleurs kurdes du manuel d'histoire de première année de collège (11/12 ans).



La figure d'Abdullah Öcalan, dit « Apo », est omniprésente chez les partisans du PKK et du PYD dans le Kurdistan syrien, y compris les plus petits.



Contemplations d'« Apo » (surnom d'Abdullah Öcalan) sur son combat et celui du PKK, dans le manuel scolaire d'histoire du collège niveau 3 (13/14 ans).

**DÎROK**

**NAVÎN 3**

kurdan werin dayîn, PKK'ê hat ragihandin. Dema ku Rêber Apo biryara destpêkirina Şoreşa Azadiya Gelê Kurd daye, hebûn û nebûna civaka kurd di nîqaşan de bû. Ev yek, hem di gotinên dewletê de hem jî, ji encamên qirkirinên ramanî û çandî yên li ser gelê kurd hatine pêkanîn, diyar dibû. Dema ku em berê xwe bidin salên 1970'yî malbat, qebîle û êlên kurdan ji hev hatibûn parçekirin û di navbera wan de nakokiyên kûr hatibûn çandin. Tevî van hemû zext, zorî û qirkirinan, gelê kurd dest ji daxwaza xwe ya azadiyê bernedaye û ji bo vê têkoşîn meşandiyê.

Rêber Apo, ev şerê hebûna kurdan, bi van hevokên zelal rave dike:



148

Au-delà de l'importance accordée à l'histoire du PKK et de son leader, la vision idéologique défendue dans les manuels scolaires du PYD suit une trajectoire parallèle à celle du mouvement. C'est-à-dire qu'elle reste influencée de manière explicite par l'anti-impérialisme, le marxisme-léninisme et le nationalisme kurde. Les manuels scolaires du Rojava construisent néanmoins une image ambiguë de ce dernier dans laquelle la supériorité morale des Kurdes se situe dans leur rejet de tout nationalisme.

**Les Mèdes, la synthèse d'un nationalisme malgré lui**

Pour entrer en compétition avec les nationalismes turc (Hittites), irakien et syrien arabes (Akkad, Babylone, Assyrie, Ugarit, etc.), iranien (Achéménides et Sassanides), le nationalisme kurde en gestation depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle devait marquer son originalité. Parmi toutes les civilisations du Moyen-Orient antique, ce sont les Mèdes qui satisfaisaient le mieux aux exigences de grandeur et correspondaient à l'idée que l'on se faisait des éventuelles origines du peuple kurde : une population

indo-européenne localisée entre les contreforts occidentaux du Zagros et la haute Mésopotamie. En dépit de leur ambiguïté vis-à-vis du nationalisme, les manuels scolaires du Rojava reprennent ce thème. Le livre de « sciences sociales » de niveau 4 (10 ans) fait la présentation de trois types de calendriers : le kurde, le chrétien et l'hébreu. Le premier commence, selon les auteurs, « en 612 avant Jésus-Christ, au mois de mars, au moment de l'avènement de la révolution des Kurdes mèdes et lors de la libération de leur terre de la mainmise de l'Empire assyrien ». Ainsi, les Kurdes accèdent à l'honneur d'égrener le temps et d'être liés aux Mèdes à l'origine de leur révolution. Dans le manuel du collège de niveau 1, la mise en page et le graphisme renforcent la confusion entre fait kurde et fait mède. La partie qui leur est consacrée est parsemée de photos actuelles mettant en scène des nomades kurdes. Une gravure tirée d'une édition du *Mem u Zin* d'Ehmede Xanî (1650-1707) sert à illustrer la vie culturelle et artistique sous les Mèdes. Il n'y a donc plus aucune distinction entre les époques que les Kurdes traversent de manière immuable. Les Mèdes ne sont pas qualifiés ici de civilisation ou d'empire en dépit du prestige de leur histoire et de l'omniprésence de ce terme dans les parties des manuels consacrées à la Mésopotamie antique. La nuance est de taille, et dans cet ouvrage, les Mèdes apparaissent étrangement comme une confédération de tribus. L'insistance sur la nature

**DÎROK**

**NAVÎN 1**

dibînin. Di heman demê de em dikarin vê rastiyê di liv û tevgera jinên kurd de jî, bibînin. Bi taybet li xwekirina cil û bergan û tevgerên jina kurd ên xwedî estefîk-xweşikbûn û hunerên vê rastiyê derdixin ber çavan.

**Leşkerî**

Gelekî xwedî çand û dîrokeke ew qas kevnar e, di heman demê de di warê leşkerî de jî, xwedî bîngêhekî mezin bû. Artêşa wan bi çend baskan hatibû beşkirin, weke siwar, peya, rim-avêj, şûr, tîr û kevan bûn. Artêşa Medan bi sazûmanî û rêxistî bû. Artêşa wan li gorî rewşên asayî û awarte hemdemî bû. Lê dema aramiyê, leşkerên wan bi giranî di nava hilberîna de cih digirtin...



La grandeur des « Kurdes mèdes » d'après le manuel scolaire d'histoire du collège, niveau 1 (11/12 ans)

**Çandini û Aborî**

Gelê Kurd di aliyê çandî de li ser şûnwarên dewlemend bi cih bûbûn. Çanda çandiniyê civakîbûn, lawirvanî, cotkarî, konevanî, bazirganî û baweriya bi olê ve pêş xistibûn. Di nava Medan de ola Zerdeşt muhra xwe li her tiştî dabû, bi taybet li gorî baweriya Zerdeşt, jiyîna civakî li ser bîngêhê çanda berxwedanê ye. Rengê xwe yê herî rast digire, di çanda wan de ne şer; aştî, ne dijminahî; biratî, ne ku bibin kole ji yên din re; çanda wekhevîyê ji xwe re bîngêh girtibûn.



114



confédérale du phénomène mède est l'occasion de mettre en avant la prédilection du PYD/PKK pour cette forme d'organisation politique. Marque de leur supériorité morale, le confédéralisme des Kurdes mèdes les maintient dans une position à la fois subalterne et révolutionnaire ; car c'est contre le « système esclavagiste de l'Empire assyrien » que les Mèdes se lèvent.

Dans l'iconographie utilisée pour illustrer la partie sur « la confédération mède », un autre élément frappe. Il s'agit d'une carte du grand Kurdistan matérialisé par une zone de couleur jaune s'étendant de Xoremabad, en Iran actuel, à la mer Méditerranée. La ville d'Amed (Diyarbakir) est marquée d'une étoile rouge de la même manière que les capitales alentour (Bakou, Bagdad, Damas, Beyrouth, etc.). En dehors du fait que cette carte a assez peu de liens avec la toponymie de l'époque mède, elle affirme clairement un message, voire un programme de construction politique. Le nationalisme kurde qui traverse les manuels scolaires du Rojava prend une coloration pankurde. L'unité d'un grand Kurdistan s'impose de manière intemporelle, d'autant plus que la même carte se retrouve dans d'autres sections des manuels.

C'est pourquoi les réflexions d'Abdullah Öcalan mises en exergue à la fin du manuel de niveau 3 du lycée s'intéressent à la lutte de la libération du Kurdistan dans son ensemble, Kurdistan du Sud, du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Le trauma originel est donc celui de la partition de ce territoire. Se révolter contre cette injustice est légitime, tout comme l'aspiration à y établir des formes d'organisations politiques transversales.

Cartes semblables du Grand Kurdistan, dans les parties des manuels consacrées aux Mèdes et à l'histoire ottomane (collège niveau 1 et collège niveau 2).

**DÎROK**

**NAVÎN 1**

ramana eşîrtiyê ramanekê hîn mezintir hatiye avakirin, eşîrên ku hatine gel hev ne tenê ji bo xweparastinê, ji bo vê ramana nû kom bûne û konfedresyon ava kirine.

Ji sala 1300'î B.Z û şûn de, Asûrî sistema xwe ya koledariyê berfireh dikin û xwe digihînin hêza herî mezin. Asûran bê navber êrîşên pir mezin li ser herêmên dardora xwe pêk dan. Mafê jiyane nedidan civakan. Ji ber dewlemendiya welatê Medya, li ser civaka Med ev êrîş zêdetir dibûn. Di encama êrîşên li ser wan qebîle û eşîran de, pir mirov tîn kuştin û jiyaneke koçberiyê tê destpêkirin. Di bin van mercan de qebîle û eşîrên di herêmê de jiyana xwe di bin zor û zehmetiyên de derbas kirine, ji wan re du rê hatibûn hiştin an wê kolekî bipêjrandana an jî, wê li gorî xwe berxwedaniyê mezin bidana destpêkirin. Qebîle û eşîrên herêmê berxwedana mezin hilbijartin û heya niha jî berxwedanî didome. Dîroknas Herodot, li ser dîroka pêşiyên kurdan bi taybet jî, li ser Medan di pirtûka xwe de cihêk berfireh dide veqetandin. Li gorî lêkolîn û nêrînên li ser dîroka Medan bi taybet sînorê ku Medan xwe gihandinê bi awayekî zelal û berfireh diyar dibe. Sînorên Medan li Rojava-Mezopotamya jor, li Başûr-welatê Persan, li Rojhilat-welatê Parta û li Bakur jî heya Derya Xezêr berfireh dibe.



La teneur nationaliste et pankurdiste des manuels scolaires du Rojava est attendue. Elle est issue d'une longue maturation des contenus historiographiques en usage au Moyen-Orient et en Europe depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les manuels scolaires du Rojava s'exprime cependant la compétition ou la contradiction entre, d'une part, ce discours nationaliste et pankurdiste classique et, d'autre part, des formes nouvelles liées à la fois aux spécificités de la situation syrienne et à l'évolution idéologique de la mouvance PKK depuis le début des années 2000.

**Le laboratoire « rojavien » du confédéralisme démocratique**

Le différentialisme affiché dans les manuels détonne avec l'action et le projet politique annoncés par le PYD de démocratisation du nord de la Syrie et d'inclusion de toutes les communautés (arabes, syriaques, turkmènes...). Le matériel pédagogique du Rojava pose les jalons d'un discours plus inclusiviste. La comparaison avec la matrice d'origine, à savoir les manuels scolaires PKK de Makhmour, est à ce titre très éclairante. On note tout d'abord, dans ces nouveaux manuels, la référence à des éléments d'histoire renvoyant non plus à une grande mythologie nationale kurde, mais à un récit « rojavien » local. Par exemple, l'évocation des Hourites du royaume de Mitani ou de la civilisation de Tell Halaf. Tous deux ont leurs sites principaux dans la région de Sere Kaniye (ou Ras al-Aïn) au Rojava. Auparavant à peine cités, ils font l'objet dans les manuels étudiés au Rojava de parties entières. Par ailleurs, contrairement aux manuels scolaires utilisés à Makhmour, on ne trouve plus systématiquement, dans les premières pages de chaque livre, le drapeau du PKK, la photo d'Apo et la mention d'un de ses aphorismes. Le processus d'inclusion politique au Rojava semble donc également passer par une moindre référence au PKK.

En plus de ces formes de localisation et d'apparente « déPKKisation » du discours, les manuels du Rojava font la part belle aux éléments du récit historique sous-jacent au projet de confédéralisme démocratique en butte aux nationalismes. Depuis le début des années 2000, le PKK et sa mouvance, par la voix de son leader, Abdullah Öcalan,

**DÎROK**

**NAVÎN 2**

**DI SERDEMA OSMANIYAN DE REWŞA CIVAKÎ YA KURDAN**

Di sedsala 16'an de bi hêzbûna Împaratoriye bi awayekî jî dil bandor li ser çîna serdest û mîrektiyên kurdan kiribû. Di şerên van dewletan de hem di nava xwe de, hem jî bi hêzên derve re ye ku dida meşandin. Welatê Kurdistanê weke erdnîgariya şer, gelê Kurdistanê jî weke gelê herî zêde di navbera her du hêzan de hatiye bikaranîn û zordarî lê hatiye kirin. Lê di aliyekî din de jî, di şerê van dewletan de çî li beramberî hev, çî jî li ser Kurdistanê desthilatdarî didan meşandin. Çîna desthilatdar a kurd û mîrektiyên kurd piştigiriya herî mezin pêşkêş dikirin. Li beramberî xizmeta jî bo navenda nû ya desthilat-dewlet hin jî wan weke mîrektiyên hatine sînorakirin, hîn jî wan jî, pir bihêztir berjewendiyên xwe yê malbat-xanedanî parastibûn. Bi şeweyekî giştî ev statû heya sedsala 18'an parastine.

Du sedemên girîng ên ku hiştine dewleta Osmanî neçar bibe bi kurdan re di nava têkiliyê nerm a fîdarî û ramyarî de be û bimîne, mirov dikare wisa bi lêv bike: Ya yekem hizira avaker a şewazê rêxistinbûyîna ramyarî û fîdarî ya Împaratoriye ye, ya duyem jî weke kelehekê bikaranîna mîrektiyên kurdan li beramberî dewleta Îranê.



Partition du Grand Kurdistan dans le manuel d'histoire de lycée du niveau 3 (16/17 ans)

prônent la mise à l'écart des idéologies centralistes telles que le capitalisme et le marxisme-léninisme, de même que la notion d'État-nation. Dans un cadre confédéral et municipaliste inspiré par les écrits du social anarchiste Murray Bookchin (1921-2006), toutes les communautés sans exception auraient un rôle à jouer (5). L'existence de manuels scolaires en langue arabe apparaît comme une forme de recul du nationalisme face au confédéralisme démocratique. Ces derniers insistent sur l'appartenance commune des Arabes et des Kurdes au « nord de la Syrie ». On y exalte leur amitié historique et l'on y condamne le racisme du baasisme d'État syrien. Les forces militaires arabes alliées des Unités de défense du peuple (YPG) y sont également honorées pour leur participation à « la révolution du nord de la Syrie ». Dans la même veine, les livres d'histoire du Rojava, cette fois-ci en kurde, rappellent à de nombreuses reprises les relations de bonne entente entre les Kurdes et les autres populations de la région : Arabes et Turcs. Le signal envoyé est clair : tous les habitants du Rojava et du nord de la Syrie ont leur place dans l'histoire qui s'y écrit dans le passé comme dans le présent. Pour le PYD/PKK qui s'inspire de la vision historique développée par Abdullah Öcalan, il s'agit de construire un récit historique élaboré permettant de trouver dans un passé reconstitué du Moyen-Orient des solutions pour le présent. Les manuels sont à la fois une tribune et un lieu de réinterprétation de l'idéologie du mouvement. D'un point de vue politique, si l'on excepte la pure fonction d'instruction, l'enseignement du Rojava répond à deux tendances ou deux nécessités : élargir la base du soutien à la nouvelle administration dans un territoire peu homogène et traduire dans le matériel pédagogique les préceptes du confédéralisme démocratique. Il s'agit de produire une matrice de discours communs. De ce point de vue et en dépit des difficultés rencontrées sur le terrain, le Rojava apparaît comme le premier vrai laboratoire du confédéralisme démocratique. Il s'agit d'un espace vierge, car anciennement sous domination du nationalisme arabe syrien, multiethnique bien que majoritairement prokurde. C'est ici que la matrice municipaliste d'Abdullah Öcalan pourrait remplacer le logiciel usé du baasisme.

## Rojava : quo vadis ?

Nous avons pu constater les importants efforts entrepris dans l'élaboration des manuels scolaires du Rojava de même que l'enthousiasme que leur diffusion a pu susciter. De nombreuses questions subsistent pourtant quant à la capacité de ces contenus à répondre aux objectifs fixés par les autorités locales. Produisent-ils la grammaire cohérente permettant la mise en place d'institutions pérennes et engageant la société dans la défense de celles-ci ? Tout d'abord, il est clair que les textes ne sont pas en soi aboutis. Par exemple, le bloc des manuels en kurde du collège comporte de fortes similitudes avec celui de lycée. En dehors de l'ajout d'un certain nombre d'éléments dans les manuels du secondaire, la progression entre les niveaux n'a pas été pensée en profondeur. D'autres chercheurs ont exposé les contradictions au sein de l'idéologie du confédéralisme

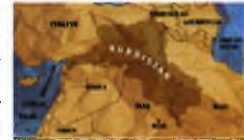
DÎROK

AMEDYÎ 3

WANE 2

### PARÇEKIRINA KURDISTANÊ

Di sedsalên 19 û 20. de hêzên desthilatdar ên Ewropayî, ji bo ku dewleta Osmaniyan bixin bin bandora xwe, kurd bi kar anîne. Li ser kurdan komkujî û qirkirin hatine meşandin. Kurd, weke gelê ku di serdema navîn de jiyân dikir, bêstatû man. Li gorî vê, ramyariyeke dused salan bidome, hat plankirin û ta niha jî ev ramyarî tê meşandin. Ramyariya emperyalîzmê ya li Rojhilata Navîn li ser bingeha tunekirina kurdan hat meşandin. Ji ber vê yekê, difroka kurdan a 90 salên dawî bi biyanîbûn, kuştin û tunekirinê ve dagirtî ye. Mêtîngeriya emperyalîst, di parçekirina Rojhilata Navîn û cihanê de kurdan dike çar parçe û bêstatû dihêle. Nehîştîye ku kurd; ne bi serê xwe bibin hêzeke ramyarî û ne jî bi gelên herêmê re bi hev re bijîn. Bi taybetî, îngilîzan tîkiliya kurdan a ramyarî bi gelên din re ji bo hebûna xwe weke metersiyekê dibîne.



Ev tîkili, ji ber peywendiyên difroki yên bi hev re jiyân kirine, herî zêde dikarîbû bi tirkên re were meşandin. Berxwedana destpêkê ya li hemberî fransiyân, li bajarên ku bi piranî kurd lê dijîn; li Riha, Dîlok û Mereşê pêş diketin. Her wiha, Şerê Rizgariyê yê tirkên ku di sala 1919-1920'î de bi kongreyên Sêwas û Erziromê de dest pê kiribûn, bi hevkarîya kurd û tirkên bi avabûna komarê encamdar dibe. Vê yekîtiyê, îngilîz xistibûn nava metirsiyê.

### BAKURÊ KURDISTANÊ

a- Li hemberî dagirkeriyê berxwedana gelê kurd û tirkên:

Weke ku li Rojhilata Navîn bûye, di nava civaka kurd de jî pêşketina hestên neteweyî, bi ketina hezên serwer ên



008

démocratique entre l'affichage d'un anticontralisme théorique et le maintien de la culture avant-gardiste (6). Ces contradictions trouvent leur traduction dans le contenu des manuels scolaires du Rojava. Bien qu'une attention particulière soit portée à l'élaboration d'un discours de rupture avec l'idée d'État-nation ou de centralisme démocratique, les scories d'un proche passé nationaliste kurde et léniniste persistent.

BORIS JAMES

(1) Entretien de l'auteur avec un représentant du PYD à Erbil, mai 2017.

(2) Olivier Grojean, *La Révolution kurde : Le PKK et la fabrique d'une utopie*, La Découverte, 2017.

(3) Yann Renoult, « Maxmur, un petit laboratoire du confédéralisme démocratique », in Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (dir.), *La commune du Rojava : L'alternative kurde à l'État-nation*, Éditions Syllepse, 2017, p. 107-112.

(4) Entretien de l'auteur avec un re-

présentant du Rojava à Souleimaniye, avril 2017.

(5) Kristel Cuvelier, « Rojava : La démocratie directe comme alternative à la guerre », in Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (dir.), *op. cit.*, p. 19-28.

(6) Michiel Leezenberg, « The ambiguities of democratic autonomy: the Kurdish movement in Turkey and Rojava », in *Southeast European and Black Sea Studies*, vol.16, n°4, 2016, p. 671-690.

NOTES



**Fabrice Balanche**

*Maître de conférences en géographie à l'université Lumière Lyon-II, chercheur invité au Washington Institute for Near East Policy (2015-2017) et à la Hoover Institution (université Stanford, 2017-2018) ; auteur de nombreux ouvrages, dont l'Atlas du Proche-Orient arabe (PUF, 2012)*



© Fabrice Balanche

# Le nord-est syrien : les enjeux du grenier à blé

Les récoltes de blé dans la province de Hassaké furent catastrophiques en 2018, les plus mauvaises depuis quarante ans. En place depuis 2013, l'administration de la Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS, officialisée en 2016) invoque des conditions climatiques désastreuses. Le retour de la sécheresse aurait en effet provoqué une perte de 90 % dans les zones non irriguées et les pluies diluviennes du printemps ont fait pourrir le blé dans les espaces irrigués. Quant au coton, la désorganisation du système d'irrigation a réduit les surfaces cultivées et les champs ont subi une invasion de moustiques. Certes, les conditions climatiques n'ont pas été optimales, mais cela ne fait qu'accentuer une tendance d'avant-guerre à la baisse de la production agricole due à la pénurie d'eau.

**D**ès leur arrivée, les autorités kurdes de la FDNS dénoncent l'abandon dans lequel le nord-est a été laissé par le pouvoir baasiste. Elles évoquent également les conséquences du réchauffement climatique, dont les effets sur les précipitations sont palpables dans cette région de l'ancien croissant fertile. Enfin, la guerre depuis 2011 a accentué la dégradation des conditions d'exploitation et a désorganisé le marché. Tous ces facteurs peuvent expliquer la situation, mais il faut aussi s'interroger sur la gestion de la région par le Parti de l'union démocratique (PYD).

## Des conditions climatiques rendant l'irrigation indispensable

Le nord-est syrien est marqué par un climat continental sec. Les précipitations annuelles moyennes s'échelonnent entre 600 millimètres à Qamichli et 150 millimètres dans la vallée de l'Euphrate. Elles déclinent à mesure que l'on s'éloigne du Taurus et obligent à recourir rapidement à l'irrigation. Les pluies ont lieu de novembre à avril, puis la sécheresse estivale s'installe

Une femme de Jazra, près de Raqqa, fait le plein d'eau pour sauver ses cultures après le départ des djihadistes, en juillet 2017.



avec des températures dépassant 30°C en juillet-août, ce qui provoque une intense évaporation des réservoirs d'eau. Le recours à l'irrigation est renforcé par l'irrégularité pluriannuelle des précipitations. Entre 2006 et 2010, la région a connu cinq années de sécheresse qui ont déclenché une grave crise agricole. Le phénomène est récurrent, mais les séries pluviométriques depuis 1966 indiquent une diminution régulière des précipitations et une augmentation de la fréquence des sécheresses liées au réchauffement climatique. Les principales sources du nord-est, telles que la source Kibrit, à proximité de Ras al-Aïn, sont à sec depuis le début des années 2000 en raison de la faiblesse des précipitations et de la surexploitation des nappes phréatiques du côté turc.

Le nord-est bénéficie de l'apport de cours d'eau allogènes, notamment l'Euphrate et ses affluents (le Balikh et le Khabour), qui prennent leur source en Turquie. Le régime de l'Euphrate est pluvio-nival, marqué par les pluies méditerranéennes de saison froide et la fonte des neiges du Taurus et du Zagros. L'Euphrate possède une variation pluriannuelle de 1 à 4 (contre 1 à 2 pour le Nil, par exemple). Les barrages de rétention en Turquie et en Syrie – Tishrin, construit entre 1968 et 1976, et Baas, achevé en 1986 – tentent de corriger la variation. Le stockage (14 milliards de mètres cubes) dans des lacs artificiels en milieu

aride chaud provoque une forte évaporation (15% de l'eau disponible). La Turquie garantit à la Syrie un débit total et moyen annuel de 500 mètres cubes par seconde dans le bassin de l'Euphrate (1), mais le débit varie entre 1 000 mètres cubes en hiver et 200 mètres cubes en l'automne.

Avant-guerre, l'eau n'était pas un problème dans la vallée de l'Euphrate, car elle était abondante et bon marché dans les périmètres irrigués par l'État ou les coopératives d'agriculteurs. En revanche, ce n'était déjà pas le cas dans la vallée du Khabour, en aval de Ras al-Aïn. Des stations de pompage remettaient en eau la rivière, mais elle était à sec de nouveau au sud de Hassaké. En 2009, la Syrie a conclu un accord avec la Turquie, lui permettant de puiser de l'eau dans le Tigre pour alimenter le nord de la province. Mais la réalisation de cette conduite exige dix ans de travaux et plusieurs milliards d'euros d'investissement. Or le niveau des nappes phréatiques a baissé entre 2007 et 2010 en raison de la sécheresse, qui a accentué le déficit lié à la surexploitation en Turquie et en Syrie (2). La tendance pour les années à venir est à l'augmentation du déficit ; les précipitations dans la région devraient décliner de 20 à 40% à l'horizon 2050. Le contrôle des ressources par la Turquie rend encore plus délicate la situation en Syrie si les tensions politiques demeurent entre les deux pays.

L'agriculture du nord-est est stratégique pour la Syrie, car elle contribuait à son indépendance alimentaire et rapportait des devises grâce aux exportations de céréales et de coton. De puissantes sociétés d'État géraient la commercialisation de la production. Elle échappait en grande partie au secteur privé, à l'exception de détournements mineurs au profit du marché noir. À travers ce système complexe, l'État exerçait son contrôle sur la population et sur un territoire périphérique mais riche en pétrole (3) qui était en fait une véritable colonie intérieure. Ce système économique a été complètement désorganisé par la guerre et la rupture des relations entre l'est et l'ouest de la Syrie.

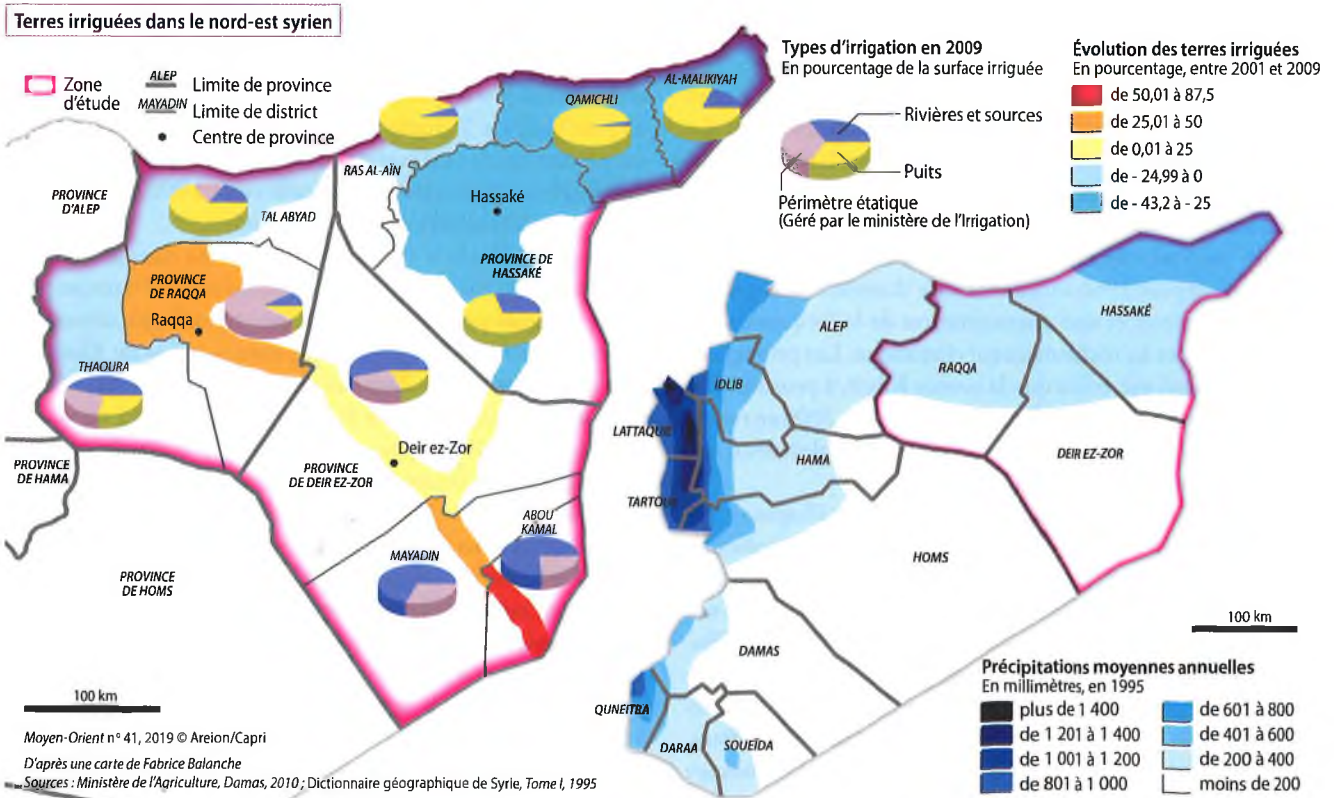
## Une production agricole désorganisée par le conflit

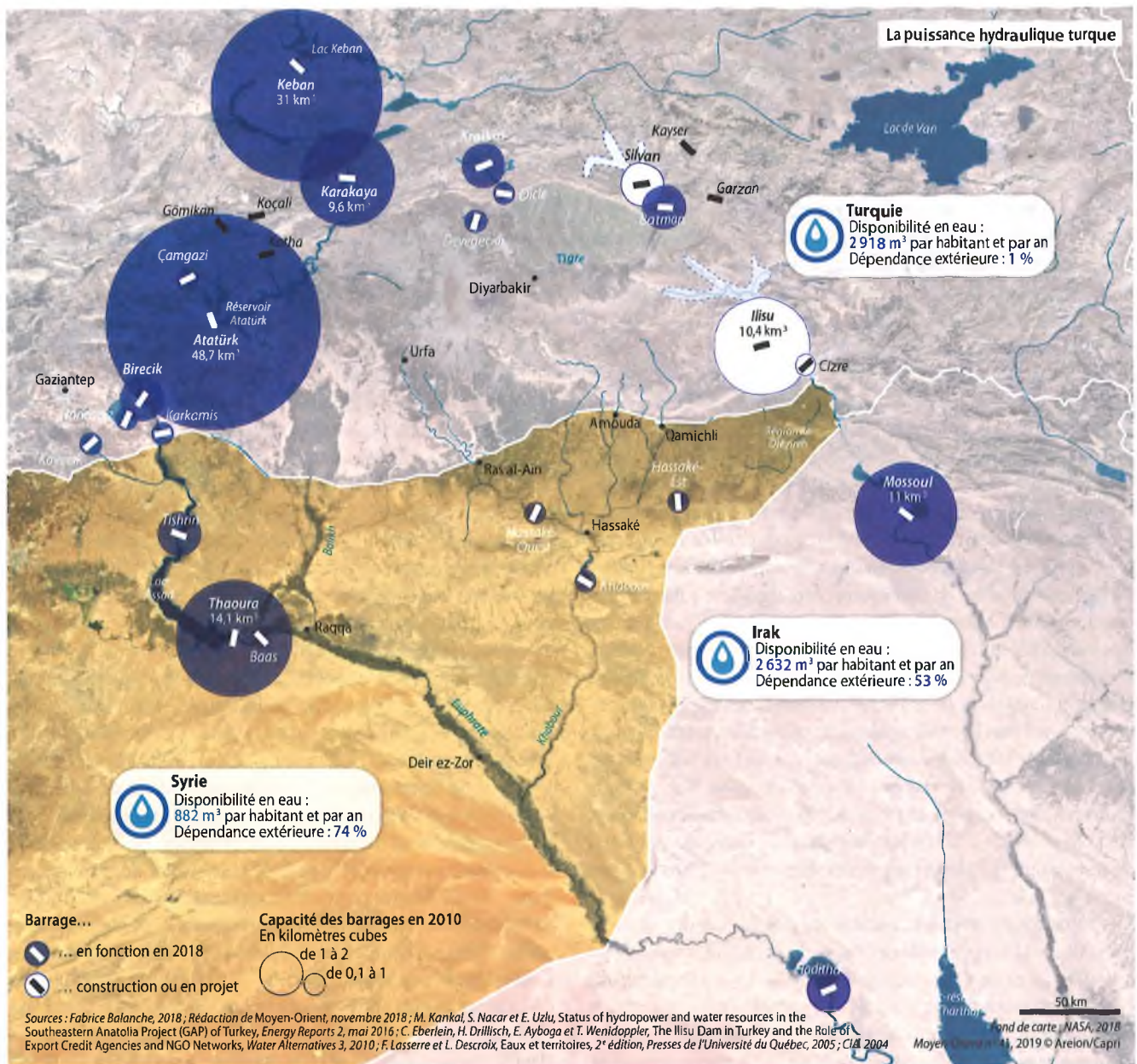
Le nord-est était la principale zone de production de céréales (52 % du blé en 2009) et de coton (79 %) en Syrie. Plus de la moitié des surfaces étaient cultivées en céréales d'hiver et un quart en coton. Dans la vallée de l'Euphrate, la betterave sucrière arrivait en troisième position. Il n'existait pratiquement pas d'arboriculture, car elle est interdite en dehors de la consommation familiale. L'État exerçait un contrôle strict sur les cultures, obligeant les agriculteurs à s'inscrire dans un plan de production géré par la direction de l'agriculture et la banque agricole. Durant la période 1985-2009, la production de blé et celle de coton ont régulièrement progressé, avec un pic en 2005, date à laquelle elles avaient doublé depuis 1985. Le système agricole du nord-est syrien a été désorganisé par

la guerre. Les organismes publics qui géraient la production (offices du blé et du coton, banque agricole et direction de l'irrigation) ont cessé de fonctionner, privant les agriculteurs d'intrants (semences, engrais, pesticides, avances sur récolte) et de débouchés à prix garanti pour leurs productions. La pénurie d'engrais ajoutée à celles du carburant et de l'électricité, indispensables pour actionner les pompes à eau, ont réduit les rendements.

Il est difficile d'avoir des chiffres fiables en l'absence de recensement agricole depuis 2011. Cependant, les témoignages recueillis dans les différents terroirs de la région prouvent l'ampleur du désastre. À Amouda, dans une zone non irriguée, mais où les précipitations sont abondantes, le rendement de blé est passé de 5 tonnes à l'hectare avant la guerre à 1,5 tonne en 2017 (4). En 2018, il est descendu en dessous d'une tonne en raison des conditions climatiques particulièrement désastreuses. Dans les périmètres irrigués de la vallée de l'Euphrate, la culture du coton s'est progressivement réduite. La mise hors d'usage d'une grande partie du réseau d'irrigation par les combats entre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) et les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les bombardements aériens de la coalition internationale (5) a rendu impossible le retour à la normale de cette culture d'été gourmande en eau. En outre, dans les zones irriguées, les quelques plantations de coton qui avaient subsisté ont été détruites par une invasion d'insectes, faute de pesticides.

Dans le nord-est, les zones cultivées ont régressé. Les agriculteurs n'ayant pas d'argent pour labourer et acheter des semences et du fuel pour actionner les pompes à eau, sans garantie de débouchés, préfèrent ne plus cultiver la terre. Dans la





vallée de l'Euphrate, seules les terres situées à proximité des berges du fleuve ou des canaux d'irrigation, où il est possible d'irriguer grâce à une pompe personnelle, car le système d'irrigation étatique ne fonctionne plus, sont cultivées. Dans la province de Hassaké et dans le district de Tal Abyad, où les agriculteurs irriguent à partir de puits artésiens et/ou comptent sur les précipitations, la régression culturelle est majeure en quantité comme en qualité. Au lieu de cultiver du blé, les agriculteurs préfèrent l'orge et l'avoine qui demandent moins d'eau et d'engrais (6). La récolte trouve un débouché local chez les éleveurs de moutons ayant envahi cette région à mesure que l'agriculture régressait au profit de la steppe. Mais la fermeture de la frontière turque et l'impossibilité de vendre les moutons syriens dans les pays du Golfe maintiennent le prix de la viande à un faible niveau. Quant à la population locale, elle n'a guère les moyens de consommer de la viande en dehors des jours de fête. Nous assistons donc dans le nord-est à une régression culturelle, le grenier à blé de la Syrie étant contraint d'importer du blé pour nourrir sa population. Cela remet en cause la politique d'autosuffisance alimentaire que veut instaurer le PYD.

## Une idéologie néomaoïste qui ne séduit pas la population

Emprisonné depuis 1999, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a rédigé une série d'ouvrages dans lesquels il propose un modèle de société pour le peuple kurde, inspiré des théories de l'Américain Murray Bookchin (1921-2006), qui voulait abattre le système capitaliste grâce au « municipalisme libertaire ». Pour Murray Bookchin, la faille fatale du capitalisme se trouve dans son conflit avec l'environnement naturel, qu'il détraque, avec pour résultat une crise. Sa recommandation : la décentralisation des cités gigantesques, envahies par les brouillards de la pollution, mais aussi celle des fermes industrielles, arrosées de pesticides, afin de permettre aux gens de vivre à plus petite échelle, de produire leur nourriture localement et d'utiliser une énergie renouvelable pour gérer leurs propres affaires. Mais l'application de ce programme politique implique une transformation de la structure sociale dans le nord-est syrien. Ainsi, le PYD

souhaite promouvoir un système politique et économique original basé sur l'autosuffisance et la « démocratie locale ». Sa mise en œuvre demeure limitée, car le nouveau pouvoir était davantage préoccupé par la guerre contre Daech, au moins jusqu'à la chute de Raqqa en octobre 2017. L'administration locale contrôlée par le PYD travaille à l'application sur le terrain de l'idéologie du PKK. Le secteur agricole est le laboratoire du changement social et économique.

Le PYD a entrepris de regrouper la population dans des « *kommun* », l'échelon de base de la vie politique économique et sociale selon Murray Bookchin. Les habitants du nord-est, qu'ils soient Kurdes ou Arabes, citadins ou ruraux, sont rassemblés par unité de 150 maisons, ce qui correspond à environ un millier de personnes. Parmi leurs attributions, les communes sont censées organiser la vie économique en assurant la promotion des « coopératives de production ». À la campagne, les agriculteurs sont réunis dans des coopératives d'une quinzaine de membres. Ils doivent travailler en commun et échanger le surplus de production avec d'autres coopératives et avec celles, artisanales, des villes. L'objectif est d'être autosuffisant au niveau de la commune, de supprimer les commerçants et, à terme, l'argent, puisqu'il s'agit de revenir au troc. Certes, la désorganisation de l'économie avec la guerre a provoqué un retour à une économie de subsistance. L'enclavement dont était victime le Rojava est aussi un argument en faveur de l'autosuffisance. Mais, avec la réouverture des axes de communications terrestres vers l'ouest de la Syrie en 2017 (7), la justification économique tombe et il ne reste plus que l'idéologie pour expliquer la politique agricole suivie par le PYD.

Les autorités du nord-est veulent réduire la part des céréales et du coton, les principales cultures de la région, au profit du maraîchage et de l'arboriculture pour devenir autosuffisant. Nous retrouvons le mode de développement autocentré préconisé lors de la décolonisation par les partisans de la « déconnexion » avec le monde capitaliste et les anciennes métropoles. Il s'agit de reproduire le modèle de la Chine maoïste à l'échelle du nord-est syrien et vis-à-vis de Damas. Il est vrai que cette région était une « colonie intérieure » vouée à la production de matières premières au profit des métropoles de l'ouest syrien qui confisquaient la valeur ajoutée dans le cadre d'un pacte

interne à la Syrie, puisqu'il était même interdit de développer une activité industrielle dans la province de Hassaké, plus spécifiquement dans les zones kurdes. Seules deux filatures de coton, appartenant au secteur public industriel, y furent construites. La population arabe de la vallée de l'Euphrate n'était pas soumise à cette interdiction, mais le développement industriel était embryonnaire, les entreprises agroalimentaires étant à Alep, Damas, Homs et Hama.

La mutation culturelle doit s'accompagner d'un changement de mode d'exploitation. Les terres d'État et les grands domaines doivent être confiés à la population, qui sera organisée en coopérative de production. Cependant, on peut douter de l'issue heureuse de la collectivisation des terres, comme ce fut le cas dans les pays qui ont tenté l'expérience dans le passé. Les paysans kurdes sans terre peuvent être séduits. Certes, ils préféreraient voir d'anciens domaines de l'État attribués à leur coopérative plutôt que d'avoir le simple usufruit, mais c'est un progrès par rapport à la situation de quasi-servage qu'ils connaissaient auparavant. En revanche, cette réforme agraire en devenir n'est pas du goût des propriétaires exploitants qui entendent continuer à travailler de façon individuelle. Le PYD n'a pas généralisé les mesures de collectivisation, car la priorité était la guerre contre Daech, et il ne voulait pas subir une révolte interne. Désormais, il a davantage de velléités d'imposer son programme économique. Toute la question est de savoir s'il appliquera la collectivisation uniquement dans les zones kurdes ou bien également dans les territoires arabes. Les habitants de la « ceinture arabe » (8), près de Ras al-Aïn, commencent à quitter leurs villages pour retourner dans la région de Raqqa. Ils subissent la pression des autorités kurdes qui veulent imposer la collectivisation et rendre les terres confisquées dans les années 1960 aux paysans kurdes (9). Ailleurs, l'application du programme du PYD se heurte à l'opposition farouche des chefs de tribu arabes qui contrôlent de vastes domaines, tel Hamdi Daham al-Hadi, le chef des Shammar de Hassaké, vice-président du canton de Djézireh et allié de la première heure des Unités de défense du peuple (YPG) contre l'EI. Si le PYD veut éviter une rupture avec ses alliés arabes, il doit limiter la collectivisation des terres à la zone kurde.

Sur le plan technique, la diversification culturelle voulue par le

En l'absence d'engrais, d'irrigation et de pluies, les agriculteurs renoncent à ensemen- cer les terres. Manbij, janvier 2018.



Une ferme à Tal Abyad en janvier 2018. Grâce à l'irrigation, le blé est levé.



Les champs de céréales à Tal Tamer en mars 2017 : le blé est à peine levé en raison du manque de précipitations.



PYD est en opposition avec la collectivisation des terres. Le maraîchage et l'arboriculture exigent un investissement personnel plus important que la céréalicultrice ou le coton. Ce sont des cultures peu compatibles avec l'esprit de coopérative que tente d'inculquer le PYD. Enfin, il faut disposer d'une industrie agroalimentaire capable de conditionner et de transformer les nouvelles productions agricoles, ce qui n'est pas le cas. Le PYD a le projet de développer des industries agroalimentaires et manufacturières pour répondre aux besoins locaux. Les investisseurs étrangers sont les bienvenus, mais comment les attirer dans le cadre d'un système autogestionnaire et anticapitaliste ? L'entrepreneuriat est encouragé, mais uniquement dans le cadre des coopératives. Encore faut-il disposer d'ingénieurs et de techniciens désireux de travailler pour la « révolution ». Tous ceux qui possèdent un savoir-faire monnayable à l'étranger émigrent, car les salaires sont trop faibles dans la FDNS ; d'autant plus que le PYD souhaite aligner le revenu des ingénieurs sur celui des ouvriers. Par ailleurs, beaucoup de jeunes hommes craignent la conscription et préfèrent se réfugier en Irak. La région kurde connaît une hémorragie démographique, en particulier parmi les classes moyennes, les professions libérales et les entrepreneurs.

## Un indispensable pragmatisme

Les préoccupations premières du PYD demeuraient la guerre contre Daech et l'unification territoriale de la FDNS. L'application des théories d'Abdullah Öcalan reste encore timide dans le domaine économique, car le PYD a conscience que cela risque de heurter une grande partie des habitants, notamment tous

ceux qui se sont ralliés à lui par peur de l'EI. La réouverture des communications terrestres avec l'ouest de la Syrie encourage le retour aux cultures lucratives des céréales et du coton, qui peuvent de nouveau être exportées, tandis que les fruits et légumes de la région côtière reviennent dans le nord-est à des prix défiant toute concurrence locale. En effet, la diversification agricole du nord-est se heurte aux conditions climatiques et à la pénurie d'eau. Une modernisation des techniques d'irrigation s'impose pour limiter le gaspillage, mais cela ne semble pas être la priorité des nouvelles autorités ni des alliés occidentaux des FDS qui se contentent d'apporter une aide humanitaire alors qu'une aide au développement est indispensable.

Pour que la diversification agricole soit un succès et permette au nord-est de devenir autosuffisant, le PYD devrait tout d'abord renoncer à la collectivisation qui fait planer une épée de Damoclès sur le secteur agricole. Ensuite, il faudrait rompre les relations commerciales avec l'ouest de la Syrie pour protéger les productions locales, mais au risque de provoquer une pénurie alimentaire désastreuse. Cependant, l'introduction de frontières douanières internes marquerait un début de séparatisme, toute négociation avec Damas sur le futur statut de la région devenant alors caduque. Or le PYD préfère conserver des relations cordiales avec Damas, car en cas de retrait de l'armée américaine, les Kurdes se retrouveraient entre le marteau turc et l'enclume russo-syrienne. Face à l'échec annoncé de son système économique coopératif (10), le PYD possède deux choix : utiliser la coercition pour appliquer les théories d'Abdullah Öcalan ou déclarer une « pause », comme l'avait fait Vladimir Oulianov dit Lénine (1870-1924) en lançant la Nouvelle politique économique (NEP) en Russie bolchevique dès 1921. Cette dernière option paraît la plus probable et salutaire pour la population locale. ■

FABRICE BALANCHE

(1) Marwa Daoudy, *Le partage des eaux entre la Syrie, l'Irak et la Turquie : Négociation, sécurité et asymétrie des pouvoirs*, CNRS Éditions, 2005.

(2) Fabrice Balanche, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », in *Maghreb-Machrek* n° 196, été 2008, p. 1-19.

(3) Le pétrole du nord-est, dont la production actuelle varie entre 300 000 et 380 000 barils par jour, assurait avant la guerre son indépendance énergétique et permettait des rentrées de devises.

(4) Entretien de l'auteur à Qamichli, mars 2017.

(5) Enquête de terrain de l'auteur dans le nord-est syrien, janvier 2018.

(6) Enquête de terrain de l'auteur dans le nord-est syrien, janvier 2018.

(7) Fabrice Balanche, « Rojava Seeks to Break Out in Syria », Washington Institute for Near East Policy, 12 avril 2017.

(8) La « ceinture arabe » fut créée dans les années 1970 pour accueillir les habitants des villages de la vallée de l'Euphrate dont les terres furent submergées par la construction du barrage de Thaoura. Ils furent implantés dans cette région kurde pour briser la continuité ethnique.

(9) Entretien de l'auteur à Raqqa, janvier 2018.

(10) Fabrice Balanche, *The United States in Northeastern Syria: Geopolitical Strategy Cannot Ignore Local Reality*, Hoover Institution, 17 juillet 2018.



## Bayramtepe, l'« eldorado » perdu des Kurdes syriens

Sur les 5,64 millions de réfugiés syriens recensés par l'ONU (15 novembre 2018), 3,59 millions sont en Turquie ; nombre d'entre eux sont Kurdes. Venus chercher du travail dans l'ouest du pays, ils optent généralement pour les zones à prédominance kurde, pensant pouvoir compter sur la solidarité. Mais à Bayramtepe, l'un des quartiers d'Istanbul où ces réfugiés se sont installés en masse, la cohabitation avec la population locale est parfois délicate. Sans aide de l'État, livrés à eux-mêmes et inquiets des tensions politiques qui traversent le pays, de nombreux réfugiés choisissent de retourner en Syrie, tandis que d'autres tentent la traversée vers l'Europe (1).



© Yann Renoult

Dans la banlieue nord-ouest d'Istanbul, les tours rutilantes de l'arrondissement de Basaksehir déploient leur luxe moderne. De nombreux Stambouliotes aisés payent le prix fort pour s'installer dans l'un des multiples gratte-ciel disposant de leurs propres supermarchés, salles de sport et dont l'accès est surveillé nuit et jour par des gardiens. Sur la colline d'en face s'étendent les petites maisons de brique et de brique et les immeubles croulants de Bayramtepe.

### Une solidarité kurdo-kurde ?

Ahmad est attablé dans un café près du petit parc, fréquenté par les enfants qui vont y jouer après l'école et certains des nombreux réfugiés syriens du quartier qui s'y abritent parfois



© Yann Renoult



© Yann Renoult



© Yann Renoult

5



1-2. Bayramtepe, l'un des quartiers d'Istanbul où les réfugiés syriens se sont installés en masse.

3. Ahmad, « partiellement handicapé du bras », avec des amis.

4. Le siège du HDP est également un lieu social où les habitants viennent discuter, mais aussi régler leurs problèmes de voisinage avec les réfugiés.

5-6. Les ateliers de textile clandestins déménagent souvent du jour au lendemain, laissant parfois les

6



la nuit. Il distribue les cartes de la main gauche. La droite reste recroquevillée contre lui. « Je suis partiellement handicapé du bras, explique le jeune Syrien, à cause de ça, tous les patrons me renvoient au bout de quelques jours. Comment voulez-vous que je gagne ma vie ? » Ce trentenaire est arrivé de Syrie en 2013, en compagnie de plusieurs amis. Il est originaire de la région d'Afryn, majoritairement peuplée de Kurdes. « Nous avons choisi ce quartier parce qu'ici, presque tout le monde parle kurde. Nous pensions que nos origines et notre langue commune nous faciliteraient les choses. » Mais il a rapidement déchanté. « Une grande partie des Kurdes d'ici nous regardent avec défiance, et les autres nous exploitent sans remords », se désole-t-il.

Bayramtepe, quartier populaire de quelque 100 000 habitants, a toujours été un lieu d'immigration. Il compte une majorité de Kurdes originaires du pays. Une partie d'entre eux ont émigré dans les années 1990, chassés par le conflit à l'est entre l'armée turque et les rebelles autonomistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les autres sont venus chercher de meilleures conditions d'existence dans la capitale économique du pays.

« Certains Kurdes d'ici sont très conservateurs, il y a un décalage culturel. Ils voient d'un mauvais œil l'arrivée de tous ces célibataires et de

ces femmes très maquillées », estime Mehmet Aydinar, responsable du Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde. Au centre du quartier, le siège local du mouvement est un endroit précieux pour les exilés de Syrie. « Nous aussi nous sommes arrivés ici comme réfugiés, fuyant la guerre quand l'armée turque brûlait nos villages (2). Nous sommes sensibles à leur situation. Nous essayons de les aider autant que possible, en faisant des collectes de vêtements par exemple, mais nos moyens sont limités », explique-t-il.

Le HDP fait surtout office de juge de paix. Les réfugiés, méfiants à l'égard de la police, s'adressent à lui pour arbitrer les divorces ou tenter d'obtenir les salaires que des patrons peu scrupuleux ont omis de leur verser. Une situation fréquente. Akram, venu d'Afryn, et plusieurs membres de sa famille ont travaillé

pendant un mois dans une petite fabrique de textile. Ce secteur est le principal pourvoyeur d'emplois pour les réfugiés syriens d'Istanbul. « Mon patron a refusé de me verser ma paye. Je n'ai pas de permis de travail, je ne pouvais pas aller voir la police. Je lui ai dit que si je ne recevais rien à la fin de la semaine, j'irais brûler son atelier. Quand je suis retourné le voir, il n'y avait plus qu'un bâtiment vide ; il avait déménagé la production. »

### ≈ Des conditions de vie très précaires

Les tensions entre réfugiés et population locale prennent parfois une tournure violente. Ainsi, fin octobre 2015, l'un des bâtiments délabrés abritant des célibataires syriens accusés de boire de l'alcool et de nuire à la tranquillité du voisinage est pris d'assaut par la foule. La maison est

7

7. Handi, 14 ans, s'occupe de ses petits frères et sœurs pendant que ses parents vont au travail dans des ateliers de confection. Elle ne peut alors pas aller à l'école.

8. L'école des réfugiés dans le quartier de Bayramtepe.

9. Tentative échouée de traversée vers l'Europe en bateau.

10. Enseignes en turc et en arabe.

11. « Quartier de l'enfer ».



incendiée, mais aucune victime grave n'est à déplorer. « Nous avons fait en sorte de calmer le jeu, raconte Mehmet Aydinar. Nous avons réuni des notables locaux et des représentants de la communauté immigrée pour que chacun puisse exprimer ses griefs et que la situation ne dégénère pas davantage. » Au-delà de ces tensions, c'est surtout leur situation économique qui préoccupe les réfugiés. « Je ne reçois aucune aide de l'État turc pour me soigner, me loger ou trouver un travail. Je suis allé en demander à la municipalité ; on m'a renvoyé comme un mal-propre », s'indigne Ahmad. Ils sont nombreux dans les rues et les échoppes de Bayramtepe à partager sa rancœur vis-à-vis de l'État turc. Le 29 novembre 2015, la Turquie et l'Union européenne sont pourtant parvenues à un accord, aux termes duquel le pays s'est vu accorder une aide de 3 milliards d'euros. En échange, Ankara s'est engagée à améliorer les

conditions d'accueil des réfugiés syriens et à les garder sur son territoire. « Où est passé tout cet argent ? Quand nous parviendra-t-il ? », s'exaspère Houssam, professeur dans une école locale créée pour accueillir les jeunes réfugiés. L'établissement accueille 400 enfants, en majorité des Kurdes de Syrie, mais, aux dires des enseignants, ne bénéficie pas du moindre financement des autorités turques. Conséquence de ces conditions de vie difficiles, une large part des quelque 25 000 réfugiés qui avaient élu domicile dans le quartier sont partis. Les mieux lotis ont réussi à atteindre l'Europe après une périlleuse traversée en mer. Les plus pauvres, incapables de subvenir à leurs besoins, sont repartis pour la Syrie. Certains, comme Houssam, ont fait le choix de rester. « Je ne veux pas m'éloigner de la Syrie et je veux être utile à mon peuple, ce que j'essaie de faire en enseignant aux enfants, déclare-t-il. Mais je ne juge pas ceux qui ont

fait le choix de partir pour l'Europe, ils ont juste envie de vivre. Ici, c'est difficile. » Difficile, la traversée vers la Grèce ne l'est pas moins. Après avoir réglé 500 dollars à un passeur, Ahmad a embarqué à Izmir dans une embarcation de fortune surchargée : « On s'est perdus au bout d'une heure en mer. Le temps commençait à se gâter, on a donc fait demi-tour et l'on a réussi à regagner le rivage ; je me suis promis de ne plus retenter la traversée dans ces conditions. » Les tensions politiques qui sévissent dans le pays risquent de provoquer encore davantage de candidats au départ. Avec le conflit entre l'État turc et le PKK, les violences vont crescendo et ont fait plusieurs centaines de victimes des deux côtés et parmi les civils. Fait nouveau, les combats ont gagné les villes, où les jeunes du PKK, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), affrontent les forces spéciales de la police et les tanks de l'armée. Circonscrits à l'est du pays, ces événements menacent de gagner l'ouest, notamment Istanbul, et donc Bayramtepe. « Le jour, c'est l'État qui contrôle le quartier ; la nuit, ce sont les YDG-H », résume Mehmet.

### Un avenir marqué par la guerre

De nombreux réfugiés, bien que sympathisants de la cause kurde, s'inquiètent du climat de tension et craignent de retrouver la violence qu'ils



ont tenté de fuir. À l'image de Süreyya. Cette cinquantenaire a fui la guerre en compagnie de ses quatre enfants après la mort de son mari tué par un obus à Cheikh Maqsoud, le quartier kurde d'Alep. « Nous avons peur de l'évolution des tensions. Ici, nous ne nous occupons pas de politique, nous ne voulons rien avoir à faire avec les tensions en Turquie. » Sans aide de l'État, la famille subsiste avec le maigre

salair des deux fils aînés et grâce à la générosité du HDP et de quelques voisins. Le benjamin, âgé de quinze ans, a été envoyé en Allemagne. « Là bas, il sera soigné, il ira à l'école, il aura une chance de bien s'en sortir. Peut-être que nous finirons par le rejoindre si nous en avons l'opportunité. » Un jour d'Europe qui va grandissant : « L'autre soir au marché, on m'a demandé pourquoi je ne rentrais pas chez moi.

Mais où voulez-vous que j'aille ? Je n'ai plus de chez-moi. »

Non loin de la maison de Süreyya, à l'une des sorties de Bayramtepe, une main a tracé sur un mur la direction d'une zone voisine, « Cennet Mahallesi », quartier du paradis. La même main a ajouté une autre flèche pointant vers le centre de Bayramtepe. À la peinture noire, elle y a tracé « Cehennem Mahallesi » : quartier de l'enfer.

— RAPHAËL BOUKANDOURA

### Notes

(1) Ce photoreportage est paru dans *Orient XXI* le 22 avril 2016. À consulter sur : <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/bayramtepe-l-eldorado-perdus-des-kurdes-syriens,1296>. Pour en savoir plus : Jean-François Pérouse, « Les Kurdes à Istanbul : une communauté inexistante ? », in *Moyen-Orient* n° 26, avril-juin 2015, p. 46-51.

(2) En septembre 2015, les forces armées de Turquie ont lancé une opération dans la ville de Cizre, dans le sud-est du pays, à la frontière avec la Syrie, causant la mort d'une centaine de personnes.

